



Aigre dialogue américano-mexicain

Les relations entre les Etats-Unis et le Mexique, qui partagent une frontière de quelque 3000 kilomètres, sont traditionnellement complexes, ambiguës et surtout passionnées. La coexistence — de plus en plus étroite — entre la première puissance de la planète et une nation latino-américaine qui affronte tous les problèmes — de plus en plus aigus — du sous-développement et de la survie est nécessairement houleuse et difficile.

L'histoire, qui a laissé des traces durables et amères dans la conscience collective mexicaine, la géographie, le choc brutal des cultures et des mentalités, nourrissent les ressentiments mal assumés, les rancœurs quotidiennes, les malentendus et les arrière-pensées. Cette coexistence n'est pas abstraite. Elle est vécue au jour le jour sur le terrain. L'abîme entre le monde sur-industrialisé et celui de la plus grande pauvreté sépare les villes frontalières de Ciudad-Juarez, la mexicaine, et d'El Paso, l'américaine, de part et d'autre du maigre filet d'eau du Rio Grande.

Aucune autre nation d'Amérique latine n'est davantage liée aux Etats-Unis — à tous les niveaux : politique, économique, financier, culturel — que le Mexique. Aucun autre pays du sous-continent ne pratique davantage l'anti-américanisme et le mépris du gringo. Les Américains franchissent chaque année par millions la frontière pour faire du tourisme « au sud », mais ils connaissent mal les Mexicains, ombrageux, volontiers susceptibles, partagés entre l'admiration pour le sous-développement et de la réussite du voisin « du nord » et leurs réserves profondes à l'égard d'une société qu'ils jugent parfois violente et même « barbare ». Car le Mexique revendique encore avec un orgueil légitime son brillant passé indien.

Le contentieux est lourd entre les deux pays. Et c'est dans un contexte bien plus large qu'il faut situer le regain de tension provoqué par le meurtre, près de Guadalajara, de deux agents du service de la lutte antidrogue des Etats-Unis (DEA). Cet assassinat sauvage illustre malheureusement la détermination des différentes mafias de la drogue de défendre leurs filières de vente en direction des Etats-Unis.

Selon un rapport d'une commission de la Chambre des représentants de Washington, la vente de stupéfiants dans le pays a atteint en 1984 la somme de 110 milliards de dollars. Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, qui s'est prononcé jeudi contre un recours à des sanctions économiques contre le Mexique pour le contraindre à éliminer les « éléments corrompus de son administration » et à « lutter plus efficacement contre les trafiquants », a justement admis que ce grave problème de la drogue avait davantage à voir « avec la demande existant aux Etats-Unis » qu'avec la « manière de tenter de couper les routes de l'approvisionnement ». Une observation que tous les pays concernés par la lutte contre la drogue approuveront certainement d'instinct sans réserve.

Les menaces répétées — et maintenant suivies d'effet — contre les agents du DEA au Mexique préoccupent naturellement les dirigeants américains. Et l'aigre dialogue engagé entre Mexico et Washington à propos des « méthodes de lutte » contre les trafiquants ne va sans doute pas favoriser l'examen serein des très nombreux problèmes qui divisent les deux pays, à commencer par celui des travailleurs mexicains entrés illégalement aux Etats-Unis. C'est un dossier particulièrement irritant pour les deux parties.

Le président Moubarak fait avaliser à Paris son initiative de paix

Le président Moubarak, attendu à Paris en fin de matinée, ce vendredi 8 mars, devait être reçu à déjeuner par le président Mitterrand. L'essentiel de leurs conversations devait porter sur le conflit israélo-arabe, et plus particulièrement sur le « plan de paix » Hussein-Arafat. Le chef de l'Etat égyptien s'envolera dès samedi pour Washington, où il sera reçu par le président Reagan le 12 mars.

L'escalade à Paris de M. Hosni Moubarak, en route pour Washington, est désormais traditionnelle. Comme son prédécesseur, Anouar El Sadate, le chef de l'Etat égyptien tient à informer et à consulter le président français avant de rencontrer ses interlocuteurs américains. La France est perçue au Caire, non seulement comme une « alliée », mais comme une amie dont la vision des problèmes qui agitent le Proche-Orient n'est pas obscurcie par des considérations de « stratégie planétaire ».

Face au conflit israélo-arabe, qui devait dominer les conversations entre les présidents Mitterrand et Moubarak, la France occupe, en outre, une place unique. Contrairement aux Etats-Unis, elle n'est pas accusée par les Etats arabes d'être « juge et partie ». Elle entretient des relations amicales avec les deux camps belligérants. De ce fait, elle sera amenée, tôt ou tard, à jouer un rôle de premier plan, celui de conciliateur, d'autant plus qu'elle est en mesure de plaider le dossier tout autant au sein de la Communauté européenne, qu'à Washington ou à Moscou, où M. Roland Dumas doit précisément examiner le dossier du Proche-Orient la semaine prochaine.

Le président Moubarak n'aura pas beaucoup de mal à convaincre le chef de l'Etat que le plan de paix Hussein-Arafat, assoupli par sa propre « initiative », est susceptible d'amorcer un dialogue, puis une négociation, conduisant à un règlement. Les deux chefs d'Etat sont déjà d'accord — le projet de résolution franco-égyptien présenté en juillet 1982 au Conseil de sécurité — sur l'essentiel : les belligérants devraient « se reconnaître mutuellement », le peuple palestinien a le droit d'exercer son droit à l'autodétermination « avec ses conséquences », l'OLP devrait être associée à toute négociation.

D'autres dispositions figurant dans le plan Hussein-Arafat sont, de même, acceptables pour les présidents Mitterrand et Moubarak.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

M. Fabius et M. Rocard exaltent l'union nationale

Près de dix mille candidats se disputent, dimanche 10 mars, les deux mille quarante-quatre cantons soumis à renouvellement (ou renouvellement étendu), et sollicitent ainsi les suffrages de près de dix-huit millions d'électeurs. Ce scrutin, dont le second tour aura lieu le 17 mars, revêt une importance particulière, alors que toute la classe politique prépare déjà les législatives de 1986.

Rassemblement de tous les républicains contre le racisme : les socialistes ont tenu le premier tour de la campagne cantonale sur ce thème. M. Laurent Fabius à Toulouse devant plusieurs milliers de personnes, M. Michel Rocard plus modestément à Châteauneuf-Malabry, devant cinq cents militants, ont appelé à une union nationale, au nom de la démocratie et des valeurs de la République. M. Rocard va plus avant lorsqu'il invite ses amis à se mobiliser, au second tour, pour un candidat de droite, s'il n'effraie pas un autre candidat de droite, soutenu celui-ci par le Front national, ou imprégné par les idées de l'extrême droite. Il n'y a plus, dit-il, de « bonnet blanc et blanc bonnet » qui tienne.

Les éloges ne manquent pas de la voie et croquent le fer avec M. Le Pen. Les principaux chefs de file de l'opposition se penchent à leur tour, et après quelques hésitations, des vertus républicaines. Bref, il ne reste plus aux socialistes qu'à crier : « Vive Le Pen ! ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite et l'article de JEAN-YVES L'HOMEAU page 6.)

NOUVELLE-CALÉDONIE

La mort d'un gendarme

Un major de la gendarmerie mobile, Roland Lecomte a été tué, vendredi 8 mars, alors qu'il venait de faire déloger un barage cassaque près de Pouché, dans le Nord de la Nouvelle-Calédonie. (Lire nos informations page 22.)

A Paris, dans les milieux gouvernementaux, le scepticisme s'accroît sur les chances de succès de la mission de M. Edgard Pisani.

Toutes affaires cessantes, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait improvisé, jeudi 7 mars, en l'honneur de son collègue de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Joxe, une courte visite des installations du Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN) à Satory (Yvelines), sous le prétexte d'inaugurer des locaux qui servent, en réalité, depuis juin 1984 à l'entraînement de cette unité chargée des missions délicates et périlleuses.

C'était vingt-quatre heures après la nomination, comme préfet hors cadre, du chef d'escadron de gendarmerie Christian Prouteau, qui anime, à l'Élysée, la coordination de la lutte antiterroriste et dont la promotion a mis du baume au cœur des gendarmes.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite et l'article de DANIEL SCHNEIDERMAN page 7.)

Garder la V^e République

par ANDRÉ FONTAINE

De tous les régimes qui se sont succédés en France depuis la Révolution de 1789, un seul, la III^e République, a duré plus longtemps que celui que nous a légué le général de Gaulle. Ce n'est pas une raison suffisante pour en changer. Si, d'ailleurs, l'on demandait aux Français, leur avis là-dessus, il s'en trouverait peu pour le souhaiter.

Il n'empêche que, après avoir franchi victorieusement, grâce à François Mitterrand, l'usage des meubles qui n'avaient pas été fabriqués précisément pour lui, la redoutable épreuve de l'alternance, la V^e se trouve menacée à la fois d'un retour à la IV^e et de l'avènement d'une VI^e aux allures inquiétamment plus musclées. Ces deux éventualités, qui pourraient au demeurant s'accommoder du maintien de la lettre des institutions actuelles, ne s'excluent nullement l'une l'autre : nous aurions même d'autant plus de chance de connaître la seconde que nous aurons fait, auparavant, l'expérience de la première.

La IV^e a en plus de mérites qu'on ne veut bien, à l'habitude, lui en reconnaître. Elle a initié la modernisation de l'économie, la réconciliation avec l'Allemagne, la construction européenne, la décolonisation. Mais l'excès des pouvoirs de l'Assemblée, et donc des partis, privait les gouvernements, quels qu'ils fussent, de l'atout essentiel de la durée. D'où l'échec du mitterrandisme, l'impossibilité de mettre fin à la guerre d'Algérie, l'humiliante dépendance à l'égard du Trésor américain. Retourner maintenant à ce que de Gaulle appelait « les pots-sous et les défilés du système », alors que l'univers tend à se désintégrer d'une Europe sur laquelle pèse déjà l'ombre du déclin, serait suicidaire. Le risque qu'on en vienne là n'est cependant pas exclu.

Malgré l'embellie que font apparaître les derniers sondages, on voit mal, en effet, par quel miracle le PS pourrait retrouver, dans l'Assemblée issue des élections de 1986, la majorité absolue dont il dispose aujourd'hui : quand ce ne serait que parce que le soutien qu'il est en droit

reconnaître. Elle a initié la modernisation de l'économie, la réconciliation avec l'Allemagne, la construction européenne, la décolonisation. Mais l'excès des pouvoirs de l'Assemblée, et donc des partis, privait les gouvernements, quels qu'ils fussent, de l'atout essentiel de la durée. D'où l'échec du mitterrandisme, l'impossibilité de mettre fin à la guerre d'Algérie, l'humiliante dépendance à l'égard du Trésor américain. Retourner maintenant à ce que de Gaulle appelait « les pots-sous et les défilés du système », alors que l'univers tend à se désintégrer d'une Europe sur laquelle pèse déjà l'ombre du déclin, serait suicidaire. Le risque qu'on en vienne là n'est cependant pas exclu.

Malgré l'embellie que font apparaître les derniers sondages, on voit mal, en effet, par quel miracle le PS pourrait retrouver, dans l'Assemblée issue des élections de 1986, la majorité absolue dont il dispose aujourd'hui : quand ce ne serait que parce que le soutien qu'il est en droit

d'attendre : la PC aurait toutes chances de s'apparenter à celui que la corde foudroya un jour. Les situations faites ici ou là indiquent plutôt que, si la loi électorale en vigueur depuis 1958 était toujours appliquée, RPR et UDF pourraient obtenir une majorité encore plus impressionnante qu'en 1968, ce qui contraindrait François Mitterrand soit à se démettre, soit à « collaborer » avec un gouvernement « élu » par la majorité absolue de l'Assemblée nationale. Si, au contraire, une dose plus ou moins importante de proportionnelle était introduite, PC et Front national, que le scrutin uninominal limitait, disposeraient à l'Assemblée d'une représentation assez large pour rendre impossible la constitution d'une majorité stable. Une partie de la droite se retournerait sans doute vers Le Pen, une autre suivrait les conseils de Raymond Barre, plus décidé que jamais à ne pas se salir les mains dans le « bouc-émissaire », une autre, qui supporte mal d'être écartée depuis quatre ans du pouvoir, accepterait de faire un bout de chemin avec l'actuel chef de l'Etat et avec le PS. Peut-être en résulterait-il, à la longue, l'apparition de ce « centre » d'où beaucoup de Français espèrent, selon la juste remarque de VGE, à être gouvernés. Peut-être, en l'absence d'un contre-poids parlementaire solide, le caractère présidentiel du pouvoir se verrait-il accentué. Mais rien ne le garantit : le risque est plutôt que ne renaisse les ingérences et les soubresauts qui ont eu raison de la IV^e et dont la démocratie elle-même a été à deux doigts de mourir.

Ainsi, sans doute, s'explique que François Mitterrand ait ajourné sa décision, que l'on croyait il y a trois semaines imminente, sur la loi électorale. Et que l'on en soit aujourd'hui à attendre, dans des milieux proches du pouvoir, l'hypothèse d'un maintien pur et simple du système actuel. Rien ne dit que cette solution ne serait pas payante, au moins à long terme, pour la gauche, dont on ne saurait en déduisant oublier qu'elle doit à ce système la confortable majorité sur laquelle elle s'appuie pour le moment au Palais-Bourbon. Si elle modifie les règles du jeu, il se trouvera beaucoup de gens pour l'accuser de tricherie, et donc pour se détourner d'elle. Si l'opposition gagne, peu importe après tout l'ampleur de sa majorité. L'essentiel est qu'elle aura que deux ans, jusqu'à l'élection présidentielle, pour prouver qu'elle est capable de sortir de sa querelle de chefs et qu'elle se débrouille mieux que

l'équipe actuelle : ce que 22 % seulement des Français, à en juger par un récent sondage BVA-Paris-Match, sont pour le moment disposés à croire.

Reste qu'en faveur de l'introduction d'une dose de proportionnelle, voire de la proportionnelle intégrale, il existe des arguments qui ne tiennent pas tous du seul intérêt tactique. Est-il juste, est-il sage, de laisser un quart des électeurs — communistes ou léninistes — pratiquement sans représentation à l'Assemblée nationale ? De « sur-représenter » au contraire des formations dont les manœuvres et les chamailleries rituelles découragent, quand elles ne les écartent pas, un nombre grandissant de Français ? N'est-ce pas Valéry Giscard d'Estaing qui proposait, il y a quelques années, un mélange de scrutin d'arrondissement et de proportionnelle que François Mitterrand a paru bien près, il y a quelques semaines, de reprendre à son compte ?

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Crosses

L'épiscopat sur deux fronts : le combat contre le racisme réel et la lutte contre le blasphème supposé. Quand des évêques déclarent que le racisme et la xénophobie sont « incompatibles avec l'Evangile », M. Le Pen, qui se croit vif, leur demande de se mêler de leurs affaires.

Quand M. Lüstiger intervient avec efficacité pour que l'Etat ne finance pas le film de Scorsese sur le Christ, on crie à l'abus de pouvoir contre la création artistique.

Dans un cas, ce serait « touche pas à mon pote » et, dans l'autre, « touchez pas à Jésus ». On se demande, quand même, si le Christ n'est pas assez grand pour se défendre tout seul. Lui qui lança à ses disciples tandis qu'on l'arrêtait : « Laissez faire, même oculi ».

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

2. ESPAGNE

Un entretien avec M. Moran, ministre des affaires étrangères.

2. UNION SOVIÉTIQUE

Baisse de la production pétrolière.

10. VOITURE « PROPRE »

Les Dix espèrent un accord avant la fin du mois.

10. MÉDECINE

Quand un hôpital fonctionne comme une clinique privée.

11. POLICE

Rififi syndical.

19. ÉCONOMIE

M. Bergeron à la recherche du temps partiel.

Claude ROY

A la lisière du temps

poèmes

Temps variable
avec éclaircies

« Des maximes à la manière taoïste, et des poèmes qui sont des prières »

François Barré/Le Monde

GALLIMARD nrf

voilà table
basse 20 %
moins cher

PHANE MEVS

É TOU NAYS

étranger

EUROPE

Espagne

« Rester en dehors de la CEE ne déstabiliserait pas la démocratie espagnole » nous déclare M. Moran, ministre des affaires étrangères

De notre correspondant

Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, est attendu samedi 9 mars à Paris, où il aura une entrevue avec M. Fabius. A une semaine de la réunion du prochain conseil des ministres des Dix sur l'élargissement de la CEE, nous publions ci-dessous un entretien avec le chef de la diplomatie espagnole.

Madrid. — Notre objectif reste le même : entrer dans la Communauté le 1^{er} janvier 1986. Mais, si l'accord que nous proposons les Dix se révélait trop léonin, nous nous retrouverions dans l'obligation de ne pas l'accepter. Rester en dehors de la CEE ne déstabiliserait pas la démocratie espagnole. D'autant qu'un échec des négociations ne nous inciterait pas à opter pour une politique de type tiers-mondiste, ne serait-ce que par nécessité. L'Europe peut être tranquille : aucune force politique, dans ce pays, ne profiterait d'une telle situation pour se lancer dans une escalade nationaliste. Le plus vraisemblable est que nous continuerions tout simplement à négocier.

En nous recevant au palais de Santa-Cruz, à Madrid, le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, nous a confirmé ce que plusieurs déclarations de hauts responsables avaient laissé entrevoir ces dernières semaines : l'Espagne est décidée à remettre à plus tard son entrée dans la CEE si les conditions proposées ne la satisfont pas (le Monde du 19 février). Les négociations ont pris, en effet, désormais, l'aspect d'un véritable jeu de double : si elles s'achèvent pas dans le courant du mois de mars, tous les calendriers établis seront bouleversés et les accords partiels déjà obtenus pourraient même être remis en question.

M. Moran reconnaît que l'intégration à l'Europe est pour l'Espagne la solution la plus logique. « 36% de nos exportations et 47% de nos importations se font avec les Dix, souligne-t-il. Mais nous sommes prêts à nous orienter vers d'autres horizons si nécessaire. N'oubliez pas qu'en 1984 le fait de ne pas être membre de la Communauté n'a pas empêché une augmentation de 18% du volume de nos exportations ». Il considère toutefois que l'adhésion constitue pour son pays un impératif tout autant politique qu'économique. « Durant le franquisme, les Espagnols ont établi une équivalence entre la consolidation de la démocratie et l'intégration à la Communauté, rappelle-t-il. La volonté de rapprochement avec l'Europe a d'ailleurs représenté l'un des principaux dénominateurs communs de toutes les forces d'opposition démocratiques, de gauche comme de droite, à l'époque du franquisme. C'est pourquoi notre pays est sans doute le seul où le sentiment européen est partagé sans réserve par tous les secteurs politiques. »

M. Moran considère que l'Espagne est en mesure d'enrichir considérablement la Communauté. « D'abord, par l'effet de dynamisation économique que peut représenter, pour une Europe en crise, l'intégration d'un marché de quarante millions d'habitants avec un niveau per capita très acceptable. La CEE serait davantage en mesure d'assurer son indépendance économique. En outre, la présence espagnole se traduirait par un réajustement de la Communauté, qui a longtemps été essentiellement rhénane et deviendrait ainsi davantage méditerranéenne. La France serait la première à en profiter. Et puis, nous

pourrions aider les Dix à se rapprocher d'autres régions du monde, en raison de notre position géographique et de notre histoire. La CEE peut-elle réellement mener une politique méditerranéenne globale ou resserrer ses liens avec l'Amérique hispanique sans l'Espagne ? »

Contrairement à d'autres membres du gouvernement, M. Moran réagit à l'entrée en scène de la CEE et son maintien dans l'OTAN. « Les deux thèmes sont distincts, souligne-t-il. Le pays du Langue doc hostile à notre adhésion ne va évidemment pas changer d'opinion pour assurer la permanence de l'Espagne dans l'alliance. De plus, établir une telle relation ne convaincra pas forcément notre opinion publique. Certains secteurs espagnols estiment déjà que le traité d'adhésion à la CEE est déséquilibré et peu favorable pour nous. Peut-on, en plus, leur dire qu'il faut payer cette adhésion d'une contrepartie aussi impopulaire que l'appartenance à un bloc militaire ? »

Le chef de la diplomatie espagnole a en revanche pas moins que les deux thèmes ne peuvent pas être totalement dissociés. « On ne peut demander aux Espagnols de faire des sacrifices pour la défense de l'Occident si on leur ferme en même temps la porte de l'Europe. » M. Moran reconnaît à cet égard qu'il est « impossible » que le gouvernement socialiste gagne le référendum, prévu en 1986, sur la maintien de l'Espagne dans l'OTAN, si les négociations d'adhésion à la CEE devaient échouer.

Le référendum sur l'OTAN

A ce sujet, le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a affirmé qu'il ferait campagne, avant le référendum, pour que son pays se maintienne dans l'OTAN (sans entrer toutefois dans sa structure militaire intégrée). Qu'est-ce qui a motivé cette « révision déclinatoire » des socialistes espagnols ? « Avant tout, la volonté de ne pas rompre les équilibres internationaux, répond le ministre. Il est vrai que le gouvernement antérieur les avait modifiés en nous faisant entrer dans l'alliance. En arrivant au gouvernement, en décembre 1982, nous étions donc face à un fait accompli. Et la situation internationale était trop délicate à cette époque, à cause de l'installation des euro-missiles, pour que nous nous risquions à la compliquer davantage. C'est pourquoi nous avons respecté les engagements que d'autres avaient assumés. »

« Il est vrai, poursuit le ministre, que nous avons nos propres priorités en matière de défense, qui ne sont pas garanties par l'Alliance [une allusion implicite au contexte avec le Maroc à propos des esclaves de Ceuta et de Melilla, en Afrique du Nord]. Mais il est vrai aussi que, dans l'hypothèse d'un conflit global, la collaboration de l'Espagne avec le reste de l'Occident serait nécessaire. Ce lien nous ne le détestons pas, c'est un lien automatique, et toujours plus contraignant. Nous voulons rester maîtres chez nous. »

M. Moran a conscience que, en prenant le maintien dans l'Alliance, le gouvernement socialiste va à contre-courant du sentiment majoritaire de son électorat, et même de l'opinion publique espagnole. « L'anti-atlantisme a de profondes racines historiques dans ce pays, reconnaît-il. Nous ne devons pas grand-chose aux Alliés et aux Etats-Unis depuis la dernière guerre mondiale. Nous n'avons pas été libérés par leurs troupes du fascisme. Nous n'avons pas bénéficié du plan Marshall, bien au contraire : l'accord militaire signé en 1953 entre les Etats-Unis et l'Espagne [permettant l'installation de quatre bases américaines en territoire espagnol] a joué un rôle décisif dans la consolidation du franquisme, en rompant son isolement international. De plus, la population espagnole se refuse à considérer l'Union soviétique comme un agresseur potentiel. N'oubliez pas que nous avons longtemps été manipulés par un anticommunisme primaire qui servait simplement à justifier le maintien d'une dictature de droite ! »

Dans ces conditions, le gouvernement socialiste espère-t-il malgré

tout gagner le référendum ? « L'opinion publique espagnole craint avant tout que l'alliance n'implique des engagements sans limites, qu'elle ne porte atteinte à notre souveraineté. Notre grand pari, c'est de lui montrer qu'elle se trompe, que l'on peut à la fois être membre de l'OTAN et jouir d'une réelle autonomie. » M. Moran admet que cette philosophie peut être qualifiée de « gaullienne » et confesse d'ailleurs son admiration pour les conceptions diplomatiques du général qui, à ses yeux, n'a commis qu'une erreur de taille. « Il aurait dû faire au nom de l'Europe ce qu'il a fait au nom de la France. »

L'entretien porte enfin sur le spectaculaire « réchauffement » enregistré dans les relations entre Paris et Madrid. « Depuis la dix-huitième année, nos rapports ont toujours été caractérisés par une coexistence paradoxale de suspensions partielles et d'affinités profondes. Ce qui est normal, c'est que les premières étouffent totalement les secondes, comme dans les années 70. L'équilibre est désormais rétabli, chacun ayant compris qu'il s'agit de nos intérêts nationaux respectifs. La France a pris conscience qu'en ajoutant à sa relation particulière avec l'Allemagne fédérale une autre du même type avec l'Espagne, elle se retrouverait dans une situation privilégiée en Europe, affirme M. Moran. De plus, les analyses que font nos deux gouvernements de la plupart des problèmes internationaux, en Amérique centrale ou en Afrique du Nord, par exemple, concordent. »

THEOPHY MALINAK.

SELON LA PRESSE EST-ALLEMANDE

Vingt mille émigrés déçus par l'Occident souhaiteraient rentrer chez eux

On regrette parfois amèrement d'avoir cédé au mirage de l'Occident. C'est ce qu'explique la presse est-allemande, qui a lancé, le mercredi 6 mars, une campagne en faveur du retour au pays des Allemands de l'Est émigrés en République fédérale. Vingt mille d'entre eux, selon deux quotidiens de Berlin-Est, *Neues Deutschland* et le *Berliner Zeitung*, auraient fait connaître leur désir de rentrer au pays dans des correspondances adressées au Parti (le SED), au Conseil d'Etat, au conseil des ministres ou aux autorités locales.

A l'appui de ces affirmations, les deux journaux publient une liste de quatre-vingts noms d'émigrés, en mentionnant leur profession et les raisons pour lesquelles ils souhaitent regagner la RDA. Parmi les raisons le plus souvent invoquées : le chômage, une certaine déception devant le mode de vie occidental et les rapports sociaux qui prévalent à l'Ouest, les difficultés d'intégration, ou bien tout simplement la nostalgie, l'envie de revoir son pays, ses parents, ses amis.

Dissuader les demandeurs de visas

Cette campagne a naturellement pour objectif de dissuader les demandeurs potentiels de visas d'émigration qui pourraient être encouragés par la relative souplesse dont ont fait preuve l'année dernière les autorités de Berlin-Est dans l'attribution des autorisations de sortie. La presse ouest-allemande rapporte, d'ailleurs, les témoignages de plusieurs personnes citées par *Neues*

Deutschland qui rejettent les motifs d'ordre politique que leur attribue le quotidien de Berlin-Est, ou dont certaines précisent qu'elles n'ont demandé à se rendre provisoirement en RDA, non à s'y réinstaller.

La presse occidentale manifeste, d'autre part, un certain scepticisme sur le chiffre de vingt mille. Il n'en reste pas moins que le mouvement de retour a toujours existé. Entre 1964 et 1975, plus de trente-trois mille personnes, selon les chiffres officiels du gouvernement de Bonn, ont ainsi regagné la RDA. Entre 1975 et 1984, il y en a eu quatorze mille trois cent quarante.

Ce n'est pas la première fois que la RDA met ainsi en garde contre les déceptions qui guettent l'exilé à l'Ouest. L'élément nouveau est que, cette fois, Berlin-Est tend les bras aux « égarés » qui souhaiteraient revenir, ce qui n'était pas le cas il y a quelques mois encore. Le gouvernement a précisé jeudi qu'il examinerait en priorité les demandes des familles avec enfants afin « de ne pas exposer les jeunes à la vie dans le capitalisme ». Le nombre des visas de sortie a fortement augmenté l'année dernière : quarante mille Allemands de l'Est ont été autorisés, en 1984, à quitter la RDA, soit environ quatre fois plus que les années précédentes.

D'autre part, les cent soixante Allemands de l'Est qui avaient trouvé refuge pendant plusieurs mois à l'ambassade de RFA, à Prague, sont progressivement autorisés à quitter la RDA et commencent à arriver au camp d'accueil de Giesen, en République fédérale.

C. T.

LES DIFFICULTÉS PÉTROLIÈRES DE L'URSS

Un rude hiver...

De notre correspondant

Moscou. — L'hiver est rude cette année en URSS, et l'approvisionnement en essence, gazole et fuel domestique connaît quelques à-coups. Des pompes sont à sec sur certains itinéraires routiers, des camions ont été immobilisés plusieurs jours dans le Grand Nord faute de carburants ; enfin, des immeubles isolés dotés de chaudières autonomes ont manqué de fuel.

Ces faits sont relativement limités, et même marginaux si l'on tient compte de l'étendue des territoires et de l'immensité des besoins à satisfaire en matière de transport et de chauffage. Ils n'en sont pas moins surprenants dans un pays qui est le premier producteur de pétrole du monde avec 513 millions de tonnes en 1984, loin devant l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. Le système de distribution est naturellement en cause, mais s'y ajoute désormais une tendance à la stagnation de la production.

La tension sur les approvisionnements intérieurs dus aux températures plus basses que les hivers précédents et aux abondantes chutes de neige s'est accentuée en janvier-février. Il a fallu transporter du carburant par avions-citernes dans certaines régions enclavées devenues insaisissables par la route. On peut imaginer le coût de ce type d'opération. Des citoyens se sont plaints de leurs conditions de chauffage. Certains ont menacé de ne pas aller voter le 24 février, sans d'ailleurs mettre leur menace à exécution. Il s'agit, à chaque élection, d'un moyen rituel de pression sur les autorités locales : l'eau chaude efflue alors miraculeusement dans les radiateurs « oubliés », grâce à l'ère de nouveaux coupes quelques jours plus tard.

Le bouc émissaire

L'hiver a été rude, per ricochet, pour les responsables gouvernementaux du secteur énergétique. M. Nikolai Meltshev, ministre de l'industrie du pétrole depuis 1977, a été « mis à la retraite » le mois dernier, selon la pudique expression de la *Pravda* du 13 février (le Monde du 14 février). Il n'avait pourtant que cinquante-six ans, alors que son successeur, M. Vassili Dinkov, en a... soixante. Il est vrai que M. Dinkov a laissé une impression favorable dans ses précédentes fonctions de ministre de l'Indus-

tri du gaz. Il avait notamment été félicité pour avoir, avant l'échéance prévue, procédé à la mise en service du gazoduc euro-sibérien.

L'URSS a extrait en janvier, selon les statistiques officielles, 50,6 millions de tonnes de pétrole, soit 3 % de moins qu'en janvier 1984. Une projection annuelle donne 607,2 millions de tonnes pour toute l'année 1985, alors que le Plan prévoit 628 millions de tonnes. La production a visiblement tendance à plafonner, et les plus hautes instances du parti ont décidé qu'il était temps de prendre des sanctions. M. Meltshev a été le bouc émissaire, mais d'autres têtes sont menacées, et peut-être déjà tombées, à l'échelon régional.

M. Vladimir Dolguikh, membre suppléant du bureau politique, qui exerce la tutelle sur l'industrie pétrolière au secrétariat du comité central, s'est rendu, du 13 au 16 février, dans la région de Tioumen, en Sibirie occidentale, pour y « passer un savon » aux responsables locaux. Une bonne partie du pétrole soviétique vient des gisements de Tioumen, notamment de celui de Samotlov, mais peu de nouveaux puits ont été forés, et Samotlov, quoique riche, s'est révélé moins « productif » que prévu. Des articles paraissent périodiquement dans la presse nationale pour critiquer l'imprvoyance des dirigeants régionaux de Tioumen. Ceux-ci auraient laissé rouiller sur place de coûteux appareils de forage et « oublié » de renouveler leur parc de matériel. Ils auraient « pompé » à outrance des nappes déjà répertoriées au lieu de continuer leur travail d'exploration. Bref, leur gestion des ressources naturelles, technologiques et même humaines (les équipements sociaux laisseraient aussi à désirer) est vivement mise en cause.

Malgré l'importance de ses richesses pétrolières, l'URSS se trouve actuellement dans une situation plus difficile qu'on aurait pu le prévoir il y a une décennie, lors de la montée en puissance de la production sibérienne. Les nouveaux gisements découverts sont de plus en plus éloignés des centres urbains, de moins en moins accessibles, et leur exploitation est de plus en plus coûteuse. Les anciens puits ont tendance à s'épuiser, le phénomène déjà

enregistré à Bakou (Azerbaïdjan) touchant maintenant certaines nappes sibériennes. Une grande partie de la Sibirie et de la côte Pacifique reste largement inexploitées, mais il y a peu de chance désormais de trouver des gisements géants comparables à ceux de Tioumen. D'autre part, on découvre actuellement plus souvent du gaz naturel, déjà abondant, que du pétrole. L'avenir est peut-être dans les gisements maritimes, notamment autour de l'île Sakhaline, dont la partie sud a été prise aux Japonais en 1945. Des négociations discrètes se poursuivent d'ailleurs avec les firmes japonaises intéressées, mais, pour l'instant, là encore, il semble y avoir plus de gaz que de pétrole.

Exportations suspendues

Un des signes extérieurs de la relative tension actuelle est la « suspension temporaire » des exportations de pétrole soviétique vers les pays occidentaux. Celle-ci a été partielle en décembre, mais presque totale au janvier et février. Seule, la Finlande aurait été épargnée. Les Etats du Comecon, en revanche, n'auraient pas été touchés. Les experts s'attendent à une reprise en mars, lorsque la température se fera plus clémente.

Le fait est significatif dans la mesure où les exportations de produits énergétiques (pétrole et gaz, essentiellement) constituent 80 % des rentrées en devises de l'URSS. Bon an, mal an, celle-ci exporte dans les pays non communistes 80 millions de tonnes de pétrole. Ces devises lui sont indispensables, notamment pour acquiescer sur le marché mondial, surtout nord-américain, les 51 millions de tonnes de céréales dont elle a besoin au cours de la campagne annuelle d'achat 1984-1985.

Dans son « discours électoral » du 6 février dernier, à Lipetsk, à 500 kilomètres au nord-est de Moscou, M. Dolguikh avait déclaré qu'il « existait de grandes difficultés » dans le domaine des « fournitures d'énergie à l'économie nationale ». « Le gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour améliorer la situation », avait-il ajouté. Jusqu'ici, la seule décision connue a été le limogeage de l'infortuné M. Meltshev.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

L'ASSASSINAT DU CHEF DE LA POLICE BASQUE

Une provocation à l'égard du Parti nationaliste

De notre correspondant

Madrid. — Un nouveau pas a été franchi dans l'escalade de la violence au Pays basque. Elle a atteint, pour la première fois, les institutions régionales elles-mêmes, avec l'assassinat, le jeudi 7 mars, près de Vitoria, du chef de la police autonome basque, le lieutenant-colonel Carlos Diaz Arkotxa (1). L'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais chacun est persuadé, dans la région, qu'il est l'œuvre de l'ETA militaire.

M. Diaz Arkotxa a été tué peu avant 10 heures, par l'explosion d'une bombe qui avait été placée sous sa voiture. Il est mort en arrivant à l'hôpital. Agé de cinquante-deux ans, Basque d'origine (il est né à Bilbao), il avait été nommé en octobre 1981 principal responsable de cette police alors en voie de formation, et qui devait s'occuper essentiellement du trafic et du maintien de l'ordre public, mais non pas de la lutte antiterroriste.

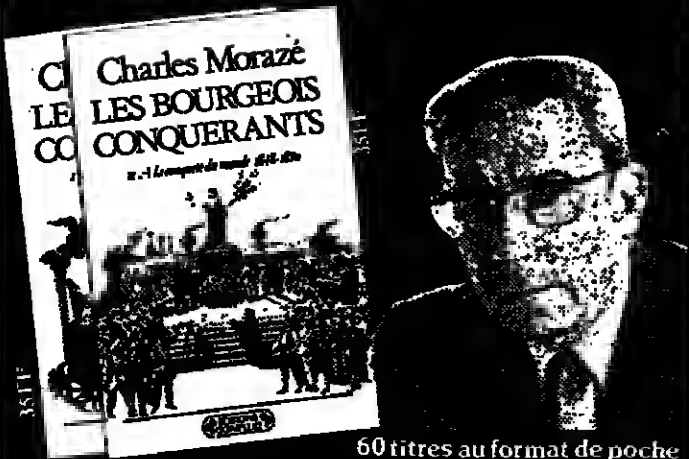
L'ETA militaire et les secteurs indépendantistes s'étaient toujours prononcés contre le statut d'autonomie négocié en 1979 entre le gouvernement de Madrid et le PNV (Parti nationaliste basque), formation majoritaire dans la région. Mais ils s'étaient soigneusement abstenus, jusqu'ici, de s'attaquer à des institutions que la population basque avait approuvées par référendum.

Tout porte à croire que cet assassinat est une réponse sanglante au « pacte de légitimité » conclu il y a un mois et demi par le PNV avec les socialistes. Les dirigeants de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, avaient alors accusé publiquement le PNV de « trahison ».

Th. M.

(1) Les quatre principaux dirigeants de la police autonome sont membres des forces armées.

CHARLES MORAZE AUX EDITIONS COMPLEXE



L'Histoire telle qu'on l'exige aujourd'hui

EDITIONS COMPLEXE Distribution PUF

EUROPE

Allemagne fédérale

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN SARRE ET A BERLIN-OUEST Les règles du jeu bouleversées par les Verts

Bonn. — Les Berlinais de l'Ouest et les Sarrois renouvellent, dimanche 10 mars, leurs représentants régionaux, les gens de Hesse leurs édiles locaux. Ces élections, qui précèdent de deux mois celles de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, étaient considérées il y a six mois encore comme un test important pour le chancelier Kohl, dont l'autorité paraissait affaiblie par une série de scandales et par les querelles internes de sa majorité. Le calme est aujourd'hui revenu à Bonn, permettant à une coalition assagie de se reposer sur la reprise économique et d'attendre avec plus de sérénité la suite des événements.

Ces élections ne provoqueront pas de bouleversements immédiats dans les équilibres politiques nationaux, mais elles devraient donner des indications précieuses pour l'avenir. La poussée continue des Verts a modifié considérablement les règles du jeu parlementaire depuis deux ans, une évolution à laquelle aucun des partis traditionnels ne peut assister en toute tranquillité.

A priori rien ne ressemble moins à la situation de Berlin-Ouest que celle de Sarrebruck. Si, dans les deux cas, la majorité sortante de chrétiens-démocrates et de libéraux tente de se maintenir au pouvoir, on ne peut imaginer des contextes plus différents. Gouvernée depuis 1955 par les chrétiens-

De notre correspondant

démocrates, la Sarre connaît le sort peu enviable de presque tous les vieux bassins industriels européens. Dépendante d'une industrie sidérurgique qui s'effondre là aussi, malgré les subventions du gouvernement fédéral et les efforts de rationalisation, l'économie locale ne sait plus à quels saints se vouer. Des trente mille personnes qui travaillaient dans ce secteur, il y a quelques années, seules quatorze mille subsistent encore, et de nouvelles pertes d'emplois massives paraissent inévitables. Le charbon n'emploie plus que vingt-deux mille personnes contre soixante-cinq mille dans un passé récent. Le taux de chômage est, avec 14,2 %, l'un des plus élevés d'Allemagne fédérale.

La progression des Verts

Berlin-Ouest connaît au contraire, après des années difficiles, un renouveau prometteur. Pour la première fois depuis longtemps, le solde démographique a été positif en 1984. La partie occidentale de l'ancienne capitale du Reich est en train de se transformer sous la houlette d'un ministre de l'économie particulièrement dynamique, M. Elmar Pieroth, en un pôle d'attraction pour les technologies modernes. Six mille emplois nouveaux y ont été créés

depuis la fin de 1983, de nombreuses industries de pointe, comme le géant ouest-allemand de l'informatique Nixdorf, y ont développé leurs activités et son centre d'innovation industrielle, destiné à susciter de nouvelles vocations d'entrepreneurs, est considéré comme un modèle du genre.

Berlin ne serait toutefois pas Berlin si ce renouveau ne s'accompagnait pas, sur le plan politique, d'une progression fulgurante des « Alternatifs » (les Verts de Berlin-Ouest). A la veille des élections, les sondages les créditaient d'environ 14 % des intentions de vote, soit plus du double de leurs résultats de 1981. Le parachutage par le Parti social-démocrate (SPD) de l'ancien ministre de l'économie du chancelier Schmidt, M. Hans Apel, hostile à toute coopération avec les Alternatifs, s'est révélé totalement inopérant pour redresser l'image d'un parti divisé entre son aile gauche et son aile traditionnelle. Avec 36 % des intentions de vote, le SPD se contente de subir les événements. Quant aux libéraux du FDP, ils luttent pour leur « survie » et ne sont pas assurés de franchir la barre fatidique des 5 % de voix (1), qu'ils n'avaient dépassée que d'extrême justesse lors des dernières élections, en mai 1981.

Si les libéraux quittent le Parlement de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, le maire sortant chrétien-démocrate, qui ne peut espérer la majorité absolue, devra se contenter de gérer les affaires courantes et trouver des arrangements avec l'opposition. M. Diepgen, qui a succédé l'an dernier à M. Richard von Weizsäcker, élu président de la République, n'a pas de l'avis général, pas de l'avis de gauche est encore fortement ancré, son prédécesseur lui-même n'avait réussi, malgré sa personnalité, qu'à obtenir 48 % des voix aux dernières élections.

Le social-démocrate Oskar Lafontaine, maire de Sarrebruck, qui, pour la première fois depuis le référendum sur le rattachement de la Sarre à la RFA, espère arracher le gouvernement du Land aux chrétiens-démocrates, y réussira-t-il mieux ? Bien qu'ayant eu mieux que tout autre muscler les Verts le leader de l'aile gauche du SPD aura lui aussi du mal à obtenir la majorité absolue dont il aurait besoin. Le score que remportera le SPD en Sarre est d'autant plus intéressant que M. Lafontaine, qui est devenu l'un des ténors de l'aile gauche du parti par ses prises de position sur la question des missiles et sur l'OTAN, est parfois présenté comme l'homme qui monte dans le parti social-démocrate et pourrait devenir l'un de ses principaux dirigeants. Le Parti libéral et les Verts peuvent tous deux prétendre franchir le cap des 5 % dimanche prochain. Ils s'interposent entre M. Lafontaine et le ministre-président sortant, M. Zeyer, qui, à défaut d'avoir le charisme de son adversaire, peut faire valoir que le soutien de Bonn sera capital dans la phase critique que traverse l'économie sarroise.

Ces deux élections posent, au niveau régional, la question de la stabilité politique, qui pourrait à l'avenir concerner à l'ensemble du pays si les Verts poursuivent leur irrésistible ascension. Le populaire ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Johannes Rau, vice-président du Parti social-démocrate, est loin lui aussi de pouvoir compter sur le maintien de sa majorité absolue à Düsseldorf en mai. Et sa cohabitation avec les Verts, sortis vainqueurs des élections municipales de l'année dernière, s'annonceraient là aussi problématique. Les élections municipales de dimanche en Hesse pourraient à cet égard donner une indication utile sur la manière dont l'électorat, qui a en le temps depuis deux ans d'apprécier les difficultés de la cohabitation entre les Verts et le SPD au niveau d'un gouvernement régional, s'y habitue ou non.

HENRI DE BRESSON.

(1) Chaque parti doit obtenir au moins 5 % des voix pour être représenté dans les parlements régionaux — la même règle vaut pour la représentation au Bundestag.

DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS DE M. DUMAS ET DE M. ARAFAT A TUNIS

« Nous attendons de la France une position dynamique » a déclaré le président de l'OLP

De notre correspondant

Tunis. — La France a joué, joue ou peut jouer un rôle important au Proche-Orient, car elle en a la possibilité : telle est en substance la teneur du message verbal que M. Yasser Arafat, président de l'OLP, a chargé M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, de transmettre au président de la République.

M. Roland Dumas s'est entretenu, jeudi 7 mars, à deux reprises avec M. Yasser Arafat lors de la visite de vingt-quatre heures qu'il a effectuée à Tunis. Une première rencontre d'une heure programmée depuis plusieurs jours a eu lieu dans la matinée, en présence, notamment, de M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, et de M. Gilbert Pétrol, ambassadeur de France. Mais au moment de se séparer, les deux hommes, lors d'un bref tête-à-tête, avaient pris rendez-vous pour un nouvel entretien plus restreint en fin de journée, juste avant le départ de M. Dumas.

S'informant et convaincant : l'entrée de ce premier contact était réciproque. Pour M. Dumas, qui s'apprêtait à recevoir, à Paris, le président égyptien Hosni Moubarak, en route pour Washington, et qui se rendra dimanche à Moscou, où il compte évoquer avec M. Gromyko la situation au Proche-Orient. Pour le président de l'OLP, engagé avec la Jordanie dans une initiative de paix encore fragile, qui a besoin d'être soutenu, qui se montre très préoccupé par la situation actuelle au Liban du Sud et par la sécurité des populations palestiniennes qui y vivent.

Peu d'informations ont filtré sur les conversations auxquelles les Palestiniens, contrairement à leur habitude, avaient tenu à donner un certain éclat en ouvrant pour quelques minutes leur porte aux journalistes. M. Arafat, croit-on, s'est efforcé de démontrer à son visiteur que les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, déploient un maximum d'efforts pour avancer dans la voie d'une solution politique au conflit, mais qu'ils se heurtent constamment à « l'intransigence » d'Israël. Il a plus particulièrement commenté les « ouvertures » que constituent, selon lui, le plan de paix adopté lors du sommet arabe de Fès en 1982, les résolutions du récent Conseil national palestinien d'Amman et « la formule d'action commune » jordanio-palestinoenne conclue le 11 février, sur laquelle sont venues se greffer les propositions du président égyptien.

« Nous attendons de la France une position dynamique, étant donnée la place qu'elle occupe en Europe, ses relations d'amitié avec les États-Unis et l'Union soviétique et sa position forte au Proche-Orient », a déclaré le président de l'OLP devant les journalistes. Le ministre des relations extérieures

devait ajouter par la suite, au cours d'une conférence de presse, que M. Arafat souhaite que Paris « maintienne son dynamisme et continue d'être présent dans le grand débat qui se déroule au Proche-Orient ».

Si M. Dumas a rappelé que la France considère l'accord jordanio-palestinien comme « un pas en avant dans la bonne direction », il s'est abstenu de commenter les propositions de « l'homme courageux et dynamique » qu'est M. Moubarak. « Nous devons attendre qu'il nous expose ses initiatives pour mesurer le rôle que nous pourrions avoir à jouer », a-t-il dit.

Le ministre a précisé d'autre part que, lors de la rencontre qu'il a eue avec M. Cheddi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, la situation au Liban du Sud avait été particulièrement évoquée, soulignant que la France « est attirée par la gravité des événements actuels ».

Relations « sans problème » avec la Tunisie

Les conversations de M. Dumas avec les dirigeants tunisiens se sont déroulées du coup quelque peu estompées, d'autant plus qu'en raison de leur « caractère amical et exceptionnel », les relations franco-tunisiennes sont « sans problème ». Si avec le président Bourguiba et le premier ministre, M. Mubamed Mzali, les problèmes internationaux et régionaux ont été passés en revue, les principaux dossiers de la coopération, notamment dans le domaine

culturel, ont été examinés avec le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, qui a été invité à se rendre en visite à Paris.

Une place particulière a été réservée aux problèmes que risque de poser à la Tunisie l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. M. Dumas a annoncé que la France allait demander que « l'obligation de donner mandat » pour des négociations avec les pays associés concernés par l'élargissement du Marché commun soit inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Communauté, prévu pour les 17 et 18 mars à Bruxelles.

MICHEL DEURÉ.

« TERRORISME AVEUGLE » DANS LA RUHR

Huit personnes blessées par l'explosion d'une bombe dans un magasin de Dortmund

Bonn (AFP). — Une bombe a explosé le jeudi 7 mars dans un grand magasin du centre de Dortmund, dans la Ruhr, faisant huit blessés dont deux sont dans un état grave. L'une des victimes a dû être amputée d'une jambe. L'attentat a été revendiqué dans un appel téléphonique au journal Bild Zeitung par un correspondant se réclamant du « groupe d'action Christian Klar ». Christian Klar est l'un des anciens dirigeants de la Fraction armée rouge (RAF), actuellement jugé à Stuttgart pour sa participation à trois assassinats, notamment celui de Hanns-Martin Schleyer, le dirigeant du patronat ouest-allemand, en 1977. Il a pris part, en décembre et en janvier, à la grève de la faim menée par une trentaine d'anciens membres de la Fraction armée rouge détenus dans diverses prisons de la République fédérale.

C'est le premier attentat commis en RFA depuis l'assassinat, le 1^{er} février à Munich, d'un dirigeant de la firme MTU et des industries aéronautiques ouest-allemandes, Ernst Zinnemann. Cet assassinat, qui faisait suite à une série d'attentats dirigés essentiellement contre des ins-

tallations militaires américaines en RFA et à l'assassinat en France du général René Audran, avait coïncidé avec l'arrêt du mouvement de grève de la faim des prisonniers.

C'est aussi la première fois que les extrémistes ouest-allemands pratiquent le terrorisme aveugle, comme l'a souligné le porte-parole du parquet fédéral, M. Prechtel. L'attentat de Dortmund, a-t-il déclaré, « est d'un genre nouveau. Il visait des passants dans la foule alors qu'auparavant les terroristes prenaient pour cible des personnalités de premier plan de l'économie, du monde politique, de l'OTAN ou de l'armée américaine ».

Deux autres attentats ont été commis dans la Ruhr vendredi matin, l'un contre des locaux du syndicat des mineurs IG Bergbau à Bochum et l'autre contre la société des charbonnages Ruhr-Rhein AG à Essen. Les bombes ont explosé à la même heure, elles n'ont fait que des dégâts matériels. Une bombe a également explosé à Hambourg sans faire de victimes.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Varner

Cordéacteur en chef :
Claude Sales

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2057

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1309 F 1913 F 2480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1050 F 1330 F

II. — SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark,

7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 66 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 66 p. ;

Italie, 1.700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie,

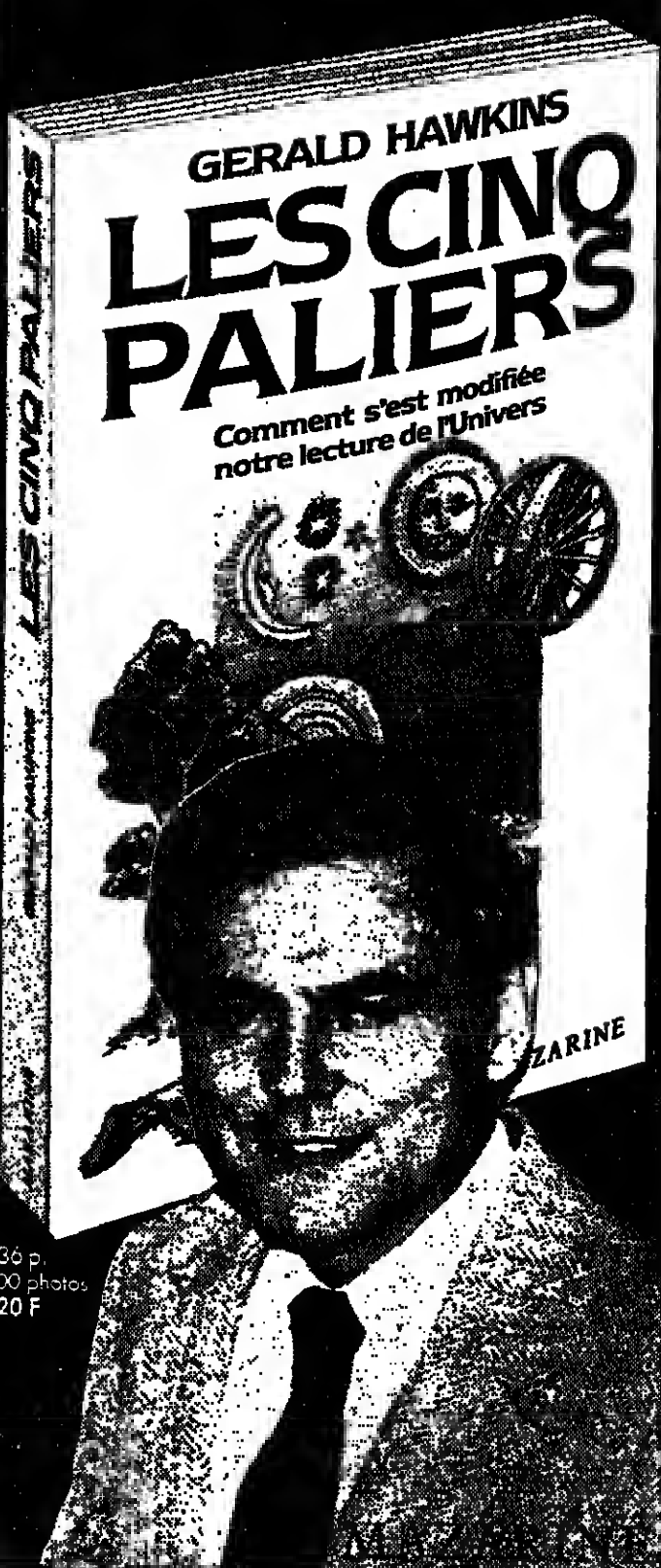
0,250 Lt. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Roumanie, 915 F CFA ; Suède,

7,70 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 ml.

De Stonehenge aux voyages
interstellaires : les grandes
étapes de la cosmologie.



336 p.
100 photos
120 F

DIPLOMATIE

M. Moubarak fait avaliser à Paris son initiative de paix

(Suite de la première page.)

Ni M. Mitterrand ni M. Moubarak n'ont d'objection à une « paix globale » qui serait négociée au sein d'une conférence internationale regroupant non seulement les belligérants, mais aussi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Mais, conscients des obstacles, pour le moment insurmontables, qui s'élèvent sur la voie d'une telle conférence, ils ne se refusent pas à envisager des étapes transitoires. L'initiative « du président Moubarak n'a pas d'autre objectif. Il propose non des négociations, mais un dialogue préliminaire » entre une délégation jordanienne (avec des représentants de l'OLP) et les Etats-Unis. Une telle réunion aurait le mérite de débayer le terrain entre les Arabes et les Israéliens, par Américains interposés.

Le président Moubarak écarte toute polémique sur la nature de la deuxième phase. Qu'il importe, déclare-t-il en substance, si des négociations bilatérales ou multilatérales s'engagent par la suite, avec l'accord des intéressés, car l'essentiel est d'amorcer le dialogue de la paix. Il est d'ailleurs que le président Mitterrand s'oppose à une telle approche pratique, d'autant plus que le roi Hussein lui a donné son aval explicite, tandis que M. Yasser Arafat paraît l'approuver par son silence.

Crièvement, les Américains, connus pour leur pragmatisme, ne sont pas disposés, du moins pour le moment, à accueillir à Washington une délégation jordanienne-palestinienne. Pourtant, le président Reagan a plusieurs raisons d'être satisfait des derniers développements au Proche-Orient. Le projet Hussein-Arafat rejoint son propre plan de paix (1^{er} septembre 1982) sur au moins trois points : il prévoit des négociations directes israélo-arabes (il est vrai, en présence des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité), la formation à cet effet d'une délégation jordanienne-palestinienne, et la création ultérieure « dans des conditions qui restent à définir » d'un comité de médiation regroupant les deux peuples.

Compte tenu de ces « aspects positifs », le président Reagan n'a jeté l'anathème ni sur l'initiative « du président Moubarak qui fait des Etats-Unis, selon les termes de ce dernier, « le principal partenaire dans le processus de paix ». Mais le département d'Etat la juge néanmoins « prématurée ». Sans doute parce que les Etats-Unis estiment comme l'a réaffirmé il y a deux jours M. George Shultz - qu'il faudrait, au préalable, que l'OLP « reconnaisse formellement l'Etat d'Israël ». Le président Moubarak plaidera contre cette exigence avec deux arguments : l'OLP a reconnu Israël puisqu'elle a souscrit, dans l'accord Hussein-Arafat, aux « résolutions des Nations unies et du Conseil de sécurité », donc à la résolution 242 qui reconnaît à l'Etat juif le droit de vivre dans « des frontières sûres et reconnues ». Le si-

lence de M. Yasser Arafat devant le refus du roi Hussein d'amendement - le texte qu'il a coigné avec le président de l'OLP, confirmerait, aux yeux de M. Moubarak, sa thèse. Le deuxième argument du chef de l'Etat égyptien relève du réalisme. Il l'a dit et redit : aucun Palestinien, fût-il « indépendant » et « modéré », ne voudra ou ne pourra prétendre représenter son peuple à la table des négociations. « Qu'on le veuille ou pas », s'est exclamé M. Moubarak l'autre jour, il n'y a pas de substitut à l'OLP pour négocier une paix définitive avec Israël ». Et d'évoquer le règlement du conflit vietnamien, qui avait été précédé par une multitude de « dialogues informels », avant même que les dirigeants américains de l'époque n'admettent la légitimité du Vietnam et n'engagent des négociations officielles.

Il est probable que le président Reagan ne se laissera pas convaincre par de tels arguments. Il ne voudra pas se désolidariser d'Israël, l'allié privilégié des Etats-Unis, sur au moins deux points, contenus dans l'accord Hussein-Arafat, et qui sont jugés à Jérusalem comme des questions de « principe » : le droit des Palestiniens à l'autodétermination qui, qu'il soit dit, pourrait conduire, tôt ou tard, à la création d'un Etat indépendant ; la désignation de l'OLP comme « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». Or, accueillir à Washington une délégation jordanienne-palestinienne, dans laquelle figurent des représentants mandatés par M. Arafat, constituerait - aux yeux du gouvernement américain - une violation de l'engagement pris en 1973 par M. Henry Kissinger de n'établir aucun contact avec l'OLP aussi longtemps que celle-ci n'aurait pas endossé explicitement la résolution 242.

Le président Moubarak, de son propre aveu, ne nourrit pas beaucoup d'espoir quant à la possibilité de rompre, lors de sa prochaine visite à Washington, le cercle vicieux qui paralysait depuis des années toute tentative de conciliation. Mais il n'a aucune raison de désespérer. Les Américains ne sont pas, malgré tout, insensibles aux appels de leurs amis arabes ; l'opinion israélienne, comme le confirment de récents sondages, évolue dans le sens du réalisme ; l'Europe, la France, en particulier, suit avec attention et sympathie les mutations en cours, en attendant de pouvoir jouer un rôle plus actif.

ERIC ROULEAU.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec applications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Belfort - 75008 Paris

PROCHE-ORIENT

Liban

Violents accrochages dans le Sud entre l'armée libanaise, soutenue par des miliciens chiites et les forces d'Israël

Trois tués, dont un Israélien

De notre correspondant

Beyrouth. - Un accrochage qui a fait trois tués, dont un Israélien, a opposé, jeudi 7 mars, l'armée libanaise appuyée par des miliciens chiites Amal aux forces israéliennes. Les deux tués libanais sont des miliciens.

L'incident s'est produit à Kanassariet-EL-Sayad, position avancée de l'armée libanaise face aux nouvelles lignes israéliennes au sud. C'est le deuxième incident survenu à cet endroit et le troisième du même genre depuis le repli du 16 février. Chaque armée accuse l'autre d'avoir déclenché les tirs, qui ont duré deux heures. Le point crucial est toutefois que l'armée libanaise déployée au sud, épaulée par la milice chiite Amal, s'est opposée au « droit de suite » que s'arroge l'armée israélienne au-delà de ses lignes et qu'elle entend exercer même après son repli sur la frontière internationale, censée intervenir avant la fin de l'été.

Ce faisant, l'armée libanaise déployée au sud a répondu aux instructions du chef d'Amal, M. Nabih Berri, ministre d'Etat pour le sud du Liban qui s'est nommé lui-même « ministre de la résistance nationale ». M. Berri ne cesse d'affirmer haut et fort qu'il ne tolérera plus de passivité de l'armée face aux incursions israéliennes, après que celle-ci eut « laissé faire » une première fois. Dans la lutte sourde pour le contrôle du pouvoir dans les territoires évacués par Israël, la prise en main de facto de l'armée, plus précisément de ses effectifs déployés au

sud - deux mille huit cents hommes selon M. Berri - comme cela est déjà le cas depuis l'an passé pour la 6^{ème} brigade (six mille hommes) à Beyrouth-Ouest, constitue un atout capital sur tous les plans : à l'intérieur de la communauté chiite comme vis-à-vis des autres communautés, notamment les sunnites. Le chef d'Amal, contrôlé par les Hezbollah, ces extrémistes musulmans à l'origine de la manifestation intégriste de Saida le 18 février et de l'islamisation dans un sens intégriste de Beyrouth-Ouest (vendredi 1^{er} mars, pour la première fois, les boutiques des principales rues ont été amenées à fermer le travail à l'heure de la prière et on vient d'ouvrir un premier « magasin intégriste » dont les vêtements sont conformes aux normes islamiques), marque manifestement des points du côté de l'armée.

LUCIEN GEORGE.

● L'arrestation de cinq journalistes - Cinq journalistes, dont les correspondants quotidiens beyrouthins de l'Agence France-Presse et du « Saïr », jeudi 7 mars par l'armée israélienne dans la région de Tyr au Liban, ont été relâchés en début d'après-midi après avoir été gardés à vue pendant deux heures, a indiqué l'un d'entre eux. Il a précisé que les films qu'ils avaient en leur possession ont été confisqués et que les Israéliens leur ont enjoint de ne plus revenir dans ce secteur. (AFP).

Jérusalem : un incident résultant d'un « malentendu »

De notre correspondant

Jérusalem. - Les autorités se sont employées à « dédramatiser » l'accrochage qui, opposé, jeudi, les armées israélienne et libanaise dans le sud du Liban. Les échanges de tirs avaient fait une victime du côté israélien, un sergent d'origine druze.

Selon le porte-parole de l'armée à Jérusalem, il s'agit d'un incident, certes « grave », mais « de caractère limité », provoqué par un « malentendu » et un manque de coordination entre forces régulières et « échelon local ». Des contacts, ajoute-t-on de même source, ont été pris pour éviter le renouvellement d'un tel incident.

L'accrochage a eu lieu alors qu'une colonne de chars et de transports de troupe israéliens patrouillait à 2 kilomètres au nord de leur nouvelle ligne de défense, c'est-à-dire dans une zone déjà évacuée par Israël et contrôlée par l'armée libanaise. Les Israéliens ont ouvert le feu sur le groupe de « suspects » qui avaient pris la fuite vers le village de Kariyat al-Sayad, à une quinzaine de kilomètres au sud de Saida.

Au lendemain de cet incident, on rappelle, dans les milieux militaires israéliens, que l'armée se réserve, à tout moment, la possibilité de lancer des opérations ponctuelles, en cas de besoin, au-delà de la zone qu'elle contrôle. C'est le cas notamment lorsqu'elle estime être en droit d'exercer le « droit de suite » contre des suspects éventuels, rappelle-t-on ici, avait été explicitement évoquée dans le plan de retrait en trois étapes du Liban, tel qu'il fut présenté le 14 janvier. L'armée israélienne reproche aussi à certaines unités chiites de l'armée régulière libanaise de se faire « complices des terroristes ».

D'autre part, l'association de la presse étrangère en Israël a protesté, jeudi, contre les strictes limitations apportées par les autorités israéliennes à la « couverture » de l'actualité sud-libanaise par les journalistes basés en Israël. Elle y voit un « sérieux accro à la liberté de la presse ».

J.-P. L.

LA GUERRE DU GOLFE

Le Parlement iranien souhaite une offensive à outrance

Téhéran (AFP). - La guerre des bombardements de villes que se livrent depuis lundi 4 mars l'Iran et l'Irak s'est intensifiée jeudi, amenant les députés iraniens à demander à l'imam Khomeiny de donner l'ordre aux combattants de passer à l'offensive.

Dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 8 mars), la ville irakienne de Dezful, dans le nord du Khouzistan, était touchée par huit missiles sol-sol irakiens. Un millier d'habitations et de commerces ont été détruits ou endommagés, selon Radio-Téhéran, qui a affirmé que « plus de soixante-dix personnes ont été tuées ou blessées » sans plus de précisions.

Cette riposte de Bagdad au pilonnage du port de Bassorah, au sud de l'Irak - qui aurait fait une centaine de morts dans la nuit de mardi à mercredi - a conduit l'état-major iranien à annoncer de nouveaux bombardements contre le grand port irakien et Mandali, ville située à une centaine de kilomètres à l'est de Bagdad sur la frontière. En attendant, la ville irakienne de Masjed-Soleiman a été touchée dans la nuit de jeudi à vendredi par cinq missiles sol-sol irakiens. Masjed-Soleiman est l'une des trente villes que Bag-

dad n'a menacé de bombarder en représailles aux tirs iraniens.

Cette escalade a amené les députés du Parlement islamique iranien à demander, jeudi, au « Guide de la révolution », l'imam Khomeiny, de donner l'ordre que les combattants iraniens passent à l'attaque sur le front pour « ôter son dernier souffle à l'ennemi ». Cette démarche exceptionnelle consistant à faire appel à l'imam avait déjà été employée dans des moments cruciaux de la révolution islamique, notamment pour l'affaire des otages de l'ambassade américaine de Téhéran ou pour la destitution du président Bani Sadr. C'est un ordre personnel de l'imam Khomeiny qui avait déclenché la première grande offensive contre le territoire irakien, en juillet 1982.

Les médias de Téhéran ont toutefois évité de donner trop d'importance à cette motion parlementaire. L'escalade des bombardements est en train de prendre de telles proportions que les deux belligérants ne peuvent plus faire marche arrière sans perdre la face, estiment les observateurs à Téhéran, qui voient dans un prochain embrasement général du front la conséquence logique de cette surenchère.

AMÉRIQUES

El Salvador

Le porte-parole des forces armées a été assassiné

San Salvador (AFP, Reuter, AP, UPI). - Le colonel Cienfuegos, porte-parole des Forces armées salvadoriennes (Coprefa), a été assassiné, jeudi 7 mars, à San Salvador et son meurtre a été revendiqué par les Forces populaires de libération (FPL), l'une des organisations de guérilla regroupées dans le Front Farabundo Martí de libération nationale.

Les auteurs de l'attentat ont ouvert le feu sur le colonel alors qu'il venait de terminer une partie de tennis dans un club sportif de la capitale. Le colonel, qui était âgé de quarante-cinq ans, a été tué sur le coup. Ses agresseurs - trois jeunes gens, selon les témoins - ont pu s'enfuir et ont abandonné un drapeau rouge sur lequel étaient inscrites les initiales : FPL. Les tuteurs portaient des vêtements de sport et des raquettes de tennis. Ils ne seraient pas entrés par la porte principale.

Commentant cet attentat, le président Duarte a déclaré qu'il s'agissait d'une « escalade des opérations de la guérilla dans les centres urbains ».

[Si les Forces populaires de libération (FPL) dont les groupes de guérilla sont actifs dans le nord du pays, et spécialement dans le Chalatenango, sont effectivement responsables du meurtre du colonel Cienfuegos, cet attentat

marquerait un tournant important dans la stratégie de l'insurrection. Jusqu'à présent, les rebelles du Front Farabundo Martí ont évité de se lancer dans la guérilla urbaine et les attentats terroristes. D'autant plus qu'ils sont engagés dans un difficile processus de négociation avec le gouvernement Duarte. Le colonel Cienfuegos était l'un des officiers le plus en vue de l'armée salvadorienne et son assassinat va évidemment renforcer le courant militaire hostile à la poursuite des pourparlers engagés, le 15 octobre 1984, à La Paz, avec les représentants de la guérilla. Les actions terroristes dans la capitale étaient jusqu'à présent revendiquées par le Front Clara Elisabeth Ramirez, un groupuscule révolutionnaire dissident des Forces populaires de libération, et qui critique la direction « petite-bourgeoise » des FPL.]

Bolivie


● Le gouvernement menace d'instaurer l'état de siège. - Le ministre de l'Intérieur, M. Federico Alvarez Plata, a déclaré, jeudi 7 mars, que le gouvernement pourrait imposer l'état de siège « si la provocation continue ». Cette déclaration fait suite à la décision de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) de déclencher une grève générale à partir de vendredi. Une manifestation à l'occasion d'une précédente grève avait rassemblé, lundi, plus de cinquante mille personnes à La Paz (le Monde du 6 mars). - (AFP, Reuter.)

VOLVO

Passé à l'action

PLUS DE 300 000 F D'ACTIONS A GAGNER

DEVENIR ACTIONNAIRE VOLVO DU 4 AU 10 MARS 1985



Venez découvrir la série limitée 340 GL Action, une berline 6 CV super équipée et les dernières nouveautés de la gamme. La qualité Volvo à partir de 49.900 F.

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. 329 51 41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris 138, av. des Champs-Élysées - Tél. 225 60 70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Cizeux, 6, rue Volpian - Tél. 535 98 69 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris 727, rue de Longchamp - Tél. 727 47 37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris 54-56, av. de Versailles - Tél. 524 43 61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris 112 114, rue Cardinet - Tél. 766 50 35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. 203 30 75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. 373 73 62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Moussat, Pomponne, 79, rue du Gal Leduc - Tél. 007 24 20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris Sud, 112, route de Nangis - Tél. 437 80 43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. 052 00 76 ■ 78 - MANTES-LA-VILLE - M. Bains Automobiles, 51, route de Houday - Tél. 477 12 12 ■ 78 - PORT-MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. 958 61 13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Bernaux - Tél. 913 49 92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage European, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. 068 92 05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. 920 25 80 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Saire, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. 793 46 68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Fend, 45-49, rue Jean-Jaures - Tél. 242 40 75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest Autos, 73, av. Marcel Cachin - Tél. 655 37 37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 59-57, av. Georges Clemenceau - Tél. 724 37 34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 36, rue d'Orléans - Tél. 747 50 05 ■ 93 - DRANCY-DRAEC - 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. 831 40 32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. 330 48 75 Expo 102, av. Paul Volkmann Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. 585 05 09 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPA, 45, bd Anatole France - Tél. 820 71 87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Aristide-Briand - Tél. 665 74 51 ■ 94 - CHARENTY-LE-ROUX - Garage Croisy, 73, av. d'Antonyville - Tél. 890 80 97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. 310 02 00 ■ 94 - SAINT-MAUR-VALENTIN - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. 889 89 89 ■ 94 - VILLEJUIF - 51, rue d'Automobiles - Tél. 726 12 95 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage RG, 19-23, bd Bordier - Tél. 997 11 96 ■ 95 - PONTAISE - Site Sud, 10, rue Sirey-Depuis - Tél. 032 55 55

Le Monde

dossiers et documents

LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Dans ce numéro un second dossier : L'ÉCONOMIE REAGANIANNE

NUMÉRO DE MARS 1985
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,80 F

Le Monde

5, rue des Grands-Frères - 75427 PARIS CEDEX 08

ASIE

LES COMBATS A LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE

Bangkok fait état de pertes très importantes dans les rangs vietnamiens

Les combats opposant les forces thaïlandaises et les éléments sikhounistes aux troupes vietnamiennes (le Monde du 8 mars) qui tentent de s'emparer de la base de Tatum, dans le nord du Cambodge, avaient sensiblement diminué d'intensité, vendredi 8 mars, en début de matinée, apprend-on à Bangkok. Dans la journée de jeudi, deux bataillons vietnamiens avaient donné l'assaut au bastion et avaient reçu des renforts. Le camp était défendu par environ 3 000 membres de l'Armée nationale sikhouniste. Les combats avaient cessé après la tombée de la nuit. Au cours de ceux-ci, neuf Thaïlandais ont été tués et trente-cinq autres blessés, tandis que les pertes se chiffrent par centaines dans les rangs vietnamiens, selon le commandant en chef de l'Armée thaïlandaise.

A Hanoi, où il se trouvait en visite officielle, le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 7 mars, que la position du Vietnam à l'égard du Cambodge avait marqué « des progrès considérables ». Il a indiqué, à l'issue de ses entretiens avec son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach, que Hanoi souhaitait voir des discussions se tenir entre le prince Sihanouk et les dirigeants de Phnom-Penh, mais rejetait la participation des Khmers rouges « en tant que force militaire » à tout processus éventuel de règlement.

L'Australie entend poursuivre ses efforts en vue de créer les conditions d'un règlement négocié de la question cambodgienne. — (AFP, Reuters.)

Chine

LA FRONTIÈRE ENTRE LE TIBET ET LE NÉPAL VA ÊTRE OUVERTE AUX TOURISTES

La frontière entre la région autonome du Tibet et le Népal va être ouverte aux touristes étrangers, après la signature, mercredi 6 mars, à Lhassa, capitale du Tibet, par des responsables du tourisme chinois et népalais, d'un mémorandum à cet effet. Cette mesure deviendra effective dès que ce document aura été paraphé par les gouvernements de Pékin et de Katmandou. Les agences de tourisme des deux pays pourront alors organiser des excursions de part et d'autre de la frontière. Son passage se fera près de la ville tibétaine de Zham (Khasa), à 13 kilomètres du pont de l'amitié reliant le Népal au Tibet et à 130 kilomètres de Katmandou. Les autorités tibétaines ont récemment ouvert un hôtel dans cette localité.

La frontière a été fermée de fait depuis l'occupation du Tibet par les troupes chinoises en 1951. Cependant, des Tibétains ont continué de franchir pour faire du commerce. Ces dernières années, les autorités chinoises ont accepté la plupart des demandes individuelles de touristes étrangers désireux de visiter le Tibet. Au Népal on estime que le Tibet pourrait attirer quelque dix mille touristes par an. — (AFP, AP.)

Bangladesh

PLUS DE SIX CENTS PERSONNES ARRÊTÉES DEPUIS LE RÉTABLISSEMENT DE LA LOI MARTIALE

Dakha (AFP, Reuters, UPI). — Plus de six cents personnes ont été arrêtées au Bangladesh depuis l'annonce, vendredi dernier (le Monde du 4-5 mars), du rétablissement de la loi martiale. On compte parmi elles des hommes politiques, des étudiants et des syndicalistes, ainsi que des personnes ayant été appréhendées parce qu'elles avaient violé le couvre-feu.

Le chef de l'Etat, le général Ershad, a indiqué que l'opposition ayant posé à sa participation aux élections législatives envisagées pour le mois d'avril des conditions à ses yeux inacceptables, il n'avait d'autre alternative que de proposer un référendum, le 21 mars prochain, pour « sortir le pays de l'incertitude ». Les deux principales coalitions de l'opposition, ainsi que le mouvement fondamentaliste Jamaat-Islami ont annoncé qu'ils ne prendraient pas part à la consultation.

D'autre part, sept personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées par des gendarmes des shanti-bahini (forces de la paix combattant pour l'autonomie des Monts de Chittagong, à l'est du pays), dans une usine de Xarnapuhli. Les maquisards ont apparemment voulu, par cette opération, marquer une nouvelle fois leur opposition à l'exploitation des bois de la région par les Bangladeshi venus de la plaine.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE GENERAL WALDEN, NOMME CHEF D'ÉTAT MAJOR INTERARMÉES. — Le ministre de la défense a donné, jeudi 7 mars, le général de l'Armée de l'Air Teodoro Walden chef de l'Etat-major interarmées. Il remplace le général Turres, qui assurait ces fonctions depuis le retour des civils au pouvoir et avait démissionné à la demande du ministre de la défense Raul Borras. — (AFP.)

Colombie

ARRIVÉE A BOGOTA DU DESERTEUR NICARAGUAYEN. — M. Jorge Urbina Lara, le jeune nicaraguayen dont l'arrestation à l'ambassade costarienne de Managua avait abouti à l'annulation d'une réunion du groupe de Contadora le mois dernier, est arrivé, le mardi 5 mars, en Colombie. Le président nicaraguayen, M. Ortega, avait annoncé sa libération le 2 mars à Montevideo. — (AFP, Reuters.)

Iran

PENDAISON DE TROIS MOUDJAHIDINE. — Trois membres des Moudjahidine du peuple (musulmans « progressistes ») ont été pendus, le mardi

6 mars, à la prison Evin de Téhéran. D'eux d'entre eux, deux frères, avaient essayé de détourner un vol intérieur iranien le 12 septembre 1984. Ils avaient été neutralisés par les gardes de sécurité à bord, un passager avait été tué, un garde blessé. Le troisième était accusé d'avoir torturé à mort trois gardiens de la révolution (milice islamique) en 1983. Leur exécution a eu lieu en présence des familles des victimes. Généralement, les exécutions à la prison de Téhéran ne sont pas annoncées. — (AFP.)

Philippines

DÉMISSION DU MINISTRE DU TRAVAIL. — M. Blas Ople, ministre du travail, a présenté sa démission, 24 heures après que le président Marcos l'ait « réprimandé » pour avoir critiqué le régime (le Monde du 6 mars). — (AFP.)

Pologne

LECH WALESA DE NOUVEAU CONVOQUÉ PAR LA JUSTICE. — M. Lech Walesa a reçu jeudi une convocation pour se rendre le samedi 9 mars au parquet de Gdansk dans le cadre d'une information judiciaire ouverte contre lui, a-t-il annoncé lui-même. L'ancien président de So-

FRANCOPHONIE

LA FIN DES TRAVAUX DU HAUT CONSEIL

Comment capter l'attention des médias ?

Les travaux du Haut Conseil de la francophonie, inaugurés mercredi 6 mars à l'Élysée par M. Mitterrand (le Monde du 7 mars), se sont poursuivis le lendemain, durant cinq heures, au Centre des conférences internationales de Paris.

Plusieurs « propositions pratiques » ont été soumises à la France par des membres du Haut Conseil. M. Roger Lallemand, sénateur belge, approuvé, semble-t-il, par le représentant du ministre français de la culture, a suggéré la création à Paris d'une « librairie francophone internationale » où seraient notamment disponibles tous les auteurs non français traitant un problème crucial de la liberté du livre français exporté, obstacle majeur à la diffusion francophone. M. Cu Huy Can, vice-ministre vietnamien de la culture, a insisté pour que Paris fasse publier « une collection très bon marché des cent plus grands auteurs français destinée à l'étranger ». Quant à M. Léopold Senghor, vice-président du Haut Conseil, il a proposé un « accord inter-francophone de libre-échange du livre ».

Ces suggestions ainsi que plusieurs autres vont maintenant être examinées par l'administration française et par les rapporteurs du Haut Conseil. Les conclusions seront déposées fin mai et des décisions seront, en principe, annoncées par

Paris avant la deuxième réunion du Haut Conseil prévue dans la capitale en octobre et dont le plat de résistance sera « l'enseignement du français dans le monde ».

Cependant, une autre question lancinante s'est posée d'elle-même, et sans pouvoir être résolue, tout au long de la réunion qui vient de s'achever : comment intéresser les médias français à la francophonie ? Alors que la presse de langue française hors de France suit souvent avec intérêt ce qui concerne l'idiotisme qu'elle emploie, plusieurs membres du Haut Conseil ont vivement regretté que, sauf exception, il n'en soit pas de même en France, « ou alors pour tourner en dérision les activités francophones ». Un membre français, M. Jean-Marie Borzeix, directeur de Franco-Culture, était particulièrement bien placé pour souligner l'indifférence, quand ce n'est pas le défaitisme, qui se manifeste dès lors qu'il s'agit de donner un prolongement médiatique à ce qui se fait en français dans le monde.

Pour « sensibiliser l'opinion », les postes françaises viennent de mettre en circulation un timbre sur la francophonie, mais très peu d'usagers auront l'occasion de le voir puisqu'il ne porte pas l'un des tarifs courants.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

UNESCO

Plus de 10 millions de francs pour le programme communication

Plus de 10 millions de francs pour la communication ont été dégagés à la sixième session du conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC), dont les travaux se sont tenus au siège de l'UNESCO à Paris, du 4 au 7 mars. Cette somme provient notamment de la France (2 337 500 F), du Japon (360 000 dollars), de l'Inde (100 000 dollars), de l'Union soviétique (600 000 roubles dont 300 000 roubles convertibles).

En confirmant que la France allait renouveler cette année l'effort consenti en 1984, M. Jacques Baudouin, chef de la délégation française à l'UNESCO, a exprimé un « pronostic plutôt optimiste sur l'avenir du PIDC ». « Mon pays, a-t-il déclaré, a toujours parié sur ce programme qui lui semblait indi-

quer la voie réaliste pour parvenir à un nouveau paysage de la communication, construit sur un meilleur équilibre entre pays en développement et pays industrialisés, créant une diffusion plus large de l'information, une information libre assurée par des journalistes libres ».

Deux projets sont déjà assurés d'une aide française. L'un concerne la formation audiovisuelle dans la communauté économique des pays des grands lacs africains (177 000 dollars), et l'autre l'Agence panafricaine d'information. M. Baudouin a particulièrement insisté sur l'utilisation de la nouvelle technologie spatiale au service de la communication.

Dans le rapport qu'il a présenté au nom du directeur général de l'UNESCO, M. Antonio Pasquali, sous-directeur général par intérim du secteur de la communication, a rappelé la volonté exprimée par le conseil exécutif, et M. Amadou Mahtar M'Bow « d'assurer au PIDC toutes les ressources dont il aura besoin jusqu'en décembre 1987 ». Il s'agit, a-t-il dit, d'épargner à ce programme les séquelles d'une conjoncture difficile. Ainsi, des dispositions sont déjà prises pour la décentralisation, l'exécution et l'évaluation des projets, grâce à un redéploiement du personnel. Le projet de programme et de budget pour 1986-1987 prévoit d'apporter au PIDC, au titre du programme régulier, 676 300 dollars.

Les Pays-Bas et l'UNESCO

Les Pays-Bas décideront, en novembre prochain, si « une participation active à l'œuvre de l'UNESCO » est encore justifiée, a déclaré, jeudi 7 mars, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van Den Bruck, devant le Parlement. La Haye critique notamment la politisation de l'UNESCO, les plans pluriannuels et la politique de l'emploi. Mais, a déclaré le ministre, un grand nombre des activités de l'organisation sont approuvées par le gouvernement néerlandais. — (AFP.)

Portugal

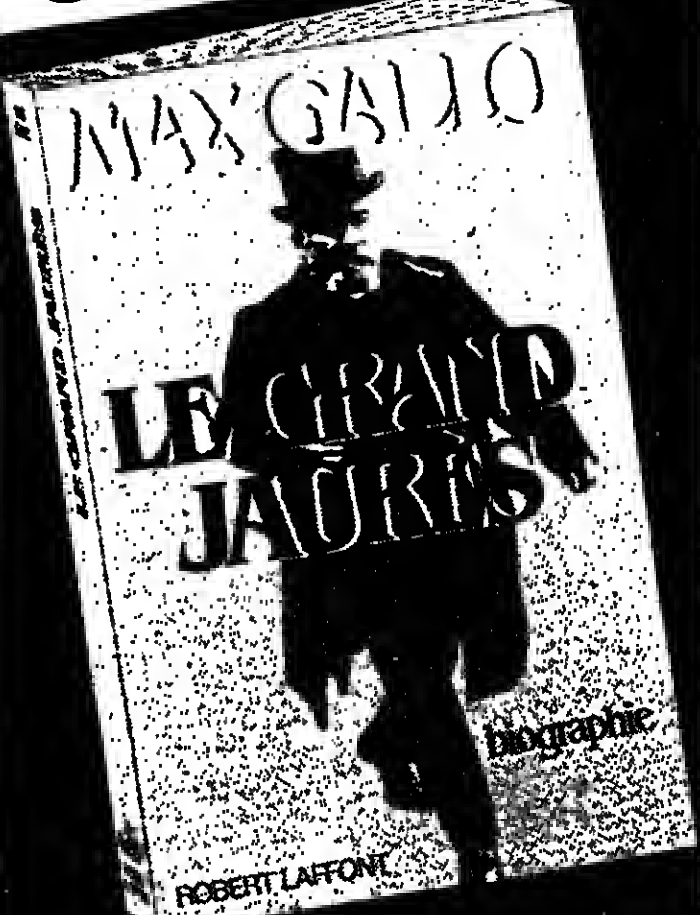
LE LIEUTENANT-COLONEL DE CARVALHO NIE TOUT LIEN AVEC LE FP-25. — Le lieutenant-colonel Orla de Carvalho, l'un des principaux organisateurs de la « révolution des œillets » de 1974 a déclaré, lors d'une interview à Antenne 2, n'avoir aucun lien avec le mouvement clandestin d'extrême-gauche Forças populares du 25 avril (FP-25). Arrêté en juin 1984, il est accusé d'avoir été l'un des fondateurs de ce mouvement, responsable de nombreuses actions terroristes. Le lieutenant-colonel de Carvalho affirme qu'il a été arrêté à la suite de « dénonciations calomnieuses ». — (AFP.)

URSS

ABSENCE DE M. TCHERNENKO. — M. Constantin Tchernenko n'a pas assisté, le jeudi 7 mars, au gala donné chaque année au Bolchoï à l'occasion de la journée internationale des femmes. Plusieurs des autres principaux membres de la direction soviétique étaient présents, notamment le président du conseil, M. Mikhaïl Tikhonov et le numéro deux du bureau politique, M. Mikhaïl Gorbatchev. — (AP, AFP.)

Et s'il fallait pour comprendre la France d'aujourd'hui découvrir le vrai, le Grand Jaurès ?

MAX GALLO
LE GRAND JAURÈS
Un succès événement !



Le romancier a rejoint l'historien pour raconter cette existence et peindre ce portrait debout, en marche, avec autant de vie que de vérité historique, humaine, et animer les faits, les documents, la mémoire dans un mouvement chaleureux, généreux. Ce livre passionné se lit avec passion, d'un seul élan.

Yves Florenne, *Le Monde diplomatique*.

Ce livre est écrit avec passion et il passionne le lecteur. Mais il répond aussi à l'effort pour restituer la vérité, c'est-à-dire le vrai Jaurès tel qu'il fut... Un grand livre sur un grand homme.

Jean Cazeneuve de l'Institut des Dernières Nouvelles d'Alsace.

Tout y est en six cents pages vivantes et documentées.

Pierre Enckell, *L'Événement du Jeudi*.

Superbe leçon d'histoire, superbe méditation sur la morale et la politique.

D. Pons, *Var Matin*.

Un récit très complet, chaleureux et nuancé.

Laurent Theis, *Le Point*.

La plume du romancier à succès... Le plaisir du récit et surtout le geste politique.

Laurent Joffrin, *Liberation*.

Plus et mieux qu'une deuxième entrée au Panthéon de notre Jaurès.

J.-P. Liégeois, *L'Unité*.

Ce qui frappe c'est avant tout le scrupule de la méthode, la pudeur des commentaires. On suit Jaurès jour après jour, c'est de notations innombrables que se dégage, en fin de parcours, sa figure complexe et véritablement attachante.

J. de Decker, *Le Soir de Bruxelles*.

Une superbe biographie.

Thierry Pfister, *Le Nouvel Observateur*.

Un livre réussi, à lire, à faire lire.

Jean-Marc Lachaud, *En Jeu*.

ROBERT LAFFONT

QUES

des forces armées assassine

Monde et documents

LA LE-CALEBONIE

LA REAGAYENNE

Er Thence

LA REAGAYENNE

ELECTIONS
1986

« démocratique »
« livages anciens »

ne autre alliance



CANTONALES

Garder la V^e République

(Suite de la première page.)

Sans doute est-ce demander la lune. Mais, enfin, est-il tout à fait impensable qu'entre le pouvoir et l'opposition s'engage, quitte à soumettre à référendum les diverses options qu'elle aurait dégagées, une sorte de table ronde sur la meilleure manière de voter ? Il faudrait bien de toute façon, l'an prochain, à moins que François Mitterrand prenne le parti, contrairement à ce qui paraît bien être son intention actuelle, de démissionner, que s'ouvre une période de « cohabitation » : l'aboutissement d'une négociation de ce genre la rendrait sans doute plus facile. Après tout, il est d'usage, avant de se lancer dans un match ou une partie de cartes, de s'entendre sur les règles du jeu : la moindre des choses est qu'elles ne soient pas fixées par un seul des joueurs.

Le pouvoir devrait y regarder à deux fois, en tout état de cause, avant de se lancer dans une opération de révision de la loi électorale qui, à tort ou à raison, paraîtrait, aux yeux du public, essentiellement destinée à nuire à l'épouvantail Le Pen pour empêcher la droite de s'assurer la majorité. Outre qu'une partie de l'électorat de gauche se sentirait mal à l'aise, ce serait le plus sûr moyen de rallier aux bannières du Front national bon nombre de braves gens dont le ras-le-bol doit beaucoup aux échanges d'aménités auxquelles nous habitons trop souvent la Byzance du Palais-Bourbon.

De même faut-il y regarder à deux fois avant de paraître en quel que soit vouloir utiliser la si nécessaire relance de l'Europe à des fins de politique intérieure. Certes, il peut être tentant de mettre à pro-

fit la querelle latente entre les héritiers de Jean Monnet et ceux du général de Gaulle sur la supranationalité. Mais l'Europe n'aurait qu'à perdre à devenir l'enjeu d'une aussi médiocre manœuvre, et Georges Pompidou a été bien puni, en 1972, d'avoir essayé de casser de la même manière l'union de la gauche : aussi bien, Jean Lecanuet a-t-il déjà fait savoir qu'il ne se laisserait pas prendre à un tel piège.

François Mitterrand rappelle, à l'occasion, qu'il reste solidaire de la majorité qu'il a élu. Mais il a suffisamment le sens de l'Etat pour se vouloir d'abord le président de tous les Français, responsable à ce titre du maintien d'un minimum de consensus. L'un des éléments de ce consensus n'est-il pas le volontarisme d'un République qui, avec tous ses défauts, a le mérite de concilier comme jamais auparavant

la stabilité du pouvoir et la garantie des libertés ?

Il est significatif que la population de ce pays ait de plus en plus tendance à juger ceux qui quémantent ses suffrages d'après leur aptitude à se placer à cette hauteur : il n'y a pas d'autre explication à la cote d'amour dont jouissent, dans l'ordre du baromètre SOFRES-Figaro magazine, Michel Rocard, Laurent Fabius, Raymond Barre, Simone Veil et Jacques Delors, dont le principal trait commun est bien la modération du langage, le refus de la guerre civile verbale.

Il y a là, de toute évidence, pour le chef de l'Etat, un élément important à prendre en compte dans les décisions qu'il s'apprête à arrêter sur la loi électorale et l'Europe. Et même, s'il sait s'en servir — et il a prouvé qu'il en était capable, — un atout majeur.

ANDRÉ FONTAINE.

La mort d'un gendarme en Nouvelle-Calédonie

(Suite de la première page.)

Mais c'était — ainsi en aura voulu le destin — quelques heures avant la mort en service commandé d'un sous-officier de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie depuis le début des événements.

Un tel déplacement de ministres n'a trompé personne. Il fallait rassurer des gendarmes qui grommellent, épaisir leurs amertumes et tenter, ici ou là, de cicatriser des plaies qu'une actualité récente a, parfois, ouvertes dans un corps huit fois séculaire, mais à l'évidence aussi sensible que celui d'une institution sans passé. Il fallait s'employer à calmer quatre-vingt dix mille militaires de carrière qui ont été injustement attaqués dans leurs tâches administratives et judiciaires, ou mal employés sur le terrain du maintien de l'ordre.

Dans son discours, M. Henu a tenté de dissimuler cela. Après avoir rendu hommage aux « soldats de la loi », le ministre de la Défense a nié qu'il puisse, exister, entre les gendarmes et les policiers, une quelcon-

que rivalité (« ces deux piliers de la République » doivent travailler « ensemble, la main dans la main »), et il a tenu à souligner « le dévouement, le sang-froid et la discipline » des gendarmes en Nouvelle-Calédonie, même si, dans le même temps, il décidait de relever les vingt-quatre escadrons présents sur le territoire pour leur éviter « l'épreuve, sur le plan physique et moral, que constitue une mission de trop longue durée » en temps de crise.

Etats d'âme

En quelques mots, tout était pourtant dit. Ou, plutôt, il était demandé aux gendarmes, par leur ministre de tutelle, d'oublier les critiques dont ils ont été la cible dans les affaires criminelles récentes — comme le maître du petit Grigory ou le magistrat instructeur préféré confier ensuite l'enquête aux policiers, et, aussi, il leur était prescrit de continuer à exécuter, sans hésita-

tion ni murmure, les missions de maintien de l'ordre que leur fixe le gouvernement.

Dans l'une comme dans l'autre des deux circonstances, il n'est un mystère pour personne que de nombreux gendarmes ont des états d'âme. M. Henu croit pouvoir le démentir : « Il n'y a pas d'états d'âme chez les gendarmes en Nouvelle-Calédonie », a-t-il assuré aux journalistes présents à Satory.

Vraie. Car de nombreux gendarmes sont vexés que soient retenu contre eux les enquêtes criminelles sans conclusion, et ils s'offusquent que ne soient jamais rappelés, en parallèle, celles qui ont abouti ou celles où ils se sont montrés à leur avantage. « Depuis l'affaire des Irlandais de Vincennes, reconnaît un officier supérieur, la gendarmerie est dans le collimateur des juges d'instruction et de la magistrature ». De même en Nouvelle-Calédonie où, malgré les péripéties de Tilio et le renvoi du capitaine Saffray, le général Deiber a pu constater, dans son rapport de fin de

mission, que la gendarmerie n'avait commis aucune faute professionnelle. « La situation en Nouvelle-Calédonie, plus proche du début de celle de mai 1968 que de l'affrontement algérien, risque de se dégrader, admet un autre officier supérieur, au point que l'opinion comprendra alors, avec retard, pourquoi les gendarmes ne portent pas M. Edgar Pisani dans leur cœur ».

Hache de guerre

D'un côté, il y a en effet les gendarmes — ce sont les plus nombreux — qui n'apprécient pas que l'efficacité de leur travail quotidien de police judiciaire soit décriée, parce qu'ils ont le sentiment de le faire avec discrétion, compétence, avec autant de réussite qu'ils ont de succès d'autres, mais, disent-ils, sous le regard d'observateurs — magistrats, policiers et journalistes — plus sévères à leur encontre.

De l'autre, il y a aussi les gendarmes territoriaux et mobiles du maintien de l'ordre à 20 000 kilomètres de Paris, qui sont aujourd'hui sous le choc de la mort de l'un des leurs en Nouvelle-Calédonie, parce que leur mission là-bas est des plus délicates. « Soldats de la loi », comme l'explique le fils de gendarme Charles Henu, ils doivent, en effet, concilier le respect concret et permanent de l'autorité de l'Etat, imposé par les lois de la République, avec la volonté d'ouverture et de dialogue, manifestée par ce même pouvoir politique, envers des hommes ou des femmes qui les entourent avec des piques, des piques enflammées, des sagesses et des malchances.

Ce sont les risques du métier, rétorqueront certains. Des risques que ne partagent pas toutes les forces de maintien de l'ordre, à en croire des officiers de gendarmerie. En toute confraternité, des gendarmes de Nouméa s'étonnent, par exemple, qu'ils soient rapatriés au bout de quatre mois, en dépit de l'inconfort ou de la précarité de leurs installations en Nouvelle-Calédonie, alors que les CRS du ministère de l'Intérieur le sont, eux, après deux mois de séjour, de crainte de se laisser « intoxiquer » par l'environnement. M. Henu l'a compris, qui vient de décider d'accélérer les relèves.

« La coexistence des gendarmes et des policiers, reconnaît le ministre de la Défense, doit signifier complémentarité, franchise et saine émulation », pour empêcher que « les professionnels du désordre mettent en cause l'autorité de l'Etat ». Pour entretenir la hache de guerre, M. Joxe a prévu d'inviter M. Henu à visiter, en retour, la police d'Etat à Lyon.

JACQUES ISNARD.

Propos et débats

M. Chaban-Delmas : « le mythe Fabius »

« C'est maintenant que doit être créée le dynamique du succès », affirme, dans une interview publiée par Sud-Ouest datée du 5 mars, M. Jacques Chaban-Delmas, qui explique que les résultats des cantonales exacerberont une influence décisive sur ceux de 1986.

L'ancien premier ministre ajoute : « Ce que l'on ne voit peut-être pas suffisamment, c'est que si la gauche remporte les élections de l'année prochaine, nous retrouverons très vite le « socialisme à la française » de 1981. Le mythe Fabius et sa modération seront balayés au profit des cris et des fureurs du congrès de Valence et des emportements de celui de Bourg-en-Bresse. (...) »

M. Giscard d'Estaing : le parti de l'union

M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, ont développé ensemble, mercredi soir 6 mars, à Beaumont (Puy-de-Dôme), deux thèmes : l'union de l'opposition et la préparation des objectifs de gouvernement à mettre en œuvre pour l'après-1986. Sur le premier point, l'ancien président de la République a déclaré : « L'union, c'est la seule formation politique à laquelle mon cœur appartient. » — (Corresp.)

M. Pasqua : faillite généralisée

Signant l'édition de la Lettre S, hebdomadaire de la majorité sénatoriale, en l'occurrence favorable à l'opposition nationale, M. Charles Pasqua, président du RPR, estime que « les socialistes ont fait à leurs promesses économiques et sociales » et que « le pouvoir a failli aussi à sa mission politique essentielle qui est d'incarner l'Etat ». Il s'agit, selon lui, d'une « faillite généralisée ».

M. Noir (RPR) : au nom des démocrates

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, a affirmé que : « Si au second tour des élections cantonales, dans quelques cas exceptionnels, le candidat du Front national arrivait en tête, nous regarderions le total des voix obtenues par l'UDF et le RPR. En toute hypothèse, un candidat de l'union de l'opposition UDF-RPR sera présent au second tour. »

M. Noir conclut : « Nous tentons de convaincre alors les électeurs qui se sont portés au premier tour sur le candidat d'extrême droite que, en aucun cas, des démocrates ne peuvent se retrouver dans les idées formulées par le Front national. » — (Corresp.)

M. Toubon : les statuts du RPR

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, jeudi 7 mars, qu'il ne pouvait pas « se substituer » aux comités départementaux de son mouvement pour prendre d'éventuelles sanctions contre les responsables locaux du RPR qui passeraient des accords au second tour des élections cantonales avec le Front national. « En vertu des statuts du RPR, il y a des décisions, a-t-il dit, qui peuvent prendre les instances nationales du RPR, et que tel ou tel de nos adhérents pourrait faire annuler par décision de justice. » Il y a des choses que je ne peux pas faire, sauf en contrevention avec nos statuts, et à me retrouver en référé devant un tribunal, a-t-il ajouté.

Mme Veil : pas de précipitation

Mme Simone Veil a précisé, jeudi matin 7 mars, à Europe 1, qu'elle « regretterait » et « dénoncerait » les accords passés sur le plan local avec le Front national, mais s'est félicitée que l'UDF et le RPR soient « très clairs » sur le plan national. « Ce qui est dangereux, c'est le pays, a-t-elle remarqué, c'est que l'on arrive à admettre et à banaliser un parti comme le Front national et que l'on banalise des propos haineux qui favorisent un climat de haine sociale. » Mme Veil a, d'autre part, jugé que l'opposition ne devait pas se précipiter pour réaliser un accord de gouvernement. « Il ne faut pas partir trop tôt, a-t-elle déclaré. Il est souhaitable que l'opposition se prépare à gouverner et que les partis concernés proposent un programme, mais il ne faut pas se précipiter. »

M. Monory : un épiphénomène

Interrogé par VSD (daté du 7-13 mars), M. René Monory, premier vice-président du CDS, affirme que « le Front national est un épiphénomène créé par le pouvoir et qui va se dégonfler d'ici aux élections législatives. » Il ajoute : « Je fais le pari qu'il n'y aura pas de députés Le Pen à la prochaine Assemblée nationale. Alors, alliance ou pas, je ne vois pas pourquoi on se poserait des questions qui ne se posent pas et qui divisent la France. »

« Saint-Pierre-et-Miquelon : fin du conflit. » Le règlement proposé par la mission de conciliation conjointe du secrétariat d'Etat à la mer et de celui des DOM-TOM, a été accepté, jeudi 7 mars, d'une part, par les navires de la société Interpêche et, d'autre part, les dockers, qui réclamaient, les uns et les autres, l'exclusivité du débarquement, à Saint-Pierre, du chalutier-congélateur le Bretagne. Insatisfaits d'un précédent compromis, proposé par le commissaire de la République de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Gérard Lefebvre (député lors nommé préfet hors cadre), les ouvriers d'Interpêche avaient contraint ce dernier à quitter l'île de Saint-Pierre (Le Monde des 1^{er}, 2 et 6 mars).

University Studies in America, Inc.
M.B.A., MASTER OF SCIENCES OF LAW
Ph.D. Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes universités américaines. Formule incluant cours loq. soit nouveau d'anglais hébergement, repas. Documentation contre 5 livres U.S.A.-FRENCH-OFFICE 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, 722-94-94

PROSPECTIVES INDUSTRIELLES

4 JOURS POUR CEUX QUI VEULENT SAVOIR

VOUS DÉCIDEZ DE L'AVENIR DE VOTRE ENTREPRISE. RENCONTREZ L'HOMME OU LES HOMMES QUI VOUS INTÉRESSENT. LA RÉGION NORD - PAS DE CALAIS A RASSEMBLÉ CEUX QUI DANS LEUR DOMAINE DE COMPÉTENCE MAÎTRISENT LES DERNIÈRES DONNÉES À CONSIDÉRER POUR DÉFINIR VOTRE STRATÉGIE GÉNÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ; ET MÊME POUR ARRÊTER AUJOURD'HUI UN INVESTISSEMENT. CARTE D'INVITATION ET DOSSIER DES JOURNÉES « PROSPECTIVES INDUSTRIELLES » ENVOYÉS SUR DEMANDE À MAISON DE LA RÉGION NORD - PAS DE CALAIS, 18, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS 9E - TÉL. 770.59.62.

Une initiative de la Région Nord-Pas de Calais

PROSPECTIVES INDUSTRIELLES

4 JOURS AVEC CEUX QUI SAVENT

LE 19/3 À 11H, LANCEMENT PAR M. DELEBARRE, MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ; À 15H, PLASTIQUES ET MATÉRIAUX COMPOSITES AVEC M. DECONINCK P.D.G. DE SOMMER ALLIBERT. LE 20 À 10H, NOUVEAUX MOYENS DE COMMUNICATION AVEC M. DONDoux, D.G. DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ; À 15H, INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES AVEC M. SERIEYX, D.G. ADJ. DE LESIEUR. LE 21 À 10H, CHIMIE/FINE ET/PARACHIMIE AVEC M. FILLET, S.G. DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CHIMIE ; À 14H30, SPÉCIAL INVESTISSEMENTS AVEC M. SALLOIS, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL À LA DATAR SUIVI D'UN COCKTAIL DE CLÔTURE AVEC M. JOSEPH, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL MAISON DE LA CHIMIE, 28, RUE SAINT-DOMINIQUE, PARIS 7E

Une initiative de la Région Nord-Pas de Calais

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES

Départements les plus urbanisés de France, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine, se voient appliquer un cadre institutionnel qui n'a pas été fait pour eux. En ville, le canton ne correspond pas à grand-chose, et le conseiller général est une personnalité bien moins puissante que le maire. Ainsi, traditionnellement, le taux d'absten-

tion lors des élections cantonales y est très élevé. En 1982, il s'élevait entre 37 % et 42 % dans cette petite couronne qui entoure Paris, alors que, en moyenne nationale, il était de 31,6 %.

De même, la personnalité des candidats joue moins qu'ailleurs ; le choix y est particulièrement « politique ». Les deux principaux enjeux de ces

cantonales — la confirmation ou non du recul du Parti communiste et de la percée du Front national — trouvent donc là un terrain d'observation particulièrement sensible. Le PCF peut perdre une des deux présidences de conseil général dont il dispose vraiment à l'heure actuelle (le Val-de-Marne) et devoir s'affilier avec les socialistes pour conserver la Seine-Saint-Denis.

Le parti gouvernemental n'est pourtant pas en bonne santé dans cette petite couronne. La difficulté des socialistes à s'y implanter localement est particulièrement sensible dans les Hauts-de-Seine. Ils y ont deux députés sur treize et un sénateur sur sept, mais seulement deux conseillers généraux sur quarante. Cinq nouveaux cantons ont été créés.

Seine-Saint-Denis : la majorité communiste menacée

Les communistes conserveront-ils à eux seuls la majorité au conseil général de la Seine-Saint-Denis ? Nul n'aurait imaginé que la présidence de l'assemblée départementale puisse échapper au PCF, qui la détenait depuis la création du département et qui, occupé, à la veille du scrutin, vingt-six sièges sur quarante. Qu'on puisse se demander s'il aura besoin, pour retrouver une majorité, de l'appui des socialistes, donne déjà la mesure du changement de climat et de paysage qui s'est produit, ici, depuis 1981.

Dans « ce département particulier, qui commence à ne plus l'être », comme dit M. Robert Calméjane, président départemental du RPR, l'opposition, confondue jusqu'à dans quelques redoutes inef-

fectives, avait fait, en mars 1982, une première sortie électorale de jours meilleurs. Toutefois, si les communistes avaient dû céder deux cantons au RPR, leur recul était limité par rapport à ce qu'il avait été en 1978, et ils avaient partout devancé les socialistes, ce qui n'allait plus de soi.

Ce n'en était pas moins fini de l'époque où le PCF paraissait invincible en Seine-Saint-Denis. Aux élections municipales de mars 1983, le « coup de pouce » de la fraude, destiné, dans une passe difficile, à limiter les dégâts, allait, en fait, les aggraver, en ajoutant la disgrâce aux défaites. En juin 1984, près de la moitié des électeurs s'abstenant, le Parti communiste était ramené à

22 % des voix, bien loin des presque 38 % de 1979.

Le problème est, donc, on ne peut plus clair. Les communistes risquent de perdre, sur leurs treize sièges soumis à renouvellement, cinq cantons, ceux d'Aulnay-Nord, Noisy-le-Grand, Pantin-Ouest, Rosny-sous-Bois et Montreuil-Ouest. Tout espoir n'est pas exclu, peut-être, pour le maire de Pantin, M. Jacques Isabet, en dépit d'une réputation de gestionnaire ternie par une affaire de sociétés d'économie mixte immobilière ; ni pour M. Jean-Pierre Périllat, conseiller sortant de Montreuil-Ouest (voir l'article de Michel Kajman). Mais rien n'est sûr à Saint-Ouen ni même — selon les socialistes — à Sevran. Ce qui

l'est, en revanche, c'est que, au-delà de cinq cantons, le PCF perd la majorité.

La fédération communiste de la Seine-Saint-Denis, travaillée, à raison de sa prépondérance, par des rivalités d'hommes et de « sensibilités », est entrée, à la suite des élections européennes, dans une période agitée. Le premier secrétaire, M. François Asensi, contesté pour s'être distingué au comité central, a été, lors du congrès, écarté de l'instance dirigeante du PCF, tout en conservant son poste à la tête de la fédération. Ont été promus au comité central, en revanche, plusieurs de ceux qui lui avaient tenu la vie dure ; dans l'organigramme de la direction du parti, M. Pierre Zarka, adversaire le moins dissimulé de M. Asensi et, comme lui, déposé, est devenu l'adjoint de M. Charles Fiterman.

Les tensions internes de cette fédération, qui avaient abouti à officialiser, dans les votes de la conférence fédérale, avant le congrès, l'existence de deux groupes opposés l'un à l'autre, ne semblent pas avoir pesé sur la campagne électorale. Celle-ci s'est engagée avec un peu de retard pour les communistes, le congrès du parti s'étant achevé tout juste un mois avant le premier tour, et il est probable que la direction fédérale ne mène pas cette bataille dans une totale sérénité.

Le PCF a en tout solide : le bilan de sa gestion départementale, dont l'opposition critique le volet économique et industriel, mais respecte, globalement, le versant social. Rien à dire, non plus, dans le domaine culturel, sinon que la Maison de la culture coûte cher, ce dont tout le monde convient.

Le conseil général gère un budget de 3 milliards de francs, dont l'opposition ne cesse de dénoncer la part, trop importante selon elle, allouée aux associations proches du PCF. Cet argument, classique en terre communiste, ne vient pourtant, dans le réquisitoire de la droite, qu'après l'opposition à la fraude électorale. L'opposition se sent le vent en poupe, mais il n'est pas sûr qu'il souffle, pour elle, aussi fort qu'en 1983. Elle a, en outre, bien des difficultés internes.

Rivalité au sein de l'opposition

Le RPR, avec six conseillers sortants (dont trois sont soumis à renouvellement) contre deux à l'UDF (tous deux rééligibles), bénéficie, en outre, de huit candidatures uniques contre six pour l'UDF. Il a toutes les chances de l'emporter à Noisy-le-Grand et il inquite fort les socialistes aux Lilas. Il peut, aussi, espérer l'avantage sur l'UDF à Pantin-Ouest, à Aulnay-Nord et à Sevran. En un mot, le RPR domine l'opposition. Son dirigeant, longtemps solitaire, M. Calméjane, conseiller général et maire de Villemonble, verrait comme une juste récompense lui échoir un siège de sénateur, qui pourrait revenir à la droite en 1986. L'UDF et son président, M. Ernest Cartigny, ne l'entendent pas ainsi.

La « primaire » d'Aulnay-Nord s'explique par cette rivalité. Situation compliquée : trois adjoints au maire (RPR) se disputent le siège. Ce sont le candidat du RPR, celui de l'UDF départementale et celui de la direction nationale. La multiplication des candidatures à Aulnay,

autre qu'elle entraîne celle des prétendants à Montreuil, donne une chance au Front national. Forts d'un score de près de 18 % des voix, sur l'ensemble d'Aulnay, en juin dernier, les amis de M. Jean-Marie Le Pen pourraient espérer la première place à droite, ce qui leur permettrait de tenter d'imposer un accord de désistement au RPR et à l'UDF dans le département. M. Calméjane se déclarait, il y a peu, persuadé que « toutes les voix nationales et républicaines se retrouveront un second tour ». A quel prix ?

Face au duel, qui met aux prises le PCF et la droite, le PS a pour principal souci de sauver ses deux conseillers sortants (il détient six sièges à l'assemblée départementale), tous deux députés. M. Gilbert Bonnemaison, maire d'Episy-sur-Seine, affronte deux candidats de l'opposition qui n'ont pas encore eu l'occasion de se faire une réputation. La situation est plus dangereuse, aux Lilas, pour M. Claude Bartolomé, jeune député qui s'est lancé dans une intense campagne, à travers, notamment, quarante réunions d'appartement. Les militants se sont mobilisés au point que les socialistes se représentent à révoir de Sevran et veulent croire une surprise possible à Montfermeil, cantons délaissés l'un par le PCF, l'autre par l'UDF.

Que le PCF ait besoin du PS pour disposer d'une majorité au conseil général, ce serait, déjà, une victoire. Pour l'opposition, s'entend.

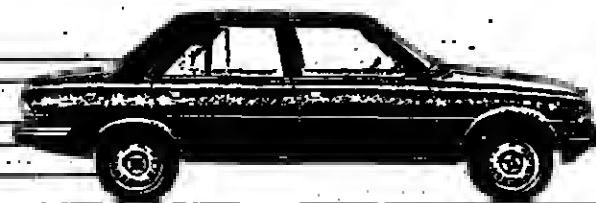
PATRICK JARREAU.

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis, présidé par M. Jean-Louis Mees (PCF), comprend 26 communistes, 6 socialistes, 6 RPR et 2 UDF.

CHIC!

555

PAR MOIS LES 12 PREMIERS MOIS.



PEUGEOT 305

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'argus.

Dépôt de garantie initial : 15 450 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

- 12 mensualités de 555 F la 1^{re} année.
- 12 mensualités de 885 F la 2^e année.
- 36 mensualités de 1 085 F les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition : 71 790 F.

Offre valable jusqu'au 31 mars 1985 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Din ou Locasovac.

Modèle présenté : Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif au 17 décembre 1984 : 51 500 F (sauf Corse).

Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

C'EST ÉTONNANT !

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

La droite en désordre à Montreuil

Dire que l'opposition essaye de faire tomber, dans le canton de Montreuil-Ouest, un bastion du Parti communiste est bien faible, bien timide, bien peu évocateur. Mieux vaudrait s'imaginer une infanterie ardente, assaillie par une artillerie terrestre d'enfer, pendant qu'une armée de cuirassés, au large de cette rouge terre, creuserait le feu de ses plus gros canons de marine, le tout en guise de mince préparation collective d'un radical bombardement thermonucléaire localisé, au cas où...

Quatre, ils sont quatre, en effet, de l'opposition, de sa droite et de la droite de sa droite, à tirer vers la sortie le communiste Jean-Pierre Périllat, conseiller général sortant et, si faire se peut, entrant.

Observons-les. Dans l'ordre : Du travailleur au pilote de bombardier nucléaire. Il y a d'abord M. Robert Menu, gaulliste de gauche, M. Menu ? « Je suis gaulliste, un point c'est tout », rétorque, avec une pointe d'accent de Nord dont il fut député (UDR) de 1968 à 1973, celui qui n'est plus, pour l'heure, que conseiller municipal d'opposition à Montreuil-sous-Bois et membre du Mouvement pour la solidarité par la participation.

Constructif

Gaulliste « un point c'est tout », gaulliste pur sens appeler aussitôt l'épithète « dur », nostalgique du chabernisme et allergique au chiraquisme, gaulliste rondouillard et débordant de bonne volonté unanime, M. Menu a cru entendre la voix de M. Bernard Pons lui susurrer, du temps où M. Pons avait une voix, qu'il ferait à Montreuil-Ouest un bon candidat d'union, propre à renvoyer dans leurs bûtes les facteurs de zézanie locale.

La voilà aujourd'hui accusé d'avoir le premier appuyé sur le bouton de la conflagration, d'avoir empêché la bonne vraie bande des deux (UDF et RPR) de danser en rond ou, en tout cas, de s'écarter avec classicisme et conformément aux us et coutumes.

Lui : « Je n'attaque personne et j'essaie d'être le plus constructif ». Hélas ! les volontés diversement constructives se bousculent au portillon du conseil général. Celle de M. François Goetz, conseiller municipal UDF, candidat à tout depuis 1981, ne pouvant rester en repos. Doté d'un solide appétit politique, ce directeur des services départementaux du Trésor s'est bien accommodé de la conclusion des longues et pénibles négociations pré-électorales entre RPR, UDF et CNIP. Puisque primaires il devait y avoir et, surtout, puisque trois des cantons en cause, dont Montreuil-Ouest, étaient donnés comme « gagnables », il est parti lui aussi.

Le romanesque de toute l'affaire tient en ceci : pour suivre notre ordre de progression, il faut, provisoirement, faire l'impasse sur le concurrent, « naturel » de M. Goetz et faire un détour par le Front national. Un canton gagnable, c'est pain béni pour tout le monde et donc, pourquoi pas, aussi pour M. Michel Schneider, collaborateur à temps plein de M. Jean-Pierre Stébois, le secrétaire général du Front national.

L'extrême droite : où M. Schneider a milité dès l'âge de quinze ans et demi, l'a mené au RPR, où il fut pendant deux ans chargé de mission au cabinet de M. Chirac. Mais M. Schneider croit à la participation (comme M. Menu), et le RPR n'y croyait pas vraiment. M. Schneider aime les chefs de parti qui ont l'étoffe d'un chef d'Etat, et il a fini par penser que M. Chirac n'était pas de cette race. M. Schneider affectionne les appareils politiques et leur mise en place, et M. Barre n'avait pas besoin de lui lorsqu'il est allé lui proposer ses services en 1983. M. Schneider s'en est donc allé vers le Front national.

Le candidat de M. Le Pen ne mèche pas ses mots. La destruction des foyers insalubres d'immigrés, l'éventuelle organisation de la population en groupes d'auto-défense, à défaut de l'implantation d'un commissariat nouveau dans le Bas-Montreuil, peuplé par une bonne partie des dix-huit

mille immigrés de Montreuil-sous-Bois, tout cela lui paraît bel et bon à dire, et à faire, si demain c'est possible. Pour l'heure, il voudrait transformer en un 20 % tout rond les 16,58 % obtenus par son mouvement dans le canton lors des élections européennes.

Fureur RPR

M. Schneider a toutefois une préoccupation, qui rejoint celle de M. Goetz : le RPR national et le CNIP ont parachuté dans « son » canton un candidat nommé Alain Robert. La présence de cet ancien responsable d'Occident et d'Ordre nouveau, devenu ensuite ennemi juré de M. Le Pen après avoir porté le Front national sur les fonts baptismaux, crée pour M. Schneider un haut risque de concurrence, et plus encore si la hache de guerre était déterrée, ce qu'aucun des deux ne dit vouloir. Le Front national menacé sur sa droite (intégrée la course électorale à la respectabilité politique de M. Robert), qui l'aurait vu ?

Mais plus gênés, plus offensés encore par le passé et même par le présent de M. Robert, devenu entre-temps responsable pour la Seine-Saint-Denis du CNIP et conseiller municipal au Blanc-Mesnil — et lui aussi peu enclin à laisser passer les sièges de député ou à défaire de conseils généraux qui lui paraissent à portée d'urnes, — plus farouches que le commun des militants RPR occupés un peu partout dans la distribution du gâteau électoral, les chiraquiens de Montreuil ne décrocheront pas. Ils restent, pour la plupart des militants, l'arme au pied.

Pendant ce temps, le PCF, qui n'avait pas besoin de cette guerre totale pour être en position pénale, désigne par voie d'effluves le même M. Menu comme l'homme à abattre. Un peu de division, un peu de confusion supplémentaire dans cet imbroglio, ne peuvent pas lui nuire. Cette guerre à la fois totale et interne des droites et des extrêmes droites est même ce qui pouvait lui arriver de mieux.

MICHEL KAJMAN.

DANS LA «PETITE COURONNE»

En banlieue parisienne — où les découpages sont forcément, peu ou prou, artificiels — ceux qui ont été pratiqués cette fois sont, en général, favorables aux communistes et à la droite. Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, la division en deux de Nanterre, Colombes, Clichy-sous-Bois, devrait permettre au PCF d'équilibrer ses éventuelles pertes dans les cantons où ses sortants sont en difficulté. Pour y parvenir, il

devra regagner des voix par rapport aux élections européennes, car, au vu de celles-ci, il ne garderait que trois cantons alors qu'il a six sortants.

Si l'opposition parlementaire a, par principe, décidé de faire front derrière ses sortants, elle n'a pas évité toutes les primaires ; ainsi à La Garenne-Colombes, le maire UDF conteste la place au conseiller général sortant RPR.

Le Front national est surtout, pour elle, une menace particulièrement vive dans cette banlieue où le problème de la sécurité et les réactions à l'immigration sont plus marquants qu'ailleurs. Ainsi, toujours dans les Hauts-de-Seine, la projection des résultats des européennes dans les vingt-cinq cantons en jeu montre que les candidats de M. Le Pen pourraient devancer ceux du RPR et de l'UDF dans qua-

tre cantons et qu'il n'y en a que six où l'opposition parlementaire pourrait théoriquement se passer des voix de l'extrême droite. C'est là, pour elle, le véritable enjeu de ces élections cantonales, puisque, dans ce département, sa majorité (16 RPR, 10 UDF face à 12 PC et 2 PS) ne peut être remise en cause.

THIERRY BREHER.

Val-de-Marne : l'opposition à deux sièges de la présidence

La présidence du conseil général du Val-de-Marne est à portée de main de l'opposition. Ce simple constat suffit à déboucher sur une situation simple. Lors de la 1^{re} estival que, dans vingt-six des trente cantons soumis à renouvellement ou créés, l'opposition « officielle » allie engagement des candidatures uniques et que dans les quatre autres, où elle peut l'emporter, la « primaire organisée » lui a permis d'être la meilleure tactique pour y parvenir. Mais le RPR et l'UDF ne représentent pas à eux seuls, dans le Val-de-Marne, toute l'opposition. C'est ce qui explique, en partie, qu'ils se soient si raisonnablement entendus.

L'opposition parlementaire doit compter, ici comme ailleurs, avec le Front national, présent dans vingt-neuf cantons et qui offre un visage un peu particulier puisque l'un de ses élus à l'Assemblée européenne, M. Olivier d'Ormesson, est conseiller général (non soumis à réélection). Les amis de M. Jean-Marie Le Pen, dont la liste avait obtenu près de 14 % des voix dans le département, aux élections européennes, peuvent gêner les candidats d'union de l'opposition dans quelques cantons, notamment celui de Champigny-Centre, susceptible d'échapper au PCF.

Le Front national, passe encore ; on n'y pouvait rien. L'Alliance villageoise, en revanche, cela ne doit pas passer. Dès le mois de novembre dernier, le RPR, lors de son congrès départemental, avait lancé l'excommunication majeure contre cette association au nom paisible qui dissimule, en fait, de dangereux hérétiques. Leur chef est M. Jean-Louis Beaumont, maire de Saint-Maur-des-Fossés, ancien député (non inscrit), ennemi juré des « appareils », particulièrement de celui du RPR, et, par-dessus tout, de son président départemental, M. Roland Nungesser.

L'affaire remonte aux élections municipales de mars 1983. M. Nungesser s'était mis en tête de contrôler la composition de la liste d'opposition conduite par M. Beaumont. Mais lui en avait pris ! L'ombregé maire de Saint-Maur avait refusé de

prendre avec lui les candidats désignés par les formations qui étaient censées être représentées par sa liste. Les exclus avaient présenté, alors, une liste soutenue par le RPR et par le CDS, mais qui fut largement battue par celle de M. Beaumont.

Feu sur M. Beaumont !

Depuis lors, c'est la guerre ouverte entre M. Beaumont d'une part, M. Nungesser, le RPR et ses alliés de l'UDF d'autre part. Les tribunaux ont en à en connaître, aux dépens du maire de Saint-Maur. Exclu de tout accord au sein de l'opposition RPR-UDF, M. Beaumont a reçu l'appui du CNIP, dont il soutient les candidats. Il soutient, à Nogent-sur-Marne, contre M. Nungesser, député, maire, conseiller général sortant, la candidate du Front national, M^{me} Lydia Schenardi. L'Alliance villageoise appuie, aussi, sept candidats de l'union de l'opposition, qui ne le lui ont pas toujours demandé, et des candidats non inscrits, voire en rupture avec leur parti (RPR ou PR), auxquels elle assure des moyens de campagne non négligeables.

Du coup, M. Beaumont lui-même et l'un des deux autres candidats « beaumontistes » de Saint-Maur (qui comporte trois cantons) doivent faire face à des représentants de l'union de l'opposition. Celle-ci a confié ses intérêts, contre le maire, à M. Lucien Lanier, ancien préfet de la région Ile-de-France, que M. Jacques Chirac est venu soutenir sur le terrain. M. Beaumont, avec son refus des partis, ses idées sympathiques sur « les villages dans la ville », et les autres, qui le sont beaucoup moins, sur les immigrés, occupe, décidément, beaucoup de place.

C'est que le maire de Saint-Maur a ses partisans. Ils ne sont que trois dans le conseil général sortant ; ils seront peut-être quatre si M. Beaumont devance M. Lanier. Ce peut être assez pour permettre au chef de l'Alliance villageoise de peser sur la désignation du président de l'assem-

blée départementale si l'opposition l'emporte.

Avec une majorité de vingt et un conseillers contre dix-huit, le PCF, en effet, est menacé de perdre cette présidence. Sur les dix nouveaux cantons, cinq devraient revenir à la gauche, cinq à la droite. Celle-ci doit donc, pour devenir majoritaire au conseil, prendre deux cantons à la gauche. Cela paraît possible à Thiais (dont le sortant, communiste, se présente dans le nouveau canton de Chevilly-Larue), à Cachan (face à M. Jacques Carat, conseiller sortant, maire et sénateur socialiste), à Créteil-Sud (face à M. Laurent Cathala, maire et député socialiste), voire à Choisy-le-Roi (face à M^{me} Hélène Luc, présidente du groupe communiste du Sénat).

Dans cette hypothèse, le RPR, qui dispose du groupe le plus nombreux au sein de l'opposition et dont le chef de file avait présidé le conseil général de 1970 à 1976, présenterait, logiquement, la candidature de M. Nungesser à la présidence. C'est là que M. Beaumont, qui affirme que les candidats qu'il soutient se désisteront partout, au second tour, sauf à Nogent, pourrait intervenir.

On s'inquiète pour M. Nungesser, si elle ne peut empêcher la réélection de ce dernier au conseil général, pourra lui barrer la route de la présidence. Or d'autres candidats pourraient se manifester. On prête cette intention à M. Jean-Marie Poirier (UDF), ancien porte-parole de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, non soumis à réélection cette année.

A gauche, le PCF ne cherche pas à dissimuler que la bataille est difficile pour lui. Ramenés à 18,20 % des voix aux élections européennes de juin 1984 (contre près de 30 % en 1979), les communistes placent leurs espoirs dans le bilan de leur gestion et dans la notoriété de leurs élus. Les socialistes, eux aussi menacés, observent que le risque que représente le Front national valorise ces élections et contribue à mobiliser leurs électeurs.

P. J.

[Présidé par M. Michel Gernès (PCF), le conseil général du Val-de-Marne comprend 16 communistes, 5 socialistes, 6 RPR, 5 CNIP et approuvés, 4 PR, 2 CDS, 1 UDF.]

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION DE M. THIERRY LE LURON POUR DIFFAMATION PUBLIQUE ENVERS M. FRANÇOIS CHALAIS

Par arrêt en date du 15 novembre 1984, la 4^e Chambre, section B, de la Cour d'appel de Paris a confirmé le jugement rendu par la 3^e Chambre, 2^e section, du Tribunal de Grande Instance de Paris, le 12 novembre 1982, qui condamnait M. Thierry LE LURON à payer à M. François CHALAIS le franc symbolique qu'il avait réclamé à titre de dommages et intérêts.

La Cour a considéré que les propos tenus à Paris par M. Thierry LE LURON, au cours de la Nuit des Césars le 27 février 1982, à la salle Pleyel, étaient diffamatoires et préjudiciables à l'honneur de M. François CHALAIS.

M. Thierry LE LURON a été condamné à supporter les dépens de l'instance et à assurer la publication du jugement.

Pour extrait.

M^{re} KIEJMAN, avocat à la Cour.

HAUTS-DE-SEINE

A Nanterre, l'ami de M. Barre contre le fidèle de M. Pasqua

Nanterre, préfecture du Hauts-de-Seine, a la réputation d'être un bastion imprenable du Parti communiste. Son image de ville ouvrière, de ville pauvre contribue à assier cette conviction. Du reste, le maire actuel, M. Yves Saudmont, n'a-t-il pas été élu en 1977 avec 75 % des suffrages ? Pourtant, ces dernières années, les positions du PC n'ont cessé de s'affaiblir. A tel point que cette fois, l'un des deux cantons créés par scission de l'ancien, celui de Nanterre-Sud-Ouest, peut sembler à la portée de l'opposition.

Les candidatures communistes pour le 10 mars recourent d'ailleurs cette impression : à Nanterre-Sud-Est, où l'opposition — comprise le Front national — n'a pu réaliser que 40 % aux élections européennes de 1984, le candidat du PC est le sénateur et ancien ministre M. Anicet Le Pors. En revanche, à Nanterre-Sud-Ouest, où l'opposition a atteint 47 % des voix aux européennes, c'est la maire et conseiller général sortant, M. Saudmont, qui devra se battre sur un terrain redevenu difficile.

Cette situation nouvelle a été le point de départ pour la droite d'une lutte fratricide opposant les états-majors UDF et RPR à l'équipe de Nanterre maintenant, un groupe d'opposition locale. Déjà aux municipales de 1983, son animateur, M. Florent Montillot, militant actif de l'opposition nanterrienne depuis plusieurs années, avait refusé de s'effacer devant le candidat officiel de l'Union de l'opposition, M. Robert Parenty, ancien sénateur CDS et président de l'Office départemental d'HLM. M. Montillot l'avait emporté, gagnant six sièges au conseil municipal contre quatre à M. Parenty. « A Nanterre », explique M. Montillot, les états-majors de l'opposition

avaient pris l'habitude de parachuter pour un petit galop d'essai des candidats qui disparaissaient le lendemain du scrutin. Les Nanterriens ont mal supporté ce procédé. Moi je suis venu à Nanterre pour me battre. J'ai dit que je resterais et je suis resté. »

En janvier dernier, le RPR décide de donner l'investiture à Nanterre-Sud-Ouest à M. Jean-Luc Delin, adjoint au maire de Suresnes et d'écarter M. Montillot. Pour l'autre canton, le RPR soutient M. Parenty, en échange de quoi l'UDF appuie M. Delin. Donnant-donnant, dans le but manifeste de mettre hors course un candidat jugé trop indépendant.

« On voulait me priver de la récolte que j'ai semée patiemment au profit d'un candidat d'état-major qui, de surcroît, ne connaît rien aux problèmes de Nanterre », explique M. Montillot. « Mes amis m'ont dit : « Attends, Delin est le candidat de Pasqua, tu ne pourras rien y faire, ce sera la roue libre comme presseur. Pasqua va t'enfermer. » Je n'ai pas cédé et j'ai décidé d'être envers et contre tout le seul candidat nanterrien de l'opposition. » Et pour bien marquer la volonté des Nanterriens d'échapper aux oukases des états-majors, Nanterre maintenant a décidé de présenter aussi une candidate dans l'autre canton, celui de M. Le Pors.

Il est bien difficile de se battre quand on dispose de moyens financiers incontestablement plus modestes que ceux de ses concurrents. Heureusement pour les « locaux », ce combat en solitaire a séduit M. Raymond Barre qui a envoyé une lettre de soutien à M. Montillot. Face aux hommes des partis, l'appui du favori des sondages suffira-t-il ?

FRANÇOISE ROLLIN.

Montreuil

SPECIAL CANTONALES

EUROPE 1: 1^{er} TOUR, LE TOUR COMPLET.

Dimanche 10 mars à partir de 19H30:
Soirée "spécial cantonales"
Europe 1 - TF1 - VSD

20 H : Première estimation SOFRES
les pourcentages réalisés par les différents partis politiques.
Avec les analyses et les commentaires d'Olivier de Rincquesen,
Guillaume Durand, Gérard Carreyrou,
Catherine Nay, Alain Duhamel
et Jérôme Jaffré (Sofres).

Lundi 11 mars de 7H à 8H30:
Matinée "spécial cantonales"

7 H à 7 H 30 : Première édition
Résultats et commentaires avec Alain Duhamel.

7 H 30 à 8 H 30 : Edition complète
avec Philippe Gildas et Gérard Carreyrou.

- à 7H45: Jean Boissornat, Frédéric Grendel, Ivan Levaï.
- à 8H15: Débat majorité/opposition.

EUROPE 1

société

CIRCULATION AUTOMOBILE ET POLLUTION

Paris nettoie ses artères

Les automobilistes qui prennent les rues de Paris pour une piste de vitesse et ceux qui tiennent les trottoirs et les couloirs de bus pour des parkings gratuits vont souffrir. La préfecture de police a décidé de mettre un frein à l'anarchie qui règne dans la capitale en matière de circulation et de stationnement. Multiplication du stationnement payant, surveillance du trafic par des caméras-espions, amendes électroniques, mise en fourrière et retrait du permis de conduire, les « punitions » vont pleuvoir sur les conducteurs incivils.

Cette campagne sans précédent est justifiée par une situation que tous les spécialistes s'accordent à considérer comme économiquement ruineuse et moralement intolérable. Le pays dans la marre a été lancé par M. Raoul Moreau, soixante-neuf ans, ancien préfet et président de la société des autoroutes de Normandie. Cet ancien haut fonctionnaire est membre du comité économique et social d'Ile-de-France. Depuis un an, à la demande de cette assemblée, il étudie la circulation et le stationnement dans Paris. Le rapport qu'il a présenté le 28 février dernier (le Monde du 2 mars) est un véritable « cri d'alarme » et il n'a pas fallu moins de cinq heures d'après discussions pour que quinze des dix-sept propositions draconiennes qu'il contient soient votées par la majorité du CES.

Le constat est accablant. Les immenses travaux de voirie effectués depuis vingt ans, le développement des transports en commun, les plans de circulation, les coûteuses constructions de parkings, n'ont abouti qu'à un résultat : faire monter la marée automobile dans la capitale. Le nombre des places de stationnement n'a pas varié depuis douze ans. Les parkings payants sont à moitié vides, mais 100 000 voitures sont chaque jour en stationnement illégal et moins de 3 % d'entre elles sont effectivement sanctionnées.

Tous les encombrements se produisent à toute heure, les véhicules de secours ne passent plus et la circulation se traîne, à la vitesse moyenne d'une bicyclette (18 km/heure), comme il y a trente ans. Quant aux bus, leur rythme d'avancement est retombé à 10 km/heure aux moments de pointe. Il suffit à présent d'un simple accrochage ou d'une petite manifestation pour que tout un quartier soit paralysé. Les Parisiens dilapident ainsi un milliard d'heures chaque année et la perte financière varie au gré des modes de calcul entre 17 et 30 milliards de francs.

Les responsables d'un tel chaos sont évidemment les automobilistes eux-mêmes. Ceux de Paris et ceux de banlieue qui s'obstinent à prendre le volant. Dans Paris intra-muros, le trafic ne cesse de gonfler. L'inflation, qui était de 5 % l'an, durant les années 60, s'est assailli à 3 % pen-

dant les années 70, puis à 1 %. Les responsables de la circulation commencent à espérer. Depuis 1981, la courbe remonte et l'augmentation est à nouveau de 2,6 % l'an.

Papillons électroniques

Selon la préfecture de police, il y a chaque jour dans la capitale huit cent quatre-vingt mille voitures en stationnement « normal ». Cent mille arrêtées n'importe où et cent vingt mille en mouvement. La situation est proche : un supplément de 15 % seulement provoquerait la congestion complète.

Nous n'en sommes pas loin. La relance de la construction de bureaux, voulue par la Ville, va attirer davantage de véhicules. Chaque grand projet aggrave la situation. Le Parc des Princes, le Palais omnisports de Bercy, où les parkings sont notoirement insuffisants, en sont la preuve. L'ouverture au public du musée d'Orsay, de celui de La Villette, de l'Opéra de la Bastille, la construction éventuelle d'un stade olympique inquiètent ceux qui voient plus loin que le bout de leur capot.

Dans son rapport, M. Raoul Moreau n'épargne personne : la Ville qui, depuis dix ans, n'arrive pas à appliquer ses plans de circulation, la préfecture de police qui ne contrôle plus rien et, bien entendu, les conducteurs qui se comportent comme des forains de haute mer.

Il y a plusieurs mois déjà que M. Guy Fogler, le préfet de police, ami personnel de M. Moreau, a décidé de réagir. « La désinvolture d'une minorité a vraiment dépassé les bornes », dit son collaborateur, M. Henri Sartorio, directeur de la circulation. Elle attende à la limite de tous. Il faut à présent ramener la discipline.

Première mesure de bon sens : reconnaître que les interdictions de stationnement sont quotidiennement bafouées dans le centre et dans certains arrondissements, comme le seizième et le dix-septième, et cela sans affecter sensiblement l'écoulement du trafic. Mille cinq cents places vont donc être « remises sur le marché ». En revanche, le stationnement payant (54 000 places actuellement) deviendra la règle.

Dans les quatre ans à venir, 10 000 places seront équipées : le long des trottoirs des dixième, onzième et quinzième arrondissements. Il est même question de prolonger le stationnement payant jusqu'à minuit dans les quartiers où abondent les salles de spectacles et de concert.

La préfecture entend faire respecter ces mesures. Déjà, des commandos mobiles forts de 180 policiers sillonnent la ville et ratissent impitoyablement certaines artères. Le nombre des contraventions (4,5 millions en 1983, 5,5 millions

en 1984) va encore augmenter. Les « perversités » abandonneront le carnet à souches et la pointe bleue pour des appareils à clavier qui enverront les papillons à une vitesse électronique. La préfecture négocie avec les ministères concernés le doublement des amendes pour stationnement gênant qui passerait de 150 à 300 F.

Bien entendu, cela ne suffira pas. On a donc décidé de surveiller les boulevards et les rues passantes et de foudroyer comme l'éclair sur ceux qui s'y arrêtent sans vergogne. Sabots de Denver, puis mises en fourrière. Bilan pour le contrevenant : 650 francs minimum.

Cinq fourrières offriront six cent cinquante places fonctionnant déjà dans Paris. Elles ont permis de mettre « au piquet » trois cent trente véhicules par jour l'an dernier. Deux autres vont ouvrir cette année, l'une en avril dans le sous-sol des Halles, l'autre, en octobre, à Montparnasse. Le rythme des enlèvements quotidiens passera à quatre cents. Pour 1986, d'autres fourrières sont envisagées du côté de Montmartre et de la République.

Sous l'œil des caméras

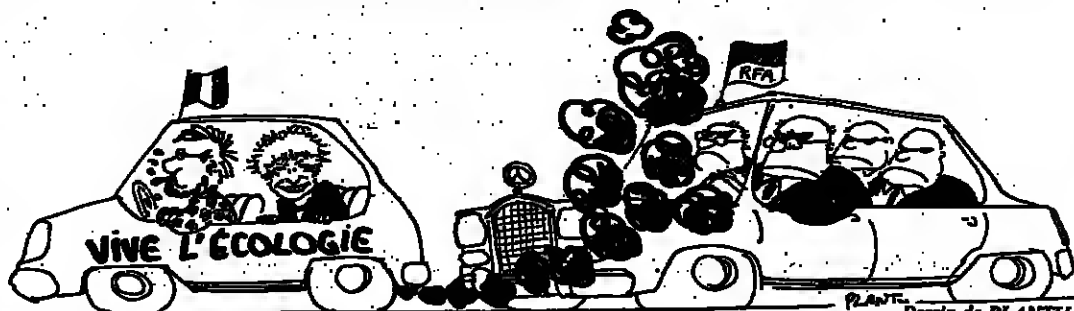
Pour surveiller la circulation, on fait appel à l'œil impitoyable des caméras. Certains de ces appareils vont épier les chauffards qui brûlent les feux rouges, d'autres épieront les dingués de l'accélérateur qui sévissent sur le périphérique. Grâce à plus de cent vingt caméras, les hommes de quart dans le PC souterrain de la préfecture contrôleront en permanence les points noirs de la capitale.

En cas d'infraction grave, les pénalités vont pleuvoir. Les commissions de retrait du permis de conduire qui siègent dix fois par mois seront renforcées. Les deux mille suspensions prononcées en 1983 passeront à trois mille cinq cents cette année.

Cette remise au pas va choquer les conducteurs qui s'étaient accoutumés à une sorte de joyeuse anarchie. Mais les recommandations du conseil économique et social ne seront pas non plus du goût de M. Jacques Chirac. Les « sages de l'Ile-de-France » demandent au maire de Paris de renoncer à truffer la capitale d'innombrables de bureaux. D'autre part, ils l'invitent à accélérer la mise en œuvre du plan de circulation, à élargir le périphérique sud, à ménager les quais du 15^e arrondissement, ainsi qu'à doubler les ponts de Bercy et d'Austerlitz. Supprimer des ressources fiscales et augmenter les dépenses, c'est exactement l'inverse de la politique adoptée par M. Chirac. Le rapport Moreau n'a pas fini de dérangier.

MARC-AMBROISE RENDU.

L'Europe se résigne au pot catalytique



Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres de l'environnement des Dix se sont séparés, vendredi 8 mars à l'aube, sans être parvenus à conclure leur débat sur la définition d'une réglementation européenne visant à réduire la pollution automobile. Ils se retrouveront le mercredi 20 mars. Les points de vue se sont considérablement rapprochés. Il n'y a pas complètement accord, mais nous y parviendrons dans quinze jours», a déclaré M. Bonchard, le ministre français. M. Zimmermann, son collègue allemand, a fait état de « progrès énormes » et a observé que les Français et les Britanniques avaient « considérablement bougé ». Il croit également qu'il y aura un accord le 20 mars, dans les dix-huit heures qui suivent.

La principale divergence qui subsiste oppose les Allemands et les Britanniques. Ces derniers estiment raisonnable de fixer pour les voitures de catégorie moyenne (entre 1 400 et 2 000 centimètres cubes) des normes de rejet de gaz polluants moins sévères que pour les grosses cylindrées (plus de 2 000 centimètres cubes), alors que les Allemands voudraient imposer pour ces deux catégories des normes identiques, qu'il s'agisse de voitures neuves ou d'occasion. Ils prévoient pour l'entrée en vigueur un délai plus long dans le cas des moyennes cylindrées.

Dans ce débat, ce sont les Allemands qui ont le ton. Au nom de la sauvegarde des forêts, le gouvernement fédéral, talonné par les Verts, plaide pour une législation antipollution à la fois rigoureuse et immédiate. Ils menacent de faire cavalier seul si les pays partenaires ne suivent. Pour les Français, les Britanniques et les Italiens, dont le souci est de préserver

long, probablement de deux ans (1990-1992), mais insistent pour que les normes alors imposées soient les mêmes que pour la première catégorie. Les Français pourraient se contenter de cette formule, l'essentiel pour eux étant, semble-t-il, d'éviter d'avoir à installer des pots d'échappement catalytiques sur les modèles existants. Pour les moyennes cylindrées, les Britanniques font valoir qu'elles polluent moins que les grosses voitures, et souhaitent l'adoption de normes moins coûteuses. Leur objectif est de développer le moteur à mélange pauvre, qui coûte moins cher que le pot catalytique, mais qui probablement se révélera un peu moins « propre ».

Pour la catégorie des moins de 1 400 centimètres cubes, la directive prévoit deux étapes, à l'horizon 1990-1991, des améliorations devant permettre de réduire les rejets polluants d'environ 50 %. Dès lors, des normes plus ambitieuses seront fixées en 1987 pour être appliquées entre 1992 et 1994. Les partenaires de la RDA, qui entendent que le répit ainsi donné pour trouver d'autres formules que le pot catalytique ne soit pas vidé de son sens, ont demandé aux Allemands de limiter les incitations fiscales qu'ils s'approprient à accorder aux acheteurs de voitures « propres ». Les Allemands ont refusé de retarder la date de mise en œuvre de ces primes fiscales ; leur intention est de concourir à « l'écoulement le plus possible », c'est-à-dire dans quelques semaines. En revanche, ils se sont montrés ouverts à l'idée d'en limiter le montant. Une recommandation précisée que les incitations financières devront être « substantiellement inférieures » au surcoût de l'équipement antipollution.

PHILIPPE LEMAITRE.

MÉDECINE

LA SÉCURITÉ SOCIALE VICTIME DE FACTURATIONS ABUSIVES

Les eaux troubles de l'Arche

Un établissement hospitalier participe au service public peut-il, impunément, ignorer la réglementation tarifaire à laquelle il est en principe soumis ? Peut-il, sans être aucunement inquiété, facturer à la Sécurité sociale des journées d'hospitalisation fantôme ? Telles sont les questions posées par une curieuse affaire dans laquelle il apparaît qu'un établissement participant au service public a, de 1979 à 1984, fonctionné à l'image d'une clinique privée. Une anomalie de taille portant sur près de 5 millions de francs.

Le Mans. — Un bel établissement, trop beau peut-être. Situé dans la banlieue mancelle sur la commune de Saint-Sauveur le Centre de l'Arche est une des structures qui font honneur à une ville et à une région. Construit dans les années 70, inauguré en 1973 par M^{me} Simone Veil, alors ministre de la santé, l'Arche est spécialisée depuis sa création dans la rééducation fonctionnelle. Il accueille ainsi des malades paralytiques, hémiplegiques, infirmes moteurs cérébraux ou souffrant d'affections de la colonne vertébrale. Il s'agit là, de toute évidence, d'une pathologie lourde qui nécessite un effectif nombreux et spécialisé. On compte aujourd'hui à l'Arche cinq médecins à plein temps, assistés de quatre internes, une vingtaine de kinésithérapeutes, autant d'infirmières et une cinquantaine d'aides-soignants. L'effectif total dépasse aujourd'hui deux cents personnes. L'Arche est un pur produit des organismes de mutualité sociale agricole de la région qui ont décidé de sa construction et y ont totalement participé.

En 1983, les responsables de l'Arche s'inquiètent. Le conseil d'administration estime insuffisants les moyens financiers mis jusqu'alors à sa disposition. A la demande de M. Paul Bernard, commissaire de la République du département de la Sarthe, une enquête de l'IGAS est effectuée en juin 1983 par M. Robert Clerc et par le docteur J.-P. Talon. Les inspecteurs ont été fort mal reçus dès lors qu'ils ont manifesté leur « volonté de comprendre » le

mode précis de fonctionnement de l'établissement. Leur rapport, daté de décembre 1983, constitue un audit très sévère. L'Arche y est présentée comme « un nouveau-né comblé par ses marottes », (sous-entendu : les organismes de mutualité sociale agricole), et volontairement isolé. « Un isolement pratique, peut-on lire dans le rapport, se double d'une sorte de solitude intellectuelle et spirituelle. (...) Le même temps qu'un certain mépris pour les avertissements (...) ». Une solitude désirée aussi, puisque aucun administrateur de la Sécurité sociale ne figure au conseil d'administration de l'établissement.

Un rapport incomplet. L'Arche avait néanmoins obtenu de 1979 à 1982, une marge d'augmentation importante de ses budgets. Certains membres du personnel sont beaucoup mieux rémunérés que la normale, notamment les kinésithérapeutes (grâce à une « convention maison »), la direction médicale et administrative qui bénéficie en outre du logement de fonction et d'un parc automobile qualifié de « confortable » par les enquêteurs de l'IGAS.

Le rapport a été fort mal accepté par les responsables de l'Arche. « Les enquêteurs ne sont restés que deux jours sur place », explique le docteur Jean du Peloux, médecin directeur, « leurs informations sont tronquées et ils ont commis des erreurs épouvantables. Il est faux, par exemple, de laisser entendre que l'Arche a pu voter le jour sans concertation. Faux aussi de penser qu'il y a eu un contentieux entre le régime agricole et le régime général ».

Pour intéresser qu'il soit, le rapport de l'IGAS n'est — curieusement — pas complet. Il est en effet établi que, de 1979 (date à laquelle l'Arche commença effectivement à participer au service public) jusqu'en 1984 (dorsque en haut lieu on prit connaissance des faits), le centre fonctionna « à la carte » de la caisse primaire d'assurance maladie de la Sarthe comme un établissement privé. En d'autres termes, du

rant toute cette période, l'Arche facturait les journées de sortie des malades. (1) Une pratique totalement anormale et qui, compte tenu du prix de journée (1 164 F actuellement) et du nombre d'hospitalisations, a dû, au total, porter sur une somme comprise entre 3,5 et 5 millions de francs. Plus curieusement encore, les autorités de tutelle n'ont jamais relevé la moindre anomalie en dépit d'une enquête en 1981 menée par M^{me} Christiane Drapier, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. S'ils reconnaissent aujourd'hui les faits, les principaux responsables plaident non coupables. La caisse primaire d'assurance maladie de la Sarthe s'engageait même de réclamer le remboursement des sommes qu'elle a, indûment, versées. Seule modification notable : le conseil d'administration de l'Arche devrait s'ouvrir prochainement à un représentant de la Sécurité sociale.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les établissements publics ou participant au service public facturent le jour d'arrivée du malade mais pas le jour de son départ.

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE VEUT INTERDIRE LES MATERNITÉS DE SUBSTITUTION

(De notre correspondant.) Londres. — Comme il l'avait laissé entendre, le gouvernement britannique va déposer à la Chambre des communes un projet de loi visant à interdire toute organisation commerciale pour les maternités de substitution. Le secrétaire d'État à la Santé, M. Norman Fowler, a précisé, le 7 mars, que le texte serait présenté au cours des prochaines semaines afin qu'il puisse entrer en vigueur dès cette année.

M. Fowler a déclaré que cette loi devrait avoir pour effet d'empêcher la création d'agences spécialisées, le recrutement de candidates à la location d'utérus et toute publicité (petites annonces par exemple). Il s'agit d'empêcher d'une manière plus complète que la législation actuelle l'adoption de l'ensemble des recommandations faites, l'été dernier, par la « commission Warnock » sur l'utilisation des embryons humains. — F.C.

Etats d'âme.
Etat d'urgence.
En librairie 228 p. 70 F.



autrement

ÉDUCATION

Le plan Informatique pour tous

DIX MILLE ENSEIGNANTS EN STAGE PENDANT LES VACANCES DE PAQUES

Première étape de la mise en œuvre du plan Informatique pour tous amorcé par le premier ministre, la formation des enseignants débutera dès les vacances de Pâques, écoles, collèges, lycées devant être équipés d'ici la fin de l'année 1985 (le Monde du 26 janvier). Un décret publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 7 mars fixe les objectifs et les modalités des stages. Il s'agit d'initier les enseignants à l'utilisation des ateliers informatiques dans leur moment des applications pédagogiques possibles, compris avec des logiciels qui ne sont pas destinés à l'éducation (traitement de texte, base de données, gestion de fichier, etc.).

Le ministère de l'Éducation nationale envisage d'organiser durant les vacances de Pâques plus de 500 stages destinés à 10 000 enseignants. En juillet, le nombre de stages devra impérativement atteindre 2 500, d'autres étant prévus fin août, début septembre, et durant les congés de la Toussaint. Au total, 110 000 enseignants seront concernés. Chaque stage durera six jours, les frais d'hébergement seront pris en charge par l'administration, et les stagiaires recevront une indemnité fixée à 200 francs par jour. Les formateurs bénéficieront eux de 870 francs par jour. De son côté, l'Agence de l'Informatique propose une formation à 2 500 enseignants pendant les vacances de Pâques dans ses centres X 2000.

UNIT. PÉDAGOG. ACT. SARI
PAQUES-RATRAP. 2^e-1^{re}-BAC — 720-36-80

سكننا من الذهب

POLICE

UNE ORGANISATION POLICIÈRE PROCHE DE L'OPPOSITION DÉNONCÉE PAR DEUX DE SES ANCIENS RESPONSABLES

Du riffi au syndicat

Quel défilage ! MM. Gilles Protin et Roger Walczak ne font pas dans le détail. Ces deux anciens responsables, dans l'est de la France, du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), proche de l'opposition et implanté dans la police en tenue, étaient à Paris, jeudi 7 mars, pour dire tout le bien qu'ils pensaient de l'organisation à laquelle ils ont appartenu durant sept ans pour l'un, M. Walczak, ancien secrétaire national adjoint, depuis trois ans pour l'autre, M. Protin, ancien administrateur national. Ou plutôt tout le mal...

Riffi au syndicat. Brutalement rattaché du SIPN, le 27 novembre 1984, lors d'un conseil d'administration national tumultueux, MM. Protin et Walczak ne sont pas partis sans demander leur reste, mais au contraire en emportant un lot épais de photocopies, un dossier « explosif », assurent-ils, qui accablait leur ancienne organisation. Ils en donnent les titres de chapitre, le commentent volontiers, le brandissent à bout de bras, mais n'en livrent qu'avec réserve le contenu précis : « 75 % des documents comptables », précisent-ils — dont ils prétendent réserver le primat à la justice.

Selon ce réquisitoire, le SIPN a bien moins d'adhérents qu'il ne le prétend : c'est une courtoisie de transmission des partis politiques d'opposition ; il est financé par des fonds d'origine politique ; il multiplie en somme des « masquilles » allant à l'encontre de son indépendance proclamée. MM. Protin et Walczak sont parfois précis. Les adhérents ? La direction du SIPN en aurait proclamé 35 000 : or c'est faux ; ils étaient en 1984, 1 488 à la préfecture de police de Paris,

2 329 dans les CRS, 3 450 dans les corps urbains de province et à la PAF, soit un total de 7 267. Bref, moins de 10 % des effectifs policiers en tenue.

La politique ? Alors que l'article 3 des statuts du SIPN proclame le « principe de l'indépendance à l'égard des partis politiques », ce syndicat serait en fait l'instrument d'un « entente des partis politiques dans la police nationale ». M. Remy Halbwax, secrétaire général du SIPN, révoqué de la police après les manifestations policières du 3 juin 1983, accusant-ils, « s'achète aux côtés d'élus de l'opposition », « accepte au nom de l'organisation des dividendes d'origine politique », est « le seul responsable syndical policier à bénéficier d'un chauffeur, homme de main mis à sa disposition par des personnes étrangères à la police », et ne serait qu'un responsable, en payant, ayant annoncé sa démission pour la fin 1985.

Diffamation ?

M. Gérard Boyer, secrétaire général adjoint, mais aussi conseiller municipal RPR d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), n'est pas épargné. « Il assimile le journal syndical à la Pravda dans ses méthodes de censure », « fait commerce de logements à louer à la Mairie de Paris en échange d'adhésions », affiche des portraits d'hommes politiques de droite « dans son bureau », et, enfin, « sans consultation du syndicat, fait à nouveau campagne aux cantonales d'Aubervilliers ». Diffamation ? Nous pouvons tout prouver, répondent en substance les deux dissidents.

Ainsi, assurent-ils, du dossier le plus délicat : la trésorerie. Oui,

affirment-ils, une organisation qui leur était inconnue, Sécurité et citoyens, association nationale pour la sécurité des personnes et des biens, a été à Aubervilliers, n'a versé au SIPN, au moins deux reprises durant l'année 1984, des chèques d'un montant voisinant 25 000 francs. Oui, insistent-ils, ils ont la preuve d'un versement de 22 000 francs attribué au SIPN par la Ville de Paris. Des sommes certes faibles, mais, qui leur suffisent à affirmer que le SIPN est une organisation, mais n'est pas un «... ».

Cette charge à la hussarde semble léser sérieusement la SIPN. M. Halbwax estime qu'il s'agit là d'une manœuvre dirigée contre le SIPN avant les élections professionnelles, prévue à la fin de l'année. À la justice de trancher, puisque MM. Protin et Walczak sont convoqués par celle-ci à la suite d'une plainte du SIPN pour vol et chantage. Quant à la Ville de Paris, elle confirme avoir subventionné le SIPN, mais « comme la CGT, la CFDT ou le FO : notre budget d'aide aux syndicats est confortable ! ». Plus insidieusement, on laisse au SIPN entendre qu'il s'agit là d'une opération télégraphiée par l'organisation rivale et majoritaire, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), à laquelle les deux radicaux viennent d'adhérer. Rien de tel, assurent ceux-ci, qui jurent ne pas avoir été des « taupes » de la FASP et être seulement motivés par leur désir de restaurer un « syndicalisme indépendant » dans la police. D'ailleurs, la première chose que nous avons faite dans notre nouvelle organisation, c'est de demander à consulter les livres comptables. Et on nous les a montrés.

EDWY PLENEL

JUSTICE

A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Un ancien militant italien d'extrême droite est condamné à huit ans de réclusion

La cour d'assises de Paris, présidée par M. André Gresse, a condamné, le jeudi 8 mars, Stefano Procopio, un Italien de vingt-quatre ans, sans profession, à huit années de réclusion criminelle, pour arrestation illégale, séquestration de personne et tentative de vol à main armée.

Le 13 septembre 1982, vers 23 h 15, M. Paul Courty, soixante-deux ans, armurier rue de Rennes, à Paris (6^e), regagne son domicile de la rue des Tournelles, dans le 3^e arrondissement. Trois hommes armés l'interdisent à sa sortie de l'armurerie. Après s'être assurés que M. Courty ne détiend pas d'armes chez lui, le trio contraint son otage à les accompagner au magasin. Arrivés là, les malfaiteurs s'assurent que l'armurier a neutralisé le système d'alarme, ressortent et vont se poster un long moment dans une rue voisine pour être sûrs que la police ne viendra pas.

Rassurés, les trois hommes s'apprêtent à pénétrer dans l'armurerie lorsque la fermeture inopinée d'une porte automatique fait que, seul Stefano Procopio y pénètre avec M. Courty. Après avoir obligé ce dernier à s'allonger sur le sol, Procopio choisit les armes — toutes de fort calibre — qu'il se propose d'emporter. Parmi celles-ci, un 357 Magnum que l'armurier garde toujours chargé en cas d'attaque. Profitant du moment où son agresseur se désaisit de son propre pistolet pour ouvrir un placard, M. Courty bondit, empoigne son revolver et, après un rapide corps à corps, fait feu à trois reprises, blessant grièvement Procopio à l'abdomen. Alerté, la police arrive, tandis que les complices de Procopio prennent le large (Le Monde des 16^e et 17 septembre 1982).

Selon les investigations menées en Italie par les policiers de la brigade criminelle, les armes coovotées étaient destinées à l'attaque d'un fourgon blindé des carabinieri, pour faire s'en évader lors d'un transfert, un militant d'extrême droite. Car Procopio et ses amis ne sont pas des malfaiteurs « ordinaires », mais bien des activistes politiques. Cela, Procopio ne l'a jamais nié. Lors de l'interrogatoire, du moins, puisque aujourd'hui, dans le box, il se refuse obstinément à répondre à toute question concernant son itinéraire politique.

Demande d'extradition

Il est le troisième fils d'une famille aisée de commerçants romains, et le petit-fils d'un général qui servit dans les armées muscoliniennes. Comme le feront observer tour à tour l'accusation et la défense, il a toujours vécu « dans une famille, un milieu, des collèges, un quartier, même, où l'on a traditionnellement le cœur très, très à droite ». On a établi qu'il avait milité très jeune au Mouvement social italien, et probablement à la Terza posizione, avant de se retrou-

ver aux Noyaux armés révolutionnaires. Mais il reste bouche close : « Je n'appartiens plus à aucun mouvement. J'ignore de quoi vous parlez », se borne-t-il à répondre. De même, il ne lâchera pas un mot sur ses complices présumés, tels Vittorio Spadavecchia et Pasquale Beliso, tous deux en fuite. En revanche, il ne nie point sa participation à l'attaque de l'armurerie. « Pourquoi, questionne le président Gresse, avoir choisi un armurier de Paris ? » — « Parce que les armuriers italiens, répond Procopio, n'ont pas d'armes de cette puissance... ».

Dans un réquisitoire modéré, l'avocat général, M. Henri Saludo, avait demandé une peine de huit à dix ans de réclusion, assortie des circonstances atténuantes, « que Procopio mérite, puisqu'il a été puni de ses actes en étant grièvement atteint dans sa personne ». Mais M. Saludo avait rappelé que l'Italie réclamait l'extradition de ce militant, qui est l'objet d'une dizaine de mandats d'arrêt dans son pays. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris devrait examiner cette demande le 17 avril prochain. Stefano Procopio a encore de longues années de prison devant lui...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

EN BREF

L'Aérospatiale livre le deuxième satellite Arabes

Le deuxième exemplaire du satellite de télécommunications Arabesat a été livré, jeudi 7 mars, aux pays arabes par l'Aérospatiale. Ce satellite, dont le frère jumeau a été lancé avec succès voici un mois par la fusée européenne Ariane, devrait être mis prochainement en orbite par la navette spatiale américaine. Un troisième exemplaire Arabesat destiné à remplacer en cas de besoin un des satellites opérationnels est en cours de fabrication dans les ateliers cannois de l'Aérospatiale. Comme les deux autres satellites, il faisait partie du contrat de 134 millions de dollars que l'Aérospatiale, en association avec cinq autres entreprises étrangères, avait gagné en 1981.

Trois nouveaux satellites pour INMARSAT

INMARSAT, l'organisation internationale de télécommunications par satellites assurant les liaisons entre la Terre et les navires de haute mer, se propose de passer commande de trois nouveaux satellites à un consortium dirigé par la firme British Aerospace. Cette décision porte un coup au consortium concurrent créé par l'Aérospatiale (France), Marconi (Grande-Bretagne), Ford (Etats-Unis) et MBB (Allemagne fédérale).

Ces satellites, d'une valeur de 160 millions de dollars, à la construction desquels les sociétés Hughes Aircraft (Etats-Unis) et Matra (France) devraient participer, contribueront à la mise en place du futur réseau opérationnel de télécommunications mari-

times qu'INMARSAT projette de réaliser. Le contrat prévoit la commande de six satellites supplémentaires, ce qui porterait la valeur globale du contrat à 400 millions de dollars. — (AFP).

● La sous-direction de la police scientifique officiellement créée. — La sous-direction de la police scientifique et technique, dont la création avait été annoncée par le ministre de l'Intérieur, le 14 décembre 1984, a été officiellement créée, mercredi 6 mars, avec un arrêté signé par M. Pierre Joxe. Englobant les services de l'identité judiciaire et les laboratoires scientifiques, elle est rattachée à la direction centrale de la police judiciaire et dirigée, comme prévu, par M. Jacques Genhial, commissaire divisionnaire et ancien chef de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. (Le Monde du 15 décembre 1984).

Au conseil de l'Europe : développer les peines de substitution

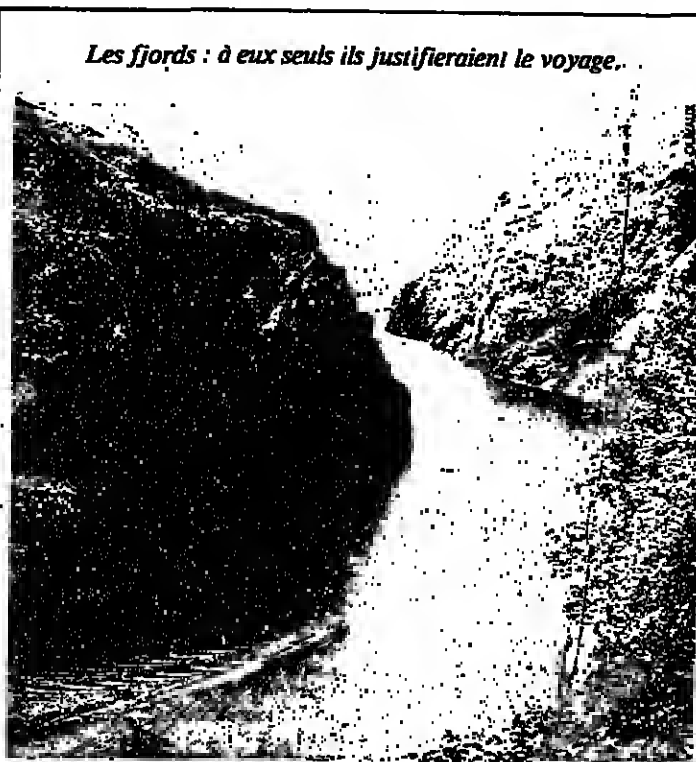
Moins de limitations d'application, davantage de crédits pour le recrutement et la formation des personnels : c'est ce que les directeurs d'administration pénitentiaire des vingt et un pays du Conseil de l'Europe ont préconisé pour favoriser les peines de substitution à l'emprisonnement, jeudi à Strasbourg, au terme de leur septième conférence.

● La palette des peines de substitution doit être enrichie et assouplie dans toute la mesure du possible, afin que les juges puissent y recourir avec une grande flexibilité, a indiqué, jeudi 7 mars à Strasbourg, la présidente de la conférence, M^{me} Myriam Ezratty, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère français de la justice.

M^{me} Ezratty a souligné que la formule des peines de travaux d'intérêt général (TIG) connaît en France un succès encourageant, avec un taux d'échec très faible, depuis leur création, il y a un peu plus d'un an. En 1984, deux mille cinq cents peines de TIG ont été prononcées et il se pourrait qu'en 1985 le chiffre soit triplé, a-t-elle précisé.

● Les internes des CHU de Paris déposent un préavis de grève pour les 14 et 15 mars. — Les internes des CHU de Paris ont déposé un préavis de grève des soins pour les jeudi 14 et vendredi 15 mars (Le Monde du 7 mars). Ils ont pris cette décision après que les représentants des deux inter-syndicats nationaux des internes et chefs de clinique eurent été reçus dans la soirée du 6 mars au ministère des affaires sociales par M. Philipp, directeur de cabinet de M^{me} Georges Dufour. Ce dernier ne leur ayant, semble-t-il, annoncé aucune mesure concrète immédiate, les délégués syndicaux ont, en quittant le ministère, déclaré « avoir été l'objet d'une provocation ».

PRÉCISION. — M. Jacques Atlan, professeur de philosophie, quarante-cinq ans, inculpé de « dénonciation calomnieuse » envers l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI), qui apporte assistance et information aux familles victimes des sectes (Le Monde du 27 février), nous précise qu'il n'a pas accusé l'ADFI de « détournements de fonds », comme nous l'avons écrit, mais de fonds « gâchés » ou « perdus », puisque les fonds publics obtenus par l'ADFI sous forme d'une subvention, « ne sont pas mérités par cette association », selon M. Atlan.



La Norvège:

324 000 km² de nature intacte à portée de vacances.

Espace, silence, air pur : un « luxe » quotidien pour les Norvégiens qui ne demandent qu'à le partager avec leurs amis étrangers. Nos voisins européens l'apprécient depuis longtemps ; les Français le découvrent à leur tour, pour leur plus grand plaisir.

Un des plus beaux pays du monde. Ce qui frappe dès l'entrée en Norvège, c'est la beauté et la variété de ses paysages. Montagnes sauvages et fjords étroits, forêts profondes et plaines verdoyantes, rivages paisibles des lacs, côtes déchiquetées, cascades... Un vrai paradis pour les amoureux de la nature.

Pour tous les budgets. Les possibilités d'hébergement sont sans limite. De l'hôtel grand confort à la modeste pension mais aussi, selon des formules moins classiques : séjour à la ferme, chez l'habitant, en auberge de jeunesse — ombreuses et ouvertes à tous — location d'un chalet ou... d'une cabane de pêcheur. A noter, bien sûr, le camping et le caravanning : plus de 1 400 terrains homologués. Vous avez le choix.

Loisirs actifs pour grands et petits. Voile, ski nautique, pêche, randonnée pédestre, tennis, équitation... Mille activités s'offrent à vous en Norvège et les amateurs de sports de plein air s'en donnent à cœur joie.

« Velkommen til Norge » (Bienvenue en Norvège). Parfois timides, les Norvégiens sont toujours accueillants, disponibles et hospitaliers en toutes circonstances. Sollicitez-les à la première occasion, ils se montreront d'une gentillesse infinie. Vous verrez, l'hospitalité norvégienne n'est pas un vain mot.

Selon que vous y alliez par avion, train, voiture ou bateau, la Norvège est à deux heures ou deux jours de chez vous.

Quand partez-vous ?

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyages et de séjours, renvoyez ce coupon accompagné de 7 F en timbres à l'Office National de Tourisme de Norvège, 88, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Téléphone (1) 745.14.90.



M _____

_____ LM

Si vous avez un Minitel, composez le (3) 614.91.66 VGL

LA VIE FRANÇAISE

POLITIQUE

- Cantonales : des résultats qui sont un test pour 1986.

ECONOMIE

- Comment la France a rééquilibré ses comptes extérieurs.
- W. Brock ministre du commerce US se prononce pour une libéralisation des échanges.
- Les banques redécouvrent le crédit aux particuliers.

ENTREPRISES

- Fiat-Ford : les grandes manœuvres de printemps.
- Raffinage : les Américains lâchent-ils l'Europe ?

BOURSE

- CONSEILS : TRT, UTA, CFDE, Matsushita, Sperry, les firmes automobiles US.
- ETUDES : Taittinger, Nord-Est.

ARTS, CULTURE

Livres, expositions, théâtre...

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

M. Try n'avait jamais rompu ses relations avec les Khmers rouges

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

Mobilier belge façon 1930. La « grande parade » au Stedelijk d'Amsterdam.

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.



culture

THÉÂTRE

«HOTEL DE L'HOMME SAUVAGE», de Jean-Pol Fargeau.

Le fils prodigue en vadrouille au Chili

La pièce de Jean-Pol Fargeau, *Hôtel de l'homme sauvage*, que met en scène Stuart Seide à Chaillot, affecte une allure de film d'aventures du côté des tropiques, avec alcooliques bizarres, ventilateurs, policiers, statuettes louches qui cachent quelque chose, Indiens taciturnes, mais l'auteur a une idée derrière la tête, qui n'a rien de voir avec tout ça : c'est l'attachement que peut vivre un adolescent pour un homme plus âgé que lui et qui n'est pas son père.

Phénomène assez usuel et qui, souvent, oriente sensiblement une vie. Qui, de nous, n'a connu cela ? A quatorze ou à quinze ans, ou un peu plus tard, l'enfant n'a plus la même oreille pour ce qui se dit chez lui. Ce n'est pas une réaction, à proprement parler, contre la mère et le père. Plutôt le besoin diffus, puis lancinant, d'une autre chanson, de quelqu'un que l'on se choisit, et qui va être plus proche de certains états de soi.

L'ascendant des lectures, le soir ou le dimanche, les horizons décolorés an lycée, sont pour quelque chose dans le choix de cet ami. Il sera un professeur, un libraire, un oncle éloigné, qui que ce soit d'autre. L'adolescent n'aura pas avec lui une familiarité vraie, mais un lien un peu oblique, réservé. André Gide a donné des portraits de ce «tuteur» : c'est Ménélaüs de l'immoraliste, Edouard des Faux-Monnayeurs.

Le jeune homme de Jean-Pol Fargeau, Daniel, a jeté son dévolu sur un écrivain, appelé Santerre. Il y a une séance de travail, Daniel prend des notes sous la dictée de Santerre. Et voici que l'auteur nous emporte dans une équipée anarcho-féministe sur les plages du Chili, dans les forêts. Santerre, son épouse et Daniel se retrouvent dans un hôtel de style colonial, reçoivent la visite d'un pasteur obsédé par une médecine sans équilibre. Nuits torrides, arrestations, salves de mitrailleuses... N'allons pas prétendre que cette pièce est d'une clarté aveuglante sans doute tout cela n'est-il qu'un songe : le jeune Daniel gamberrait à propos de son écrivain.

il le voit vivre dangereusement, ça pimente l'ordinaire.

La pièce a un charme certain, un côté livre d'aventures illustré retrouvé dans une malle, au grenier, début septembre à la campagne, avec des nuances de fausse piste, comme si la parade tout de même assez guignol montrée là n'était que le trop fort grossissement d'une histoire bien plus austère.

Mais le spectacle, dans son entier, de cet *Hôtel de l'homme sauvage*, est, lui, époustouflant, car Stuart Seide réunit là une mise en scène merveilleuse, une fête de l'intérieur magique, comme un cinéma plus sage que le cinéma, plus coupant et plus rieur, avec des dioramas sublimes, des métamorphoses d'images, tout cela d'une beauté rare, et d'une grande classe.

Jean-Benoît Terral (Daniel) joue bien, l'excellent Jean-Claude Durand (Santerre) navigue un peu à côté de ses pompes, comme s'il ne «trouvait» pas son rôle et prenait à cela un sombre plaisir. Anne Wiazemski (M^{me} Santerre) imite très drôlement les actrices 1925, Claire Wauthion (la directrice de l'hôtel) fait peur et séduit, Jean-Claude Jay (le pasteur) charge à mort, mais avec une finesse sûre, Pierrick Mecum (un médecin) impose le souvenir de son ironie glacée, de son feu qui couve.

Les très beaux décors sont de Charles Marty. N'oublions pas de dire que l'auteur, Jean-Pol Fargeau, trente-cinq ans, est né et vit à Marseille.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de Chaillot, salle Gémier, 20 h 30.

MUSIQUE

MUSICORA AU GRAND PALAIS

Le Salon de la curiosité

Depuis dix ans, les musiciens et les amateurs attendaient une manifestation moins brutalement commerciale que le Salon de la musique, une manifestation où l'on ne sorte pas avec l'envie furieuse de se consacrer désormais à la peine. Tel a dû être le vœu de la CODA, une association au sein de laquelle, à l'initiative de ce premier Salon baptisé Musicora et qui réunit, au Grand Palais depuis le 5 mars (et seulement jusqu'au 9, malheureusement), quelque 266 exposants : facteurs d'instruments, archetiers, antiquaires, éditeurs de musique ou de revues, organisateurs de concerts et de festivals.

L'une des ambitions est de «créer un événement musical capable de rassembler Paris et la France un climat d'échanges et de création musicale internationale, au plus haut niveau de qualité». Le fait est que les exposants semblaient ravis d'as-

sembler pour une fois rassemblés, ce qui compense à leurs yeux le nombre encore modeste de visiteurs. Il y a cependant beaucoup de choses à voir : des claviers de toutes marques, des violons, des cors anglais «anglés» comme on les faisait encore au siècle dernier, des cuivres étonnants. Et si l'édicicule «Serpent servant à accompagner le plain-champ» laisse rêver, on n'en admire pas moins quelques pièces rares.

Parmi les curiosités, une place de choix revient à l'exposition d'instruments en terre cuite. Enfin, au rythme de deux concerts par jour, Musicora offre à ses visiteurs de grandes bénéficiations de musique ancienne, et les amateurs d'expression moins formelle, peuvent jouer tout simplement d'un joyeux tintamarre, en filant parmi les stands.

GÉRARD CONDÉ.

VARIÉTÉS

ENRICO MACIAS A L'OLYMPIA

Vingt-trois ans de fidélité

En 1961, Gaston Ghrenassia, né à Constantine vingt-trois ans plus tôt d'un père andalou et d'une mère provençale, s'embarque sur le *Ville d'Alger* en direction de la métropole, avec pour bagage une valise et une guitare, et pour fortune son dernier traitement d'inspecteur. Ce départ, c'est plus qu'un exil : un déchirement.

A Paris, le hasard le conduit à enregistrer un premier disque, puis à paraître dans l'émission télévisée la plus regardée de l'époque, «Cinq colonnes à la Une», consacrée aux rapatriés d'Algérie. Dès lors, sous le nom d'Enrico Macias, il devient le chanteur d'un million de pieds-noirs. Vingt-trois ans plus tard, ceux qui ont eu la même histoire que le chanteur se retrouvent à l'Olympia, transformé d'un coup en une salle de spectacle exubérante de Bab-El-Oued dans les années 50.

Enrico Macias a gardé le soleil dans la mémoire. Il n'a pas changé. Imperméable à toutes les modes, il s'emploie toujours à ouvrir les cœurs

avec le même accent, la même générosité et la même gentillesse. Il a chanté l'exil, l'assimilation métropolitaine, le Français moyen, la réconciliation israélo-égyptienne, l'amour, la raison et la fraternité, tout en sachant que celle-ci a parfois un goût amer. Il a prêché la tolérance un peu partout dans le monde, au pied des Pyramides comme à New-York dans le cadre de l'ONU.

A l'Olympia aujourd'hui, entouré de ses musiciens habituels, dont son père, Sylvain Ghrenassia, au violon oriental, il chante bien sûr *Enfants de tous pays*, *Les Gens du Nord*, *Non je n'ai pas oublié*, *Les Filles de mon pays*, mais aussi le droit de l'émigré qui «toujours, est une victime». La musique est simple, entraînante, parfois un peu langoureuse. Quand les couleurs arabes envahissent la mélodie, le public d'Enrico Macias frémit de bonheur.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Olympia, 20 h 15.

CINÉMA

«VARIETY», de Bette Gordon

Une femme gagnée par la pornographie

A quoi pense la caissière, dans un cinéma porno ? A rien, peut-être. Mais la jeune femme bon chic bon genre de *Variety*, qui vient de trouver ce travail, ne va pas s'en remettre. Exposée dans sa cage de verre, elle n'en sort que pour se jeter dans la gueule du loup qui l'attire.

Un film élastique ne perd jamais de vue son propos, c'est le moins qu'on puisse dire. *Variety* procède de la même façon. Obsédée par un univers auquel les femmes ont, par tradition, peu accès, l'héroïne ne parle plus que de ça et se met à suivre, obstinément, un spectateur qui lui a un jour offert un Coca-Cola, et s'avère un homme d'affaires louche.

Les hommes, dans ce film-fantôme, sont à la fois sujets et objets, présence dominante et refoulée. Sujets, ils sont les traditionnels clients de la pornographie (cinéma, sex-shop), et ils rôdent sur le parvis de la timide intrépide. Objets, ils ne sont pas encore rejoints par l'adultère personnel, mais la réalisatrice décrit, en toute chasteté, la progressive libération. Elle a bien un ami, cette fille. Mais il s'efface tacitement désapprouvant, au fur et à mesure qu'elle s'affirme.

Bette Gordon n'a pas la générosité d'une Marie-Claude Tréhou (*Silence Barbes ou la vertu*). Très féministe, elle joue sur la violence d'un récit plutôt que d'une scène, s'attache aux voix, aux visages, et non aux corps. Ses images ont un grain particulier, une clarté diffuse et sophistiquée. Leur texture rappelle ces passages en super-8 qu'on intercale dans les films, à titre de souvenirs de vacances ou de moments d'intimité épiques. Cela permet à la cinéaste d'installer au milieu son histoire : au début, la pornographie imprègne les plans, les cadrages, exactement comme elle atteint le personnage.

Le reste de *Variety* n'est pas de la même force, et l'action se dilue. Pourtant ce genre de film, trop théorique, est plus stimulant que bien des œuvres aboulties. Bette Gordon la New-Yorkaise confirme que le jeune cinéma, là-bas, est vivant.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux. Signalez un intéressant numéro sur la pornographie de la revue *Avancées cinématographiques*, publiée par les élèves de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses (145 pages, 30 F).

A L'Orchestre de Paris Daniel Barenboïm reste directeur musical jusqu'en 1989

Le conseil d'administration de l'Orchestre de Paris, réuni le jeudi 7 mars, a reconduit, à l'unanimité, Daniel Barenboïm dans les fonctions de directeur musical qu'il occupe depuis 1975. Le conseil a élu comme président M. Alain Trapenard, en tant que vice-président M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, et Jean Musy, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, et comme trésorier M. Jean Roy, musicologue.

M. Trapenard, ancien directeur de l'action culturelle de la Ville de Paris, est actuellement président du conseil d'administration du Musée du XIX^e siècle.

Les griffes de la nuit

Les jeunes d'aujourd'hui, comme de tous les siècles, sont insoucients, c'est de leur âge. Une gentille jeune fille, le type même de la *middle class girl*, s'empêche de dormir car elle fait d'horribles cauchemars, au cours desquels elle subit les assauts d'une sorte d'épouvantail ricanant, muni de griffes terribles, plus efficaces que les canines de Dracula. Avec sa dégainée de clochard libidineux, il est nettement moins séduisant. De son vivant, comme à l'état de fantôme, il violait les adolescentes. D'où la colère des mères, en particulier celle de l'héroïne, qui d'ailleurs a une attitude pas très claire...

Mieux vaut garder le suspense, bien que l'attrait du film tienne surtout aux griffes dans la chair tendre. Le réalisateur, Wes Craven (auteur également de *Yankee sur la colline*) ne fait pas dans le joli. Il se situe à côté du John Carpenter de *Halloween* (un fou, qui représente le mal absolu, tue systématiquement les baby sœurs évanouies), et un peu au-dessous de Tobe Hooper *Masacre à la tronçonneuse*, avec une pincée d'*Exorciste*. Son style, c'est l'humour sanguinolent et les scénarios en boncile. C'est-à-dire qu'après quatre-vingt-dix minutes, alors que les personnages pensent en avoir fini, le cauchemar reprend, pour — selon les recettes — une suite éventuelle.

Chez Wes Craven, les victimes sont de préférence jeunes. D'une part, c'est payant, d'autre part, comme dans les contes, l'horreur est prétexte à morale. Ici : jeunes, soyez insoucients c'est de votre âge, mais pas trop. Ne vous endormez pas.

COLETTE GODARD.

* Voir les films nouveaux.

ODEON THEATRE NATIONAL 14 mars 14 avril
Direction François Baroin Tel. 325.70.32

L'heureux stratagème
Marivaux

Mise en scène : Jacques Lassalle
Décor et costumes : Maurizio Ballo
Avec Serge Avedikian, Marc Chouppart, Claude Degliame, Dominique Frot, Miloud Khetib, André Marcon, Dominique Reynaud, Jean Schmitt

Une production du TNS

ESPACE PIERRE CARDIN

SHOGUN
L'ART DE VIVRE DES TOKUGAWA

Présentée par : Tokugawa Art Museum, Japon

Plongez-vous dans la splendeur de l'époque Shogun à l'Espace Pierre Cardin. Vous y trouverez un choix incroyable d'œuvres de l'âge d'or de la culture japonaise du 12^e au 19^e siècle, des armes, des costumes et des objets d'art.

du 1^{er} MARS au 14 MAI 1985
Tous les jours de 10h à 19h
sauf du 18 au 22 Mars et du 15 au 19 Avril
1 et 3, avenue Gabriel, 75008 Paris - Tél. 266.17.30

Organisé par : The Shogun Art Exhibition
Sous le patronage de Pierre Cardin
Avec la collaboration de Minolta Camera Co. Ltd.

UN FILM BOULEVERSAANT :
UN ÉVÉNEMENT.
MARIE-FRANÇOISE LECLERE - Le Point

LA DECHIRURE
(THE KILLING FIELDS)

7 NOMINATIONS
OSCAR 85
MEILLEUR FILM
MEILLEUR RÉALISATEUR

CHAILLOT **HOTEL DE L'HOMME SAUVAGE** JEAN-POI FARGEAU
STUART SEIDE
THÉÂTRE GÉMIER 727 81 15
Du 23 FÉVRIER AU 31 MARS À 20H30
DIMANCHE À 17H - Relâche dimanche soir et lundi

«L'HUMOUR EN FORCE» (ROBERT CHAZAL, France-Soir)

DANIEL AUTEUIL · JEAN-PIERRE MARIELLE · EMMANUELLE BEART · SOPHIE BARJAC

L'AMOUR EN DOUCE

UN FILM RÉALISÉ PAR
ÉDOUARD MOLINARO

PRODUCTEURS DÉLÉGUÉS
FRANÇOIS CHAVANE · ALAIN POIRÉ

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

SPECTACLES

ELEMENT OF CRIME (Dad, v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38).

EL NORTE (A, v.o.) : UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Normandie, 6 (575-94-84) ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-69).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BULOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

GREMLINS (A, v.o.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang, v.o.) : George-V, 8 (562-41-46). - V.I. : Capri, 2 (508-11-69).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cluny Écoles, 5 (354-20-12).

HEIMAT (AIL, v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76).

L'ÉTOILE SANS FIN (AIL, v.o.) : Boris à Film, 17 (622-44-21). - V.I. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFTITI (A, v.o.) : UGC Odéon, 2 (574-93-30) ; Cluny Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action Christie, 6 (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; UGC Odéon, 13 (336-32-44) ; Parisiens, 14 (335-21-21).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A, v.o.) : Cluny Saint-Germain, 6 (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A, v.o.) : Capri, 2 (508-11-69).

JE VOUS Salue Marie (Fr.) : UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Studio de la Harpe, 9 (634-25-52) ; Ambassade, 9 (359-19-08).

KAOS, CONTES SICILIENS (IL, v.o.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LOVE STREAMS (A, v.o.) : UGC Luxembourg, 6 (633-97-77) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68) ; George-V, 8 (562-41-46).

MARCHE À L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A, v.o.) : Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ; Lucarne, 6 (544-51-34) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit, v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A, v.o.) : Opéra Night, 2 (296-80-40).

LES NANAS (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5 (633-79-38).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : Latine, 4 (278-47-86) ; République Cinéma, 11 (805-51-33) ; Denfert, 14 (321-41-01).

OUT OF ORDER (AIL, v.o.) : Galté Boulevard, 9 (233-67-06).

PARIS, TEXAS (A, v.o.) : Panthéon, 5 (564-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 9 (359-19-08).

LA PART DES CHOSES (Fr.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-65) ; Olympic, 14 (544-43-14).

PETER LE CHAT (Suisse, v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Reflet Quartier Latin, 5 (326-64-65) ; Studio 43, 9 (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 9 (634-25-52) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; Marignan, 6 (339-92-42) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Saint-Lazare Paqueux, 9 (387-35-43) ; François, 9 (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12 (342-01-59) ; Athènes, 12 (342-00-65) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Mithra, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; PLM St-Jacques, 14 (385-68-42) ; Gammont Convention, 15 (828-42-77) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Images, 19 (522-47-94) ; Secotan, 19 (241-77-99).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A, v.o.) : Paris Club II, 10 (770-21-71).

PRÉFOMME CARMIEN (Fr.) : Grand Pavée (H. sp.), 15 (554-46-85).

PURPLE RAIN (A, v.o.) : UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; v.o. : UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-94-94).

LES RIPOUKS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16).

LES FILMS NOUVEAUX

APRÈS LA RÉPÉTITION, film méditerranéen d'Angela Bergman, 6 (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; UGC Odéon, 13 (336-32-44) ; Parisiens, 14 (335-21-21).

LE THÉÂTRE À LA MENTHE, film français d'Abdelkrim Belhadj, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Cluny Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16).

LES CRIPES DE LA NUIT, film américain de Wes Craven, v.o. : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Mithra, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Pathé Clichy, 15 (522-46-01).

LES ROIS DU GAG, film français de Claude Zidi, 2 (296-80-40) ; Berlioz, 2 (742-50-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Hantefeuille, 6 (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80) ; Marignan, 6 (339-92-42) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Saint-Lazare Paqueux, 9 (387-35-43) ; François, 9 (770-33-88) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Bastille, 11 (307-54-40) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Fausette, 13 (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Gammont Sed, 14 (327-56-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Riveneuve Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Gammont Convention, 15 (828-42-77) ; Victor Hugo, 16 (727-49-75) ; Paramount Meilke, 17 (758-24-24) ; Pathé Wexler, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

SOLDIER'S STORY, film américain de Norman Jewison, v.o. : Forum, 1 (297-53-74) ; Hantefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 6 (339-92-42) ; Parisiens, 14 (335-21-21) ; v.o. : Impéria, 2 (742-72-52) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fausette, 13 (331-56-86) ; Mithra, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy, 15 (522-46-01).

LE THÉÂTRE À LA MENTHE, film français d'Abdelkrim Belhadj, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Cluny Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (563-16-16).

CINÉMAS DE L'ASIE CENTRALE

V.O. Cosmos, 6 (544-28-80) ; Olympic, Marly, 14 (544-43-14).

CHAKRENDIM ET GARIB, film turc de Tahsin Sahirov.

L'ÉTOILE DOULOUG-BEK, film d'Ouzbékistan de Latif Faizov.

TEMPÊTE SUR L'ASIE, film d'Ouzbékistan de Konstantin Lermontov.

LE PREMIER MAÎTRE, film kirghize de Mikhaïlov-Kontchoulovski.

TENDRESSE, film d'Ouzbékistan de Elzer Ichmoukhmedov.

LE CIEL DE NOTRE ENFANCE, film kirghize de Tokmouch Olov.

DIAMILA, film kirghize d'Orin Poplavskia.

ROUSTAM ET SOUKHRAE, film turk de Boris Kimlagarov.

LA BRU, film turc de Khodjaknoli Nariev.

LA FÉROCE, film du Kazakhstan de Tolomouch Olov.

LE BATEAU BLANC, film kirghize de Bolotbek Chanchiev.

LA TRAGÉDIE DE KOUKUITAN, film turc de Kakov Ormakhator.

TRIPYKOUZ, film Ouzbek d'Ali Khazratov.

L'ARRÊTE DE DJAMAL, film turc de Khodjaknoli Nariev.

L'INSOUMISE, film ouzbek d'Anatoli Kaboulou.

LA JEUNESSE D'UN GÉNIE, film ouzbek-tadjik d'Elzer Imoukhmedov.

LES festivals

BERGMAN (v.o.), Bonaparte, 6 (326-12-12) : Toutes ces femmes.

CINÉMA DE L'ASIE CENTRALE (v.o.), Cosmos, 6 (544-28-80), en alternance : Tempête sur l'Asie, Chakrendim et Garib, la Bru, le Ciel de notre enfance, la Jeunesse d'un génie, Diamila, Tripkyouze, Olympic, 14 (544-43-14) : l'Arbre de Djamaï.

CLINT EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5 (329-44-40) : José Wales hors la loi.

C. GRANT (v.o.), Action-Écoles, 9 (325-72-07) : Lady Lou.

A. HITCHCOCK (v.o.), Action Rive Gauche, 5 (329-44-40) : l'Inconnu du Nord-Express.

E. KAZAN (v.o.), 18 h : Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 18 h : la Fèvre dans le sang.

A. KUROSAWA (v.o.), St-Lambert, 15 (532-91-68), 17 h : Danseuse Ouzbe.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18 (606-36-07) : Parisiens.

HOMMAGE À TRUFFAUT, Club de l'Étoile, 17 (380-42-05) : Trois sur le piano.

TEX AVERY (v.o.), Cluny Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Parisiens, 14 (335-21-21).

LES séances spéciales

AU-DELA DU RÉEL (v.o.) (A, v.o.) Boite à film, 17 (622-44-21), 17 h 15, 0 h 30.

MOQUEFARRE (Fr.) : Olympic, 14 (544-43-14), 18 h.

LES CHIENS DE PAILLE (v.o.) (A, v.o.) : Châtelet Victoria, 17 (508-94-14), 16 h 30, 20 h, 22 h.

EL (Esp., v.o.) : St-Lambert, 15 (532-91-68), 19 h 30.

ELEPHANT MAN (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.

LE PONT DU NORD (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.

QUERELLE (v.o.) (AIL, v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32), 18 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (v.o.) (A, v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 22 h 25, 0 h 15.

SAÏO, OU LES 128 JOURS DE SODOMIE (v.o.) (IL, v.o.) : Cluny Beaubourg, 3 (271-52-36), 22 h 45.

SCARFACE (A, v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 22 h.

SUDDEN IMPACT (v.o.) (A, v.o.) : Châtelet-Victoria, 17 (508-94-14), 22 h.

TAXI DRIVER (v.o.) (A, v.o.) : Boite à Film, 17 (622-44-21), 17 h 45.

CRETEIL 1^{er} au 13 mars 85

LA DOUBLE INCONSTANCE

Métrie Crétel Préfecture

899 94 50

Mise en scène : Michel Dubois

THEATRE MONTPARNASSE

ANNY DUPEREY RAYMOND GEROME

DUO POUR UNE SOLISTE

DERNIÈRES SEMAINES

L'opéra NOMADE

THEATRE DU LIERRE

22, rue du Chevaleret 13

réservation : 586 55 83

+3 FNAC et CROUS

PANACHE LA NOUVELLE REVUE

LIDO

UNE GRANDE FÊTE

CONCUE PAR RENÉ FRADAY et DONN ARDEN

RÉALISATION DE CHRISTIAN CLERICO

MISE EN SCÈNE DE DONN ARDEN

AVEC NATURELLEMENT

LES BLUEBELL GIRLS

COSTUMES : FOLCO • MUSIQUES : J. HARBERT

DÉCORS : B. RANG, G. CASTELLI • ÉCLAIRAGES : J. McLAIN

CHORÉGRAPHIE : R. RIZZO, W.-D. HEMSLY, J. HANSEN

ORCHESTRATIONS : B. STAFFORD, S. BYERS

DIRECTION MUSICALE : P. DELVINCOURT

au Lido nous n'avons qu'une seule et unique ambition. Vous plaire.

COMMUNICATION

LES DIFFICULTÉS DE CANAL PLUS

Les actionnaires soutiennent M. Rousselet

Réuni le jeudi 7 mars, le conseil d'administration de Canal Plus a approuvé dans les grandes lignes le plan de relance de la chaîne proposé par son président, M. André Rousselet, PDG du groupe Havas. A l'unanimité, les actionnaires ont donc décidé de continuer l'exploitation en télévision payante et d'apporter sous forme de compte courant les 150 millions de francs demandés par le président pour combler une partie du déficit prévisionnel évalué à 545 millions de francs.

Contrairement aux informations rapportées par divers journaux, M. Rousselet n'a pas pu se prévaloir devant ses actionnaires d'un engagement de M. Pierre Bédaride sur les 100 millions de francs demandés à l'Etat. Le ministre de l'économie, des finances et du budget a en effet déclaré, jeudi 7 mars, que les actionnaires de Canal Plus « devaient prendre leurs responsabilités » avant que l'Etat apporte éventuellement son aide. Comme l'indiquait M. Rousselet (Le Monde du 7 mars), les négociations se poursuivent donc sur le principe du « préjudice » causé à la chaîne payante par

l'annonce d'une ouverture à des télévisions privées. Quant à l'avance de trésorerie de 100 millions de francs, M. Rousselet nous indiquait, ce vendredi 8 mars, que face aux « réticences des pouvoirs publics », il comptait se tourner vers des solutions bancaires.

Les ennemis financiers de Canal Plus ne rejoignent pas tout le monde. La petite société CGV-Vidéo-Match, qui fournit les adaptateurs Pétel pour brancher le décodeur de la quatrième chaîne, vient de mettre le tiers de son personnel au chômage technique du fait du ralentissement des commandes. La Radiotechnique, qui fabrique les décodeurs, a déjà réduit sa production. Enfin, les professionnels du cinéma s'alarment d'un échec possible de la chaîne payante. Canal Plus n'a-t-il pas déjà apporté quelque 200 millions de francs à la production cinématographique française, compensant ainsi sept années d'éclosion progressive de la fréquentation des salles ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

DES LICENCIEMENTS SONT ENVISAGÉS AU « QUOTIDIEN DE PARIS »

Sur les trois cent cinq salariés permanents employés par la Société d'édition scientifique et culturelle (SESC) regroupant les trois journaux : le *Quotidien de Paris*, le *Quotidien du médecin* et le *Quotidien du pharmacien*, M. Philippe Tesson s'apprête à demander, lundi 11 mars, devant le comité d'entreprise, le licenciement de vingt-cinq d'entre eux, dont une quinzaine de rédacteurs du *Quotidien de Paris*. Les comptes de ce dernier titre, lourdement déficitaires (plus de 30 millions de francs en 1984) risquant de compromettre l'équilibre financier du groupe, il s'agit, selon M. Tesson, de réaliser par une compression d'effectifs « une économie de 1 million de francs par mois ». C'est « la deuxième phase du plan d'assainissement », complétant celle entreprise, sans licenciement, en septembre dernier et entraînant la diminution de la pagination du journal. La disparition de la deuxième édition n'est pas exclue.

Ces suppressions d'emplois touchent essentiellement le *Quotidien de Paris*, et, en priorité, six rédacteurs affectés au titre des *Nouvelles littéraires*, non itencées en juin 1983 en prévision du lancement d'un hebdomadaire périodique. Elles visent également les correspondants du quotidien en province. Rapprochons que la formule du *Quotidien de Paris* - qui diffuse entre 14 000 et 16 000 exemplaires sur Paris-surfaçé - a été lancée en novembre 1979, la première formule ayant duré de 1974 à 1978. - C. D.

Pierre Georges lauréat du prix de la Fondation Mumm

Notre collaborateur Pierre Georges, grand reporter, est le lauréat du prix de la Fondation Mumm, d'un montant de 100 000 francs, décerné pour la première fois, jeudi 7 mars à Paris. La Fondation présidée par M. Serge de Guinzbourg entend ainsi consacrer à la presse écrite « tout l'éclat qu'elle mérite ». Les dix journalistes membres du jury ont eu à rechercher, « outre la qualité intrinsèque, la charge émotionnelle, la dimension de l'événement, qui permet à l'écrivain de se distinguer par les mots avec une puissance comparable, sinon supérieure, à celle des photos ».

C'est pour un article paru le 7 août 1984 sous le titre « Le diable et le bon dieu », consacré au « sulfureux » Carl Lewis et au « satirique » Edwin Moses, pendant les Jeux olympiques de Los Angeles, que Pierre Georges a reçu ce prix. Pendant ces Jeux, Pierre Georges a notamment consacré des articles aux sports équestres, à la boxe, au judo et à la gymnastique. Soixante-dix candidats avaient proposé un reportage ; le jury a lui-même ajouté trente autres candidatures.

Pierre Georges, né le 16 septembre 1943 à Vichy, diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, est entré au *Monde* le 16 novembre 1969, après un premier emploi au *Parisien libéré*. Rédacteur successivement à la rubrique des sports, aux « informations générales » et au service politique, Pierre Georges a été nommé grand reporter en septembre 1984. Il est marié et père de deux filles.

« Au *Matin de Paris* : clause de cession jusqu'au 31 juillet. - La nouvelle direction du *Matin de Paris*, qui avait fixé au 30 avril la date limite pour bénéficier, en cas de départ de l'entreprise, des indemnités de la « clause de cession », a accepté de la reporter au 31 juillet. Le personnel pour sa part souhaitait sa prolongation jusqu'au 31 octobre.

Une nuit du rock méditerranéen

Comment un très sérieux colloque sur la culture méditerranéenne, présidé par M. Fernand Brandel, peut-il donner naissance à une nuit du rock latin ? Comment une station régionale de télévision qui couvre d'habitude treize départements a-t-elle en son sein une audience élargie à treize pays ? C'est le résultat de ce conte de fées médiatique que FR 3 Méditerranée-Languedoc-Roussillon propose samedi 9 mars de 23 h 45 à 4 h 30 du matin (Le Monde du 6 mars).

Le soir du rock, c'est d'abord un concert organisé au palais des sports de Toulouse par la station régionale Sud-Radio et l'association Chanson 358 : sept groupes venus de tous les coins de la Méditerranée vont jouer du rock tout le soir sans un mot d'anglais. Retransmis en direct par FR 3 sur le territoire national, ce concert est relayé par les télévisions grecque, yougoslave, italienne, espagnole, catalane, marocaine, tunisienne, portugaise, libanaise, israélienne, égyptienne, auxquelles viendront s'associer la Hongrie et la Suède. Le son diffusé par Sud-Radio sur le Grand Sud-Ouest, et retransmis, grâce au réseau international de la Sofrad, l'Afrique et le golfe Persique.

Ao départ de ce surprenant réseau multi-médias, improvisé pour l'occasion, il y a un homme : Isy Morgenstern, directeur des programmes de FR 3 Toulouse. Ancien administrateur de la compagnie théâtrale du Grenier de Toulouse, il en a gardé le goût du spectacle vivant et de l'aventure culturelle. A peine arrivé à la télévision, il bouscule un peu les limites du service public et de la station régionale. Il monte une émission de variétés régionales avec Sud-Radio, travaille avec le Capitole et les théâtres de la région, tisse des liens avec la Catalogne et le Portugal.

Il y a un an, Isy Morgenstern organise un colloque international à Toulouse sur la culture méditerranéenne. Entre la mythologie et la poésie, il y glisse l'audiovisuel. « A partir de là, raconte-t-il, la nuit du rock s'est montée avec une rapidité déconcertante, comme si chaque télévision n'attendait qu'une occasion pour faire enfin quelque chose en commun. Bien sûr, il est plus facile de faire travailler ensemble des petites télévisions nationales et régionales que de se lancer dans la mécanique lourde des grandes coproductions internationales. Mais il y a eu aussi autour de ce projet une chaleur spécifiquement méditerranéenne. Il est plus aisé de créer un marché de l'image quand on a un imaginaire commun. »

Pour financer les 2 millions de francs nécessaires à l'opération, Isy Morgenstern a réuni un collage très éclectique d'institutions. On y trouve le conseil régional socialiste, la municipalité toulousaine dirigée par M. Dominique Baudis, le ministère de la culture et la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Ce ne sera pas en vain : loin de rester un événement isolé, cette nuit du rock a permis de constituer un club des télévisions méditerranéennes, le MEDCOM, autour d'une banque d'images. Deux ans après, une commune, sur la pêche et sur l'architecture, circulent déjà entre les pays. Isy Morgenstern prépare déjà d'autres projets. Une façon de prouver, au milieu du débat actuel sur les télévisions locales, qu'une chaîne régionale a aussi une vocation internationale.

J.-F. L.

Le Bingo du « Parisien »

Le *Parisien libéré* a lancé dans son numéro du 2 mars une nouvelle formule de jeu de hasard : le Bingo. Pendant treize semaines, le journal publiera quotidiennement une série de numéros tirés au hasard, permettant aux détenteurs de ces cartes de vérifier s'ils ont, par chance, la bonne combinaison (1).

« Nous avons voulu retrouver la formule du jeu de Loto de notre enfance, explique-t-on au *Parisien libéré*, en combinant une double série de hasard : celle du tirage et des numéros et celle de la distribution des cartes. » Objectif : accrocher le lecteur au titre et, par là, augmenter la diffusion. Augmentation envisagée et souhaitée : 10 %, soit environ trente-cinq mille exemplaires quotidiens pour un investissement estimé à 7 millions de francs, dont la moitié en opérations publicitaires.

On explique aussi avoir décidé de lancer un tel projet au vu des succès de la formule du Bingo dans des pays voisins comme la Grande-

Bretagne ou la RFA. En France, le *Provençal* avait, le 12 janvier dernier, été le premier quotidien à tenter cette expérience. Avec, il est vrai, un certain succès au départ. « Certains jours, confie-t-on au *Provençal*, les ventes ont augmenté de 15 %, voire 18 %, par rapport à celles de l'année dernière. » Bingenacée en ces temps difficiles pour la presse écrite quotidienne ? Il faudra attendre avant de se prononcer. Une certaine lassitude des joueurs s'est fait sentir, et le volume des lots proposés, risque fort, au pays du PMU, de la Loterie nationale et du TOTO, d'être de la puissance à un tel remède.

J.-Y. NAU.

(1) Dans le même temps, le *Parisien libéré* étend sa zone de diffusion à toute la région et augmente le nombre de ses éditions. Aux trois de l'Oise, trois de Seine-et-Marne, une du Val-d'Oise, une de la Seine, une de l'Essonne, s'en ajoutent quatre : Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris-ville.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 8 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Michel Leeb
ALBUM 30 cm, Musicossette
PHILIPS

20 h 35 Variétés : Michel 30 étoiles. Proposé par M. et G. Carpentier. Un spécial Michel Leeb avec Sylvie Varian, Linda de Siano, Alain Bashung, Eddy Mitchell, Dalida et beaucoup d'autres.

Il y a nocturne à la Samaritaine-Rivoli jusqu'à 20 h 30 (comme tous les mardis et vendredis). Et c'est la vérité !

22 h Championnats du monde de pétanque artistique à Tokyo. 23 h 10 Journal. 23 h 23 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Retrouvez les héros du feuilleton TV dans les livres d'Elvane Roche
Châteauvallon
1/ La fortune des Berg
2/ L'or des Kovalic
Robert Laffont

20 h 35 Feuilleton : Châteauvallon. De J.-P. Petrolacci et G. Cochenon ; réal. P. Planchon. Avec P. Besson, C. Nodet, L. Néron. La bataille des Pyrénées lui son plein, mais un début télévisé entre les deux candidats tourne nettement à l'avantage de Quentin. Florence s'engage qu'Arnold n'ait pas fait le poids. Mais ce dernier ne pense qu'à une chose : vivre avec Anne, dont il est amoureux. L'événement concurrent, révèle l'épilogue. Mais Florence sort sa betterave dans la Dépêche.

21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : *Histoires d'exilés, sont invités : Michel Folber (la Rive noire), Roger Grenier (il faudra quitter Florence), Dimitri Savitky (Valse pour K), Fred Uhlmann (il fait beau à Paris aujourd'hui) et Constantin Jelenki (traducteur de Un monde à part, de Gustav Herling).*

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club (cycle Jean Renoir) : « Toni ». Film français de J. Renoir (1934), avec C. Blavette.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Face à la S. Magazine d'information d'André Campagna. Présenté par le professeur Jean Bernard, président du comité consultatif d'éthique, chargé de réfléchir aux grandes questions philosophiques et morales que posent les progrès scientifiques au maître de biologie et de médecine. Un chercheur de réputation mondiale dans le domaine de l'immunologie, président de l'Académie des sciences et membre de l'Académie française.

21 h 50 Journal. 22 h 15 Déclibels de nuit. Émission rock de Jan-Lou Janer. Avec Touré Kunda, Lords of the New Church, la Horde, les Saigneurs, les Malades, Marc Seberg, Lou Demont.

23 h Henri Vincenot dans *Histoires de trains*. Dernier épisode : La Race éternelle des cheminots. 22 h 5 Prélude à la nuit. Séquence n° 13 en sol majeur, de Moussis, interprète par les solistes à cordes de la Philharmonie de Berlin, sous la direction de S. Passaglio.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le daphnin : 17 h 10, Belle et Sébastien : 17 h 40, Paris c'est d'ail : 17 h 55, Écoute le vent sur la lande : 18 h 5, Thalass : 18 h 40, Quel de neuf ? : 18 h 50, Feuilleton : *Janique s'ennuie* : 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Solstice d'été : 21 h 45, Eraserhead, film de D. Lynch : 23 h 20, Amadeus, film de A. Lippach : 0 h 35, le Mariage de Maria Braun, film de R.W. Fassbinder : 2 h 30, Avec Buster Keaton : 3 h 25, Laura et les ombres de l'été, film de D. Hamilton : 4 h 50, Hill Street Blues : 5 h 35, Michel Boujenah au Splendid.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Rencontre avec... Alice Ahlweiller, recteur des universités de Paris. 21 h 30 *Black and Blue* : actualité du disque ; table ronde, avec P. Carle et P. Loupias. 22 h 30 Nuits magiques : « fauniques ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 15 Concert (en direct de Baden-Baden) : « Dances de Gelanta », de Z. Kodaly ; « Concerto pour piano et orchestre n° 5 en sol majeur », de S. Prokofiev ; « Symphonie en ré mineur », de C. Franck, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. W. Weller, sol. E. Lomskala, piano. 22 h 20, Les solistes de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles » : 0 h : musique traditionnelle.

Les programmes du samedi 9 et du dimanche 10 mars se trouvent dans « Le Monde Loisirs »

CARNET DU Monde

Naissances

— André, Anne-Lise et Catherine BERUKOFF sont heureux d'annoncer la naissance de Sophie, le 12 février 1985 à La Havane. Agence France-Press à Cuba.

— David Beaumont FREYMOND-VISDEI

à la joie d'annoncer sa naissance chez ses parents, Anca et Domitru. 41, rue Copernic, 75116 Paris. Clinique Marignan, 75008 Paris.

Décès

— Dans l'avis de décès paru le 7, daté 8 mars 1985, il fallait lire :

Les familles Berda, Karoubi, Paron et alités, ont la douleur de faire part du décès de

M. MARDOCHÉE BERDA,

à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont lieu ce jour, 8 mars, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

— M^{me} Paul Boulogne-Arnold, M^{me} et M^{me} Bernard Soubrier, M^{me} Aline Dekon, M^{me} Ari Boulogne, ses enfants, Marie Soubrier, sa petite-fille, M^{me} Maurice Duval-Destis, sa épouse, M^{me} et M^{me} Robert Ducroux et leur fille, ses cousins, Les familles Schardong, Sené, Faidroux et Arnold, ont la tristesse de faire part du décès de

M. PAUL BOULOGNE,

survenu le 6 mars 1985, dans sa soixante et onzième année, en son domicile.

Les obsèques seront célébrées le lundi 11 mars, à 8 h 45, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, 6 bis, boulevard Carnot.

Le défunt ne souhaitait ni fleurs ni couronnes.

Prier pour lui.

Cet avis tient lieu de faire-part.

103, avenue du Général-Leclerc, 92340 Bourg-la-Reine.

— Rémy Butler

a le regret de faire part du décès de

John P. BUTLER,

à Easton, Penn., le 20 février 1985 :

— Sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Charlotte DELBO,

survenue à Paris le 1^{er} mars 1985.

On se réunira le mardi 12 mars, à 14 h 45, à l'Hôtel-Dieu, quai de Cosne, Paris-4. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Vigneux-sur-Seine (Essonne) le même jour, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Maurice Gauthier

a la douleur de faire part de la mort,

après une longue épreuve, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, de

Maurice GAUTHIER,

conseil du comité des manifestations économiques à l'étranger,

à ce titre architecte en chef des expositions françaises,

dont les principales furent Moscou, Mexico, Sao-Paulo, Pékin,

officier de la Légion d'honneur,

titulaire de nombreux ordres étrangers.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité en l'église Sainte-Geneviève, à Montmartre (Seine-et-Marne), à 11 heures, le samedi 9 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

— M^{me} Jérôme Iselin,

Le docteur Marc Iselin,

M^{me} et M^{me} Henri de Chabrier et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} François Iselin et leurs enfants,

M^{me} Brigitte Iselin et son fils,

ont la douleur de faire part du décès,

survenu à Paris, le 23 février 1985, à la suite d'une brève maladie, de

M^{me} Jérôme ISELIN,

née Blanche Thérèse Deschamps,

leur épouse, belle-fille, sœur, belle-sœur et tante.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Saint-Jean-de-Bonneau (Loire-Atlantique).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 Paris.

— M^{me} Henri LESIEUR,

née Thérèse Gachard,

s'est endormie dans la Paix, le 5 mars 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De la part

De ses enfants,

M^{me} et M^{me} Jean-Charles Dévé,

Frédéric, Florence Dévé,

Jean-Jacques et Béatrice Laubert,

Maxime et Alice,

Valérie, Guillaume Dévé,

De ses frères, sœurs et neveux,

M. Paul Beaudet,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Léon Guichard,

leurs enfants et leur petite-fille,

M^{me} et M^{me} Pierre Chavagnac,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Jean-Louis Bonenfant,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M^{me} Louis Boron,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} François Vincent.

Messe à Saint-Joseph des Brotteaux, Lyon-6^e, le samedi 9 mars, à 9 h 30.

Cérémonie à l'église de Cosneaux (Jura), le samedi 9 mars, à 14 h 30.

34, cours Vitton, 69006 Lyon.

46, rue de Turbigo, 75003 Paris.

— Montmeyran (Drôme).

M^{me} Marc Martin,

M^{me} et M^{me} Philippe Martin et leurs enfants,

Thierry et Viviane,

font part du décès de

M. Marc MARTIN,

professeur honoraire de lycée.

le 7 mars 1985.

Les obsèques auront lieu au temple de Montmeyran (26), le 9 mars, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne reçoit pas.

— M. André Sarradin,

son épouse,

M. Daniel Louka,

M^{me} et M^{me} Jean-Michel Louka,

ses enfants,

Christophe et Cyrille,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André SARRADIN,

née Pauline Shrey,

survenue à Paris le 7 mars 1985.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1, rue de la Collégiale, 75005 Paris.

Communications diverses

— Le baptême de la promotion 1984-1985 des élèves ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg (ENSA) aura lieu, à l'école, le 9 mars à 17 heures (24, boulevard de la Victoire) et sera suivi, à partir de 21 heures, par le grand gala des élèves, qui aura lieu au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-IV, samedi 9 mars, à 14 heures, salle Gréard, M. Antony Mc Kenna : « Les Pensées de Pascal (1670-1734) ».

— Université Paris-IV, vendredi 8 mars, à 15 heures, salle des Actes, M. Roger Devauchelle : « Le métier de technicien-doreur en France. Recherches technologiques et biographiques des origines au début du XIX^e siècle. »

— Université Paris-IV, lundi 11 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. François Heintz : « Recherches sur la théorie de la victoire au IV^e siècle. »

Gustaw Herling
un monde à part
Préface de Jorge Semprun
DENOËL

économie

REPÈRES

Dollar : ferme

Le redressement du dollar sur les marchés des changes amorcé, jeudi 7 mars, après son vif repli de la veille, dû aux propos pessimistes de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, s'est poursuivi vendredi 8 mars. Le cours du « billet vert » est passé, à Francfort, de 3,40 DM à 3,43 DM et, à Paris, de 10,41 F à 10,47 F environ. Ce raffermissement est dû à l'absence d'intervention des banques centrales.

Sécurité sociale : un « record » de trésorerie

La trésorerie de la Sécurité sociale se porte bien. Elle a même enregistré un excédent record de 43 milliards de francs dans le courant de février, a indiqué, jeudi 7 mars, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui garde un œil attentif sur la « Sécu », évoquant même « un chiffre proche de 50 milliards ». Du fait, l'anneau quotidien du l'Agence centrale a atteint 43,197 milliards de francs la 22 février. Mais ce « record » était consécutif... au versement par le budget de l'Etat de 10 milliards de francs d'arriérés. La 18 février, l'encours était de 32,999 milliards, et il était revenu le 26 à 35,978. Des chiffres plus proches du « record » quotidien précédent (34 milliards en avril 1984). De bons chiffres certes. Mais plus significative de l'amélioration de la trésorerie de la Sécurité sociale est l'évolution de l'encours mensuel : en 1983, celui-ci avait varié entre un minimum de 1,1 milliard de francs (juillet) et un maximum de 10,3 milliards (novembre) ; en 1984, entre 7,5 milliards (janvier) et 29,4 (août).

Nucléaire : 13 % de l'électricité mondiale

Vingt-trois réacteurs nucléaires, avec une capacité de production de 31 000 mégawatts, ont été rattachés, en 1984, à des réseaux électriques dans le monde. Cela porte à trois cent quarante-quatre le nombre de réacteurs en fonctionnement dans vingt-six pays, et 13 % des besoins d'électricité sont désormais couverts par le nucléaire. La France est le pays le plus tributaire du nucléaire pour son électricité (58,7 %), devant la Belgique (50,8 %) et la Finlande (41,1 %), souligne l'Agence internationale de l'énergie atomique, le 7 mars.

Chômage : nouvelle aggravation en Grande-Bretagne

La situation de l'emploi continue de se dégrader en Grande-Bretagne : corrigé des variations saisonnières, le mois de février a établi un nouveau record avec 3 147 800 demandeurs d'emploi, 19 700 de plus qu'en janvier, soit 13 % de la population active contre 12,9 %. En chiffres bruts, il y avait 3 223 676 chômeurs (13,7 % de la population active), soit 17 282 de moins qu'en janvier. En un an, le nombre des chômeurs s'est aggravé de 137 000 personnes. Le ministre de l'emploi, M. Tom King, estime que la détérioration de février a été exagérée par le mauvais temps, et que la reprise du travail dans les Charbonnages permettra une accélération de la croissance de l'économie et, par conséquent, des besoins en main-d'œuvre.

Paiements courants : quasi-disparition de l'excédent britannique

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été tout juste équilibrée en 1984, malgré le pétrole de la mer du Nord, ayant enregistré un excédent de 51 millions de livres seulement, contre 2 543 millions en 1983 et 4 934 millions en 1982. Cette détérioration résulte entièrement d'une aggravation du déficit commercial, qui a presque quadruplé (4 255 millions de livres, contre 1 165 millions en 1983), après un excédent de 2 055 millions en 1982. Le résultat n'a été compensé que partiellement par l'amélioration des échanges invisibles, dont l'excédent a atteint 4 306 millions, contre 3 708 millions en 1983 et 2 879 millions en 1982. D'après les estimations officielles, le déficit des Charbonnages a coûté, l'an dernier, entre 2 milliards et 2,5 milliards de livres à la balance des paiements, du fait des importations de houille et de l'accroissement de la consommation domestique de pétrole. Il n'en demeure pas moins que, pour la première fois, la Grande-Bretagne a, en 1984, importé plus de produits manufacturés qu'elle n'en a exportés.

Services : sensible réduction de l'excédent américain

Les exportations américaines de services, y compris les revenus d'investissement, sont estimées - sur la base de la balance des paiements - à 142,4 milliards de dollars pour 1984, soit 9 % de plus qu'en 1983. Selon la département du commerce, les importations de services, évaluées sur les mêmes bases, ont, pour leur part, augmenté de 20,2 %, pour atteindre 124,8 milliards de dollars. L'excédent de la balance américaine des services a été ainsi ramené à 17,6 milliards de dollars, contre 28,1 milliards en 1983. Toutefois, d'après un expert du département du commerce, ces statistiques sous-estiment de moitié le montant réel des services échangés. Elles ne prennent pas en considération des services comme la publicité, la comptabilité, les conseils juridiques et autres, la plupart des assurances et, sans doute, une partie du secteur information.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	10,430 10,490	+ 145 + 155	+ 230 + 255	+ 140 + 260
S. can.	7,039 7,023	- 41 - 18	- 113 - 89	- 722 - 609
Yen (100) ..	3,998 3,992	+ 135 + 143	+ 276 + 293	+ 848 + 896
DM 1,000	3,051 3,059	+ 112 + 120	+ 223 + 235	+ 594 + 634
Fl. bel.	2,699 2,694	+ 73 + 78	+ 143 + 154	+ 482 + 436
F.R. (100) ..	15,183 15,191	+ 12 + 48	+ 3 + 83	- 273 - 41
F.S. 1,000	3,822 3,863	+ 152 + 163	+ 296 + 312	+ 846 + 896
L. (1 000) ..	4,259 4,269	+ 160 + 145	+ 338 + 382	+ 1 125 + 1 059
£ 1,000	11,115 11,173	- 329 - 296	- 587 - 529	- 1 269 - 1 113

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/8	6/12	9	9/18	9/36	9/12	10/16	10/16	7/16
S.E.U.	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
DM 1,000	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
F.R. (100) ..	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
F.S. 1,000	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
L. (1 000) ..	13 3/4	14 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ 1,000	14 1/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8
F. franc.	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LOGEMENT

L'AMÉNAGEMENT DE LA LOI DE 1948

Un décret va limiter les abus de certains locataires

Dans une huitaine de jours devrait paraître au *Journal officiel* un décret précisant les conditions dans lesquelles un appartement peut « sortir de la loi de 1948 » pour « entrer dans le secteur libre » avec un loyer soumis aux prix du marché. Ce sera le troisième décret du même genre, après celui du 30 décembre 1964, modifié par celui du 22 août 1978.

Son but, clairement avoué, est d'éviter les retours abusifs à la loi de 1948.

Depuis quelques années, en effet, des procédures se sont engagées qui ont donné lieu parfois à de véritables abus de droit. Habilement conseillés par des associations spécialisées, par des juristes ou des avocats, des locataires entrés dans des appartements coquettement aménagés et pourvus du confort requis ont réussi à faire jouer en leur faveur la réglementation en vigueur, pour ne plus payer qu'un loyer dérisoire (la progression des loyers relevant de la loi de 1948 est fixée chaque année par décret) et surtout bénéficier de l'imprenable maintien dans les lieux. Les raisons invoquées pouvaient toucher, certes, aux indispensables éléments de confort, mais aussi à l'état d'entretien des menuiseries intérieures, des cours et courtois, au dégroupement des combles et des caves.

Le nouveau texte insiste moins que le précédent sur l'état d'entre-

tien de l'immeuble, qui dépend souvent de décisions de copropriétaires difficiles à prendre faute de majorité. Un constat de l'état du local et de l'immeuble, établi à l'amiable ou par huissier moins de trois mois avant la signature du bail, devra être annexé à celui-ci. Et le respect des conditions de la location à loyer libre s'appréciera à la date du signature du contrat, et non à la date du procès (des papiers peints ont le temps de se salir en deux ans !). Cependant, si le local loué n'est pas en conformité avec la réglementation - et cela arrive aussi, bien sûr ! - le contrat de location ne prendra effet qu'après que le propriétaire aura fait faire les travaux indispensables, et, pendant cette attente, c'est le loyer de la loi de 1948 qui s'appliquera.

A vrai dire, des abus existent dans les deux sens. En connaît-on de ces chambres de service louées 1 200 F par mois, baptisées élégamment « studios », et où la « kitchenette », bien que réduite à la surface minimale, déborde sur une « chambre » où l'on a bien du mal à faire tenir un lit de 80 cm de large, une table de la dimension d'un sous-main et une chaise pliante !

L'effort de précision que représente la rédaction de ce nouveau décret est louable. Découragera-t-il la chicane ?

JOSÉE DOYÈRE.

TRANSPORTS

Polémique sur la sécurité des Boeing-747 « combinés » d'Air France

Un débat sur la sécurité à bord des Boeing-747 « combinés » (frete-passagers) se développe au sein de la compagnie Air France. La direction, en effet, de l'Etat de choc le cas de l'Airbus d'Air France qui a décidé de condamner deux portes de secours sur huit pour installer six sièges supplémentaires et alléger l'appareil des deux toboggans de sécurité correspondants.

Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) ne l'entend pas de cette oreille. Il juge que la sécurité des passagers est en cause. Il rappelle que, en cas d'accidents 27 % des portes en moyenne restent opérationnelles. Et de citer le cas de l'Airbus d'Air France qui a brûlé au sol à Sasea, en 1982, et du DC-10 d'UTA détruit à N'Djamena, alors que ses 747 « combinés » n'en comptèrent que deux cent soixante-sept dans leur nouveau version.

Chacune des deux parties cite un exemple plaçant en faveur de sa thèse. Le SNPNC évoque le cas de la Lufthansa, qui a conservé huit si-

ses de secours et la direction, celui de British Airways, qui a opté pour six.

On entend donc la position de la FAA, qui devrait dire incessamment le droit, et, le 20 mars, les conclusions du conseil d'administration d'Air France. En attendant, l'Institut national de la consommation (INC) a demandé à la compagnie nationale de renoncer aux aménagements prévus, car, selon lui, « la sécurité doit rester la priorité absolue ».

GRANDE-BRETAGNE

● Privatisation de la base de Farnborough. - Le gouvernement britannique vendra au secteur privé 20 hectares de la base aérienne de Farnborough, où se tient, tous les deux ans, un Salon international de l'aéronautique et de l'espace comparable à celui du Bourget. Il s'agit d'y créer l'aéroport londonien le plus important pour l'aviation d'affaires.

(Publicité)

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Transports

Vous avez exprimé clairement l'année dernière devant les parlementaires votre volonté de développer une recherche de qualité dans le domaine des transports. « Je note les grandes actions intéressant la recherche : d'abord la fusion de l'INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS et de l'ORGANISME NATIONAL DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE dans le cadre d'un établissement public scientifique et technique ».

Depuis 1981, le personnel a également exprimé avec force le souhait de voir ce projet se réaliser.

Or, décidée officiellement en 1983 pour être effective au 1^{er} janvier 1985, cette réforme est en train de se perdre dans le dédale d'une bureaucratie pour le moins attentiste.

LE LAISSEZ-VOUS FAIRE ?

SI VOTRE VOLONTÉ EST RÉELLEMENT D'ABOUTIR, POURQUOI ATTENDRE ?

les personnels de l'IRT et du l'ONSR

2, av. Mallet-Lajoie - 94110 ARCURE - 581-12-12

(Publicité)

COSTA RICA

La Suisse de l'Amérique latine

Immobilier placements et loisirs - villas, terrains, ranches, fermes, très belles infrastructures d'agrément - golf, piscines, tennis, nombreuses plages sur les Caraïbes et le Pacifique, montagnes très verdoyantes, air pur, climat exceptionnel, 23 degrés moyenne toute l'année, revenus immobiliers 10 % nets en dollars. Pas d'impôts et nombreux avantages.

Prix modérés, frais de notaire 2 %, facilités de paiement sans formalité.

Exemple : Ravissant cottage bord de mer, 25 mètres de la plage, sur 1 000 m² de terrain ombragé, coplanité de fruitiers exotiques - 240 m² habitables sur 2 plans, grand confort avec 2 salles de bains, ameublement complet, prêt à habiter.

Prix total : US dollars, 26 500.

Ecrire le Monde publicité n° 10225.

EN 1984

Le Crédit foncier a distribué 134 000 prêts à l'accession à la propriété

En 1984, le Crédit foncier a distribué près de 134 000 prêts à l'accession à la propriété (PAP) pour un montant de 42 milliards de francs, en accroissement de 11,4 % par rapport à 1983 (37,7 milliards de francs). En tout, précise le ministre de l'urbanisme et du logement, ce sont 151 326 PAP qui ont été distribués en 1984, contre 144 447 en 1983 (+ 4,76 %). La nouvelle formule du PAP à taux ajustables (PAJ) créée en mai 1984 a représenté plus de 10 % des prêts distribués aux acheteurs de maisons individuelles en secteur diffus par le Crédit foncier.

Quant aux prêts conventionnés (PC) les autorisations cumulées ont concerné 170 000 logements pour un montant de 48,8 milliards de francs, soit une progression de 28 % en nombre et de 36 % en valeur par rapport à 1983 (133 443 opérations pour 36 milliards de francs). Plus de 40 % des prêts ont concerné des opérations d'amélioration ou d'acquisition-amélioration de logements.

Les prêts locatifs aidés (PLA) ayant également été utilisés à un bon rythme (77 300 logements), M. Bonin, gouverneur du Crédit foncier a souligné, le 7 mars, que, « pour la première fois depuis de nombreuses années, les objectifs de placement de ces trois catégories de prêts ont été atteints de façon simultanée ».

Pour financer ces prêts, le Crédit foncier a collecté en 1984 48,8 mil-

liards de francs contre 48,3 milliards en 1983. Les emprunts publics ont fourni 13 milliards de francs contre 9,5 milliards en 1983, tandis que part des emprunts à l'étranger baissait. Le Crédit foncier lancera trois ou quatre emprunts en 1985.

Assurance-chômage

Les difficultés de remboursement des emprunts se traduisent par une légère hausse des contentieux (au-delà de deux impayés consécutifs passés de 2 % à 2,2 % des deux millions de comptes en gestion : la société spécialisée créée à la demande des pouvoirs publics avec le Comptoir des entrepreneurs et le mouvement HLM pour racheter les logements mis en adjudication (à un prix qui correspond à la valeur vénale du logement) a commencé de fonctionner il y a deux mois et a touché une vingtaine d'adjudications).

Enfin le Crédit foncier envisage de mettre au point un système d'assurance-chômage qui, « dit M. Bonin, permette une véritable indemnisation « sans recourir à faux-semblant des reports d'échéances ».

Les quatre fédérations du mouvement HLM ont de leur côté avec la Caisse nationale de prévoyance (CNP), du groupe de la Caisse des dépôts, mis au point un système d'assurance-chômage, qui sera dès avril proposé aux adhérents à la propriété (anciens ou nouveaux) du secteur HLM.

AFFAIRES

Selon les Soviétiques

LES ÉQUIPEMENTS DE RENAULT SONT TROP CHERS

Le refus de Renault de réaliser l'étude d'une usine de moteurs pour le compte du constructeur soviétique Moskvitch et les raisons invoquées (la non-obtention de contrats d'équipement) ont provoqué une riposte des Soviétiques. Dans une lettre publiée par *l'Humanité* du 8 mars, le chef de la représentation commerciale à Paris, M. Bakhtov, dit avoir attiré l'attention sur le fait que « les prix de la régie Renault étaient, en règle générale, deux et parfois trois fois plus élevés que ceux des concurrents », à conception technique identiques.

Des propos qu'il confirme dans un entretien accordé aux *Echos* : « Nous avons délivré six cents cahiers de charges en présentant en priorité les offres à Renault (...). Allemands et Italiens nous ont fait des propositions, mais les sociétés françaises étaient toujours derrière les autres, et Renault derrière les françaises ». La campagne menée par la CGT pour la signature de ce contrat relance, en tout cas, la polémique entre syndicats.

La CFDT estime que la Régie a eu raison de ne pas s'engager « s'il est exact que les Soviétiques exigent une étude d'ingénierie à bon compte » sans engagement sur les achats d'équipement. Les *dindons* auraient été dans ce cas « les travailleurs de Renault et les contribuables », souligne la CFDT.

Face à la concurrence japonaise

CHRYSLER MODIFIE SA STRATÉGIE

Le président de Chrysler, M. Lee Iacocca, a annoncé le 7 mars, un changement de stratégie de sa firme pour tenir compte de la suppression prochaine du contingentement des importations japonaises aux États-Unis, du niveau élevé du dollar et de l'évolution à la baisse du prix de l'essence.

Chrysler va donc porter de 87 000 actuellement à 287 000 unités son rythme annuel d'importation d'automobiles fabriquées par son partenaire japonais Mitsubishi. Dans le même temps, le troisième constructeur américain va « repositionner » son prochain modèle - plus haut dans la gamme - et l'équiper d'un moteur à turbo-compresseur plus puissant que prévu. En revanche, ce modèle ne sera produit qu'à un rythme annuel de 150 000 véhicules par an (soit moitié moins que ce qui était annoncé auparavant) et Chrysler a abandonné l'option qu'il avait prise sur le rachat d'une usine à Indianapolis. - (AFP.)

NORVÈGE

● Les chantiers navals en chute. - La valeur des navires neufs sortant des chantiers navals norvégiens a atteint 344 millions de dollars, soit 138 millions de moins qu'en 1983, a déclaré le président de l'Association nationale des chantiers navals et d'offshore, M. Ivar Ulstein. La valeur des exportations de navires a également baissé en 1984.

Nominations

● A la compagnie British Caledonian, M. VICTOR SHEPARD, quarante ans, a été nommé directeur général pour la France. Il avait dirigé, au siège de la compagnie, le service passager et les opérations au sol. Il était directeur de Caledonian Far East Airways, qui assure la maintenance de l'aéroport de Kai Tak, à Hongkong.

● A la compagnie paraguayenne des commissaires aux comptes de Paris, M. JACQUES POTDEVIN, trente-cinq ans, a été élu président en remplacement de M. René Ricot. Ce dernier avait été récemment élu à la présidence de la compagnie nationale qui regroupe actuellement huit mille huit cents membres certifiant les comptes de quelque cent vingt mille sociétés.

● A l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, M. LEO JÉRARD, cinquante-deux ans, vice-président de l'ordre des experts-comptables, a été élu à la présidence du conseil supérieur de cet organisme qui regroupe douze mille membres (et plus de sept mille cinq cents stagiaires), en remplacement de M. Francis Windsor.

● A la société Legave et Pasquier-France Economists, M. PIERRE THOMAS, devient président. Il succède à la tête de

cette société spécialisée dans la vente en gros de produits périssables pour la boulangerie-pâtisserie. M. Jean Legave qui se retire, M. Thomas était depuis juin 1981, président de Benaria.

● Chez BSN, M. GEORGES LECALLIER, cinquante-trois ans, a été nommé directeur général de la branche « produits secs », puis de la branche « produits plats ». Il était, depuis décembre 1982, directeur général chargé des relations humaines. Il est remplacé à cette fonction par M. Philippe Lénain, quarante-sept ans, qui dirigeait la branche « emballage », depuis mai 1983, et qui est lui-même remplacé par M. Jacques de Marty, quarante et un ans.

● Als Confédération française de l'aviation, M. EUGÈNE SCHAEFFER, a été élu président du conseil d'administration en remplacement de M. Pierre Fauconnet. M. Schaeffer, producteur de poulets dans le Bas-Rhin, est un ancien président du CNJA, président du groupe « œufs et volailles » au sein de l'organisation des producteurs agricoles et des coopératives de la CEE (COPA-COGECA).

SOCIAL

M. BERGERON DANS LES GRANDS MAGASINS

A la recherche du temps partiel

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, aime bien quitter son bureau pour aller sur le terrain à la rencontre de ses « bases » et lui poser, dit-il, « les vraies questions ». C'est ce qu'il a fait le 7 mars en se rendant dans un supermarché à la porte de Châtillon, puis, sur le boulevard Haussmann, en visitant trois grands magasins, à la recherche du travail à temps partiel.

« J'ai demandé ce que tu préférais. On m'a répondu : le rayon cravates. André adore ! » A l'entrée du magasin Brunel pour hommes, M. Bergeron savoure les marques d'attention de ses camarades de FO, qui l'entourent avec une déférence effrénée. Chemin faisant, le plus populaire des syndicalistes soigne sa coupe d'un mot aimable, d'une réflexion aussi simple que bon enfant.

Devant M. Michel Vaillant, en costume clair, qui lui fait les honneurs du rayon où il travaille au Printemps Haussmann, M. Bergeron évoque « la vieille tradition syndicale d'autrefois », quand pour négocier avec le patron « on venait en habit du dimanche ». Ironique, il ajoute : « Le défilé, ça fait plus révolutionnaire... » Le boulevard traversé, suivi d'une meute de responsables syndicaux, la voilà l'entrée du magasin Marks and Spencer. Béatrice lui présente la directrice, qui « veut absolument te serrer la main ». « Vous vous entendez à peu près mes gars ? », lui demande M. Bergeron, sans attendre la réponse. Déjà, le groupe se perd entre les gondoles et les cintres, « et de une adhérence, les avertissements, ça pleut ! » Aux Galeries Lafayette, juste en face, c'est M. Maurice Beaufils qui fait office

de guide. Quand il annonce le score aux récentes élections des délégués du personnel (37 %), il se fait interrompre : « Et tu n'as pas envoyé les résultats ? » Parmi les présentoirs chargés de porcelaine et de vaisselle, M. Bergeron fait connaissance avec des militants du rayon « mariages », « notre fief ». « On s'est déjà rencontré sur le qui de la gare à Limoges », lui rappelle l'un d'eux, qui lui parle ensuite du manque de personnel et de ceux qui n'ont pas été remplacés.

Quant au travail à temps partiel, objet de ce déplacement, il est présent dans toutes les conversations. Il représente une forte proportion des emplois dans la commerce, et c'est même, le seul qui soit proposé à l'embauche. « Pour le travail à temps complet, c'est devenu de plus en plus sélectif », explique une jeune vendeuse à temps partiel qui, pour une durée hebdomadaire de trente heures, gagne 3200 F net par mois.

Non seulement les salaires sont bas — 60 % des personnes employées sont au SMIC — mais la quantité de travail se rapproche de celle d'un plein temps. Surtout, il n'y a plus de choix, plus de volontariat, et M. Fléhard, au Printemps, pour affirmer : « Le temps partiel, c'est du chômage partiel ».

« Il y a un préjugé entre les discours officiels et la réalité », conclut M. André Bergeron, qui trouve là une raison supplémentaire de refuser la flexibilité. « Sur le terrain, on voit bien que ça ne passe pas », ajoute-t-il. FO ne reprendra pas de si tôt de telles discussions : le sondage dans les grands magasins a tranché.

ALAIN LEBEAUE.

L'affaire Ducellier

LA CGT LANCE UNE CONSULTATION DE LA POPULATION DANS LE VAL D'ALLIER

De notre correspondant

Issoudun. — Les militants CGT du Val d'Allier ont accueilli, le 7 mars, M. André Deluchat, secrétaire de la CGT, pour préparer une consultation de la population de la région d'Issoudun (Puy-de-Dôme) où sont installées usines Decolier.

La tension a monté depuis l'autorisation par le ministère du travail, le 5 février dernier, du licenciement de cinq délégués CGT. La consultation, qui se veut le point d'orgue de la protestation, se déroulera du 21 au 24 mars. Elle concernera aussi bien les salariés des entreprises locales que les retraités, les chômeurs, les commerçants et les agriculteurs. Le « bulletin de vote » contient notamment une proposition de grève générale.

M. Deluchat a répété que le dossier Ducellier s'inscrit dans une campagne nationale pour les droits et les libertés dans les entreprises. Il a annoncé que la CGT va répertorier les atteintes au niveau de chaque département et par branche. M. Deluchat a indiqué qu'un bilan national sera établi — sans doute fin mai ou courant juin — avant de proposer une action au niveau du pays : « Peut-être la grève générale, a-t-il dit. Nous ferons ce que les travailleurs voudront ».

L. T.

[M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité et membre du bureau politique du PC, se rend le 8 mars, dans l'après-midi, à Marignol pour remettre à M. Fabius une liste de soixante-dix mille appels pour la défense des droits de l'homme chez Ducellier.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PETIT BATEAU

PETIT BATEAU VALTON SA

Le chiffre d'affaires HT de l'exercice 1984 de la société mère s'élève à 438 millions de francs en progression de 18,4 % sur l'exercice 1983. Une partie de l'activité de la filiale Valco SARL, est facturée directement par la société mère depuis le mois de juin 1984. A structure de facturation identique le chiffre d'affaires HT de la société mère s'élève à 427 millions de francs soit une progression de 15,4 %.

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire atteint 633 millions de francs pour l'exercice 1984 soit une progression d'environ 12 %.

Comme l'annonçait un précédent communiqué, le résultat courant consolidé (avant impôts et éléments exceptionnels) est affecté par la diminution du résultat de la société mère et les pertes sévères de la filiale Valco : il s'établirait à + 17 millions de francs, en-viro.

Dans une conjoncture difficile marquée par la baisse de la consommation du textile pour enfants, les vêtements de dessus Petit Bateau ont accru leur part de marché avec une progression du chiffre d'affaires de + 50 %.

La présence du groupe aux USA continue de s'affirmer : les différentes filiales y réalisent près de 6 millions de dollars de chiffre d'affaires, soit environ 20 % de l'export consolidé et, augmentent leurs résultats bénéficiaires.

Les lignes « marin machines » et « tartine et chocolat » vendues par la filiale Tucosna connaissent un succès grandissant : le chiffre d'affaires consolidé est réalisé à l'exportation, progresse de 38 %.

Si les prévisions actuelles d'amélioration de l'exercice 1985 se maintiennent, le président proposera au conseil d'administration d'augmenter le dividende affecté à l'exercice 1984 dans la limite de la recommandation des pouvoirs publics.

Compagnie Française des Pétroles

Comptes de la maison-mère pour l'exercice 1984

Au cours de sa séance du 6 mars, le Conseil d'administration a examiné les comptes de la CFP maison-mère pour l'exercice 1984 (en millions de francs : MF).

1) La bénéfice net est de 1081 MF après une dotation de 200 MF à la provision pour risques sociaux, comparé, pour l'exercice 1983, à un bénéfice de 524 MF après une dotation de 500 MF à la provision pour risques sociaux.

Les dividendes versés aux filiales ont été de 1966 MF (dont 1530 MF pour les filiales de production pétrolière) contre 1639 MF en 1983.

Les dotations nettes aux provisions sont de 1182 MF contre 2279 MF en 1983. Cette diminution s'explique pour une large part par la réduction des dépenses d'exploration pétrolière.

2) Malgré la perte importante de la Compagnie française de raffinage, les comptes consolidés devraient faire apparaître un bénéfice en forte progression par rapport à 1983, ainsi que l'indiquait le communiqué publié le 7 novembre dernier sur les comptes du premier semestre 1984.

3) Le conseil proposera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 18 F par action (contre 16 F au titre de 1983) auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9 F, soit au total 27 F. Compte tenu de l'augmentation de capital effectuée en juillet 1984, la distribution globale serait de 553 MF à comparer à un montant de 436 MF l'an dernier.

BICM BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

15 rue des Pyramides, 75001 Paris

Le conseil d'administration réuni le 5 mars 1985, sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a arrêté les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice net de 8 296 163 F contre 4 577 235 F pour l'exercice précédent, ce bénéfice s'entend après impôt sur les sociétés de 8 872 192 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée le 23 avril prochain la mise en distribution d'un dividende net de 15 F par action, soit 22,50 F après l'impôt déjà payé au Trésor et représentant une distribution globale de 3 millions de francs.

Après l'augmentation du capital de 80 millions de francs en numéraire réalisée le 1^{er} janvier 1985 et l'affectation des résultats 1984, les fonds propres de la Banque Industrielle et Commerciale du Marais passent de 31 151 397 F à 117 737 500 F.

PHILIPS EN 1984

Philips a réalisé en 1984 un bénéfice net de 1 113 millions de florins, soit de 67 % supérieur à celui de 1983, qui s'était élevé à 667 millions de florins. Le bénéfice net par action ordinaire s'est établi en 1984 à 5,27 florins contre 3,23 florins en 1983. Le chiffre d'affaires exprimé en florins a augmenté de 16 %, s'établissant ainsi à 53 804 millions de florins. En volume, l'accroissement a été de 10 %, les chiffres de 1983 ont été rendus comparables, compte tenu de l'harmonisation de la législation néerlandaise avec la quatrième directive de la CEE. En outre, le bénéfice net et

la valeur intrinsèque par action ordinaire ont été réajustés, compte tenu de la distribution d'actions gratuites par prélèvement sur les primes liées au capital social, effectuée en 1984.

Il est proposé de distribuer au titre de 1984 un dividende de 2 florins aux actionnaires tant de la NV Philips' Gloeilampenfabrieken que de la NV Gemeenschappelijk Beeld- en Geluid Philips' Gloeilampenfabrieken. Déduction faite de l'acompte sur dividende de 0,60 florin mis en paiement en décembre 1984, le solde à distribuer s'élève à 1,40 florin.

La CFTC propose une aide paritaire à la formation et au reclassement

Pour favoriser l'emploi, la CFTC veut proposer au CNPF, lors de son rendez-vous du 1^{er} avril prochain, son idée de création de « cellules paritaires d'aide à la formation et au reclassement » qu'elle a exposée le 7 mars au cours d'une conférence de presse.

D'accord pour discuter de projet gouvernemental des CFE (comités de formation-recherche d'emploi), la CFTC ne veut pas limiter son action pour une politique de l'emploi à cette seule solution, dont elle estime « la mise en œuvre difficile ». « Il faudrait déjà tirer les leçons de l'expérience des comités de conversion dont le bilan est bien mince et la mise en route très lente », explique

que M. Alain Delen, secrétaire général-adjoint, qui préférerait « une façon plus professionnelle » pour rapprocher l'offre de la demande d'emploi.

Déjà soucieuse de redonner corps aux commissions paritaires locales pour l'emploi, la CFTC a donc imaginé une cellule paritaire — employeurs et salariés — à laquelle l'ANPE serait associée, qui pourrait « coller au plus près des emplois existants » et proposerait une formation adaptée aux licenciés. « Cela ne serait pas plus coûteux que les CFE », affirme M. Delen, qui avoue n'avoir pas eu « l'occasion d'en parler » aux autres syndicats.

AGRICULTURE

Le contentieux Europe-Etats-Unis

M. BROCK, CONSEILLER SPÉCIAL DE M. REAGAN : « MAINTENANT, CELA SUFFIT ! »

Dans une interview que publie l'hebdomadaire *la Vie française*, M. William Brock, conseiller spécial du président Reagan pour le commerce extérieur, fait des déclarations « au canon », contre l'Europe et sa politique agricole. « Si certains, déclare M. Brock, ne veulent pas participer à la libéralisation des échanges agricoles, les autres doivent agir sans eux. Il faut que cette attitude change et qu'elle change vite ». « Cela fait plus de dix ans, poursuit le conseiller spécial, qu'on parle de restrictions à l'importation imposées par l'Europe. (...) L'Europe, qui était le plus gros importateur de produits agricoles, est devenue le plus gros exportateur. Maintenant, cela suffit ! ». Il y a, déclare encore M. Brock, une incompréhension manifeste au sein de la CEE pour reconnaître l'évidence. (...) La PAC viole, dans certains de ses aspects ou de ses conséquences, les règles internationales commerciales de base du GATT (accord général sur le commerce et les prix).

Cette « charge » de M. Brock doit être restituée dans son contexte. Depuis la création de la politique agricole commune, les Etats-Unis contestent le système des restitutions aux exportations. La crise des marchés mondiaux rend les exportations américaines plus difficiles (mais sur le marché européen, les Etats-Unis vendent plus qu'ils n'achètent). Aux Etats-Unis même, la tendance au protectionnisme se fait plus forte, d'où le ton comminatoire de M. Brock.

J. G.

LE REVENU DES ÉLEVEURS FRANÇAIS DE MOUTONS EST EN « CHUTE LIBRE »

Les éleveurs français de moutons demandent au gouvernement d'intervenir pour faire respecter les règlements communautaires, faute de quoi ils saisiront la Cour européenne de justice.

La Fédération nationale ovine tenait son congrès à Versailles le 7 mars. De nombreux orateurs se sont plaints des « importations » qu'ils estiment « frauduleuses ». Celles qui proviennent du Royaume-Uni (37 412 tonnes en 1984) et d'Irlande (14 705 tonnes) représentent respectivement 54 % et 21 % des importations totales de viande ovine, lesquelles sont en hausse de 8,6 % par rapport à 1983. Selon M. Charles Monge, président de la fédération, les éleveurs britanniques bénéficient d'un meilleur prix que les éleveurs français (32 F contre 29 F le kilo), d'où « la déconfiture économique » des « moutonniers » français dont le revenu est « en chute libre ».

Alors que le marché français est déficitaire, et qu'il n'y a pas tellement de secteurs où la production ovine régresse en France : de 9 % en deux ans, a indiqué M. Monge, tandis qu'elle progresse dans les autres pays de la Communauté.

● Fin de la grève des pêcheurs d'Islande. — Les quelque cinq mille marins pêcheurs islandais, en grève depuis deux semaines, ont repris le travail le 5 mars, une augmentation de 40 % de leurs salaires ayant été convenue entre leur organisation syndicale et la fédération des armateurs. Le gouvernement ayant de son côté accordé divers avantages fiscaux aux pêcheurs, l'augmentation réelle de leurs salaires garantis, qui sont de l'ordre de 7000 F mensuels, sera de 50 % d'ici la fin 1986.



La micro-informatique
n'est pas qu'une belle machine



La monétique
n'est pas qu'un jeu de cartes



La télématique n'est pas
qu'un terminal intelligent



L'ingénierie informatique
n'est pas qu'un super logiciel

MICRO INFORMATIQUE

C'est un véritable système de traitement de l'information qui exige la mise en œuvre conjointe d'études, d'ingénierie, d'installation, de formation, de logiciels, de maintenance... que seule une grande société de services informatiques, comme SUGOS, peut assurer efficacement.

MONÉTIQUE

Derrière les cartes de paiement, la chaîne monétique est un système complet de gestion de transactions ; elle met en œuvre des moyens et des compétences d'ingénierie, de services, de traitement et de production que SUGOS est, au monde, l'une des rares à réunir.

TELEMATIQUE

C'est un système électronique de communication capable de collecter, mettre en forme et diffuser des informations. C'est aussi la gestion à l'échelle industrielle de centres serveurs. Cette double capacité, seule de grandes sociétés de services informatiques comme SUGOS la possèdent.

INGENIERIE

L'ingénierie informatique s'identifie à la construction de systèmes d'information. C'est, de la définition à la mise en service, une chaîne de compétences opérationnelles et techniques, en particulier dans les grands domaines que sont la micro-informatique, la monétique et la télématique.

SUGOS est l'une des toutes premières sociétés françaises de services et d'ingénierie informatique. Sa force réside dans son avance et son expérience dans quatre domaines majeurs : la micro-informatique, la monétique, la télématique et l'ingénierie.

SUGOS LA VALEUR AJOUTÉE INFORMATIQUE

Siège social : 91, rue Jean-Jourès - 92807 Puteaux Cedex - Tél. : 01 77 62 42

ÉTRANGER

Grande-Bretagne

Les secrets de la réussite de M^{me} Thatcher

III. - Des réformes irréversibles ?

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Il existe aussi une Grande-Bretagne dynamique, ouverte aux technologies de pointe et aux investissements étrangers, surtout américains. Elle se situe notamment le long de l'autostrade de Londres à Bristol (le M^{me} des 7 et 8 mars). Havre de modernisme dans un pays archaïque où M^{me} Thatcher et son gouvernement tentent d'imposer un changement de mentalité et d'inscrire dans l'économie des réformes irréversibles ?

Londres. - Quand, deux ou trois mois après la deuxième victoire électorale de M^{me} Thatcher en juin 1983, le moment est venu de choisir quel système fonctionnerait la Bourse de Londres, à partir de mars 1986, date à laquelle l'organisation en vigueur depuis soixante-quinze ans prendra fin, c'est le plus moderne, et le plus « abstrait », qu'on a choisi. Nous voulons dire par là un système qui rendra inutile l'existence d'un marché physique. Le modèle qu'on a adopté est celui du marché new-yorkais le plus dynamique : le NASDAQ, ou National Association of Securities Dealers Automated System, devenu presque aussi important que le New-York Stock Exchange.

Le téléphone et les écrans pourront remplacer, dès l'an prochain, la célèbre salle du Stock Exchange de Londres où l'on voit les opérateurs circuler entre les *pitchers* (emplacements réservés de forme hexagonale) des *jobbers*. Cependant, même si le *W* marché ne se fera plus dans la salle, celle-ci ne sera pas fermée par simple décret. Un répit sera donné aux vieilles habitudes. On verra, pendant la période probatoire (qui pourra durer plusieurs années) si la séance quotidienne du marché boursier qui s'ouvre à Londres dès 9 h 30 pour fermer à 15 h 30, continue d'être fréquentée. « C'est une querelle des anciens et des modernes », nous dit M. Lynton Jones, conseiller pour les affaires internationales du Stock Exchange. Il n'y a que les vieux professionnels pour penser que le contact direct ajoute toujours quelque chose au meilleur des systèmes d'intercommunication.

Ce qui a fait jusqu'à maintenant l'originalité du marché de Londres, c'est la règle dite de la « fonction unique » (*single capacity*) selon

laquelle les *brokers*, qui reçoivent les ordres de la clientèle, ne peuvent agir que comme agents payés à la commission, tandis que les *jobbers*, ceux qui font le marché, sont seuls habilités à prendre des positions. Si la distinction entre les deux métiers a été jusqu'à ce jour scrupuleusement respectée, c'est qu'elle offre une garantie incomparable aux investisseurs, qui peuvent compter sur la parfaite objectivité des seuls opérateurs avec qui ils peuvent traiter, à savoir les *brokers*.

Les risques du « supermarché »

Mais cet excès de précautions n'est-il pas la survivance d'une époque où les éparpillés gèrent eux-mêmes leurs portefeuilles ? Un autre fait, disent encore les partisans sans regret de la réforme, a rendu celle-ci hautement souhaitable. L'internationalisation croissante du marché, grandement favorisée par l'abolition, depuis 1980, du tout contrôle des changes, a eu pour effet d'accroître le montant initial des opérations. Or il est apparu que les firmes de *brokers* et de *jobbers* étaient pour la plupart « sous-capitalisées », d'où leurs réticences à prendre les risques correspondant aux nouvelles mœurs du marché.

Mais est-ce un hasard si ce « grave inconvénient » est apparu au début des années 70, c'est-à-dire au moment où l'instabilité la plus grande a commencé à régner sur tous les marchés ? On essaie d'y remédier en ouvrant timidement le capital des firmes traditionnelles au capital extérieur. Mais ce fut en vain. La limite est aujourd'hui de 29,9 %, mais c'est seulement quand fut prise la double décision (en 1983), applicable en 1986, premièrement de supprimer la règle de la « fonction unique » et, deuxièmement, de permettre le rachat à 100 % des sociétés de *brokers* et de *jobbers* appelées à fusionner qu'on a vu les grandes banques britanniques (Lloyds, Westminster, Barclays Midland) et étrangères (Citibank, Bank of America, Société générale, Banque Lambert, etc.) se ruer littéralement sur les firmes traditionnelles pour prendre la succession. Cependant, les plus prestigieuses banques internationales ne sont-elles

pas, elles aussi, gravement « sous-capitalisées » ? La seule différence est que cette circonstance ne les a pas empêchées, dans un passé récent, de prendre beaucoup de risques à cause de l'immunité supposée que leur valent leurs dimensions. On l'a vu à propos de la politique électorale de prêt qu'ils ont menée au Mexique, en l'Argentine, au Brésil... jusqu'au moment où le pot aux roses a été découvert. « Seul l'avenir dira si l'abandon de tout l'appareil qui a fait notre réputation se traduira par un nouvel essor de notre marché. Une chose paraît presque certaine : on connaît de gros coups durs quand la Bourse sera transformée en champ d'affrontement entre vingt-cinq ou trente supermarchés. » Laissons le Stock Exchange, dont le rôle dans la société britannique est considérable (ne serait-ce que parce qu'il est investi les sommes énormes gérées par les *pension funds*, organismes privés de retraite complémentaire) sur cette remarque que nous a faite le président de l'un... des futurs supermarchés en question.

Trois domaines sensibles

La question de fond posée aujourd'hui tant par les partisans que par les critiques de M^{me} Thatcher est la suivante : dans quelle mesure les décisions les plus significatives qu'elle a prises ont-elles un caractère irréversible ? Va que le premier ministre s'est elle-même donné dix ans pour changer le cours de l'histoire, s'interroger sur ce point cinq ans et neuf mois après son arrivée 10 Downing Street, c'est une autre façon de se demander si, malgré la faiblesse de sa gestion médiocre et financière et son incapacité apparente à faire baisser le chômage, Maggie et son équipe sont encore capables d'imprimer un certain élan à l'action gouvernementale. Risquons quelques réflexions relatives à trois domaines particulièrement sensibles : la fiscalité, la privatisation, le pouvoir des syndicats.

En 1986, la Grande-Bretagne aura l'impôt sur les sociétés le plus bas des grands pays d'Europe : 35 %. Le nouveau système de taxation mis en place graduellement se substituera à celui qui était en

vigueur jusqu'alors et dont la double caractéristique est qu'il comportait un taux relativement lourd (52 %) aux effets fortement atténués grâce à de nombreuses exemptions et de larges facilités d'amortissement. La simplification introduite est de grande portée économique : son objectif est d'amener les entrepreneurs à juger d'un projet d'investissement non pas en fonction des profits attendus calculés après, mais avant l'impôt. Autrement dit, à faire disparaître l'obsession fiscale que crée inévitablement un système complexe d'avantages et de privilèges.

Capitalisme populaire

En ce qui concerne les particuliers, la grande innovation a consisté à alléger le poids de l'impôt direct sur les plus riches (le barème est désormais plafonné à 50 %) et les plus pauvres, et à doubler la TVA dont le taux - 15 % - reste sensiblement inférieur au taux français. C'est un fait que, dans les pays développés, la fiscalité indirecte est mieux supportée que la directe, et c'est bien l'impôt sur le revenu et ses modalités qui sont d'abord visés par la « révolte des contribuables ».

Mais comment parler d'irréversibilité en matière de taxation, dans un pays dont la situation financière n'est toujours pas assainie ? Le programme de privatisation a été appliqué tambour battant : une quinzaine d'entreprises d'Etat de bonne taille (dont l'une, gigantesque) ont été vendues à des actionnaires privés, en totalité ou en partie (mais toujours à plus de 50 %) pour un montant total de 5 milliards de livres sterling (55 milliards de francs), soit une somme équivalente au total des indemnités versées en France aux actionnaires des sociétés nationalisées après la victoire de la gauche en mai 1981. Quatre cent mille personnes sont ainsi devenues des salariés du secteur privé, dont un certain nombre sont intéressées aux bénéfices car les plans de *profit sharing* (partage des profits) se sont simultanément multipliés.

Le gros coup a été évidemment British Telecom. Le gouvernement n'a pas hésité pour le réussir, à offrir

les actions à un prix manifestement bas. Résultat : deux millions de foyers, dont un million qui n'avaient jamais acquis un titre de Bourse de leur vie, se sont portés acheteurs. La formule du capitalisme populaire serait-elle enfin trouvée ? Au départ, les nouveaux actionnaires de British Aerospace, autre société dénationalisée, étaient cent cinquante mille ; ils n'étaient plus que vingt-sept mille au bout de dix mois.

Les choses se présentent différemment pour BT, les quatre cinquièmes des souscripteurs ayant opté pour la formule les obligeant à conserver leurs actions pendant trois ans pour avoir droit à un bonus. Cependant, on peut d'ores et déjà faire une remarque générale : la réforme de la Bourse, qui devrait donner aux plus grandes banques, britanniques et étrangères, la haute main sur le marché, ne va-t-elle pas favoriser encore un peu plus le mouvement naturel qui pousse à la concentration du capital ?

Le pouvoir des syndicats

Il reste que l'avenir politique de la privatisation dépendra en définitive de l'aptitude des nouvelles sociétés à gérer leurs affaires mieux qu'elles ne l'étaient du temps de la nationalisation. Le Parti travailliste s'est engagé à « rationaliser », une promesse déjà ancienne qui va à l'encontre des efforts faits par son leader, M. Kinnock, sociaux-démocrates pour ramener son propre parti vers des positions plus modérées. Le Labour a déjà dû faire marche arrière en ce qui concerne la « rationalisation » des maisons et appartements du domaine public vendus à la grande satisfaction de l'opinion publique.

Il apparaît tout aussi problématique pour le Labour, qui s'est engagé à supprimer toute la nouvelle législation sur les syndicats et les rapports salariaux, de pouvoir revenir sur la principale disposition introduite dans ce domaine par M^{me} Thatcher, à savoir l'obligation faite aux syndicats de procéder à des scrutins à vote secret pour un certain nombre de décisions importantes, dont la grève.

Un argument est souvent mis aujourd'hui en avant pour prouver

que si M^{me} Thatcher n'a pu victorieusement résister au mouvement des mineurs (alors que son prédécesseur à la tête du Parti conservateur, M. Heath, avait perdu le pouvoir à la suite d'une grève dans le même secteur), elle n'est pas parvenue à entamer le pouvoir syndical (dix millions d'adhérents, deux fois et demie plus qu'en France) au niveau qui, à long terme, importe le plus : celui de la multitude des entreprises, grandes et moyennes, industrielles et commerciales. En dépit du chômage, ne voit-on pas les salaires progresser au rythme de 7 % à 8 % par an, soit nettement plus que la hausse des prix à la consommation ?

Aucune étude détaillée du phénomène n'existe encore en la matière, mais on peut, au moyen de constatations nombreuses et précises, étayer un raisonnement rigoureux. Cependant, deux facteurs pourraient bien avoir joué un rôle déterminant. « C'est souvent en contrepartie de l'abandon de pratiques anti-économiques, plus ou moins liées à la tradition syndicale, que les employeurs consentent des augmentations de salaires relativement importantes », remarque un industriel. Les très remarquables progrès accomplis par la productivité, dont font état non seulement les statisticiens, mais aussi les praticiens, peuvent difficilement être obtenus sans contrepartie.

Cependant il semble bien que, pour le personnel non qualifié, le manque de « flexibilité » et le niveau du salaire demandé restent un obstacle à l'emploi. Quelque trois cent mille postes de travail nouveaux ont été créés depuis dix-huit mois, ce qui est plus qu'en Allemagne et en France, mais pour (ou par) qui ? On a observé une augmentation notable du nombre des travailleurs indépendants et encore plus des femmes occupées à temps partiel. « C'est-à-dire, commente un conseiller du gouvernement, une main d'œuvre moins bien payée, non soumise à réglementation (si elle est occupée moins de seize heures par semaine) et non syndiquée ». Les nouveaux chômeurs sont en grande majorité des hommes, sans qualification, cherchant un emploi à temps complet. Le thatcherisme serait-il un réagisme qui n'a fait qu'un petit bout du chemin ?

FIN

TGV Gagnez Grenoble d'un seul trait.

Paris

Depuis le 4 mars, le TGV relie directement Paris à Grenoble au rythme de trois aller-retour quotidiens : un peu plus de 3 heures pour un voyage confortable et direct à des horaires très pratiques, en attendant 5 liaisons aller-retour en juin.

6 h 45* 14 h 00 18 h 28 | Paris | 9 h 20 14 h 04 21 h 10
9 h 57 17 h 20 21 h 45 | Grenoble | 6 h 01* 10 h 46 17 h 47

Le réseau TGV Sud-Est, c'est désormais 34 villes desservies directement. C'est Lyon à 2 heures de Paris, centre à centre, avec 18 aller-retour quotidiens et 14 autres villes à moins de 3 heures.

Grenoble

*Ce train ne circule pas tous les jours. Renseignez-vous.

TGV. Gagnez encore du temps sur le temps. SNCF

مکان العمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 mars

La forte baisse de New-York mercredi (- 11 points en termes d'indice Dow-Jones) n'a pas eu d'effet sur la Bourse de Paris, où l'abondance des liquidités permet, pour l'instant, de parer à toute éventualité.

Le repli du dollar (10.1110 F en séance contre 10.4805 F), dû, en grande partie, au nouveau coup de semence de M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale américaine (voir par ailleurs), a été interprété favorablement, encore que ce cours officiel, marqué déjà une remontée du billet vert par rapport aux niveaux inscrits en début de matinée.

Sur le marché obligataire, on relevait peu d'écarts significatifs, sinon le repli de 1,2 % du titre participatif Renault. Côté actions, la Française des pétroles a cédé plus de 1 %, alors que le groupe Total vient de communiquer d'excellents résultats 1984, accompagnés d'une majoration du dividende net de 16 F à 18 F. C'est là le signe que l'essentiel de la hausse sur l'action CFP avait déjà été acquis, alors que la Compagnie française de raffinage (en perte de 946 millions de francs l'année dernière) demeure forte et en avance.

Parmi les autres baisses (- 1 % à - 2 %), on relevait Saupiquet, Avions Dassault, Promodès, ADG, Europe 1 et ELF-Aquitaine (certifiés), tandis qu'à l'inverse Maisons Phénix, Schneider, Mumm, Métal UCB, Talcs de Luzenac et CFAO gagnaient 2 % à 4 %, ces deux dernières étant à leur plus haut niveau de production.

Au total, la cote aura progressé de 9,3 % tandis que, sur le marché de l'or, le lingot gagnait 550 F à 96 550 F, le napoléon cédant 2 F à 582 F. A Londres, le métal fin est remonté de 286,70 à 289,30 dollars l'once au premier fixing ».

Dollar-titre : 10,80/85 F contre 0,80 F environ mercredi.

NEW-YORK

La baisse se poursuit

La baisse s'est poursuivie, jeudi 7 mars, à la Bourse de New-York, où les incertitudes relatives à l'évolution des taux d'intérêt et à la politique future de la Réserve fédérale continuent à peser. L'indice « Dow Jones », qui avait chuté de 12 points à 1.271,63, a en encore cédé près de 9, revenant à 1.262,63. Après avoir atteint son plus haut niveau historique vendredi 1^{er} mars 1985 à 1.299,36, l'indice a reperdu près de 28 points. Le marché est resté sous le coup des déclarations de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, mercredi, devant une commission du Congrès, qui pourrait laisser présager un éventuel durcissement de la politique de la Fed.

Faïsant connaître que la Banque centrale américaine avait cessé d'assombrir sa politique, comme elle avait entrepris de la faire à l'égard des autres nations, le directeur des affaires étrangères des Etats-Unis, la a laissé entendre qu'une augmentation trop rapide de la masse monétaire entraînerait une réaction des marchés financiers, pour la semaine se terminant le 25 février, la Banque américaine a augmenté de 25 millions de dollars le montant de sa réserve fédérale, soit 1,5 cent pour cent de 3,6 milliards de dollars, soit deux fois plus que ce à quoi les milieux financiers s'attendaient.

Le second signal encourageant, les autorités des Etats-Unis travaillant pour la réduction des dépenses, a été donné par la conférence nationale qui a débuté du terrain, notamment Lockheed, Rockwell et Northrop. Le volume des transactions est resté élevé, mais 117 millions de titres ont été achetés contre 117 millions précédemment.

[illegible]

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PHILIPS. — Le groupe néerlandais "Eindhoven", enregistré en 1984 une augmentation de 67 % de son bénéfice net, lequel a atteint 1,11 milliards de florins, contre 667 millions de florins en 1983. Le chiffre d'affaires du groupe a, pour sa part, augmenté de 16 % en 1984, pour s'établir à 53,8 milliards de florins. Le bénéfice net par action ordinaire a 10 florins nominal passe de 3,23 florins en 1983 à 5,27 florins pour l'année dernière. Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires la distribution de dividendes de deux florins par action ordinaire (contre 1,80 florin pour 1983).

MOËT-HENNESSY. - Les Américains et les Japonais, principaux consommateurs de cognac, ont fait en 1984 la fortune

de la maison Hennessy. Pour la première fois depuis sa création, en 1765, celle-ci a vendu dans le monde 2 millions de caisses, soit 24 millions de bouteilles. L'année a été une *très bonne année*, et en 1983 devrait à nouveau enregistrer une progression des ventes, à l'indiqué, j'ajoute à la presse, M. Gilles Hennessy, membre du directoire et premier producteur de cognac Hennessy, du groupe Moët-Hennessy (Chandon, Moët et Chandon, parfums Dior, produits de beauté Ro). Il réalise en 1984 un chiffre d'affaires de 2,140 milliards de francs (plus 46 % par rapport à 1983) dont 10 % à l'exportation.

ACCOR. — Cette entreprise d'hôtellerie, restauration et de services, qui doit annoncer, le lundi 11 mars, quelle part du capital du traiteur Lemoine il compte conserver, a été créée par la fusion de deux de fonds communs de placement à risques, Baptisé ACCOR Hôtel Investissements et présidé par M. Michel Bailion, directeur général finance d'ACCOR, cette société a été constituée avec le concours de Compagnie financière de la région de filiales de la Banque régionale d'épargne et de dépôts (BRED). Les statuts prévoyant que les fonds communs BRED sera dépositaire, permettront aux particuliers institutionnels, mais aussi aux particuliers, de participer à l'essor de l'investissement "centres aux coûts réduits" d'ACCOR.

BOURSE DE PARIS Comptant

7 MARS

[illegible]INDICES QUOTIDIENS
(INSEE) from 199 : 28 46 : 1960

	6 mars	7 mars
valeurs françaises	110,7	110,5
valeurs étrangères	113,4	113,4

C^e DES AGENTS DE CHANGE

	6 mark	7 mark
Non official	205.6	205.8

Taux du marché monétaire	
Crédits privés du 8 mars	10 7/8 %
Cours du dollar à Tokyo	
7 mars	8 mars
261.35	261.65

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les tions en pourcentages, des cours de la du leur par rapport à ceux de la

Company	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compan-	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compan-	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compan-	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compan-					
841	A.S. 1973	1551	1650	1850	- 0 06	536	Enco S.A.F.	550	545	547	- 0 04	720	Parnet-Roche	725	720	720	- 0 08	131	Anglo Amec C.	120	119 50	119	- 0 05	106	St-Yolande	101	102	101 50	- 0 18
842	CALÉ 51	4050	4040	4040	- 0 12	1340	Garrafina	1342	1350	1250	+ 0 64	260	Piréon Piel	274	270	271 50	- 1 22	895	Amplart	840	845	845	+ 0 05	380	ITT	353	355	357	- 1 23
843	Electrolux T.P.	1481	1484	1487	+ 0 40	500	Garrafina	500	500	500	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
844	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
845	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
846	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
847	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
848	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
849	Environ 1219	1010	1010	1010	- 0 00	1010	Garrafina	1010	1010	1010	- 0 00	121	Cardifol	124	122	123	+ 0 01	886	Argus (R&D)	850	845	845	- 0 05	380	Macquarie	70 50	70 50	70 50	+ 2 83
850	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
851	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
852	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
853	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
854	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
855	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
856	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
857	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
858	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
859	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
860	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
861	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
862	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
863	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
864	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
865	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
866	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
867	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
868	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
869	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
870	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
871	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
872	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
873	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
874	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
875	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
876	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
877	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
878	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
879	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
880	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
881	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
882	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
883	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
884	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
885	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
886	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3
887	Environ 12	850	855	858	+ 0 38	370	Flow-Line	375	372	379	+ 0 18	189	Cherif-Rochet	378	378	378	- 0 08	370	Cherif-Rochet	358	361	365	+ 0 08	300	Aluminium Al.	31	359	360	3

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 7/3	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 7/3
-----------------	----------------	--------------	-------	-------	---------------------	----------------	--------------

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	PRIX COURANTS				MONNAIES ET DEVISES	
	COURS prix	COURS 7/3	Achat	Vente	COURS prix	COURS 7/3
Or-Uns (5 l)	70 480	10 411	0 050	10 850		
Or fin (5 l)	68 738	6 738			98600	98800
Or fin (100 l)	309 300	30 900	284		96000	95500
Or fin (100 l)	15 758	15 200	144	16 700	986	983
Barres (100 l)	270 050	27 010	250	280	Prix Indes (10 l)	425 431
Monnaie (100 l)	85 470	85 370	80	88	Prix Indes (20 l)	557 564
Prix Indes (10 l)	107 518	105 960	103	110	Prix Indes (50 l)	853
Prix Indes (20 l)	11 062	11 074	10 650	11 400	Souverains	866 898
Prix Indes (50 l)	13 782	13 776	8 400	7 900	Prix de 20 dollars	4005 4040
Prix de 1 000 l	4 810	4 906	4 600	5 100	Prix de 10 dollars	2050 2030
Prix de 100 l	359 450	359 020	3 475	3 680	Prix de 5 dollars	1325 1380
Prix de 10 l	108	107 885	105	112	Prix de 50 pence	3605 3605
Prix de 100 pence	48 690	45 440	42 800	44 800	Prix de 10 pence	579 579
Prix de 10 pence	5 338	5 327				
Prix de 100 pence	5 830	6 575	5	6 200		
Prix de 10 pence	7 474	7 416	7 150	7 500		

I trait.

noble

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 23. EUROPE
 - RFA: les élections régionales en Sarre et à Berlin-Ouest.
- 34. DIPLOMATIE
 - 4. PROCHE-ORIENT
 - Guerre du Golfe: le Parlement iranien souhaite une offensive à outrance.
 - 4. AMÉRIQUES
 - 5. ASIE
 - 5. FRANCOPHONIE
 - 5. UNESCO

POLITIQUE

- 6 à 9. LES ÉLECTIONS CANTONALES.
 - A Toulouse, M. Fabius appelle au rassemblement républicain contre le racisme et l'extrême droite.
 - Seine-Saint-Denis: la majorité communiste est menacée.
 - Val-de-Marne: l'opposition à deux sièges de la présidence.

SOCIÉTÉ

- 10. Circulation automobile et pollution.
 - La Sécurité sociale victime de factures abusives.
- 11. POLICE.
 - JUSTICE.

Sur 89 FM

M. R.-G. Schwartzberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé des universités, est, ce vendredi 8 mars, à 19 h 20, l'invité de l'émission « Face au Monde », sur 89 FM, à Paris. Mathieu Farnoni et Jean Le Bail mèneront les débats.

CULTURE

- 13. THÉÂTRE: l'Hôtel de l'homme sauvage, de Jean-Pol Fargue.
 - VARIÉTÉS: Enrico Macias à l'Olympie.
 - MUSIQUE.
 - CINÉMA.
 - 16. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 18. LOGEMENT: un décret va aménager la loi de 1948 pour limiter les abus de certains locataires.
- 19. SOCIAL: M. Bergeron à la recherche du temps perdu.
- 20. ÉTRANGER: « Les secrets de la réussite de M. Thatcher » (III), par Paul Fabra.

RADIO-TELEVISION (16) INFORMATIONS SERVICES (12):

Météorologie: « Journal officiel », Bulletin d'enneigement; Loto; « Le week-end d'un ébénier ».

Annouces classées (17): Carat (16); Mots croisés (XIV); Programmes des spectacles (14-15); Marchés financiers (21).

En raison de la publication des résultats des élections cantonales, le prochain « Monde de l'économie » paraîtra le 12 mars (Numéro daté mercredi 13.)

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1985 a été tiré à 445 193 exemplaires

Le premier magasin de tissus à droite, en remontant les Champs-Élysées

RODIN

TISSUS "COUTURE"

L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Un major de gendarmerie est tué sur un barrage canaque

Nouméa. — Un major de gendarmerie a trouvé la mort, le vendredi 8 mars, dans la localité de Pouébo, à 400 kilomètres au nord-est de Nouméa, au cours de la journée d'action et de mobilisation « décodée » par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). A quelques kilomètres au nord de ce village de mille cinq cents habitants, à 99 % mélanésiens, des jeunes Canaques avaient érigé au cours de la matinée un barrage que les gendarmes mobiles ont reçu l'ordre de dégager. L'opération ne s'est pas faite sans quelques difficultés, et il a fallu utiliser des grenades lacrymogènes, puis offensives, pour parvenir à rétablir la circulation.

Vers 14 heures (4 heures à Paris), l'intervention terminée, les gendarmes décidaient de quitter les lieux. C'est alors qu'il remontait dans un camion que le major Roland Lecomte — grade le plus élevé chez les sous-officiers — était atteint aux reins par un sabre lancé avec d'autres projectiles — dont des sagales — par un groupe de quatre-vingts Canaques restés au bord de la route.

L'incident de Pouébo intervient après que la gendarmerie ait mené plusieurs opérations judiciaires dans des tribus de la région de Thio. Ces interventions avaient suscité une certaine émotion dans les milieux indépendantistes et leur caractère expéditif avait fait l'objet de critiques de la part de l'autorité administrative tant à Nouméa qu'à Paris.

Manifestation à Nouméa

A Nouméa, pour la première fois des élections territoriales du 18 novembre, la place des Cocotiers a renoué vendredi avec ses indolentes manifestations indépendantistes. Il n'y a pas eu d'incidents.

Dès le matin un premier groupe d'une centaine de Mélanésiens se forme sur la principale place de Nouméa, théâtre habituel, ces derniers temps, des rassemblements tricolores du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République). Rapidement, le nombre de manifestants augmente pour atteindre huit cents. Parmi eux une majorité de jeunes.

● **Nominations au Conseil d'Etat.** — M. Gaston Namin, président du tribunal administratif d'Orléans, a été nommé conseiller d'Etat par décision prise au conseil des ministres du 6 mars. M. Henri Teissier du Cros, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé conseiller d'Etat.

De notre correspondant

rité de femmes en « robe-mission », tranquillement assises sur l'herbe. Désigné à la vindicte publique, l'envoyé spécial du Figaro, Pierre Branche, tente d'engager le débat mais des militants du PALIKA (Parti de libération kanak, la tendance la plus dure de la coalition indépendantiste) l'expulsent sans ménagement, s'en prenant au passage à un journaliste de TF1 qui tente de s'interposer.

Une demi-heure plus tard une délégation est reçue par M. Christian Blanc, secrétaire général du territoire. Au sein de cette délégation se trouve M. Philomène Macbobo, l'une des trois sœurs d'Elai. Au cours d'une conversation de plus d'une heure avec le principal collaborateur de M. Pissani, les indépendantistes ont réclamé à nouveau l'obtention du statut de prisonnier.

QUATRE MORTS EN DEUX ANS

Le major Roland Lecomte, âgé de quarante-huit ans, marié et père de deux enfants, n'est pas le premier gendarme à trouver la mort en Nouvelle-Calédonie.

Le 10 janvier 1983, deux gendarmes mobiles, Eric Galaridon et Jacques Morice, avaient été tués par balles par des Canaques, dans la région de Sarraméa, alors qu'ils venaient de récupérer dans une scierie du matériel bloqué par les tribus voisines, en conflit avec le propriétaire de la scierie. Alors vice-président du conseil de gouvernement, M. Jean-Marie Tjibaou avait condamné le meurtre. La gendarmerie avait alors parlé d'une embuscade, thèse rejetée par les indépendantistes, imputant le meurtre à l'affolement.

Le 19 décembre 1984, un autre gendarme mobile, en permission, Philippe Comte, avait trouvé la mort en tentant d'éteindre l'incendie criminel d'une épicerie à Bourail (côte ouest).

politique pour les militants du FLNKS, incarnés, dont quatre-vingt-neuf sont toujours en grève de la faim depuis lundi minuit.

« Ukeiwé chien des Blancs »

Alors que se déroule cet entretien, sur la place des Cocotiers la foule grossit. Vers 10 h 45 ce sont près de deux mille personnes qui prennent la route du Camp-Est, la maison d'arrêt de Nouméa située dans la presqu'île de Nouville, qui accueillit

(Publicité)

Mocassins homme en cuir : 199 francs!

Escarpins en cuir pour femme 239 F; « collège » enfant en cuir 189 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants? Parce que l'entreprise HET a des rapports privilégiés avec les nombreuses fabriques de chaussures de qualité. Trois points de vente: 19 rue J.-L. Tisserand (10^e) MO Goncourt; 6 rue Hako (20^e) MO Saint-Fargeau; 42 rue Claude-Terrasse (16^e) MO Porte-Saint-Cloud. Tél. 947 69 74. Du lundi au samedi, 11 h à 19 h 30. Tél.: 238.10.01.

LUMIERE LECTURE

INTENSITE REGLABLE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ILLUMINATION

18 et 40, rue de la République 75006 Paris. Tél.: 260.34.25

CHATEAUX PRIVÉS

recevant des hôtes en séjour ou en week-end. Forfait, hébergement, repas, loisirs. Catalogue sur demande contre 20 F.



CHATEAUX EN VACANCES
B.P. 4 - F - 78220 VIREFLAY
Tél.: (3) 024 18 16

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix: 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

jadis les premiers déportés de la Commune. Un service d'ordre musclé est organisé, des militants et sympathisants défilent sous des banderoles où l'on peut lire « Laroque, Lafleur, à bas les privilèges » ou « Non aux arrestations arbitraires ». Aux cris de « Ukeiwé chien des Blancs », le cortège arrive après plusieurs kilomètres en vue du Camp-Est, gardé par une centaine de CRS. Vers midi il fait demi-tour avant de se dissoudre.

Cette manifestation n'était pas sans risques après la découverte le matin-même du sabotage de dix-sept camions de ramassage des ordures, dont les auteurs seraient, affirme un gardien du garage, d'origine mélanésienne.

Par ailleurs, dans la nuit de jeudi à vendredi une ferme située à Saint-Louis, aux portes de Nouméa, a été sacquée et incendiée par un groupe d'hommes au visage dissimulé par une cagoule. Le gardien de la ferme a été sérieusement blessé aux jambes par un coup de fusil. A quelques kilomètres de là des poteaux électriques ont été sectionnés et deux autres maisons incendiées.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

En Guadeloupe

M^{me} MICHAUX-CHEVRY PRÉSIDENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL ÉCHAPPE À UN ATTENTAT

M^{me} Lucette Michaux-Chevry (divers opposition) est sortie indemne d'un coup de feu tiré jeudi matin 7 mars, vers 6 heures du matin, alors qu'elle se trouvait dans son bureau de présidente du conseil général à Basse-Terre (Guadeloupe).

Avocate au barreau de la Guadeloupe, conseiller général du canton de Saint-Claude-Gourbeyre depuis 1976, M^{me} Michaux-Chevry qui avait quitté la fédération socialiste de la Guadeloupe la veille de l'élection présidentielle de 1981 pour mener campagne en faveur de M. Giscard d'Estaing, a été élue en mars 1982 présidente du conseil général de la Guadeloupe. M^{me} Michaux-Chevry qui a conduit avec succès la liste RPR-UDF pour les élections régionales le 20 février 1983 a fondé en janvier 1984 le Parti de la Guadeloupe (LPG).

M^{re} DE CORBIE

EST NOMMÉE AMBASSADEUR À LUXEMBOURG

Le Journal officiel du 9 mars annonce la nomination comme ambassadeur à Luxembourg de Mlle Marie-Thérèse de Corbie, en remplacement de M. Jean Meadmore, récemment nommé inspecteur général des affaires étrangères (le Monde du 3 janvier).

[Née le 27 août 1922, docteur en droit, Mlle de Corbie a tout d'abord appartenu à différents consulats — à Genève, à La Haye, à Londres — avant de rejoindre l'administration centrale (Asie-Océanie), en 1961. Affectée à Pékin en 1970, elle a ensuite été premier conseiller à New-Delhi (1975-1980) et enfin nommée ambassadeur à Kuala Lumpur en janvier 1982.]

Sur le vif

Journée de l'homme

Vous savez que c'est la journée de la femme? Ils doivent l'avoir amère, les hommes. C'est vrai, les peuples, on les ignore, on les dédaigne, on les traite mal, on ne s'intéresse pas à leur sort. C'est pas normal. Il s'agit pourtant d'une minorité. Et quelle minorité! Complètement asservie, condamnée de toute éternité aux travaux forcés, obligée de nourrir et de défendre l'espèce au prix des pires dangers. Ils sa croient à la guerre et au boulot. Ils ont une espérance de vie dérisoire comparée à la nôtre. Dès qu'ils sont usés, on les jette.

Et de leur vivant, qu'est-ce qu'on fait pour eux? Rien. On pourrait quand même leur filer une journée. Il y en a suffisamment pour ça dans l'année. Je ne vois pas pourquoi les aveugles, les cancéreux, les femmes, les handicapés, les enfants et les lépreux en auraient pas eux.

Moi, à leur place, je serais furieux, j'exigerais même la semaine. Mais ils sont mous, amorphes, résignés, totalement abrutis par des siècles d'esclavage et de mauvais traitements.

Et pitoyablement désorganisé. Comme souvent les opprimés, au lieu de se révolter, ils se battent, ils se jalousent entre eux. Noire sororité, ils ne connaissent pas. Ils se tiennent dans les pattes. Ils ont toujours peur que l'autre leur pique leur boulot ou leur nana. C'est vraiment chacun pour soi.

Leur seul but dans la vie: la fric, les femmes et les bagnoles. Réussir, séduire et conduire. Ça ne va pas chercher bien haut ni bien loin, je sais, mais ils ont des excuses: la façon dont on les élève. Et le modèle que leur propose, que leur impose, de père en fils, la société. Celui d'un être inférieur, d'un petit mâle, plus bête, plus maladroit et plus brutal que sa grande sœur. On sa montre exigeant envers lui, sévère, dès l'enfance. Alors ça le marque forcément. Ça le destine à venir grossir l'immense troupeau des bêtes de somme exploitées, grugées et méprisées par l'autre moitié de l'humanité. Allez, les hommes, secouez-vous! La men's lib, c'est pour quand?

CLAUDE SARRAUTE.

Le groupe Rothschild signe un accord de coopération avec la Banca Nazionale del Lavoro

La compagnie financière d'Edmond de Rothschild et la Banca Nazionale del Lavoro (BNL), première banque de dépôt d'Italie, présidée par M. Nerio Nesi, ont signé, le 7 mars, à Rome, quatre accords d'échanges de participation, dont l'objet est de développer le crédit dans le domaine des services à haute technologie, spécialité du groupe français.

Ce dernier va entrer à hauteur de 27 % dans le capital de la Banca Tiburtina di Credito e Servizi, petite banque d'affaires appartenant à la Banca del Lavoro, et dont les activités se développent très rapidement (67 % d'augmentation des crédits en 1984).

De son côté, la BNL va devenir actionnaire à 10 % de la banque de la Compagnie financière, spécialisée dans les services financiers et informatiques très sophistiqués (procédures Trisor), avec 210 personnes et 5 milliards de francs de bilan, et qui va porter son capital de 70 à 120 millions de francs. En outre, la BNL va prendre 18 % de la SOGB-RED, société de négoce du groupe Rothschild axée sur les échanges commerciaux entre l'Europe occidentale et les pays de l'Est. Enfin, la BNL détendra 20 % d'une autre filiale du groupe français, la Compagnie fiduciaire à Milan, spécialisée dans la gestion de portefeuille.

(2 milliards de francs de titres et 3 000 clients).

Lors d'une conférence de presse réunie à Rome, M. Edmond de Rothschild s'est déclaré « très heureux » de ces accords, qui consacrent le retour de son groupe en Italie après vingt ans d'absence. Les Rothschild étaient les banquiers du royaume de Naples et des Deux-Siciles.

● **L'homme aux trois greffes du cœur proche de la mort.** — Le patient américain qui a subi trois greffes du cœur successives est dans un état désespéré (le Monde du 8 mars 1985). Une première greffe cardiaque humaine ayant échoué le 6 mars, les médecins décidaient six heures après cette intervention d'implanter un cœur artificiel. Dix heures plus tard, le patient, M. Thomas Creighton, un mécanicien de trente-trois ans, subissait une nouvelle greffe d'un cœur humain. D'après le porte-parole de l'hôpital de Tucson (Arizona), des complications sont survenues juste après l'intervention, notamment la présence de lymphes dans les poumons. — (Reuter, UPI).

● **Accord de principe sur la cession de l'agence UPI.** — Devant les difficultés que rencontre l'agence américaine United Press International, ses propriétaires — MM. Ruben et Geissler — viennent d'accepter le principe d'une cession du contrôle de l'entreprise à ses principaux créanciers.

L'ATREILLE

QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE

style-30 ans-classique

du 2 au 16 mars

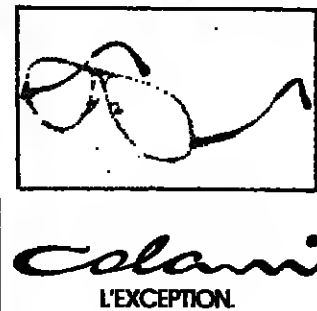
62 rue St André-des-Arts 6

Tél. 329.44.10

PARTICIPEZ À L'ÉLÉMENT À NOS MANÈGES

L'AUTRE DIMENSION

par Luigi Colani



Luigi Colani, sculpteur, ingénieur en aérodynamisme, réinvente le confort en créant des montures haute technologie, inspirées de la libellule et de son extraordinaire champ de vision.

en vrai bois nos éléments

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles: rangement, armoires, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.

CAPELOU

37 av. de la République - PARIS 11 - Métro: Parmentier - Tél. 352.46.35

VOTRE CUISINE

ETUDIÉE - INSTALLÉE - PAR DES PROFESSIONNELS

- COMBETTE: médaille d'or de la qualité française.
- MARTIN: les plus belles rustiques.
- MIRABELLA: première qualité Autrichienne.

1^{er} devis gratuit après visite sur place. Facilités de paiement.

4^{ème} ÉTAGE

GALERIES LAFAYETTE

Aménagement d'appartement, 40, bd Haussmann 75009 Paris. Tél.: 282.34.56, Postes 4421 et 4258.

Le Monde

Loisirs

de l'homme

de l'homme

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

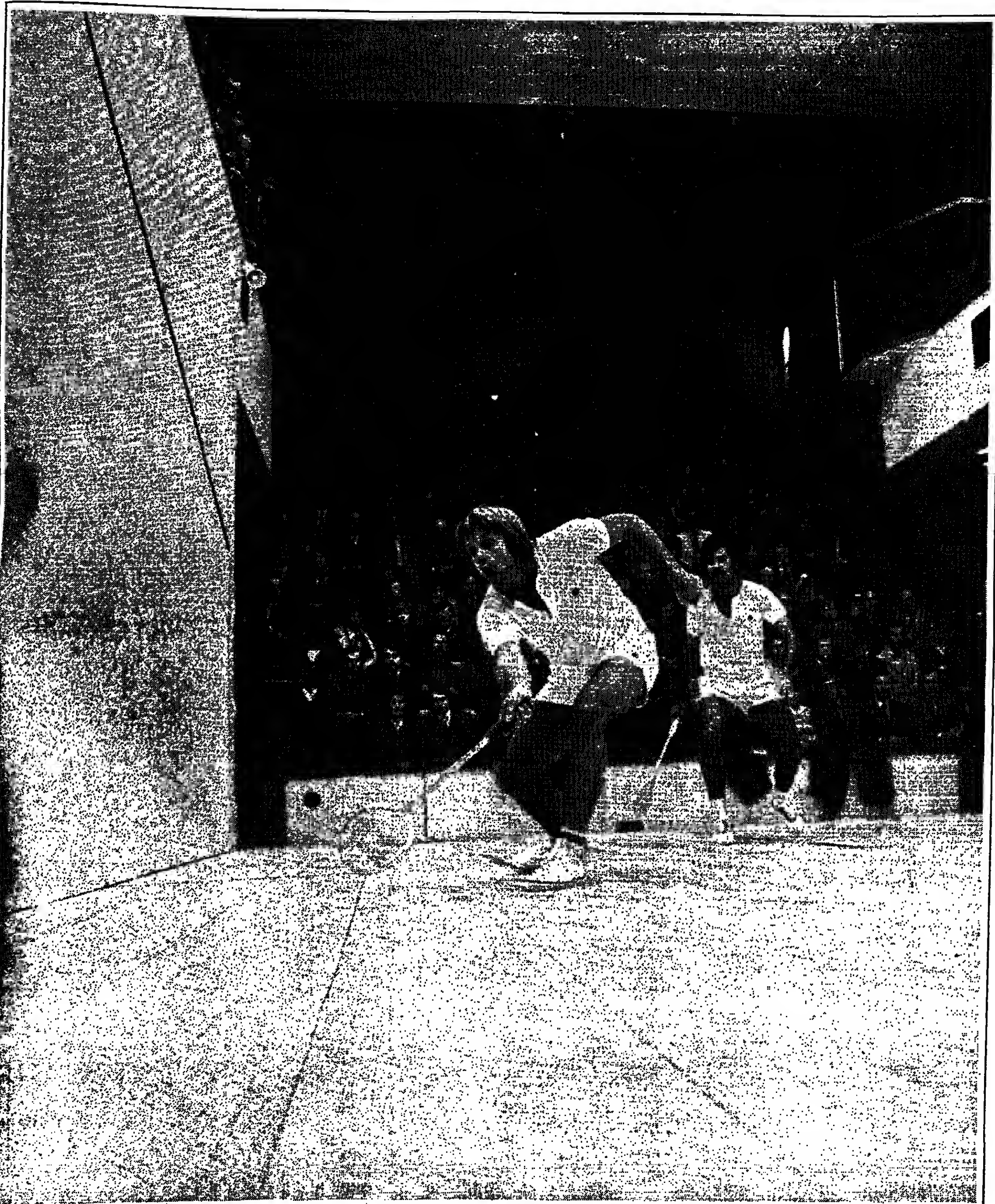
signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro

signe un accord de coopération
Nazionale del Lavoro



Squash : les raquettes de l'éclair, page II

Le Musée national des arts de la mode, page XVI

De passage à Madère, page XVIII

Nos programmes commentés de radio et de télévision, pages IX à XIII

Supplément au n° 12475. Ne peut être vendu séparément. Samedi 9 mars 1985.

Squash en prudence

Etre en forme pour jouer ; ne pas jouer pour être en forme.

Le squash fait peur. Paradoxe affligeant, ce sport bénéficie d'une très mauvaise image de marque en France, alors même qu'aucun accident mortel n'est survenu depuis son apparition. A quelques jours des Internationaux Guy-Laroche, il faut tordre le cou aux idées préconçues...

Etant entendu qu'il n'y a jamais de fumée sans feu, il convient de rappeler quelques tristes réalités. Une étude du *Lancet* - le *National Geographic* médical américain - parue en janvier 1984 faisait état de trente cas de mort subite parmi les joueurs de squash du Royaume-Uni entre 1977 et 1983. Trente morts qui ont fait plus de bruit que les 1,5 million pratiquants réguliers au nord de la Manche.

Alors, qu'en est-il exactement ? La mort subite est un fait sportif. C'est du moins ce qu'a affirmé le professeur Alain Castaigne, cardiologue au CHU Henri-Mondor de Créteil, au cours d'un débat « Squash et santé » organisé en février par la revue *Tonus* et la FFSR (Fédération française de squash raquette). Selon cet éminent spécialiste, l'effort physique prédispose



considérablement à la mort subite, car l'organisme est alors très sollicité. Et il semblerait - mais rien ne permet de l'affirmer - que certains sports soient, à ce niveau-là, plus dangereux que d'autres :

particulièrement les sports de balle (squash et tennis) car on n'est pas maître de son effort, c'est l'adversaire qui décide, et les courses d'endurance. Cela dit, tous les sports peuvent également provoquer des

morts subites : l'altérophilie, le vélo, la natation. Selon la FNMNS (Fédération nationale des maîtres nageurs sauveteurs), soixante-quinze personnes ont trouvé la mort dans des piscines entre 1978 et 1983 (apnée, épilepsie, problèmes cardiaques...) et l'on n'incrimine pas la natation, sport doux par excellence.

L'étude anglaise du professeur Robin Northcote porte sur trente cas - vingt-neuf hommes et une femme - dont la moyenne d'âge est élevée, quarante-six ans, la fourchette allant de vingt-deux à soixante-six ans. Vingt-deux sont morts « direct », sur le court, les huit autres dans l'heure qui a suivi le jeu. Mais ces trente morts sont le fruit d'une certaine logique : vingt-deux avaient eu, avant le match, des symptômes sérieux (douleur intercostale, indigestion, vertiges, fatigue croissante, maux de tête importants, essoufflement excessif, douleur au nez ou aux oreilles, palpitations) et douze étaient connus pour avoir déjà eu des problèmes cardio-vasculaires.

Par ailleurs, vingt-trois sont morts des suites d'un problème coronarien et présentaient un ou plusieurs facteurs de risques importants : tabagisme (plus de dix cigarettes par jour pour quinze d'entre eux), génétique ou infarctus du myocarde avant cinquante-cinq ans (13), hypertension (8), hypercholestérol (3), angine de poitrine (3), obésité (1). Bref, la mort subite n'a pas frappé au hasard ! Cela dit, ces décès doivent nous permettre de mieux appréhender ce sport nouveau en France.

Il faut tout d'abord convenir que la clientèle du squash est particulière. Selon A.W. Fowler, auteur d'une étude parue en 1980 *Cause des décès sur les courts de squash*, ce sport intéresse plus particulièrement une population d'hommes de quarante ans en moyenne, assertion confirmée par Northcote : « Le squash est populaire auprès des gens d'un âge où l'on connaît des problèmes coronariens ». Le docteur Michel Baulac, médecin fédéral national et numéro six français, reconnaît également que la clientèle du squash est très typée : « Le squash attire les plus de quarante ans qui ne font plus de sport, se sentent vieillir et trouvent là une garantie de mouiller le maillot ! » Le squash, sport vigoureux, exige une pratique intelligente (comme tout autre sport, mais la sanction est plus dramatique). Il faut savoir que l'effort physique est dangereux, encore plus pour les gens qui n'en ont pas l'habitude, et que seul l'entraînement peut diminuer le risque. Le cœur bat à deux cents pulsations minute au cours d'une partie de squash, selon le docteur Paruit-Portes du CHU de Nantes et fonctionnaire, selon Northcote, à 90 % de ses capacités maximales.

Mais avec des précautions élémentaires, le squash est un sport sans danger. La FFSR a opté pour une visite médicale d'aptitude obligatoire pour tous les nouveaux licenciés, visite concernant l'appareil cardio-vasculaire et locomoteur ainsi que les yeux. Car les seuls accidents réellement spécifiques au squash touchent aux yeux, blessés par des coups de raquette intempestifs. Mais il faut savoir qu'il y a 80 % des cas, il n'y a pas de séquelles et que le reste survient selon le docteur Salmon, chirurgien à la fondation Curie, d'un mauvais état antérieur de l'œil. D'où la recommandation de porter de verres de lunettes incassables des lentilles souples, éventuellement des lunettes de protection. Malheureusement, ces dernières sont gênantes avec la transpiration. Cela dit, ce type d'accident est rare : sur 21 300 parties, on en a observé seulement deux !

Enfin, il faut surveiller impérativement les personnes non sportives - plus particulièrement au-delà de quarante ans, et surtout les anciens sportifs qui se sont arrêtés longtemps et présentent le plus haut risque d'accident au moment où ils recommencent. A.W. Fowler fait également ressortir l'augmentation du risque d'accident cardiaque par l'abus de cigarettes et donne trois recommandations précises : arrêter de fumer, s'entraîner progressivement et avoir une respiration profonde, donc une bonne oxygénation.

En conclusion, le squash s'adresse à des gens en forme qui doivent le pratiquer avec régularité. Mais la plupart des spécialistes du cœur ne croient pas en une véritable visite de dépistage, sauf cas exceptionnel. C'est au sportif de prendre au sérieux la moindre alerte. A ce sujet, l'étude anglaise est inquiétante - le squash n'est pas en cause - car la majorité des joueurs décédés avaient eu des alertes sérieuses auparavant et n'en avaient pas tenu compte. Selon le professeur Alain Castaigne, « le sportif aime son sport, de ce fait minimise ses problèmes et n'en parle pas ». C'est pourquoi la petite phrase de l'association anglaise de Squash-Raquettes doit rester à l'esprit de tout pratiquant : « Etre en forme pour jouer au squash, et non pas jouer au squash pour être en forme... »

DOMINIQUE GAUTHRON.

LE REFLEXE RESERVATION

VACANCES 85
DES 260 AGENCES
SELECTOUR VOYAGES

— VOUS AUSSI RÉSERVEZ
VOS VACANCES DES MAINTENANT SANS RISQUE.

"Cette année, prudence, nous avons réservé longtemps à l'avance pour être sûrs de trouver ce que nous souhaitons. Et, mieux, si nous sommes contraints d'annuler nos vacances, pas de problème grâce au CHEQUE-ANNULATION SELECTOUR VOYAGES. Pas de problème : si vous annulez plus de 30 jours avant la date de départ prévue, SELECTOUR VOYAGES s'engage à prendre à sa charge les frais d'annulation et les frais de dossier."

CHEQUE-ANNULATION
UN DES SELECTOUR VOYAGES.

"LE SOLEIL APPARTIENT A CEUX QUI RÉSERVENT TÔT"

Cruise Air
"La Grèce vous appartient"

LES "KAPPA CLUB"
SES CLUBS DE VACANCES VOUS ATTENDENT...

KAPPA GRÈCE
KAPPA CRÈTE

KAPPA CHYPRE
Une semaine pension complète à partir de 3550 F
(base chambre double Paris/Paris)

selectour voyages
TOUT POUR BIEN PARTIR

Informations : 30, rue Le Pelletier
75009 PARIS TEL (1) 246.91.03

Le grand Khan

La troisième édition des Internationaux de France de squash va se dérouler, du 10 au 17 mars 1985, sur les courts du Stade-François. La très forte dotation des parfums Guy Laroche (360 000 F) n'est certes pas étrangère à la venue des trente-deux meilleurs joueurs mondiaux et surtout du McEnroe du squash, le Pakistanais Jangir Khan, invaincu depuis 1981. L'an passé, pour la deuxième édition, le Pakistanais avait écorché en finale le numéro 4 mondial, l'Australien Dean Williams, sur le score époustouflant de 9/0, 9/1, 9/0.

Pour « mériter » la télévision, les organisateurs auront encore recours à leur terrain magique : un court aux quatre murs vitrés, avec un parquet bleu à marquage jaune et une balle blanche. Le squash se joue traditionnellement sur des murs classiques et un plancher en bois, avec une balle de couleur.

TOURNOI TENNIS

JAMA Tennis
1, Impasse Fleuries
94700 MAISONS-ALFORT
899-16-42

Du 24/06/85 au 07/07/85
Inscriptions NC à partir 01/03 au 30/03
3e, 4e, 2e série à partir du 30 03

PAQUES, ÉTÉ EN TOSCANE :

1 000 fermes, villas et châteaux à louer

Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le catalogue CUENDET (230 pages en couleurs), presque un guide touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des photos intérieures et extérieures, inventaire garanti, etc.

Pour achat du catalogue (26 F) et réservations :
DESTINATION TOSCANE
7, rue du Pélican, Paris (11) - Tél. : 233-38-16

Trekking et expédition MAROC
Avec les Berbères de l'Atlas
SAHARA
De dunes en canyons
avec les touaregs du Hoggar
NOMADE, les amis du Sahara
49, rue de la Montagne-Sainte-Genève
75005 Paris - 329-08-80

9-10 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10h à 20h
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
HOTEL PARIS-HILTON
au pied de la Tour Eiffel
18, av. de Suffren - PARIS-15e

Jeu, clubs

Les raquettes de l'éclair

Rapidité et défoilement.

JUSQU'A la fin des années 70, le squash a été considéré comme un sous-produit du tennis par les joueurs français, qui le pratiquaient essentiellement en hiver lorsque le temps interdisait de faire un set au-dessus du filet. En 1980, on ne comptait pas plus de 200 courts de squash dans l'Hexagone pour 15 000 joueurs, alors que plus de 800 000 joueurs licenciés à la fédération de tennis s'ébat-taient sur 15 000 courts.

Cinq ans après, le nombre de courts de squash a été multiplié par trois et le nombre de joueurs par quatre. Ce sport s'est affirmé comme une discipline pleinement autonome avec la création d'une fédération en 1982. Il y a désormais concurrence entre les deux jeux, car les amateurs de squash-tennis n'entendent plus rester les petits-cousins pauvres du tennis. Un véritable match est engagé.

Les responsables fédéraux du tennis présentent leur jeu comme le sport de toute une vie. De sept à soixante-dix-sept ans. Et même plus, comme l'a abondamment prouvé l'ancien

« mousquetaire » Jean Borotra en faisant régulièrement sa partie à plus de quatre-vingts ans. Le squash a plutôt pour cible le « jeune cadre dynamique » qui entend bien le rester. Une enquête auprès des clubs a montré que la moitié des pratiquants sont âgés de vingt-cinq ans à trente-cinq ans et disposent d'un revenu annuel au moins égal à 150 000 francs. Cette « population », qui fait aussi volontiers du ski, du jogging et de la voile, est d'abord intéressée par le défoilement que procure l'intensité et la rapidité du jeu. Le fait d'être enfermé dans une « boîte » donne, selon un psychologue, l'impression d'être à l'intérieur d'un flipper géant.

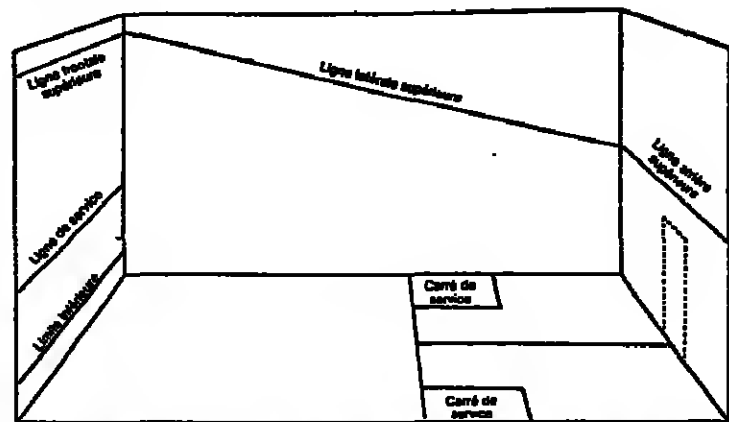
Quarante minutes de squash équivalent à deux heures de tennis entre des joueurs de deuxième série. C'est une dépense d'énergie très profonde qui se veut adaptée aux exigences de la vie moderne. Les médecins ont eu à se prononcer sur cet aspect des choses (voir ci-contre l'article de Dominique Gautron).

Les techniciens ont eu aussi leur mot à dire. Pour les tennismen, il est évident que leur jeu demande une attention et une adresse qui dépassent de loin celles requises pour le squash, bien que la vitesse de la balle au service dans les deux sports soit en fait de l'ordre de 200 km/h pour les très bons joueurs. Pourtant les amateurs de squash retournent facilement l'argument de la technicité en insistant sur le fait qu'il est possible de prendre rapidement du plaisir dans leur jeu, car les inhibitions provoquées par le filet et les limites du court n'existent pas dans leur « cube ». Ils en veulent pour preuve que les échanges, même entre débutants, sont relativement longs — de l'ordre de trente à quarante coups — alors qu'ils sont extrêmement brefs — cinq à six coups — pour les tennismen, à l'exception des adeptes du lift.

Au niveau supérieur, il ne fait pas de doute que l'intelligence tactique est primordiale dans la conduite d'une partie. Les coups sont *grasso modo* les mêmes, seules changent

l'amplitude et la façon avec lesquelles ils sont délivrés. Le poignet du tennisman se distingue surtout par sa fermeté, alors que celui du « squashman » doit être souple et sec comme l'extrémité d'un fouet.

En fait, la différence la plus éclatante entre les deux sports tient au standing de leurs champions respectifs. Depuis l'avènement des tournois open en 1968, le tennis est véritablement un sport mondial. Les grands noms de la raquette — McEnroe, Connors, Wilander, Lendl, Noah — sont des stars du « sport-system » connues sur tous les continents. L'association des joueurs professionnels compte plus de huit cents membres. En revanche, l'élite du squash est beaucoup plus restreinte. En caricaturant, on peut dire qu'elle se résume à une famille de Pakistanais, les Khan. Après Sharif et Mohibullah, c'est maintenant Jahangir qui est invincible. Il faut dire qu'il se soumet à une préparation physique qui s'apparente plus à celle des concurrents du triathlon qu'à celle des joueurs traditionnels de tennis. Toutefois cette



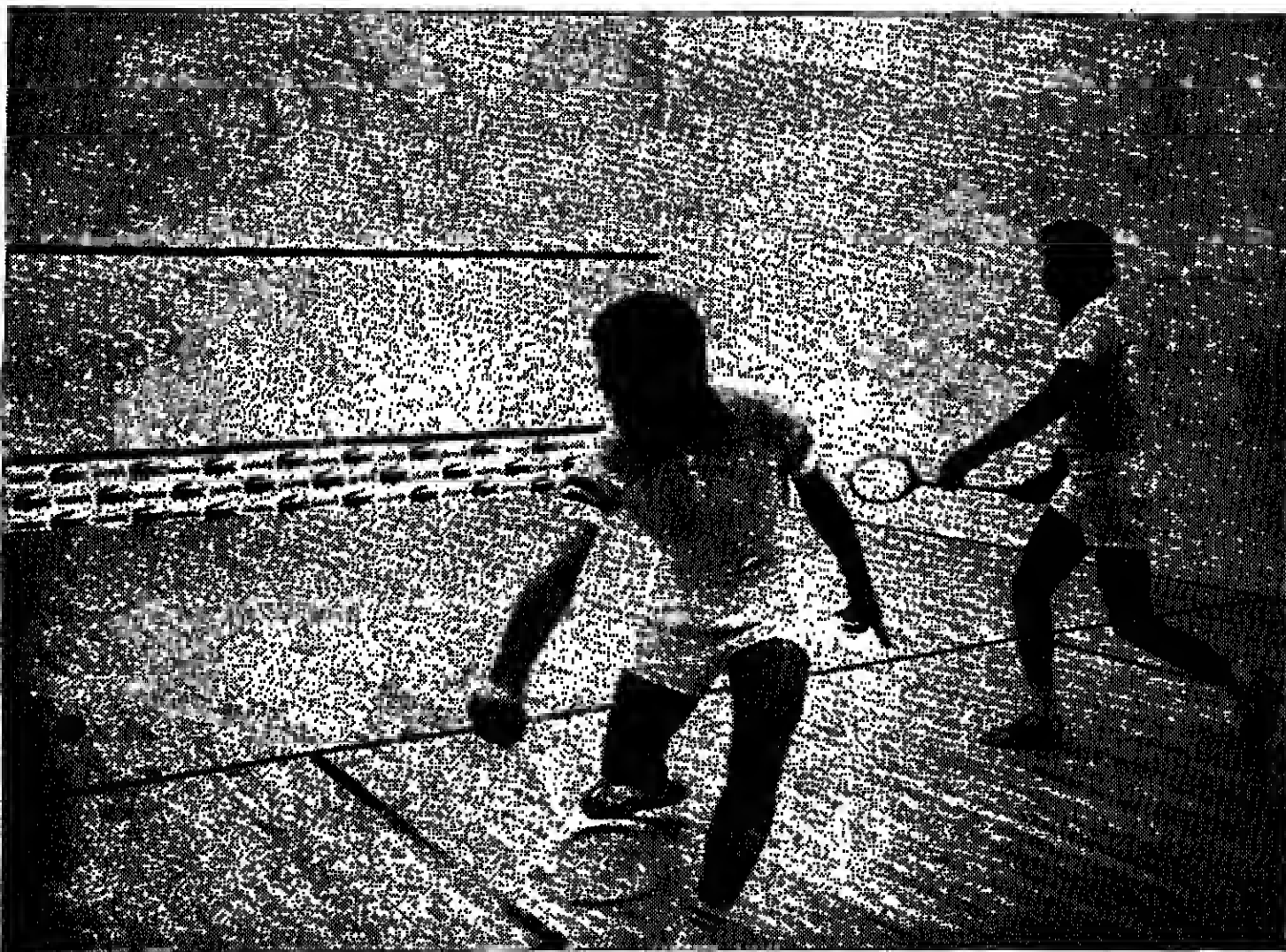
A l'intérieur de la « boîte », le « squashman » n'a pas les inhibitions provoquées par le filet et les lignes du court de tennis.

débauche d'énergie ne lui permet pas d'avoir plus de six chiffres au total de la ligne de crédit de son compte en banque à la fin de l'année, alors que les meilleurs tennismen alignent des millions de dollars.

Avant l'avènement du tennis open la situation des « pros » était alors analogue à celle des meilleurs joueurs de squash actuels. Les deux sports ont des origines communes très aristocratiques, même si l'un est apparu sur le gazon de la gentry britannique et l'autre dans la cour d'une prison anglaise où des gentlemen décaillés s'étaient retrouvés pour dettes de jeu. Plus long-

temps que dans le tennis, l'idéal de l'amateurisme est resté profondément ancré dans les mœurs. Il était de bon ton de gagner une partie sans avoir l'air de faire l'effort de s'entraîner ou encore sans en avoir besoin pour vivre. Avant d'être un sport de compétition, le squash était en effet un système de relations sociales. Vingt ans après les tennismen, les champions de squash prennent conscience qu'ils ne doivent pas se contenter des cocktails dans les clubs-houses pour subsister et que leur sport doit s'organiser financièrement pour répondre aux exigences de la haute compétition moderne.

ALAIN GIRAUDO.



Le squash a plutôt pour cible le « jeune cadre dynamique » qui entend bien le rester. Quarante minutes de squash équivalent à deux heures de tennis entre des joueurs de deuxième série. C'est une dépense d'énergie très profonde qui se veut adaptée aux exigences de la vie moderne.

Jeu, clubs et stages

Quelque 60 000 personnes jouent au squash en France dans 200 clubs et sur 570 courts. Les conditions de la pratique de ce sport sont les suivantes :

● **Le terrain.** — Le court est une « boîte » de béton, aux murs parfaitement lisses, mesurant 9,75 mètres de long et 6,40 mètres de large. La limite supérieure de jeu se trouve à 4,57 mètres du sol sur le mur frontal et à 2,13 mètres sur le mur arrière, où se situe la porte d'accès. Sur les murs latéraux la limite de jeu est la ligne qui rejoint les limites frontale et arrière. La ligne de service se trouve à 1,85 mètre du sol sur le mur frontal où est également indiquée la limite inférieure de jeu à 0,48 mètre du sol.

● **L'équipement.** — Le tennis est la même que pour le tennis (environ 800 francs), mais les lunettes de protection pour les yeux sont conseillées (environ 200 francs). La raquette mesure 69 cm de long et son tamis

19,5 cm de large. Selon les matériaux de construction, son prix varie de 200 à 900 francs. La balle pèse environ 26 grammes et fait 4 cm de diamètre. Sa couleur — bleu, rouge, blanc, jaune — indique la force du rebond qui augmente aussi au fur et à mesure qu'elle chauffe.

● **Le jeu.** — Un match se joue au meilleur des trois jeux (sets). Il faut avoir le service pour marquer un point. Le premier arrivé à neuf gains le jeu (set). Si le score est de 8-8, celui qui n'a pas le service décide si le jeu (set) se termine en 9 ou en 10. Le score peut donc être de 9-8, 10-8 ou 10-9 selon les cas.

● **La fédération.** — Fondée en 1981, la fédération de squash-tennis compte actuellement 16 000 licenciés, soit un tiers des pratiquants. Son objectif est de développer la pratique des jeunes pour former des champions et d'implanter le jeu dans les entre-

prises. Elle donne tous les renseignements sur les possibilités de jeu. La licence coûte 70 francs par an. FFSR, 45 bis, rue d'Angoulême, 92100 Boulogne-Billancourt, tél. : 605.27.32.

Les clubs. — Ils sont au nombre de 570. On distingue ceux de Paris et des grandes villes comme Lyon où, après un droit d'entrée de l'ordre de 800 francs, la cotisation annuelle revient à environ 240 francs par mois ; ceux de la banlieue parisienne où la cotisation mensuelle est de l'ordre de 210 francs après un droit d'entrée de quelque 450 francs ; enfin ceux de province où la cotisation mensuelle est environ de 150 francs sans droit d'entrée dans le plupart des cas. A Paris les principaux clubs sont : Le Stadium (quatorze courts), 66, avenue d'Ivry (13^e), tél. 575-35-37 ; le Squash du Front de Seine (dix courts), 21, rue Gaston-de-Cail-lavet (15^e), tél. 575-35-37 ; le Squash Montparnasse (sept

courts) 37, avenue du Maine (14^e), tél. 538-66-20 ; le Stade Français (six courts), 2, rue du Commandant-Guilbaud (16^e), tél. 651-65-53 ; le Jeu de paume (quatre courts), 74 ter, rue Lauriston (15^e), tél. 727-46-88. La plupart des dirigeants de club sont réunis dans un syndicat français des exploitants de squash, 21, rue Gaston-de-Cail-lavet, 75015 Paris, tél. 575-35-37.

● **Les stages.** — Six stages sont organisés sur les courts à ciel ouvert de l'Hôtel les Folies d'Andréaux aux Baléares par Sean Flynn, professeur du squash du Front de Seine, entre le 14 mai et le 10 septembre. Les prix varient de 2 500 francs à 3 150 francs et comprennent le voyage, la pension et trois heures d'entraînement plus deux heures de jeu par jour pendant huit jours. Brochure El Dorador dans les agences de voyages, ou tél. 575-35-37.



Allemagne

bonne détente + bonne entente

Vacances différentes et fêtes continuelles. A Nuremberg : il y a 150 ans le premier train... A Berlin : les Floralies. Augsburg vous invite à vivre 2000 ans d'histoire. Les Frères Grimm fêtent leur bicentenaire, Bach, Haendel leur tricentenaire. Nos brochures 1985 contiennent mille idées originales pour fêter avec nous. Par exemple :

Séjour en Bavière
7 nuits, chambre et petit déjeuner **330 F***

Location en Forêt-Noire
1 semaine, bungalow ou appartement, 4 personnes **1386 F***

Circuit "Routes Enchantées"
11 jours, autocar, pension complète **6935 F***

Séjour au bord du Rhin
3 nuits, chambre et petit déjeuner **208 F***

* Cours : 1 DM = 3,15 FF
Je désire recevoir votre documentation complète :
Nom _____
Rue _____
Code Postal _____ Ville _____
OFFICE NATIONAL ALLEMAND DU TOURISME
4, Place de l'Opéra 75002 Paris
Tél. : (1) 742.04.38
DZT IN DEUTSCHE ZENTRALE FÜR MARKETING

Jeu de paume, une confrérie

Codifié sous Henri IV, un bridge à la raquette.

L'ARCHITECTURE des lieux et le silence que le visiteur est invité à ne pas troubler rappellent ceux d'un cloître de monastère. Une galerie semblable à celle qu'empruntent les moines pour lire leurs prières borde, sur deux côtés, un carreau pavé de pierres. Dans un coin on trouve même la grille utilisée par les moines pour communiquer avec le monde extérieur. Ce local, situé au deuxième étage d'un immeuble de la rue Lauriston, dans le seizième arrondissement de Paris, n'est pourtant pas un lieu de recueillement. Une enseigne, apposée sur la porte d'entrée, mentionne discrètement : « Jeu de paume et de raquets ».

Quelques heures par jour, le dernier jeu de paume de la capitale (il en existe un deuxième à Bordeaux-Mérignac) résonne encore des bruits sourds des balles de chiffon enveloppées de feutre. Trente-cinq licenciés et quelques joueurs occasionnels, presque une confrérie, tentent de perpétuer ce jeu, ancêtre de tous les sports de balle et de raquette, que les Anglo-Saxons, plus traditionalistes, baptisent encore *real tennis*, pour le différencier du *lawn-tennis*.

C'est pourtant en France que le jeu de courte paume a été codifié pour la première fois en 1592 par une ordonnance royale d'Henri IV. Les rois n'étaient pas les derniers à s'adonner à ce jeu. Comme Henri II, François I^{er} fut « le plus robuste joueur de paume de son temps ». A deux ans, Charles IX était déjà peint une raquette à la main.

C'est sans doute une autre raquette qu'il aurait jetée en apprenant l'attentat — manqué — contre un des chefs huguenots, l'amiral de Coligny, qui devait mourir deux jours après, pendant les massacres de la Saint-Barthélemy. La passion du jeu de paume coûta même la vie à Louis X, victime d'un refroidissement après une partie, ainsi qu'à



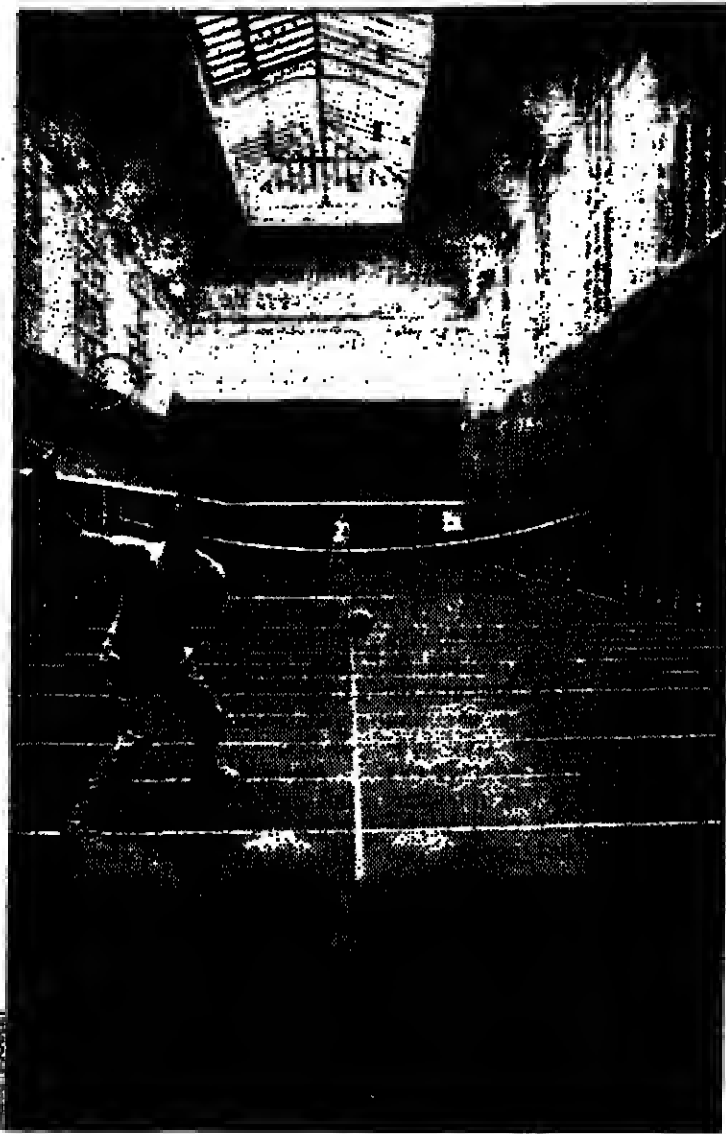
Charles VIII qui heurta violemment le linteau de la porte qui donnait accès au jeu du château d'Amboise.

Si le jeu de paume était le jeu des rois il était aussi, pour la population, le roi des jeux. En 1596, toujours sous le règne d'Henri IV, deux cent cinquante jeux étaient officiellement recensés à Paris pour une population de 300 000 habitants.

Le jeu de paume était déjà un lieu privilégié de rendez-vous où l'on venait boire du vin et, bientôt, parier sur les parties. Il allait donner naissance au tripot, où de nombreux commerçants vinrent se ruiner. D'où l'expression « paumer » son argent.

La fièvre du jeu n'épargnait pas les ecclésiastiques, malgré les nombreuses interdictions qui leur étaient faites de « jouer à la paume sans vergogne, en chemise et en déshabillé peu décent ». La mauvaise réputation de ces lieux où certains se réunissaient pour compléter allait entraîner une intense répression.

Ainsi, en 1760, il ne restait plus à Paris que treize jeux de courte paume, réservés à la noblesse. Peu à peu abandonnés, les derniers jeux de paume allaient être utilisés pour des représentations théâtrales de Molière ou des grands classiques, ou pour de grandes réunions dont la plus célèbre fut celle de Versailles, en 1789, où les députés du



Tiers État prêtèrent leur fameux Serment. Le dernier jeu de paume parisien, celui des Tuileries, devait fermer au début du siècle pour accueillir le Musée de l'impressionnisme.

Les quinze joueurs qui le fréquentaient se cotisèrent alors, en 1908, pour faire construire deux jeux, rue Lauriston. Le deuxième devait être transformé en quatre courts de squash en 1927 pour rentabiliser l'affaire.

C'est pourtant rue Lauriston qu'arrive en 1922 Pierre Etchebaster, un Basque de Saint-Jean-de-Luz, adepte de la chistera et qui allait devenir le meilleur joueur de paume de l'histoire. Maître paumier en 1925 puis champion du monde trois ans plus tard, il s'exila en 1930 au Rackets tennis club de New-York. C'est là-bas qu'il abandonnera son titre, en 1956, pour se retirer, à soixante ans, vaincu après vingt-sept années de compétitions.

Cette domination sans partage à un âge où les champions des autres disciplines sont depuis longtemps à la retraite démontre que le jeu de paume privilégie l'adresse, l'intelligence et l'expérience par rapport à la force ou à la

Codifié pour la première fois par une ordonnance royale d'Henri IV, le jeu de paume est l'ancêtre de tous les sports de balle et de raquette. Aujourd'hui, trente-cinq licenciés et quelques joueurs occasionnels perpétuent ce sport dans les deux derniers jeux de paume qui existent encore en France.

sports pour rouvrir à la pratique les vingt-deux jeux de courte paume confisqués par l'édit royal et recensés dans les châteaux de Fontainebleau, Versailles, Chantilly, Blois, etc. Une première association s'est créée à Fontainebleau. Le deuxième souci du comité serait alors de préparer, en concertation avec le ministère de la jeunesse et des sports, un examen débouchant sur un moniteur ou un professeur. « Il ne faut pas banaliser le jeu de paume, mais lui redonner son caractère traditionnel », estime M. Diani. Il faut remonter son histoire.

GÉRARD ALBOUY.

Club du jeu de paume, 74 ter, rue Lauriston, Paris XVI^e. Tél. (1) 727-46-86. Droit d'entrée : 1 500 F ; cotisation : 1 800 F. Les raquettes en bois, importées d'Angleterre, sont en vente au club pour environ 400 F.

Compétitions : Open de France pour les amateurs et professionnels français et étrangers :

- Raquette d'or, pour les amateurs de première série ;
- Raquette d'argent pour les amateurs de deuxième série.

Les épreuves ont lieu, alternativement à Paris et à Bordeaux-Mérignac.

AVEC Camino L'AMERIQUE
VISITEZ en version française

CAMINO : la qualité
Pour ses circuits, CAMINO a choisi les vols transatlantiques réguliers Air-France et, en Amérique, cars climatisés et vols réguliers de compagnies réputées. Les hôtels sont de premier ordre, et la plupart des repas inclus.

CAMINO : le prix
L'expérience, la compétence et le volume des achats de CAMINO vous font bénéficier du meilleur rapport qualité/prix.

CAMINO : le dollar maîtrisé
Si vous réglez 70% du prix de votre voyage à l'inscription, les éventuels mouvements de dollar ne vous seront répercutés qu'à la baisse.

CAMINO : les réductions Early Bird
En vous inscrivant tôt, vous pouvez bénéficier de réductions pouvant atteindre 10% du prix de votre voyage.

CAMINO : pour les anglophones confirmés
Un programme « séjours et circuits individuels » leur est destiné. Demandez-le si vous comprenez un film américain en V.O.

Inscriptions dans toutes les bonnes Agences de voyages

coupons à découper et adresser à CAMINO, 21, rue Alexandre-Charpentier, 75007 Paris, Tél. (1) 572.06.11

Je désire recevoir sans frais, ni engagement vos programmes 1985 : 1) séjours accompagnés, 2) séjours et circuits individuels

Nom : _____
Prénom : _____
Profession : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____

LIC. A. 1082

VOYAGE PILOTE
2 OFFRES EXCEPTIONNELLES

8 JOURS EN EGYPTE
Programme de 7 jours dont 3 en croisière luxe
PARIS/PARIS 6.200^F à 6.400^F

VOTRE HOTEL-CLUB EN GRECE
Séjour tout compris
8 jours 2.650^F à 3.300^F
15 jours 3.900^F à 4.900^F

PRIX SUIVANT SAISON
● V.P. PARIS 57, r.d'Amsterdam 75008 Tél. (1) 281 36 00
● V.P. NICE 21, rue Assalit 06000 Tél. (93) 80 40 52

Paysages de l'industrie

Des ateliers d'artisans aux centrales nucléaires.

NOUVEAU « look » pour le tourisme industriel. Jugé trop tristounet, il s'appellera désormais tourisme de « la découverte économique ». Ainsi en a décidé M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme. Pour relancer une machine quelque peu grippée depuis le remaniement ministériel de juillet 1984, le secrétariat d'Etat annoncera, à la fin du mois d'avril, la création d'une association présidée par un grand industriel. Son but : promouvoir la découverte, entre deux balades, des atouts économiques de la France. « Un tourisme comme les autres », affirme M. Bockel, qui précise : « Il faut inciter le plus grand nombre de touristes français et étrangers à visiter la France des sites industriels, du travail, des grandes réalisations, des lieux d'échange et de commerce. » Bref, mieux vendre « l'entreprise France » en créant un nouveau produit touristique. Il s'agit, en fait, de combiner la découverte d'un patrimoine riche et varié, parfois menacé, et la promotion commerciale. Pas facile. Une petite révolution.

Pour gagner la partie, les pouvoirs publics disposent déjà d'un volumineux rapport sur la question, rédigé par M. Richard Walther, conseiller technique au cabinet de M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat au tourisme dans le précédent gouvernement. Rapport demeuré confidentiel : il devait être rendu public, le lendemain du jour où fut annoncé le remaniement ministériel. De plus, ce tourisme de « découverte économique » n'est pas, à proprement parler, une véritable découverte. Ainsi la région du Languedoc-Roussillon estime-t-elle la capacité du tourisme industriel à plus d'un million de visiteurs par an. Il est vrai qu'elle possède trois points



Chaque année, 1,2 million de touristes français et étrangers visitent les sites industriels d'Alsace, dont le port autonome de Strasbourg.

forts dans ce secteur : les caves Byrrh (250 000 visiteurs en 1983), à Thuir ; les tissages catalans (80 000 visiteurs), à Arles-sur-Tech, dans les Pyrénées-Orientales, et la compagnie des Salins du Midi (200 000 visiteurs), à Aigues-Mortes, dans le Gard. Rappelons, à titre de comparaison, que dans la même région le nombre de touristes qui chaque année fréquentent la cité de Carcassonne, les arènes de Nîmes ou l'avenue Armand varie entre 160 et 210 000 personnes.

L'Alsace possède également de solides atouts, avec un potentiel annuel de plus de 1 200 000 « touristes industriels ». Les principaux points d'attraction sont le port autonome de Strasbourg, le Musée

de l'automobile (553 000 visiteurs) et celui du chemin de fer (240 000 visiteurs), situés tous les deux à Mulhouse. Enfin, la Franche-Comté connaît, d'ores et déjà, une forte activité touristique avec la visite des usines Peugeot de Sochaux, de la fabrique de pipes, à Saint-Claude, et de celle des skis, aux Rousses. La saline royale d'Arc-et-Senans a reçu, quant à elle, la visite de plus de 60 000 personnes.

On relèvera également le beau score obtenu par les centrales nucléaires visitées, en 1983, par plus de 400 000 personnes. A noter que ces centrales sont considérées par 80 % de la population « comme un lieu de promenade » à visiter avant ou après d'autres sites touristiques. Des signes encourageants, donc, mais des expériences limitées.

Enfin, les salons et les foires internationales ouverts dans les grandes villes de France proposeront aux participants, ainsi qu'aux visiteurs, des circuits permettant de découvrir l'activité économique de la région environnante.

Pourquoi, d'autre part, ne pas élaborer un vrai guide du tourisme industriel à partir des inventaires régionaux ? Cet ouvrage, ainsi que le suggère le rapport de M. Richard Walther, devrait présenter la liste des sites et des établissements accessibles au tourisme familial ou de passage, les informations utiles concernant le programme, l'intérêt et les modalités de leur visite et les informations touristiques traditionnelles qui complèteraient la découverte d'un site, d'une

usine ou d'un musée technique. En résumé : une bible pour le tourisme d'affaires et les voyages d'études (1).

Les voyageurs, habitués à vendre soleil, mer, plage et Champs-Élysées, joueront-ils le jeu ? « Pourquoi pas ? », répond l'un d'eux après avoir visité des ateliers d'artisans parisiens. Mais d'ajouter aussitôt : « Reste à savoir quels genres de touristes acceptent de sortir des sentiers traditionnels. » Au secrétariat d'Etat, on estime que si les « grands » professionnels s'engagent résolument, la partie peut être gagnée. Des pourparlers sont en cours pour « vendre » ces nouveaux produits touristiques. En cas d'échec, on se donnerait les moyens de les promouvoir d'une façon originale. La

découverte d'un autre visage de la France mérite bien encore quelques semaines de réflexion. Le voile sera définitivement levé à la fin du mois d'avril.

JEAN PERRIN.

(1) Il existe cependant un Guide touristique de l'industrie en France (Éditions Hachette) avec « les industries classées par régions et par départements » et la liste des « musées techniques et d'archéologie industrielle ». Prix : 64 francs. De son côté, le Guide Hachette présente, dans son introduction, le tourisme industriel et l'intègre dans ses itinéraires régionaux. Prix : 95 francs. A noter que le pratique Guide du tourisme technique, réalisé par la Société générale et édité par Solar, et qui présentait tous les secteurs d'activité économique de la France, de l'artisanat le plus traditionnel à la technologie la plus avancée, n'est malheureusement plus réédité.

Partir

Amérique du Nord : la grande braderie

A ceux qui peuvent boucler leur valise sans préavis, Nouvelles Frontières offrent un vrai cadeau : un vol pour Montréal, le 13 mars, pour 1 500 F aller-retour et 1 000 F l'aller simple. Par la suite, la virée canadienne coûtera 2 590 F le 20 mars, 2 790 F du 27 mars au 24 avril, 2 990 F du 1^{er} mai au 26 juin. Pour l'été, il en coûtera entre 3 000 et 3 390 F, auxquels il faudra ajouter 300 F pour les séjours de plus de soixante jours.

A signaler également les tarifs spéciaux de Council Travel Services sur New-York : 1 550 F l'aller simple du 2 au 26 juin et 2 750 F l'aller-retour avec départ entre le 2 et le 6 juin et retour entre le 7 et le 24 juillet. A rappeler, enfin, les réductions consenties par Camino (spécialiste de l'Amérique) aux voyageurs qui s'inscrivent plus de deux mois avant le départ.

• Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 273-25-25.
• Council Travel Services, renseignements (1) 634-02-90 et 325-09-86.

Triathlon à Cabourg

Venu des Etats-Unis, le triathlon (natation, cyclisme, course à pied) est le nouveau sport d'endurance à la mode. L'Association pour l'information et la préparation au triathlon en France (AIPTF) propose des stages de week-ends à Cabourg avec un encadrement qualifié (triathlètes, médecins sportifs, nutritionnistes, kinésithérapeutes, professeurs d'éducation physique, etc.). Trois niveaux sont prévus : initiation, perfectionnement et haut niveau. Des tests de pré-sélection (1 000 m en piscine, 20 à 30 km à vélo et 5 à 8 km à pied) seront organisés tous les week-ends de mars. Prix : adhésion à l'AIPTF : 250 F ; stages de 200 à 400 F ; hébergement au Grand Hôtel ou au Castel Fleury : de 400 à 740 F avec les repas.

• AIPTF, 63, rue Boissière, 75116 Paris. Tél. : (1) 501-92-06.

Les pouvoirs publics veulent aller plus loin. Les nouveaux produits touristiques que « patronnera » l'association lancée au printemps prochain par le secrétariat d'Etat seront soit spécialisés (circuits d'ateliers d'artisans, halte dans les écomusées, visites d'entreprises), soit inclus dans un voyage traditionnel : châteaux de la Loire et centrale de Chinon, découverte d'installations portuaires à l'occasion d'un séjour balnéaire. On envisage également de provoquer des échanges internationaux afin de permettre aux touristes étrangers de découvrir, entre deux balades, l'expérience télématique française. Des pistes sont aussi explorées en direction du patrimoine agricole. Les gares et les aéroports abriteront des expositions réservées à l'artisanat. Le métro s'ouvrira aux visiteurs curieux. La Régie a récemment donné son accord à cette proposition.

Egalement au menu, une plongée dans les sciences, du côté de Saint-Quentin-en-Yvelines, avec le Musée de la robotique ; la visite des ateliers des artisans du meuble du Faubourg Saint-Antoine, dans les onzième et douzième arrondissements de Paris ; les moulins de marée en Bretagne, les forges de Buffon en Côte-d'Or ; les canaux de Dunkerque et la découverte de la « petite Suisse du Nord ».

Sites en Aquitaine

Plusieurs sites en Aquitaine sont intéressés par le tourisme de « la découverte économique ».

BERGERAC (Dordogne)

Institut expérimental du tabac. On visite les laboratoires de recherche sur la plante et sa transformation en matière première.

Le jardin botanique peut également être visité (du 15 août au 30 septembre).

• Domaine de la Tour, 24108 Bergerac. Tél. : (53) 57-48-88, (sur rendez-vous).

BORDEAUX (Gironde)

Ports de Bordeaux et port du Verdon. La belle rade naturelle du port de la Lune et le pont d'Aquitaine. Outillage gigantesque pour transborder les containers.

• Port du Verdon. Tél. : (56) 05-43-82.

SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC (Gironde)

Caves Cusenier. Des kilomètres d'anciennes galeries souterraines. C'est là que vieillit le vin mousseux. On visite de septembre à la fin avril. Jours ouvrables et sur rendez-vous.

• Tél. : (56) 34-36-38.

PARENTIS-EN-BORN (Landes)

Société Esso. De Pâques au 1^{er} novembre. Visite d'une exposi-



HEMI DUTIER-BRESON/MAGNUM

tion expliquant les techniques de prospection et d'extraction du pétrole dans cette région. Environ 2 millions de tonnes par an.

• Société Esso, route du Lac, 40160 Parentis-en-Born. Tél. : (58) 78-42-52.

LACQ (Pyrénées-Atlantiques)

Elf-Aquitaine. Visite et explication des modes de prospection du gaz naturel. De juin à septembre.

• SNEA, 26, avenue des Lilas, 64000 Pau.

NAVARREX (Pyrénées-Orientales)

Société Industrielle Lancelot. Visite d'une usine de fabrication d'horloges comtoises en... Aquitaine.

• Accueil sur rendez-vous. Tél. : (59) 34-51-90.

Sans oublier, bien sûr, la visite d'une conserverie de foies gras à Saint-Laurent-sur-Mer (Dordogne). Usine de conditionnement et élevage d'oisons.

• Foies gras Champion, 24330 Saint-Pierre-de-Chignac. Tél. : (53) 53-69-00.

E PILOTE
VOTRE HOTEL-CL
GRECE

Superbagnères : Les Pyrénées sans vertige

Randonneurs, à vos marques !

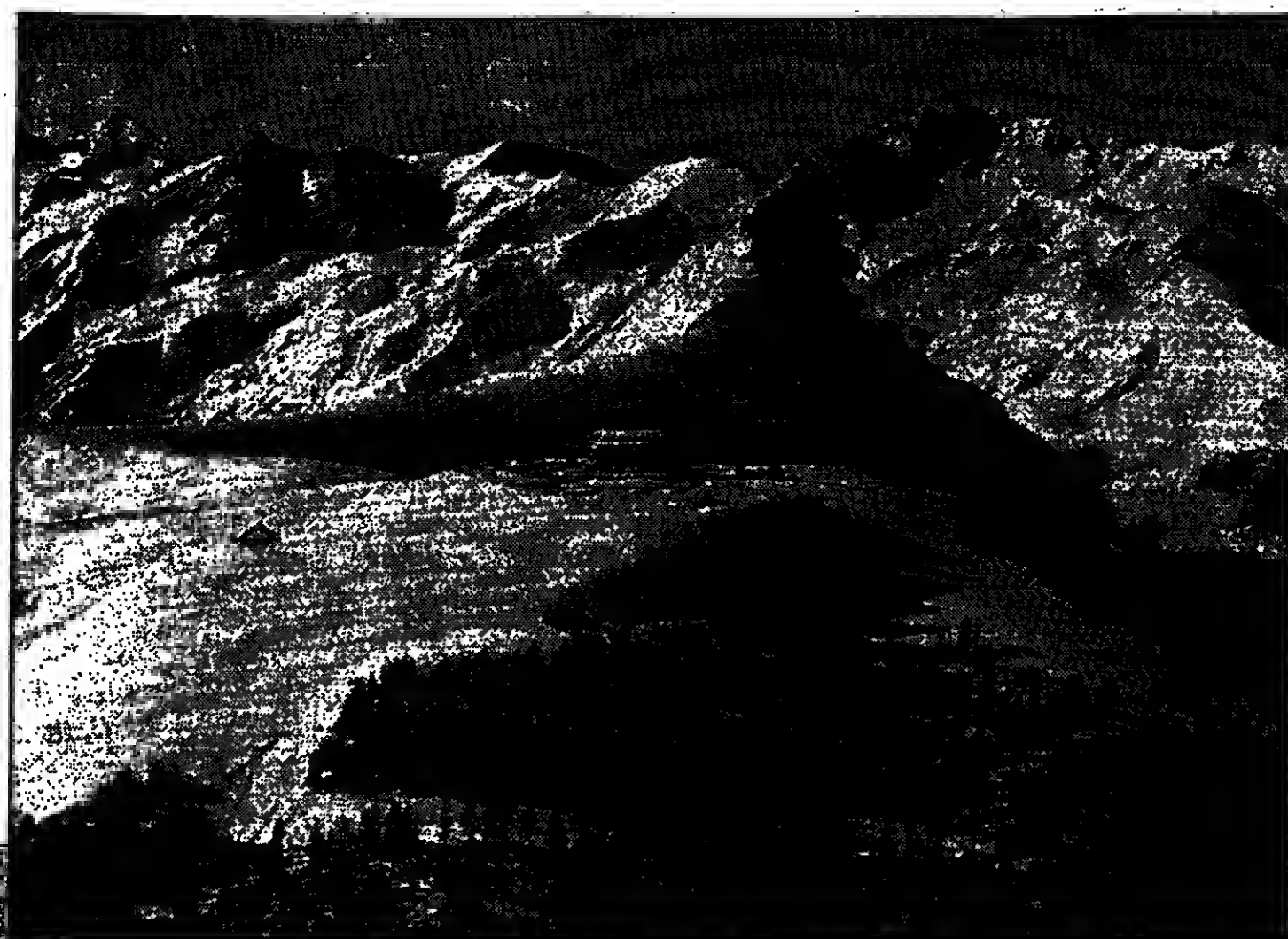
LES amoureux de la glace bleue et les fous du dénivelé sourient toujours à l'évocation des stations des Pyrénées. Un massif qui a dû attendre le 6 janvier 1984 pour accueillir, à La Mongie, l'épreuve du slalom spécial messieurs de la Coupe du monde. Pourtant, vouloir comparer les trente-sept stations des Pyrénées à celles du massif de la Tarentaise ou du Dauphiné relève de l'absurdité. Autant mettre en concurrence Cammes et Honfleur.

A l'inverse, croire que toutes les pistes de la chaîne se comparent à une descente de luge pour enfants est une grave erreur. Les « très-bons-skiens-nostalgiques-des-noires » vertigineuses-le soir-dans un café-parisien » seraient sans doute surpris par des pistes, certes souvent courtes, mais raides... Le sujet est clos. Comme devrait l'être, pour les Parisiens, celui de l'éloignement redhibitoire des Pyrénées. Paris-Luchon, par Bordeaux, représente un peu plus de 800 kms. Lorsque l'on connaît certains embouteillages dans la vallée du Rhône, il est possible d'envisager des comptes un peu plus précis.

Alors, injustement pénalisé ce massif ? Sans aucun doute : il ne représente qu'environ 15 % du flux vers les stations de sports d'hiver françaises. Depuis deux ans, cependant, la tendance change. Les fameux Parisiens évitent, un peu plus souvent, la descente Rhône-Alpes pour un petit slalom vers le Sud-Ouest.

Un parcours bien récompensé. Même si la comparaison avec les Alpes autrichiennes paraît osée, l'on trouve, il est vrai, dans ce massif, une tranquillité et une qualité de vie qui tiennent sans doute à la proximité de villes moyennes, dont la plupart sont des stations thermales. Ainsi Luchon, située en plein centre des Pyrénées, en représente un peu le « modèle ». Dotée d'une infrastructure touristique importante, ville de cure par excellence (près de trente-quatre mille curistes traités chaque année), elle est située à quelques kilomètres de la station de Superbagnères.

Un lieu bien surprenant où trône, au milieu de quelques hôtels et boutiques, un superbe palais des années 20. Avant la création de la route, l'accès des élégantes se faisait par un petit train à crémaillère. Si les conditions du voyage ont



Superbagnères : avant la route, on y accédait par un train à crémaillère.

changé, le site est resté à peu près le même. Un promontoire, dominé par le pic Cé-ciré, qui dispose d'une vue très dégagée compte tenu de l'altitude relativement faible de la station (1 800 m). Les pistes partent de Superbagnères, sur chaque versant, les remontées-pentes ne servant qu'à rejoindre celles-ci. Elles obéissent à la règle « courtes mais bonnes », et certaines noires n'ont rien à envier à celles d'autres massifs. Les équipements vétustes, dont un incroyablement panier où l'on se tient debout deux par deux, vont être remplacés, dès l'année prochaine. Le Sivom, (syndicat intercommunal), qui regroupe les trois communes propriétaires, prévoit un budget de deux milliards de francs à cette fin. Superbagnères sera d'autre part reliée, dans quelques années, à Luchon par une télécabine débrayable de grande capacité, évitant ainsi les lenteurs d'une superbe route de 17 kilomètres.

Ce qui pourrait être l'autre visage des Pyrénées, c'est une

« station » de Haute-Garonne. Annonçons tout de suite la couleur : trois remontées-pentes, un hôtel-restaurant et quelques superbes chalets installés dans d'anciennes granges groupées autour d'une ravissante église. Situé au fond d'une vallée formant un cirque enchanteur, le village est traversé par une petite rivière à truites. Pour un ski bien tranquille, ce bourg offre la perspective d'un repos complet où les enfants s'ennuient à l'abri de tous risques. Un endroit dont on ne peut, compte tenu de tout cela, que murmurer le nom : Bourg-d'Éuil.

Il existe aussi, ou en plus, des stations classiques, implantées au cœur d'un massif et disposant sur place de confort et d'importantes possibilités de ski. Gourrette est l'une d'entre elles. Avec une réserve toutefois, concernant le développement d'un béton qui ne présente pas beaucoup de charme. Dommage, car le cirque de Gourrette, dominé par le pic de Ger, au cœur de la vallée d'Ossau, présente des qualités d'enneigement et d'en-

soleillement indiscutables. Les deux restaurants d'altitude offrent une halte dans un cadre de rêve. Là encore la vue très dégagée et la sensation d'espace qui en découle sont surprenantes au regard de l'altitude.

Le domaine skiable de Gourrette offre de multiples possibilités mais, paradoxalement, ce sont les débutants qui seront les plus pénalisés. L'ensemble des pistes du cirque est, en effet, d'une difficulté relativement élevée, la seule piste très facile se trouvant sur le plateau, à mi-chemin des sommets. Pour les bons skieurs, la palette est beaucoup plus large et les variétés de hors pistes, lorsque le temps le permet, réservent d'amusantes surprises et de multiples combinaisons. Plus encore, Gourrette dispose d'un large éventail de randonnées en moyenne montagne.

Ces randonnées, qui, la plupart du temps, n'excèdent pas la journée, sont réalisables à partir des remontées existantes. Ainsi le tour du Pène Meda (2 520 mètres) est accessible du haut de la télécabine de Pène-Blanc, pour une redescente en poudreuse vierge jusqu'aux abords de la station. La plus intéressante de ces escapades à ski reste la liaison avec une autre station du Béarn : Artouste. Plus de 1 700 mètres de dénivelé dans une vallée aux multiples facettes. La beauté de ce site sauvage a d'ailleurs conduit les écologistes à s'opposer à l'équipement en remontées de la liaison Gourrette-Artouste.

Chimère pour les uns, nécessité pour les autres, cette jonction ne semble pas près de se réaliser. Le stade de neige d'Artouste s'en accommode pour l'instant. Un endroit en-ri-er, ce parking jouxtant le lac de Fabrèges d'où part une télécabine rejoignant les nombreuses pistes sauvages domi-

nant le parc national des Pyrénées. L'une d'entre elles offre une superbe descente dans une forêt de sapins jusqu'au désert plateau du Soussoucou. Pas d'hôtels, point de chalet : l'appellation stade de neige n'est pas un leurre. Seul point de rencontre, un restaurant d'altitude à proximité du pic de Herrana.

La commune voisine de Laruns envisage, sur ce site, la création d'une station nouvelle avec, en projet, la réalisation de 2 200 lits. Un programme qui devrait s'étaler sur sept ans et qui se veut homogène et « raisonnable » avec la construction de deux hôtels et d'un ensemble de studios banalisés permettant un taux d'occupation maximum.

Le retard d'équipement, général à ce massif, trouve ainsi une certaine force dans un nouveau développement, moins intensif mais sans doute plus respectueux de l'originalité de la région. Il devrait permettre aux Pyrénées de trouver une place plus conforme à ses qualités d'enneigement et d'enneigement. Même si cette année la neige a fait largement défaut et entraîne, pour l'ensemble des stations du massif, une baisse du chiffre d'affaires de l'ordre de 15 %, peut-être le seul point commun avec les « grands des Alpes ».

DENIS-HAUTIN-GURAUT.

Carnets de pistes

ARTOUSTE
(1400-2100)

Accès : le stade de neige, situé à 18 km de Laruns, une ville distante de 38 km de Pau. Cette dernière est desservie par train et par avion (Air Inter).

Accueil : syndicat d'initiative (59) 05-31-41 ; école de ski français (59) 05-10-13 ; bureau des guides (59) 05-98-75.

Hébergement : les hôtels sont situés à Laruns ou à Gabas. Au total, 8 hôtels (1 ou 2 étoiles), 1 maison familiale, 1 village de vacances et 9 campings. Un restaurant d'altitude au sommet des pistes. Les prix en hôtel deux étoiles varient de 180 F à 300 F par jour, pour deux personnes.

Ski : une vingtaine de kilomètres de pistes balisées, dont deux noires, desservies par huit remontées dont une télécabine. Les tarifs : 39 F la carte demi-journée, 58 F la journée et 280 F la semaine.

GOURRETTE
(1400-2400)

Accès : à 50 km de Pau. Accueil : office municipal du tourisme (59) 05-12-17 ; club des sports (59) 05-12-19 ; école de ski (59) 05-10-20.

Hébergement : 6 hôtels (1 ou 2 étoiles), 500 appartements, chalets et gîtes ruraux. Pour l'« après-ski », trois night-clubs, deux restaurants d'altitude et un jardin d'enfants. Un forfait comprenant le logement en studio pour deux personnes, avec les remontées mécaniques, revient de 850 F à 800 F, suivant la saison.

Ski : Une trentaine de kilomètres de pistes desservies par 17 télécabines, 4 télésièges et 2 télécabines. Les tarifs s'échelonnent de 40 F la demi-journée (80 F par jour) à 306 F pour six jours consécutifs.

LUCHON -
SUPERBAGNÈRES
(800-1800-2280)

Accès : 800 km de Paris. Aéroports principaux : Toulouse (140 km) et Tarbes (100 km). La gare de Luchon est desservie tous les jours au départ de Paris. Superbagnères se trouve à 17 km de Luchon.

Accueil : office du tourisme de Luchon (61) 79-21-21 ; office du tourisme de Superbagnères (61) 79-13-87 ; école de ski (61) 79-00-74 et 79-08-75.

Hébergement : A Superbagnères, deux hôtels seulement et des locations pour une capacité totale d'environ 1 000 lits. A Luchon, une trentaine d'hôtels (1 ou 2 étoiles). Les loyers sont, bien évidemment, très développés avec trois night-clubs, deux cinémas, un golf de neuf trous, un centre équestre, l'établissement thermal, l'arcobud, des tennis... Un forfait hôtel 2 étoiles, pension complète, avec forfait remontées revient à environ 1 700 F, « loisirs en poche » compris.

Ski : 22 km de pistes de ski (dont cinq noires) desservies par 15 remontées mécaniques. Pour le ski de fond, deux boucles représentant 22 km, dont 18 km en forêt. Les forfaits coûtent 36 F la demi-journée, 53 F la journée et 275 F la semaine.

● Remontages sur l'ensemble des stations du massif : A Pau, Météo des Pyrénées : (1) 261-58-18.

A Luchon, Météo des Pyrénées : (61) 79-15-95.

A Luchon, Météo des Pyrénées : (61) 79-15-95.

Précisions : Dans le carnet de pistes d'Arros (nos éditions de 23 pages), le numéro de téléphone de l'office du tourisme, sans préfixe, Le bus numéro est (50) 74-62-11.

POUR LES CADRES
DU TOURISME
8 stages d'une semaine sur
l'AMÉNAGEMENT
TOURISTIQUE

- financements,
 - économie,
 - marketing,
 - voyage professionnel en Autriche
- de mai à décembre 1985
par l'INPAC
Tél. : (1) 876-80-84

Le Monde DES
PHILATÉLISTES

MARS 1985

LA JOURNÉE
DU TIMBRE
DANS LE MONDEASPECTS DE LA PHILATÉLIE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

LES TIMBRES ET L'ARGENT...

EN VENTE 11,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU MONDE

Le Monde

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Partir

Aérobic
et ski nordique

L'OCCAJ, association de tourisme et de loisirs, propose une formule originale dans la station d'Arrens (Isère). Aérobic le matin avec un moniteur spécialisé et ski de fond l'après-midi. Prix du stage : 530 F par personne et par semaine (jusqu'au 13 avril), avec en plus l'hébergement en pension complète au village olympique, de 895 F à 1 280 F la semaine, suivant la saison. L'encadrement et la fourniture du matériel de ski sont compris dans le prix du stage.

● Renseignements et inscriptions : OCCAJ, 95, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : (1) 526-21-21.

Bonjour
les acrobates

Le ski artistique et acrobatique figure au programme des Jeux olympiques de 1988 de Calgary. La France aura de très sérieuses chances de médailles dans cette nouvelle discipline qui comprend le ballet, les bosses et le saut. Pour en juger,

il est possible d'aller admirer du 14 au 16 mars à La Clusaz (Haute-Savoie) les champions qui y disputent une étape importante de la Coupe du monde.

● Maisons de tourisme, 74220 La Clusaz. Tél. : (50) 02-60-92.

« A fond »

Le « kilomètre lancé » (K.L.) n'est plus réservé à une petite élite de « dingues ». Avant la Coupe du monde des Arcs, où les professionnels tentent du 25 au 29 mars sur la piste de l'Aiguille rouge d'améliorer le record établi l'an passé (209 km/h). Les amateurs pourront essayer, eux aussi, d'aller « à fond ». L'école de ski de l'Arc 2000 organise à l'attention des audacieux des stages et prête du matériel adapté. Les 16 et 17 mars aura lieu une épreuve de sélection qui permettra aux dix meilleurs de participer à la Coupe du monde les 23 et 24, en lève de rudes des épreuves professionnelles.

● Arc 2000, 73700 Bourg-Saint-Maurice. Tél. : (79) 07-32-55.

هكذا من الأسفل

Le Tyrol au fond

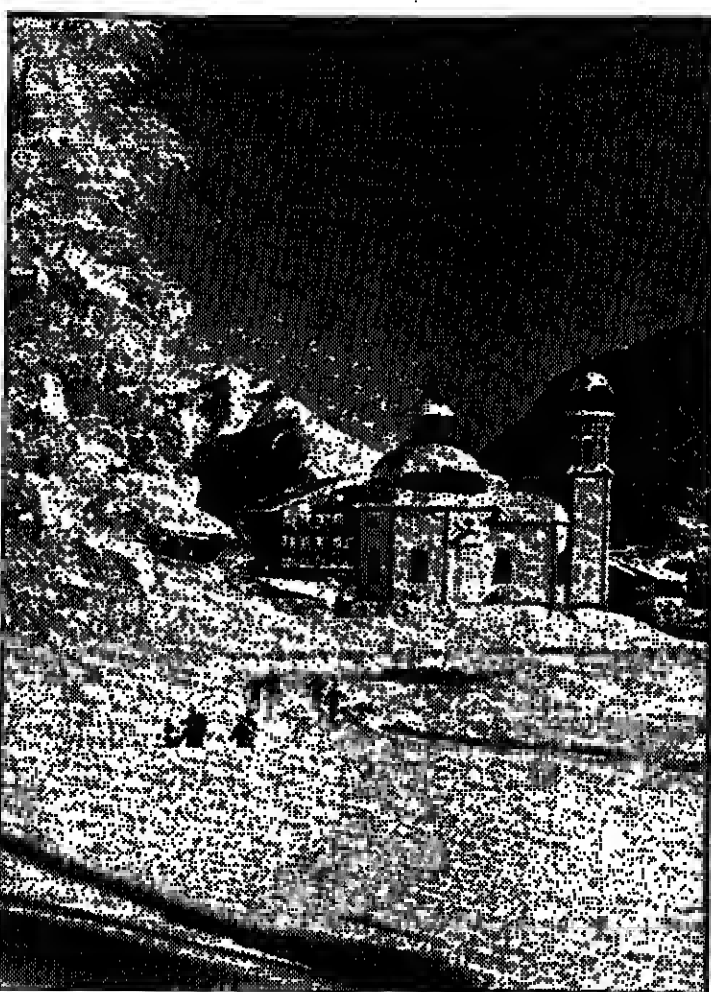
Cent trente-cinq kilomètres, le « grand stade » nordique de Seefeld.

DANS la série des « grands stades » de ski de fond, Seefeld apparaît aux premières places, aux côtés d'Oslo en Norvège, de Falun en Suède, et de Lahti en Finlande. En janvier dernier, la station autrichienne avait d'ailleurs accueilli les championnats du monde de cette discipline. Une nouvelle occasion pour les gens de ce plateau situé à 1 200 mètres d'altitude, en plein Tyrol, de conforter la réputation d'un territoire considéré comme le premier « centre nordique » d'Autriche avec ses 185 kilomètres de pistes balisées et tracées.

A Seefeld, sport et tourisme ont toujours fait bon ménage. Mieux : l'un n'est jamais allé sans l'autre depuis cinquante ans. Le débot de l'osmose remonte à 1933. Le foehn, un vent chaud ennemi de la neige, avait alors balayé les pistes destinées à accueillir, à Innsbruck, les épreuves des 18 et 50 kilomètres des championnats du monde. Les compétitions nordiques se replièrent donc sur le village de Toni Seelos, l'idole des foules autrichiennes, qui devait obtenir à cette occasion-là son premier titre en ski alpin et passer à la postérité comme l'inventeur du virage sics parallèles.

Le « premier Dieu du ski », comme on le surnomme encore, allait ensuite venir en Fraoee affio d'y préparer l'équipe tricolore pour les championnats du monde de 1937, à Chamooix, et qui devaient être marqués par le triomphe d'Emile Allais. Le nom de Seelos occupe aujourd'hui encore une place de choix au panthéon de Seefeld ainsi que celui de son élève, Régina Schops, la petite merveille des années 50, qui ramena sur le plateau une médaille d'argent olympique conquise à Cortina d'Ampezzo. Cette heureuse propension de la station à faire la « une » de l'actualité du ski sera de nouveau illustrée par l'organisation des épreuves nordiques des Jeux olympiques d'Innsbruck en 1964 et 1976.

Cette succession d'événements devait avoir aussi d'incidence sur l'économie



L'originalité du village réside dans le strict maintien du caractère rural de l'environnement. Pas la moindre résidence disgracieuse. Seefeld porte la marque d'un développement exemplaire.

locale que la construction, en 1913, de la ligne de chemin de fer entre Innsbruck et Garmisch-Partenkirchen, de l'autre côté de la frontière, en Allemagne. La petite communauté paysanne qui vivait alors exclusivement d'agriculture transforma progressivement son mode de vie et, aujourd'hui, ses deux mille cinq cents membres se consacrent tous, directement ou indirectement, au tourisme.

Toute la panoplie de l'accueil à l'autrichienne est ici rassemblée, de l'hôtel luxueux à la traditionnelle pension de famille, une formule particulièrement développée et qui favorise les relations avec l'habitant. Le réseau de communications qui desservent Seefeld a, il est

tico du caractère rural de l'environnement. Aucune tour ne vient troubler le paysage. Pas la moindre résidence disgracieuse. Seefeld porte la marque d'un développement exemplaire. Ses maisons, pour la plupart habillées de bois, se situent à distance respectable l'une de l'autre. La nature a ainsi conservé ses droits, de même que l'architecture traditionnelle, dont la séduction s'exprime avec le plus d'éclat, au cœur du village, dans les rues qui enlacent l'église et une somptueuse et massive bâtisse, ancien monastère « dissimulé » au dix-neuvième siècle et, aujourd'hui, converti en hôtel « quatre étoiles ».

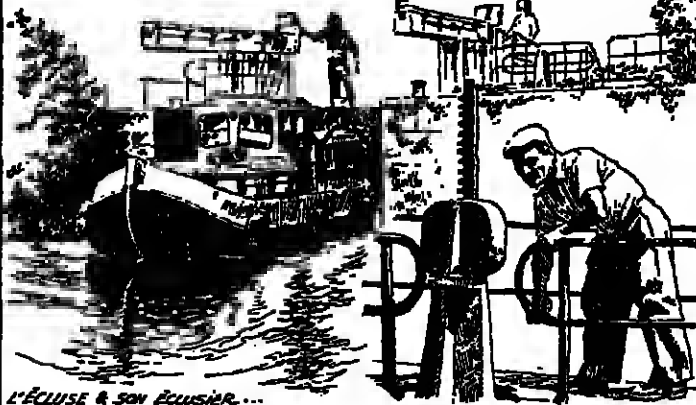
Cet effort d'une collectivité entière pour préserver jalousement son trésor (un étranger ne peut, par exemple, y devenir propriétaire) resterait vain si les skieurs de fond ne trouvaient, en plus, traces à leur goût. Les 185 kilomètres de pistes annoncées existent bel et bien, et s'étendent vers les villages de Leutasch et de Mosern. Autant de circuits à vocation sportive pour les uns, à vocation « promenade » pour les autres, où il est bien agréable de s'arrêter, au soleil, de midi, pour un casse-croûte sur le pouce près d'un des nombreux petits greniers à foin qui parsèment le paysage.

Le réseau de pistes coaverse inmanquablement vers le stade des neiges, amoncelé aux portes mêmes de Seefeld. Point de départ et d'arrivée, c'est là qu'on chausse ou déchausse peudant que les joueurs de curling lancent leur engin sur la glace et que les patineurs virevoltent, tout à côté, au rythme d'une valse. C'est là que, depuis trois siècles, un tumulte accueille une petite chapelle baroque dont la finesse et la modestie illustrent, à leur manière, la volonté du village de tourner le dos à la vanité des usines à ski.

LIBERT TARRAGO.

● Renseignements : Office national du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : (1) 742-78-57. Sur place : Fremdenverkehrsverband Seefeld, A 6100 Seefeld. Tél. : 19 (43) 52-12-23-13 ou 23-16.

LA FRANCE EN PÉNICHETTE DE PAQUES A LA TOUSSAINT



L'ÉCLUSE À SON ÉCLUSE...
MIDI - BOURGOGNE - BRETAGNE - ANJOU
CHARENTE - LORRAINE - ILE-DE-FRANCE
100 bateaux tout confort et SANS PERMIS
LOCABOAT PLAISANCE - Port-au-Bois - 89300 Joigny
Tél. : (86) 62.06.14 - Téléc. 801 184

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNE

MANOIR XVIII^e siècle

12 pièces, cadre ancien, très belles écuries et dépendances, colombier ancien, puits, chapelle. Super. : 1 ha 74.
M. GIBON, associé à ALMALE (76).
Téléphone : (35) 93-40-05.

PROVENCE 11 KM AVIGNON

Max du 18^e - S.H. 270 m² - restauré dans le style 3 pièces + dépend. - Jardin 2500 m² d'arbres 100 m au bord de la r. - PRIX : 1 600 000 F
CABINET LE TUC, 2, av. d'Avignon
84700 Sorgues, tél. : (90) 39.47.97 +

Le Danemark est le Pays de la douceur de vivre.

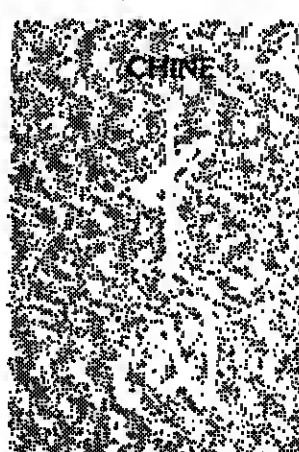


Office National du Tourisme de Danemark
142, Champs-Élysées 75008 Paris - 22 562.17.02

DANEMARK

- à vous de tout cœur!

L'ASIE de A à ZI



CHINE

55
GRANDS CIRCUITS
ACCOMPAGNÉS, DE
2 A 4 SEMAINES

Sites archéologiques
paysages et histoire.
Chine des minorités.
Route de la soie.
Mongolie.
Tibet.

VOLS
à partir de
6.200 F
ALLER/RETOUR

INDES

TOUS LES VOLS

à partir de
3.600 F

ALLER/RETOUR

RAJASTHAN, LADAKH,
NÉPAL, CEYLAN,
BHOUTAN, GUJARAT,
VALLÉE DU GANGE,
CACHEMIRE, etc.

Circuits à la carte
en voiture ou avion.
Circuits expéditions.
Circuits en groupe.
Trekking.
Séjours de plage.

PACIFIC HOLIDAYS



EXTRÊME-ORIENT

TOUS LES VOLS
à partir de
3.990 F

ALLER/RETOUR

BIRMANIE, THAÏLANDE,
MALAISIE, INDONÉSIE,
JAPON, CORÉE,
PHILIPPINES, TAIWAN,
HONGKONG...

Séjours.
Voyages à la carte.
Voyages d'affaires.
Circuits en groupe.
Circuits jeunes.
Expéditions.
Plongées.

Envoi de nos brochures contre 7 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS

34, avenue du Général-Leclerc - 75014 PARIS
Lic. 981 Tél. : (1) 541-52-58

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIÈRES



**PARIS
MONTREAL**
aller-retour
vol du 13 mars
1500 F



nouvelles frontières

66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634.55.30

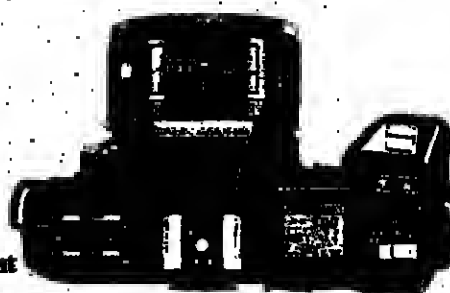
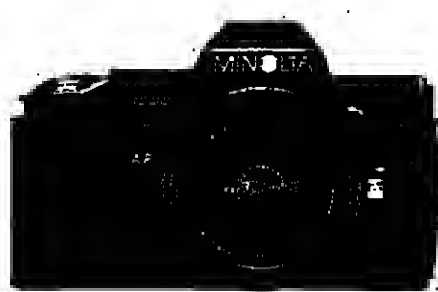
Au.to.ma.tic

Un micro-ordinateur derrière l'objectif.

LE premier appareil photo 24x36 mm à mise au point et à exposition automatiques commandées par micro-ordinateur a été commercialisé fin janvier par la firme japonaise Minolta Camera. Cet appareil, le Minolta 7000, est un reflex à objectifs interchangeables qui, à première vue, ne se distingue guère de ses concurrents. Tout au plus, comme le Canon T-70 disponible sur le marché depuis plus d'un an, comporte-t-il sur le boîtier un écran à cristaux liquides sur lequel s'affichent les réglages opérés pour chaque photo. Pourtant, le Minolta 7000 est très différent : tous ses objectifs (douze actuellement, vingt-quatre dans les prochains mois) sont équipés d'une minuscule mémoire morte (1) contenant sous forme numérique l'enregistrement d'une trentaine de paramètres propres à chaque optique et qui sont nécessaires pour obtenir automatiquement la mise au point (2) et l'exposition (3) du film.

Lorsque l'objectif est monté sur l'appareil photo, des circuits électroniques permettent le transfert de ces données à deux unités centrales de traitement logées dans le boîtier et constituées de circuits intégrés du type CMOS, équivalant chacun à quelque cent cinquante mille transistors. Chaque unité a une capacité de 8 bits, ce qui correspond à la capacité d'un micro-ordinateur personnel de faible puissance et a permis de faire de l'automatisme du Minolta 7000 le plus complet réalisé à ce jour.

La mise au point, tout d'abord, est commandée par l'un des calculateurs après analyse des deux bords opposés de l'image qui sont projetés par deux lentilles sur



Les objectifs Minolta sont équipés d'une « mémoire morte » contenant sous forme numérique l'enregistrement d'une trentaine de paramètres permettant d'obtenir automatiquement la mise au point et l'exposition du film.

un senseur de cent vingt-huit microscopiques cellules. De la comparaison de ces deux segments d'image (dont certaines caractéristiques sont identiques lorsque l'image est nette), l'ordinateur détermine la distance du sujet et commande en conséquence le moteur réglant l'objectif. Les données enregistrées dans la mémoire morte de chaque optique permettent ce réglage pour toutes les focales, malgré, par exemple, les différences de longueurs des diverses montures et les différences de déplacement des lentilles pour une même distance de mise au point.

L'appareil, d'autre part, programme lui-même la sensibilité du film employé (depuis une année, environ, les cartouches 35 mm comportent à cet effet un code, dit DX, qui peut être lu par un dispositif dans le boîtier). Dès qu'une photo est prise, un moteur assure l'entraînement de la pellicule. En ce qui concerne l'exposition automatique, plusieurs programmes sont possibles, la sélection de l'un d'eux dépendant des conditions de prises de vue. Ainsi, le programme change avec la focale de l'objectif : d'une part, il favorise les vitesses rapides

avec les téléobjectifs de plus de 105 mm (pour réduire le risque d'image floue due au bougé, risque qui augmente avec la focale de l'objectif), d'autre part, il favorise les petits diaphragmes avec les focales de moins de 35 mm (pour accroître la profondeur de champ qui est recherchée par le photographe utilisant un grand angle). L'automatisme de l'exposition est également assuré en photo au flash. Dans ce cas, la mise au point (le second dispositif automatique de l'appareil) fonctionne même dans l'obscurité, donc avant le déclenchement de l'éclair. Pour cela, des diodes émettent un rayonnement proche de l'infrarouge, qui permet au senseur de cent vingt-huit cellules de recevoir une image du sujet et de l'analyser.

Le Minolta 7000 n'est pas le premier appareil équipé d'un micro-ordinateur. Le Canon T-70 comporte même un microprocesseur similaire de 8 bits. Comme le Minolta, il possède aussi un programme d'exposition différent selon les focales (grand angle, normal, téléobjectif). Pourtant, face au Minolta, le Canon T-70 apparaît comme un reflex assez classique car il appartient au photographe d'appuyer sur une touche pour

obtenir le programme grand angle, téléobjectif ou normal. Autrement dit, l'utilisateur choisit un programme que le microprocesseur met ensuite en œuvre. Cette technique est fondamentalement la même sur tous les appareils automatiques à multiprogrammes, même lorsqu'ils sont moins sophistiqués que le Canon T-70. Avec un Minolta 7000, le choix lui-même est automatique, l'ordinateur effectuant à partir des données mémorisées dans chaque objectif. Le système permet des raffinements extrêmes. Ainsi, avec les zooms (cinq sont déjà disponibles), le programme d'exposition change automatiquement

durant la variation de focale lorsqu'on passe du grand angle au téléobjectif. En définitive, le Minolta 7000 réalise un automatisme adapté aux conditions techniques de prise de vue et libère le photographe de tout souci.

Il reste que pour créer des effets spéciaux à des fins esthétiques ou expressives, les réglages qui assurent la meilleure netteté et les couleurs les plus exactes peuvent se révéler inadaptés. C'est le cas si le photographe souhaite traduire un mouvement par un effet de flou, détacher un visage sur un fond très flou, jouer sur l'éclairage pour obtenir un clair-

obscur ou fausser l'exposition pour obtenir des couleurs délavées. Le Minolta 7000 le permet comme n'importe quel appareil, et l'opérateur peut obtenir toutes les corrections ou même composer au clavier de l'appareil son propre programme d'exposition. Toutefois, dans ce cas, ce n'est plus l'ordinateur de bord mais le photographe qui a l'initiative pour résoudre tel ou tel cas particulier de prise de vue. Aussi, seuls des professionnels ou des amateurs connaissant parfaitement la technique photographique pourront utiliser le Minolta 7000 à cette fin.

Est-ce à dire que l'informatique ne peut plus rien dès qu'interviennent des considérations esthétiques ? Certainement pas. Et, dans un domaine voisin, infiniment plus complexe, celui des images synthétiques, il est déjà prouvé que l'ordinateur est un extraordinaire assistant de l'artiste. En photographie, tous les effets propres à l'enregistrement de l'image (4) peuvent être programmés par le constructeur car tous procèdent de trois réglages techniques seulement : la vitesse d'obturation, le diaphragme et la distance de mise au point. Il est certain que de tels programmes seront mémorisés dans les futurs appareils. Le système Minolta 7000 autorise cette évolution car les possibilités de son micro-ordinateur sont loin d'avoir été toutes exploitées. Le Minolta 7000 ne fait qu'ouvrir la voie à une nouvelle race d'appareils photographiques.

ROGER BELLONE.

EDEN LOCATIONS

TURQUIE

BODRUM
Maison typique
au bord de la Mer Egée
à partir de

2.750 F

par personne, 1 semaine
(occupée par 4 personnes)

GRÈCE

TOLO
Village de pêcheurs
appartements ou bungalows
à partir de

1.350 F

par personne, 1 semaine
(occupée par 2/3 personnes)

YOUgoslavie

ROVNI
"le joyau de l'Adriatique"
Bungalows
(occupés par 4 personnes)
à partir de

900 F

le bungalow, une semaine

et aussi :
EDEN ASPENDOS,
croisières, séjours,
charters, circuits...

EDEN 11, rue Maitre 75001 PARIS - Tél. : 296.21.37
EDEN 2, rue de la République 92000 BOULOGNE - Tél. : 30.62.21
Adressez-vous à votre agence de voyages
ou demandez à Eden la brochure 40 pages
en couleur.

Nom _____
Adresse _____
Localité _____
Code Postal _____

(1) La mémoire morte, ou ROM (read only memory), stocke les données invariables utiles au calcul de l'ordinateur (par exemple, la focale de l'objectif et son ouverture maximale). Elle ne peut pas être modifiée. A l'inverse, la mémoire vive, ou RAM (random access memory), peut recevoir constamment les informations ce qui permet d'y stocker les données variables (par exemple l'intensité de la lumière qui éclaire le sujet ou la distance à laquelle il se trouve).

(2) La mise au point est le réglage de l'objectif pour la distance à laquelle se trouve le sujet. Elle consiste à éloigner ou à rapprocher du film des lentilles ou un groupe de lentilles afin que l'image nette se forme sur l'émulsion sensible. Lorsque la mise au point est automatique, le mouvement des lentilles est effectué par un micro-moteur sur commande d'un micro-ordinateur qui, lui-même, utilise les données

fournies par un détecteur qui a mesuré la distance à laquelle se trouve le sujet.

(3) L'exposition consiste à insérer la surface sensible avec une quantité de lumière déterminée pour que s'y forme l'image. Elle est réalisée en combinant deux éléments : le diaphragme, dont l'ouverture variable permet de régler le débit de lumière ; l'obturateur, dont la vitesse permet de déterminer le temps pendant lequel la lumière impressionne l'émulsion. L'exposition automatique est le réglage de ces paramètres sur commande du micro-ordinateur après mesure de l'intensité de la lumière par une cellule.

(4) Les effets spéciaux procèdent aussi d'éléments indépendants de la phase d'enregistrement sur le film : choix du décor et de l'éclairage, mise en scène, coloration de la lumière. Il est évident que ces éléments appartiennent entièrement au photographe.

Enfants de 4 à 12 ans VACANCES D'ÉTÉ EN AUVERGNE

dans une seconde famille

Une autre formule de vacances pour vos enfants.
Elle allie l'équilibre de la vie familiale et un encadrement qualifié constitué par des enseignants.

Renseignements :
Association Louis Conlombant
84, quai de Jemmapes
75010 Paris
Tél. 203.78.79 ou 834.16.84.

fjords d'Islande

avec
votre voiture

car-ferry «Norrøna»

Départs du Danemark
Norvège ou Svalbard
Votre agent de voyages
ou agent général
Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Marcot
75002 Paris Tél. 508.81.50

LES JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ HOTEL SOFTEL SEVRES

DU VENDREDI 8 MARS
AU MARDI 12 MARS
les matériels les plus
prestigieux et toutes
les nouveautés
en haute fidélité

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON

HOTEL DU PARC***
Tél. : (93) 57-66-66. Prox. mer, Centre ville. Piscine. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

HOTEL MODERNE***ANN. Prox. mer. Sans pension. Tél. : (93) 57.20.02.

HOTEL DU PIN D'OR***
Tél. : (93) 28-51-00.
Chambres et petits déjeuners. Confort et accueil réputés.
Le meilleur emplacement de Menton. Centre ville et bord de mer. Prox. du casino, jardin ombragé. Piscine d'été. Bar. 2 salons de TV. Tél. direct. Parking.

06500 MENTON GARAVAN

FORFAIT PAQUES
10 jours/10 nuits : à partir de 1.650 F
ou 1/2 pension, y compris une excursion et une promenade au lac.

HOTEL VILLA NEW-YORK***ANN
Ch. tout confort, tél. direct, TV couleur, parc, parking clos. A 100 m des plages. Douc. et réservation : (93) 35-78-69.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Le petit hôtel de charme du Luberon aux portes de la Haute-Provence. Sa table. Promenades. Piscine. Equitation. Tennis à 1 km. Week-end et séjour.

MAS DE GARRIGON***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.

Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

TOURISME

PRÉALPES

28 DIE
Calme en montagne. Climat déjà provençal. Nombreuses possibilités de promenades en voiture (Vercors tout proche), à cheval, à pied (guides, circuits balisés), 6 tennis, riv., campings 2-3 et 4 km des pistes de ski.
Ecrire S.I. 26120 DIE.

Cap d'Antibes

Petits studios éq., parc, piscine, éclairage, plage, et tennis à 500 m, 2 pers., 1 semaine à partir de 1.020 F, 4 semaines : 2.480 F.
Juin : 1.380 F/semaine. Rés. : 1.660 F.
BON SOULEL, 153, bd Kennedy, 06500 ANTIBES. (93) 61-69-34.

L'UNIVERS DU SKI DE FOND
NOTRE-DAME-DU-RE
La Résidence
"LES MÉLÈZES"
Studio, 2 pièces et 2 pièces duplex avec vue panoramique surprenante, orientation plein sud à 4 km des pistes de ski.
Bureau de vente sur place (ouvert tous les jours)
NOTRE-DAME-DU-RE - 73000 MOUTIERS - Tél. (76) 81.38.23
Région Rhône-Alpes

2 PIÈCES DUPLEX
67 personnes
267.000F

NOS TOURS DU MONDE 1985

1^{er} départ le 2 AOÛT
2nd départ le 11 OCTOBRE

SINGAPOUR
AUSTRALIE - TASMANIE
NOUVELLE-ZÉLANDE
POLYNÉSIE - CALIFORNIE

32 jours de Paris à Paris : 35.850 F

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. 261-82-70. Ligne ABBÉ L'ÉVASION

VOYAGES EXCEPTIONNELS

12 mai 1985
CONCORDE A MARRAKECH

4 jours 9-12 mai : 8.880 F
7 jours 12-18 mai : 8.490 F

Ces prix comprennent par personne transport aérien A.R. sur Air France (ou équivalent) Concorde à l'aller ou au retour selon voyage choisi.
Séjour hôtel 5 étoiles, deux-pensions en chambre double.
Transfert aéroport-hôtel, A.R.
Visite guidée de Marrakech.
Renseignements et inscriptions :
AIRCOM S.I. 1.78.0011
53, rue de Valenciennes
75005 PARIS - Tél. : 522-08-48

مكتبة الأمل

Victor Hugo et la Commune

Un « moment de conscience » de l'histoire vu par Claude Santelli.

LA célébration du centenaire de la mort de Victor Hugo et l'attitude protestataire que celui-ci adopta en faveur des victimes de la Commune ont servi un vieux projet du réalisateur Claude Santelli : « Je méditais depuis longtemps sur cette tranche d'histoire, dit-il, car ce qui m'intéresse ce sont ces moments de conscience, de déchirement, qui forgent l'esprit d'une nation. » Un an de préparation, dix jours de tournage en studio et dix en extérieur, enfin plus de quatre mois de montage aboutissent à cette émission de deux heures, diffusée en deux fois.

Mais d'abord une question : qui sait encore ce qu'a été la Commune de Paris ? Les manuels d'histoire exécutant souvent l'événement en un ou deux paragraphes, qui visite, en 1985, le mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise ? Le bref rappel historique que brasse Claude Santelli n'est pas superflu. Le 2 septembre 1870, Napoléon III, qui a déclaré la guerre à la Prusse six semaines auparavant, capitule à Sedan. Le 4, la République est proclamée, ce qui conforte les Parisiens dans leur ennui et leur mépris d'opposition au Second Empire.

Mais le siège de Paris apparaît à ses habitants comme une humiliation intolérable, et la courtoisie du gouvernement « bourgeois » de M. Thiers, se réfugiant à Versailles et acceptant les conditions de paix imposées par Bismarck, crée un climat de résistance. Aussi, quand, le 18 mars 1871, le commandement militaire tente de récupérer les canons rassemblés sur le « Champ des Polonais », à Montmartre (à l'emplacement actuel de la basilique du Sacré-Cœur), les Parisiens s'y opposent. Le 28 mars, la Commune de Paris est officiellement proclamée. Elle durera exactement deux mois et s'achèvera par une répression sanglante et une vague de déportations.

Autant dire que l'œuvre réalisée par Claude Santelli et Françoise Vernet est un document grave, ce qui ne veut pas dire ennuyeux, mais qui s'est refusé la facilité de la reconsti-



tution classique de l'événement avec costumes, faits d'armes et scènes de cascadeurs professionnels. Seules quelques scènes, brèves, donnent une image des acteurs de cette époque : Adolphe Thiers, Jules Vallès, Eugène Varlin, Louise Michel, la future « Vierge rouge », institutrice à Montmartre, qui emprunte le visage de Marie-Christine Barault, tandis qu'Alain Cuny prête son lyrisme enflammé à Victor Hugo. Les événements de cette période inspirent bien à ce dernier l'« Année terrible », un recueil de poèmes, mais on ne saurait dire pour autant que Victor Hugo ait été, à la manière d'un Vallès ou d'un Lissagaray, un écrivain directement impliqué dans cette mini-révolution.

Pour tout dire, Hugo n'aima pas la Commune pour son côté débridé et anarchoïste. En revanche, lorsque, de nouveau exilé en Belgique, il offre publiquement asile à tout communard pourchassé par les troupes du général Galliffet, il retrouve les accents de la plus pure tradition vultairienne. Pour dénoncer l'arbitraire, il monte au créneau, comme le feront après lui Emile Zola pour défendre le capitaine Dreyfus ou François Mauriac pour plaider la cause des républicains espagnols ou dénoncer la torture en Algérie.

Le rapprochement avec les événements de mai-juin 1968 — moins les morts, heureusement ! — était trop tentant pour que Claude Santelli n'en use pas, même discrètement, à l'image. Mais les analogies, entre les deux mois du temps des cerises de 1871 et ceux de 1968 étaient trop flagrantes pour s'en priver : dans les deux cas, volonté d'une prise de parole, d'une protestation vécue comme une fête, d'une participation active au cours de l'histoire, d'une fraternité des cœurs transcendant les réalités technocratiques de la vie en société.

L'autre trouvaille de cette évocation historique, c'est le recours à l'hélicoptère pour situer, visuellement, le cadre et les frontières de l'événement, à Paris mais aussi à Versailles, qui symbolise la province. Dans cette approche, l'architecte Roland Castro tient des propos aussi passionnés que passionnés sur le rapport entre l'histoire et l'architecture à Paris : depuis les travaux du baron Haussmann, destinés à élargir les rues pour s'opposer à la répétition des barricades de la révolution de 1848, jusqu'à la partition sociologique et politique des Parisiens, avec ses zones populaires (Montmartre, Ménilmontant, Faubourg-Saint-Antoine) éloignées des

zones bourgeoises (Neuilly, Champs-Élysées). C'est en effet sur les Buttes de la capitale qu'éclate, le 18 mars 1871, l'émancipation populaire. Débarqué de Bordeaux ce jour-là, Victor Hugo est monté pour conduire son fils aîné à sa dernière demeure, au Père-Lachaise. On ouvre la première barricade pour laisser passer le cortège funèbre. Cette rencontre fortuite, ces marques de déférence des premiers communistes, ont-elles provoqué un déclin irrévocable chez Victor Hugo ?

Mais déjà la parenthèse d'une révolution romantique se referme. L'ordre reprend le dessus et l'exécution « sauvage » par les communards, le 17 mai, des otages du 7 avril, va servir d'alibi à la répression de la Semaine sanglante (22-28 mai 1871). Au Père-Lachaise, suprême bastion de la résistance, on démolira mille six cents tués ou fusillés.

Le bilan total s'élèvera, selon les historiens, à quelque trente mille morts. Utilisant une expression de notre temps, Roland Castro qualifie l'opération de « rationnée », tandis que, pour Michelle Perrot, « c'est notre Chili ». Par ailleurs, cinquante mille prisonniers seront parqués à Versailles, dans l'orangerie et les écuries du roi. Un an plus tard, le 3 mai 1872, le premier convoi des déportés appareille pour la Nouvelle-Calédonie, à bord de la frégate *Virginie*. De sa terre d'exil où elle poursuit son métier d'institutrice, Louise Michel consigne ses observations : « Le dimanche, du matin au soir, ma case était pleine de Canaques apprenant tout par cœur. » Elle rapporte en outre que « parmi les déportés, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre ».

Claude Santelli a beau affirmer que son projet d'émission est largement antérieur aux événements actuels en Nouvelle-Calédonie, c'est un fameux coup de projecteur que lui fournit l'actualité.

CLAUDE DURIEUX.

● L'Année terrible, mercredi 13 mars à 21 h 30 et vendredi 15 mars à 21 h 50, sur TF1.

Vu pour Vous

Ventre à louer

● Téléfilm : l'Homme comblé, TF 1, samedi 9 mars, 20 h 40 (90 mn).

Laura, la quarantaine, mariée, est stérile. Sa meilleure amie, Nelly, dix ans de moins, fraîche comme une rose malgré sa vie de béton de chaise, ne l'est pas. Le couple Laura-Bertrand désire fortement un heureux événement. Une seule solution : que Nelly le fasse. Ce qui implique que Bertrand fasse l'amour à Nelly, sans tomber amoureux.

Imaginez la situation, burlesque. L'Homme comblé le sera

effectivement, et « ses » deux femmes aussi, puisque celle qui aura la douloureuse tâche de porter cet enfant accouchera de jumeaux. On partagera équitablement le fruit de neuf mois de travail. Affaire entendue !

Fraicheur de sentiment, comique de situation, cette comédie légère de Paula Deisler, interprétée allégrement par Eva Darian, Valérie Mairesse et Julien Dubois, ne s'adresse pas seulement au bas ventre (à louer), mais parfois à l'intelligence.

MARC GIANNESINI.

Divan ésotérique

● Série documentaire : la Passion de la vie, TF 1, mardi 12 mars, 21 h 35 (55 mn chaque épisode).

La passion de la vie concerne-t-elle le domaine de la médecine traditionnelle, de la psychanalyse ou de la psychothérapie ? Est-ce un mélange de psychologie et de biochimie ? On ne sait pas au juste. Une certitude : Alessandro, Sigréd comme Philippe souffrent d'une maladie insidieuse, qu'on appelle le mal de vivre. Ils ont décidé de suivre une psychothérapie à l'institut Arthur Janov, le promoteur de la thérapie dite « primale ». A la différence du

traitement psychanalytique freudien, qui nécessite parfois des années de séances, la thérapie primale est concentrée dans le temps.

Peu à peu la pression des traumatismes s'échappe, la névrose est assumée, transcendée. C'est du moins ce qu'on nous dit. Parallèlement, Jacotta Chollet et André Voisin, les auteurs de cette série en quatre volumes, interrogent d'autres médecins sans que l'on sache exactement les liens entre ces deux discours.

L'esprit de cette série semble passionnant, mais peut-être fallait-il plus de patience, plus de modestie pour capter l'attention du téléspectateur non initié.

M. G.

Les bradeurs de la côte

● La Soie des autres, FR 3, jeudi 14 mars, 20 h 35 (90 mn).

Ces coins de Provence convoités par les promoteurs immobiliers, marchandés, bradés parfois par leur propre municipalité après d'âpres et sordides spéculations, sont devenus légion. On le sait sans la savoir. Il faut un scandale ou une protestation lancée par des amoureux de la nature pour s'en souvenir. Et, d'une manière générale, la question ne passionne pas les foules. En traitant ce sujet, le Soie des autres, film produit par FR 3 Marseille pour la collection « Cinéma 16 » de la troisième chaîne, risquerait donc d'ennuyer. Il n'en est rien.

D'une histoire banale, celle d'un architecte venu de la ville pour s'installer avec sa très belle amie dans une ferme perdue de Provence où vivent un jeune couple de paysans et le patriarche des lieux, Armand Meffre (auteur du scénario et des dialogues) et Guy Jorre (la réalisation) ont su tirer le meilleur parti.

On trouve judicieusement mêlés les éléments d'une intrigue policière bien menée (l'architecte est assassiné, qui l'a tué ?) et ceux d'une manguille immobilière bien argumentée. Résultat : le Soie des autres tient en haleine tout en permettant de plonger au cœur du drame vécu par un hameau tranquille que l'on voue au destin mythique de la future « cité soleil ».

De beaux paysages où se dressent de vieux mas tapés au fond des pinedes, le chant incessant des « cri-cri » accentuent encore l'incongruité du projet. Mais ce film n'aurait sans doute pas la même résonance sans la présence d'un Jacques Dufré qui, d'un ton si juste, interprète Gédéon, le vieux fermier farouchement accroché à ses terres. A croire que Dufré fut un jour ce paysan méfiant, tâté au vitupérant contra des « étrangers » venus l'envahir. Des Français, peut-être, mais pas du « pays ».

ANITA RIND.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR
■ GRAND FILM

DIMANCHE 10 MARS

L'Aile ou la cuisse ■

Film français de Claude Zidi (1976), avec L. de Funès, Coluche.
TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Un prince de la gastronomie part en guerre contre un grand patron de la restauration industrielle. Bouscoul d'argent et d'effets techniques pour des gags déjantés. Mais il y a, tout de même, dans une avalanche de décors coûteux et de gadgets, de bons moments comiques. Grâce à Louis de Funès, qui se déguise, s'énervant et pique ses crises habituelles. Coluche joue le rôle de son fils, un « bon gros » qui fait gentiment le clown. Le contre-emploi n'est pas satisfaisant.

Je suis un évadé ■■

Film américain de Mervyn Le Roy (1932), avec P. Muni, G. Farrell (vo sous-titrée) (N.).
FR 3, 23 h 50 (89 mn).

Un ancien combattant de la première guerre mondiale, réduit au chômage et à la misère, commet un vol dans l'Etat de Georgia. Cela lui vaut dix ans de bagne. Mais il s'évade. Le suite est étonnante et vraie, puisque c'est l'histoire, transposée, d'un journaliste de Chicago, Robert Elliot Burns. L'Amérique des années 1920-1925, déjà minée par la crise, apparaît dans ce réquisitoire contre l'injustice sociale et les horreurs du système pénitentiaire. Ce film est un grand rétrospectif. Il a compté parmi les œuvres majeures d'Hollywood au début du parlant. L'interprétation de Paul Muni est forte et poignante.

LUNDI 11 MARS

L'Indic ■

Film français de Serge Leroy (1982), avec D. Auteuil, P. Rocard.
TF 1, 20 h 35 (95 mn).

Un policier veut obliger une jeune fille, amoureuse d'un beau garçon dont elle ignore les attaches avec un gang corse, à lui servir d'indic. Ici, on ne dit pas « balance », comme chez Bob Swaim. C'est une adaptation d'un roman de Roger Borniche. Le réalisateur n'a pu éviter les clichés d'une intrigue policière, mais il a bien traité les rapports psychologiques des personnages.

Landru ■

Film français de Claude Chabrol (1962), avec C. Denner, D. Darrieux.
FR 3, 20 h 35 (115 mn).

De 1915 à son arrestation en 1919, un escroc aux petites annonces matrimoniales séduit des femmes seules, les dépouille de leurs biens et brûle leurs cadavres dans la cuisine d'un pavillon de banlieue. Affaire criminelle devenue mythique. Jusqu'au pied de l'échafaud, Landru nie les meurtres... Françoise Sagan et Claude Chabrol ont reconstitué sa carrière de « Barbe-Bleue ». Avec un humour qui devient, parfois, féroce. Chabrol oppose le cynisme d'un héros anarchiste (Inoubliable création de Charles Denner) à la crédulité de ses victimes. Les vedettes féminines passent vite au fourneau !

MARDI 12 MARS

Paradis pour tous ■

Film français d'Alain Jessus (1982), avec P. Dewers, J. Durrant.
A 2, 20 h 40 (116 mn).

Un psychiatre programme pour le bonheur, avec un traitement de son invention, un jeune cadre dépressif. Il s'est fait ainsi, l'apprenti sorcier de la déshumanisation. Le mot « flashage » remplace celui de « déserlage », mais le résultat est le même. Cette folie sociale, construite sur un retour en arrière, n'expulse pas l'angoisse que peut ressentir le spectateur par l'humour. On regarde cela avec un malaise presque constant. Le meilleur des mondes de Jessus n'est volontairement — pas confortable. Patrick Dewers tint là son dernier rôle.

Jupiter, fils de Flicka ■

Film américain de Louis King (1946), avec R. Mac Dowell, P. Foster.
FR 3, 20 h 35 (76 mn).

Jupiter est un poulain blanc ; Flicka est sa mère, mais son père fut un étalon sauvage. Alors, forcément, il ne se comporte pas comme un cheval ordinaire. Il y a un peu de sentimentalité, comme dans les aventures du chien Lassie, de beaux décors naturels et des bêtes galopantes. On se demande ce que les hommes viennent faire là-dedans.

JEUDI 14 MARS

Mourir à Belfast ■

Film américain de Tony Lurashi (1979), avec C. Watson, S. Hayden.
A 2, 14 h 50 (116 mn).

Un jeune Américain d'origine irlandaise, marqué par la guerre du Vietnam, s'en va, en idéologue, rejoindre les combattants de l'IRA. Tony Lurashi a reconstitué la tragédie divisant les deux communautés d'Irlande du Nord avec un réalisme saisissant. Mais il a montré aussi la double manipulation d'un être à la recherche d'une bonne cause par les responsables de l'IRA et ceux de l'Intelligence Service britannique. En fait, il condamne toute violence et mène cette aventure individuelle jusqu'à son symbole.

VENREDI 15 MARS

L'Homme du Sud ■■

Film américain de Jean Renoir (1945), avec Z. Scott, B. Field (v.o. sous-titrée) (N.).
A 2, 23 h (92 mn).

La lutte d'un planteur de coton et de sa famille pour faire fructifier une terre abandonnée. Le meilleur film de la « période américaine » de Jean Renoir. William Faulkner participe aux dialogues, et le cinéaste français s'est fait vivre, d'une manière presque documentaire, les « pauvres Blancs » des Etats du Sud. Rien, ici, ne porte la marque d'Hollywood. Les rigueurs de l'hiver, les difficultés en tout genre frappent un petit monde de pionniers qui s'obstinent à dominer la nature. A l'authenticité des personnages s'ajoute — c'était alors nouveau chez Renoir — une dimension spiritualiste.

CANAL+

Pêcheurs (d'images) d'Islande

Il était une fois un « pays de glace » où décidaient de se rendre une poignée d'hommes afin d'en explorer la région la plus sauvage... Ce n'est pas le début d'un conte. Une équipe d'aventuriers s'est bien rendue en Islande pour y vaincre le Jökull (prononcez le « j » comme un « y »), un fleuve que personne n'avait osé affronter jusqu'ici. Il a fallu deux mois à cette expédition pour franchir les murailles liquides du Jökull, négocier ses rapides, débouliser ses chutes géantes, esquiver les multiples embûches naturelles qui le jalonnent, de sa source à son embouchure dans l'océan Atlantique nord.

C'est dans les profondeurs du Jökull, le plus grand glacier d'Europe, que l'équipe est allée chercher le bœuf du Jökull. Brevant une méthode éprouvée, traversant un lac parsemé de centaines d'icebergs pour simplement parvenir à gagner le glacier, ils ont lentement avancé. Ils n'y

seraient jamais parvenus sans l'aide de moyens de transport très élaborés et spécialement adaptés pour l'occasion : kayak, autochenille, petits avions ultra-légers démontables qui seront, durant tout ce voyage, « les yeux de l'expédition ».

Paysage glacé où l'homme paraît si minuscule qu'un fourmi. Une épopée que le document réalisé par Bruno Cusa permet de vivre pas à pas. Trois caméras automatiques s'ajoutant aux matériels de tournage synchrones habituels permettent de rester, minute après minute, au cœur de l'action. Rien d'étonnant que ce film ait obtenu, en décembre dernier, le Prix de la presse au Festival d'Avignon.

ANITA RIND.

● Entre ciel et glace, le 9 à 18 h 15 ; le 11 à 15 h 45 ; le 15 à 10 h 20 (52 mn.)

Sélection

DOCUMENTAIRES

Les meilleurs dessins animés de Youri Norstein : il est soviétique, il a quarante-trois ans, il est considéré comme l'un des créateurs d'animation les plus doués de notre époque. Bravo pour ce document proposé par Alain Boursin, responsable des programmes courts. Le 10 à 16 h 50, le 12 à 9 h 45.

Spécial surprise : un cocktail bien dosé de courts métrages, de vidéo et d'animation, en couleur ou en noir et blanc. Un moment ravissant pour les oiseaux de nuit ou les insomniaques, le 12 à 0 h 10.

VARIÉTÉS

Donna Summer en concert : une chaude nuit d'été (les grands succès de cette dame de la chanson, qu'elle a interprétés, en 1983, dans l'immense amphithéâtre Pacific, en Californie), le 9 à 21 h 20, le 11 à 14 h, le 13 à 11 h 05, dans la nuit du 15 au 16 à 2 h 55.

Coca Cola rock concert : spécial Prince (funk, rock, new wave, ambiance mauve et sexy avec Little Red Corvette, 1999, Computer Blue...), le 9 à 16 h 04, le 11 à 11 h 50, le 13 à 17 h 10, le 15 à 18 h 04.

Les films

L'ALCHIMISTE. — Film américain de C. Band (1981), avec R. Ginty, L. Dooling.

En 1871, un alchimiste condamné un homme à ne jamais mourir. Ce film fantastique, inédit, est d'une médiocrité totale. Diff. le 9 à 23 h, le 11 à 9 h, dans la nuit du 15 au 18 à 3 h 50.

L'INDISCRETION. — Film français de P. Lary (1982), avec J. Rochefort, J.-P. Mariella.

L'étrange aventure d'un homme qui croit raconter son double. Le scénario est compliqué, la mise en scène ne parvient pas à créer, de façon satisfaisante, l'angoisse psychologique qu'elle cherchait. Décevant, malgré la participation de grands comédiens. Diff. le 10 à 20 h 30, le 14 à 22 h 10, dans la nuit du 15 au 16 à 1 h 20.

LE JEUNE MARÉ. — Film français de B. Store (1982), avec R. Berry, S. Fosse. Diff. le 9 à 11 h, le 11 à 10 h 20.

UN AMOUR DE SWANN. — Film allemand de V. Schlöndorff (1983), avec J. Irons, O. Mühl. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 0 h 20.

ERASERHEAD. — Film américain de D. Lynch (1977), avec J. Nance, C. Stewart. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 2 h 10, du 12 au 13 à 1 h 35, le 15 à 14 h.

LAURA, LES OMBRES DE L'ÉTÉ. — Film français de D. Hamilton (1979), avec D. Dunlap, J. Mitchell. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 4 h 35, le 13 à 21 h 45, le 15 à 23 h 55.

UN JUSTICIER DANS LA VILLE (n° 2). — Film français de M. Winner (1981), avec C. Bronson, J. Ireland.

Suite — huit ans après, à Los Angeles — du Justicier dans la ville qui se passait à New-York. Charles Bronson, architecte, perd définitivement sa fille à cause d'affreux voyous et reprend ses expéditions punitives. Technique brillante pour un tableau de mœurs sauvages. Diff. le 12 à 20 h 30, le 14 à 9 h.

UN ÉTRANGE VOYAGE. — Film français d'A. Cavalier (1980), avec J. Rochefort, C. de Casabianca.

En compagnie de sa fille adolescente, un homme recherche sa mère disparue dans un train. Pour cela, tous deux vont à pied sur la voie ferrée, entre Troyes et Paris. Enquête et découverte d'une affection rétrograde, auparavant mal exprimée. Mise en scène tendre et pudique des

sentiments. Prix Louis-Delluc 1980.

POURQUOI PAS ? — Film français de Coline Serreau (1977), avec S. Frey, C. Muriel.

Deux hommes et une femme entre vingt-cinq et trente ans vivent en ménage à trois dans un pavillon de banlieue. Chronique, sans provocation, de nouveaux comportements amoureux et sociaux, une utopie réalisée, malgré quelques heurts de caractère. Réalisation et direction d'acteurs très soutenues. Prix Georges-Sadoul 1977.

Diff. le 15 à 22 h 20.

REPRISES

Pour les films suivants, se reporter à nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

LE JEUNE MARÉ. — Film français de B. Store (1982), avec R. Berry, S. Fosse. Diff. le 9 à 11 h, le 11 à 10 h 20.

UN AMOUR DE SWANN. — Film allemand de V. Schlöndorff (1983), avec J. Irons, O. Mühl. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 0 h 20.

ERASERHEAD. — Film américain de D. Lynch (1977), avec J. Nance, C. Stewart. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 2 h 10, du 12 au 13 à 1 h 35, le 15 à 14 h.

LAURA, LES OMBRES DE L'ÉTÉ. — Film français de D. Hamilton (1979), avec D. Dunlap, J. Mitchell. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 4 h 35, le 13 à 21 h 45, le 15 à 23 h 55.

UN JUSTICIER DANS LA VILLE (n° 2). — Film français de M. Winner (1981), avec C. Bronson, J. Ireland.

Suite — huit ans après, à Los Angeles — du Justicier dans la ville qui se passait à New-York. Charles Bronson, architecte, perd définitivement sa fille à cause d'affreux voyous et reprend ses expéditions punitives. Technique brillante pour un tableau de mœurs sauvages. Diff. le 12 à 20 h 30, le 14 à 9 h.

UN ÉTRANGE VOYAGE. — Film français d'A. Cavalier (1980), avec J. Rochefort, C. de Casabianca.

En compagnie de sa fille adolescente, un homme recherche sa mère disparue dans un train. Pour cela, tous deux vont à pied sur la voie ferrée, entre Troyes et Paris. Enquête et découverte d'une affection rétrograde, auparavant mal exprimée. Mise en scène tendre et pudique des

1

TÉLÉVISION FRANÇAISE

Samedi 9 mars

- 8.00 Journal.
- 9.00 Reprise : Les Judo de l'information (diffusé le 7 fév.).
- 10.15 Challenges 85.
- 10.45 Cinq jours en Bourse.
- 11.00 Concert : Trio opus 9 n° 3 en ut mineur de Beethoven. Interprété par le trio à cordes de Paris ; 11 h 45 Couleurs de la musique.
- 11.55 Pic et Poka.
- 12.10 Accroche-cœur.
- 12.30 Bonjour, bon appétit : La maitrise de l'art aux poireaux confits.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Télé-foot 1.
- 14.20 Série : Pour l'amour du risque.
- 15.15 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.
- 15.45 Canevas et bourses de cuir. Magazine du cheval et du tisser.
- 16.15 Tante X.
- 17.05 Série : Les yeux bleus.
- 18.05 Trente millions d'amis.
- 18.35 Magazine auto-moto.
- 19.00 D'accord pas d'accord (INC).
- 19.18 Jeu : Anagram.
- 19.40 Cocorocoboy.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Triage du Loto.
- 20.40 Téléfilm : Un homme comblé. De F. Berchaux et P. Delol. Avec E. Darlan, J. Mairesse, A. Sennouf...
- (Lire notre article.)
- 22.10 Droit de réponse : Potions magiques ? Émission de Michel Polak. Avec les professeurs J.-P. Escande, J.-C. Sourin, P. de Vernejoul, J.-B. Barron, les docteurs P. Meyer, R. Dalet, le chercheuse Rita Zaré, des vétérinaires et des étudiants.
- 0.00 Journal.
- 0.20 Ouvert le nuit. Alfred Hitchcock présente : L'Homme des statistiques. Extrait de : Anal Bauer, Cargo de nuit.

2

ANTENNE

- 10.00 Journal des sourds et des malentendants.
- 10.20 Vidéomaton.
- 10.35 Reprise : Pictures 45. Fox the Fox : Daniel Auteuil ; les Surfs ; Pat Benatar ; Ritchie...
- 11.05 Les caméras de l'aventure. La Chevreuilée vers l'Ouest, de S. Walchick.
- 12.00 A nous deux.
- 12.45 Journal.
- 13.25 Série : Les enquêtes de Remington Steele.
- 14.15 Top 50.
- 14.55 Les jeux du stade. Patinage artistique, à Tokyo ; cyclisme : Paris-Nice ; numéro 10, magazine du football.
- 17.00 Terra des bêtes. Les diages aux bêtes.
- 17.30 Récit A2. Les Schtroumpfs, Téléchat.
- 17.55 Le magazine. Magazine d'information de la rédaction. « Le dos au mur ».
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.10 D'accord pas d'accord (INC).
- 19.18 Émissions régionales.
- 19.40 La boutique de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Variétés : Champagne-Élysées. De Michel Drucker. Autour de Sylvie Vartan : Gérard Lenormand, Yves Duteil, Hugues Aufray, Yves Lecoq...
- 22.05 Magazine : Les enfants du rock, de B. Lenoir. U2 ou la bande à Bono, quatre Irlandais en concert ; Portrait du groupe Eurythmics.
- 23.20 Journal.

3

FRANCE RÉGIONS

- 12.30 Les pieds sur terre. Magazine de la mutualité agricole.
- 14.00 Entrée libre. Émission du Centre de documentation pédagogique.
- 17.30 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19.55 Dessin animé : Sturnin.
- 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et de divers programmes de Walt Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.
- 21.55 Journal.
- 22.20 Feuilleton : Dymatie. Steven est-il le père de Danny ? Kirby trouve son mariage avec Jeff un peu trop précipité mais il a quand même lieu à Reno.
- 23.05 La vie de château. Jean-Claude Braly reçoit trois invités-vedettes selon l'actualité culturelle.
- 23.35 Prélude à la nuit. Festival de La Chaise-Dieu : « Prélude » d'Isaac Albéniz. Interprété par Alexandre Lagoya.
- 23.45 La nuit du rock méditerranéen. En direct (et en eurovision) du Palais des sports de Toulouse. Avec les sept meilleurs groupes de rock méditerranéen : Compagnie Electrica Dharma, Grupo Novo Rock, Derribos Aires, Liffba, Carte de Séjour, Bayaga et les instructeurs, Café Noir.



MIRTO (+ S.O.S. MARCHE)

PÉRIPHÉRIE

- RTL, 20 h, A vous de choisir : La proie des vautours, film de John Sturges, ou : Opération Crossbow, film de Michael Anderson ; 22 h 05, Série : Chateaufort ; 23 h 05, Ciné-club : La parade du rire, film de William Beaudine.
- TMC, 20 h, Le grand raid ; 20 h 45, La photo-mystère ; 21 h, Les grandes conjurations : la Tempête d'Amboise, film de Serge Friedman ; 22 h 45, M.C. magazine ; 23 h, Clip n'roll.
- RTL, 20 h, Le Jardin extraordinaire ; 20 h 35, Téléfilm : Ziegfeld : roi du music-hall de Buzz Kullik ; 22 h 40, Cinéclips.
- TSR, 20 h 05, Starkey et Hutch ; 21 h 5, Jardin divers ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35, Sports.

Dimanche 10 mars

- 8.00 Journal.
- 9.00 Émission islamique.
- 9.15 A Bible ouverte.
- 9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe : célébration commune avec les paroisses des environs d'Étampes.
- 12.02 Météo presse, de P.-L. Séguillon. Invité : professeur André Siboulet.
- 12.30 La séquence du spectateur.
- 13.00 Journal.
- 13.25 Série : Starkey et Hutch.
- 14.20 Sports dimanche.
- 15.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel. Avec Darryl Cowl, Elizabeth Bourguin, Touré Kunda, le groupe Scotch...
- 17.30 Les amoureux du monde. La petite Camargue alsacienne.
- 18.10 Série : Les Roses de Dublin.
- 19.00 Sept sur sept. Le magazine de la rédaction présenté cette semaine par Jean Lauzi. Avec M. François Chalais, critique de cinéma.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Cinéma : l'Aile ou la cuisse. Film de Claude Zidi.
- 22.25 Soirée spéciale : cantonales 85. Animée par A. Deuren, P.-L. Séguillon, G. Galey, A. Chabot, G. Larré, C. Nay. En duplex également avec Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Créteil.
- 23.30 Journal.
- 23.50 C'est à lire.



- 9.35 Journal et météo.
- 9.40 Les chevaux du tiers.
- 10.05 Récit A2.
- 10.40 Gym tonic.
- 11.15 Dimanche Martini. Entrez les artistes.
- 12.45 Journal.
- 13.15 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire ; 14.25, Série : Simon et Simon ; 15.15, L'école des fans ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Thé dansant.
- 17.00 Série : Molière ou la vie d'un honnête homme.
- 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
- 18.00 Série : Hôtel de police, de C. Barma et R. Gridaine. N° 3. Les inspecteurs Versini, Pajols et Branch sont chargés de retrouver un inspecteur fantôme. Une enquête dans les milieux de la philatélie.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Jeu : Le grand raid. Hongkong - Changé. Aventures et mésaventures de baroudeurs autour de la planète.
- 21.35 Édition spéciale : les élections cantonales. Animée par R. Rapp, P. Amar, P. Charnelet et R. Rémond. Avec deux débats auxquels participeront des invités politiques.
- 22.60 Concert magazine. « 4 symphonies » de Brahms, interprétée par l'Orchestre de Paris (dir. C.M. Giulini) [en liaison avec Franco-Musique].
- 23.35 Journal.

- 9.00 Émission pour les jeunes. Disney Channel, Winnie l'ourson...
- 10.00 Mosaïque. Émission de l'ADRI. Formation des jeunes au Portugal ; Portrait de femmes...
- 12.00 D'un soleil à l'autre. Spécial Salon de l'agriculture.
- 13.00 Magazine 85. Émission de la Garantie mutuelle des fonctionnaires.
- 15.00 Mosaïque pour un dimanche (et à 18 h 35). Des mélodies de Pierre-Yves Lecoq et d'Erik Satie ; Festival international des jeunes interprètes.

15.15 Théâtre : les Femmes savantes. De Molière. Spectacle de la Comédie-Française. Mise en scène Jean-François Delacour, A. Ducas, G. Casile. Les deux filles de Philaminte et de Chryseide ont une conception différente. L'une d'antique de philosophie, l'autre a dans la tête l'idée de se marier. « Les Femmes savantes », comédie de Molière créée en 1672, un an avant sa mort. Une satire de la femme bourgeoise et pédante.

- 17.05 La Nuit transfigurée. D'Arnold Schoenberg, chorégraphie J. Kylian.
- 17.35 RFO Hébo.
- 18.00 Émission pour les jeunes. Fraggle Rock ; Lucky Luke...
- 19.00 Au nom de l'amour. Émission de Pierre Bellemare.
- 20.00 Élections cantonales, journal (et à 21 h 30, 23 h 15). Chacune des vingt-cinq régions donnera à 20 h 15 ses estimations.

20.35 Architecture et géographie sacrées. Ombre, Dieu de la réurrection. Série de P. Barbe-Negra. Autour de la civilisation pharaonique et de la mort considérée non comme un anéantissement mais un seuil entre la vie et l'éternité. Les rites et les fêtes assuraient la pérennité de l'existence. Un essai-poème, nostalgique d'une conception du monde un par la religion, le sacré.

22.15 Journal.

23.50 Cinéma de minuit : Je suis un évadé. Film de Mervyn Le Roy (cycle, hommage à Darryl F. Zanuck).



1.20 Prélude à la nuit. « Toccata en ré mineur » de D. Scarlatti par B. Engell, piano.


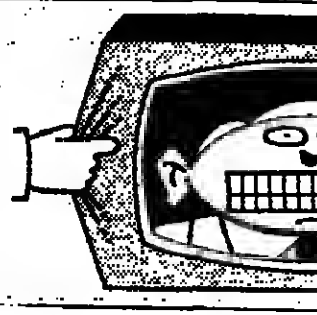
- RTL, 20 h, Bienvenue Mister Chance, film de Al. Ashby ; 22 h 15, Série : les minichroniques ; 22 h 30, Journal (extraits de « Grand Jury RTL de Monde ») ; 22 h 40, Portrait d'artiste : Octave Landuyt.
- TMC, 20 h, Séds : Lou Grant ; 20 h 55, Woody Woodpecker ; 21 h, Syndicat du meurtre, film de John Guillermin ; 22 h 55, Forum RMC ; 23 h 15, Clip n'roll.
- RTL, 20 h 15, Variétés : A qui le gant ? ; 21 h 45, Téléfilm : Ziegfeld, roi du music hall, de Buzz Kullik.
- TSR, 20 h 10, Le grand raid ; 21 h 5, Dis-moi ce que tu lis... 22 h, Cadences ; 22 h 25, Journal.

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 9 MARS 1985

XI

Lundi 11 mars	Mardi 12 mars	Mercredi 13 mars	
<p>11.15 ANTIOPE 1 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. 12.25 La bouteille à la mer. 12.30 Journal. 13.00 A pleine vie. Série : Galactica ; 14 h 40, La maison de TF1 ; 15 h 15, Les choses du lundi : Faillances de chez nous ; 16 h 30, Rapides : Sept sur sept (diff. le 10 mars) ; 17 h 30, La chance aux chansons. 13.50 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : l'Indic. Film de Sergé Larcy. 22.25 Etoiles et toiles. Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand et M. Jonado. Interview d'Eddy Murphy : portrait de Martin Brest, réalisateur ; reportage sur le tournage du film de Patrice Leconte, les Spécialistes ; balade dans Paris des deux petites filles du film Louise Lumsden, et extraits de films. 23.15 Journal. 23.40 C'est à lire.</p>	<p>10.30 ANTIOPE 1. 11.00 Les banques de demain. Emission du Crédit lyonnais. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Galactica ; 14.45, La maison de TF1 ; 15.20, Mode d'emploi ; 16.15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 16.30, Championnats du monde de patinage ; 17.30, La chance aux chansons. 18.05 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Jeu : Enigmes du bout du monde. Proposé par J. Audine. Un remake de « La course autour du monde », de « La chasse aux trésors ». 21.35 Série documentaire : La passion de la vie. N° 2. De souffrances en conscience. (Lire notre article.) 22.30 Tintam'arts : Spécial synthésiseurs. Emission d'Amélie Gallien. Spécial synthésiseurs : cette petite machine a envahi toutes les musiques modernes : rock, variétés, génériques. Apparu dans les années 70, le synthésiseur a connu de multiples révolutions technologiques. Un bilan, avec la participation de nombreux musiciens, dont Pierre Henry, Herbie Hancock... Les actualités de la semaine. 23.30 Journal. 23.50 C'est à lire.</p>	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vitamine. Feuilletons, variétés et dessins animés. 16.25 Infos jeunes (et à 18 h 25). 18.40 De A à Zèbre. BD, ciné, rock, look... 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 19.55 Tirage du tas-o-tac. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Série : Dallas. 21.30 Les grands moments de la conscience française. Emission de F. Vermy et C. Santelli. Avec A. Cmy, M.-Ch. Bernaud... L'année terrible (première partie). (Lire notre article.) 22.35 Côte d'amour. Emission de G. Foucault et L. Toitou. Avec Fatiha Second, concert Nitz, Talk Talk, Klymaxx, Jo Leandre, L. Cole. 23.20 Journal. 23.40 C'est à lire.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>6.45 Télématin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Reprise : Pour le meilleur ou pour le pire ; URSS : les quatre filles du Dr Marx. 14.40 Série : La chasse aux hommes. 15.40 Reprise : Apostrophes. Histoires d'écrits (diff. le 8 mars). 17.00 Patinage artistique. Championnats du monde, à Tokyo. 17.40 Récré A 2. Pochette : les Schtroumpfs ; Latulu et Lireli ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Emmenez-moi au théâtre : Mort accidentelle d'un anarchiste. Pièce de Dario Fo, texte français de V. Tassia, mise en scène de J. Edouard, réal. de M. Blumel. Avec J.-J. Moreau, L. Lyonnet, P. Laval, P. Darry. Enregistré au Théâtre La Bayère. Suspect d'un attentat, un cheminot anarchiste est arrêté. Il se « suicide » en passant par une fenêtre, du moins c'est la version de la police. Une contre-enquête est ouverte, qui mène un juge et un faux juge, un « fou » qui emmène et démêle les fils. Déguisements et rebondissements, un spectacle truculent dans la tradition de Dario Fo, auteur, acteur et militant. 22.45 Magazine : Plaisir du théâtre. De P. Laville. Invité : Pierre Arditi. Au sommet : la Puce à l'oreille, de Feydeau ; Musica, de M. Dumas, avec Sami Frey et Mimi-Mimi ; un entretien avec Liv Ullmann ; Roméo et Juliette, adapté par D. Merguich. 23.45 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Reprise : Pour le meilleur et pour le pire. USA : panne d'amour à New-York. 14.50 Série : La chasse aux hommes. 15.55 Reprise : Le grand raid. 16.45 Le Journal d'un siècle. De Louis Bérlioz. Edition 1903 : le premier Tour de France ; le premier vol d'un aéroplane. 17.45 Récré A 2. Pochette, les Schtroumpfs, Anim'A 2, Latulu et Lireli, Sido et Rémi, Terre des bêtes, C'est chouette, Téléchat... 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : Paradis pour tous. Film d'Alain Jessa. 22.20 Mardi cinéma. Parmi les quatre invités : Jostane Balaska. 23.40 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin (et à 8 h 30, Feuilleton : Une femme seule). 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Dessins animés : Judo Boy, Téléchat. 14.15 Récré A 2. Les Schtroumpfs ; les Viratoums ; Teddy ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; les Petites Canailles ; Méthanie... 16.50 Micro-Kid. 17.25 Pétine 45. Jermaine Jackson ; Rita Mitsouko ; Procol Harum ; Talk Talk ; Jeanne Mas ; Ultravox ; Kirk Novak. 18.00 Les carnets de l'aventure. « La rivière rose », de J.-P. Janssen. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Entre chats et loups. De V. Halm, réal. F. Porcile. Avec H. Petri, G. Wilson... Sonia, professeur de danse autoritaire, a deux élèves qui partagent la vie d'un même homme, le pianiste autrichien Peter Wick. Ce dernier est retrouvé la nuque trouée de balles. Autour du monde du spectacle, une enquête policière. 22.05 Magazine : Les jours de notre vie. De D. Thibault. Comment l'air, l'eau et la santé sont l'objet de multiples contrôles bactériologiques, virologiques etc. Des spécialistes répondent. 23.05 Journal.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>7.00 Elections cantonales : résultats et journal. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cinéma : Landru. Film de Claude Chabrol (Cycle « Le grand frisson »). 22.35 Journal. 23.05 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Pauvre Charlie, reportage de Jean-Luc Hees et Jean Lescou. 23.50 Prélude à la nuit. Cannon en ré majeur, de Pachelbel, interprété par le Festival Strings de Lucerne.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : Jupiter fils de Flicka. Film de Louis King. 21.55 Journal. 22.25 Prélude à la nuit. Festival de Prades 84, Sextuor à cordes en sol majeur n° 2 de J. Brahms par le Wiener Strich Sextett.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cadence 3. Emission de Lolo Milieu et Guy Lax. Invitée d'honneur : Mireille Mathieu. 22.05 Journal. 22.25 Les Maisons de la mémoire. Emission de Madeleine Anjal. A l'occasion des deux mille ans d'histoire de la ville de Nîmes, un journaliste-photographe enquête sur son passé, ses origines, son caractère. Des temps hérétiques à ceux de la Révolution, une tentative pour retrouver l'esprit des lieux. 23.15 Bleu outre-mer. Emission de RFO. La Transat des Alizés ou transat des plaisanciers, reportage de J. Delage. 0.10 Prélude à la nuit. « Suite française » de Claude Pascal, interprétée par André Navarra, violoncelliste.</p> 	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>● RTL, 20 h, Dynastie ; 21 h, Un homme voit rouge, film de Casper Wrede ; 22 h 40, Journal ; 22 h 50, La joie de lire ; 22 h 55, RTL Théâtre. ● TMC, 20 h, Dallas ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Fernand, film de René Forest ; 23 h 30, M.C. magazine ; 23 h 45, Clip n'roll. ● RTL, 20 h, Evénement : FGB du maître, film de Stéphane Kurc, suivi d'un débat sur l'information dans l'audiovisuel. ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Concert : Festival de la guitare. ● TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, L'antenne est à vous.</p>	<p>● RTL, 20 h, Série : V ; 21 h, Les Altes de la colombe, film de Benoît Jacquot ; 22 h 45, Journal ; 22 h 55, La joie de lire. ● TMC, 20 h, Série : A la recherche du Nil ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Les Pillards de la prairie, film d'Albert C. Gannaway ; 22 h 25, M.C. magazine ; 22 h 40, Clip n'roll. ● RTL, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h 5, Grand Ecran : Bronco Apache, film de Robert Aldrich (avec Burt Lancaster). ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Tennis (Internationaux de Belgique de tennis en salle). ● TSR, 20 h 10, Châteauneuf ; 21 h 15, Les très riches heures de la dynastie : Le Coultre au Sentier ; 22 h 5, Journal ; 22 h 30, Il n'y a pas d'idéal.</p>	<p>● RTL, 20 h, Série : Mike Hammer ; 21 h, Les Grands Espaces, film de William Wyler ; 23 h 40, Journal ; 23 h 50, La joie de lire. ● TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, J'ai bien l'honneur, film de Jacques Rouffio ; 22 h 30, M.C. magazine ; 23 h 5, TMC Sports. ● RTL, 20 h, Cap 60 ; 21 h 5, Série : Pour l'amour du risque ; 21 h 55, Culture club : spécial Foire du livre. ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports : tennis. ● TSR, 20 h 10, Une fille cousue de fil blanc, film de Michel Lang ; 22 h 5, Paul et Clémence, avec le temps...</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

	Jeudi 14 mars	Vendredi 15 mars	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton: Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série: Galactica; 14.45, la maison de TF 1; 15.25, Quarté à Enghien; 15.55, Images d'histoire; 16.30, Reprise: Tintin's arts (diff. le 12 mars); 17.30, La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Minijournal pour les jeunes. 18.40 Série: Huit, ça suffit. 18.15 Jeu: Anagram. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Série: Au nom de tous les miens. D'après le livre de M. Gray et M. Gallo. Réal. R. Enrico, avec J. Penot, M. Meril, H. Hugues. Sixième épisode: Martin Gray a 19 ans. Il s'engage totalement dans la résistance polonaise en 1944. Les troupes soviétiques entrent en Pologne. Varsovie est libérée. 21.30 Les jeudis de l'information: L'enjeu. Magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller. « L'homme du mois » Vincent Bolloré, PDG de trente-trois ans; « Irlande: le pari de l'étranger »; « décollage d'un pays déchiré: Lafarge-Coppée: le n° 1 du ciment français »; « Les huiles dégriffées »: compagnies pétrolières et constructeurs automobiles. 22.45 Journal. 23.05 Étoiles à la une. Émission de Frédéric Mitterrand. « Drôle de rendez-vous », court métrage de François Rossini, avec Gabrielle Lazure.</p>	<p>11.15 Antiope 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton: Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série: Galactica; 14.45, la maison de TF 1; 15.20, Temps libres... à la télévision de demain. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Minijournal pour les jeunes. 18.40 Série: Huit, ça suffit. 18.15 Jeu: Anagram. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés: La jeu de la vérité. De P. Sabatier et R. Grumbach. Avec Bernard Tapie, chef d'entreprise très entreprenant. Et Daniel Lavoie, Serge Lama, les Coco-girls, Alphaville... 21.50 Les grands moments de la conscience française: la Commune. Émission de F. Verry et C. Santelli. Avec A. Cuny, M.-Ch. Bar-raud. (Lire notre article) 22.55 Les grandes expositions. L'impressionnisme et le paysage français. Autour de la grande exposition au Grand Palais à Paris où les œuvres sont rassemblées par thèmes: mers, gares, etc. 23.20 Journal. 23.45 C'est à lire.</p>	<p>Samedi 16 mars 8.00 Journal; 9.00 Reprise: Les jeudis de l'information (diff. le 14 mars); 10.15 Challenges 85; 10.45 Cinq jours en Bourg; 11.00 Concert; 11.45 Couleur de la musique; 11.55 Pic et Poke; 12.10 Accroche-cœur; 12.30 Bonjour, bon appétit; 13.00 Journal; 13.35 Téléfoot 1; 14.20 Série: Pour l'amour du risque; 15.15 Dessins animés; 15.40 Casques et bottes de cuir; tiercé; 16.15 Temps X; 17.05 Série: les Yeux bleus; 18.05 Trente millions d'amis; 18.35 Auto-moto; 19.05 D'accord, pas d'accord; 19.15 Jeu: Anagram; 19.40 Cocoricooboy; 20.00 Journal; 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Les grands succès de la scène: la X^e de Beethoven. De Peter Ustinov (spectacle du Théâtre de la Madeleine, A. Samsonoff). Mise en scène P. Rondet, avec J. Desailly, S. Valère, B. Frison. 22.35 Droit de réponse ou l'esprit de contradiction. Émission de Michel Folio: (Édipe sans complexe ?) Avec les professeurs P. Debray-Ritzan, C. Kupernik, A. Bourgaignon, les docteurs G. Zwing, N. Ben Said, les psychiatres et psychologues D. Dumont, C. Dejours et R. Dadoun, enseignant. 0.20 Journal. 0.40 Ouvert le nuit. Alfred Hitchcock présente... On offre une récompense. Extrait nuit. Dimanche 17 mars 8.00 Bonjour la France; 9.00 Émission islamique; 9.15 A Bible ouverte; 9.30 Source de vie; 10.00 Présence protestante; 10.35 Le jour du Seigneur; 11.00 Messe; 12.02 Midi presse; 12.30 La séquence du spectateur; 13.00 Journal; 13.25 Série: Starsky et Hutch; 14.20 Sports dimanche et tiercé; 16.30 Variétés: la Belle Vie; 17.30 Les animaux du monde; 18.10 Série: les Roses de Dublin; 19.00 7 sur 7, magazine de la semaine; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma: la Guerre des polices. Film de Robin Davis. 22.20 Elections cantonales. Résultats du 2^e tour. 23.30 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton: Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: Les amours des années folles. 13.45 Aujourd'hui la vie. Egypte: le sarcophage de l'amour. 14.50 Cinéma: Mourir à Belfast. De T. Lurashi. Magazine: Un temps pour tout. De M. Carr et A. Valentin. Le bénévolat: les mouvements de lutte contre la drogue, l'alcool, la solitude. 17.45 Récit A2. Pochie: Mes mains ont la parole; Viratounis; Latulu et Liréli; M. Merlin; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Série: Western sicilien. D'après L. Sciacca, réal. P. Passalacqua. Avec D. Modugno, R. Pellegrin, G. Salta. Dernier épisode: Tano Contrera tombe enfin victime d'un meurtrier mystérieux. Avant de mourir, il réussit à faire connaître le nom de l'insoupçonnable auteur des crimes. Un feuilleton bien mis en scène mais sans consistance. 21.40 Musiques au cœur: Michel Plasson. De E. Ruggieri. Portrait d'un musicien, chef d'orchestre, à l'écoute de la musique contemporaine. Michel Plasson dirige actuellement l'Orchestre du Capitole de Toulouse. Après avoir participé, l'an passé, au Palais omnisports de Bercy à « Aida », de Verdi, il y sera de nouveau fin mai pour monter « Turandot ». 22.50 Histoires courtes. « Bluff », de P. Bensoussan. « Et Dieu créa la prise », de A. de Plouhinec et M. Jolivet. 23.10 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin (à 8.30, feuilleton: Une femme seule). 10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: Les amours des années folles. 13.45 Aujourd'hui la vie. Cuba: Hiberna. 14.50 Série: La chasse aux hommes. 15.40 La télévision des téléspectateurs. 16.00 Reprise: Les jours de notre vie. L'eau, l'air et la santé (diffusé le 13 mars). 17.00 Itinéraires, de Sophie Richard. Mali: le temps du retour. 17.45 Récit A2. Pochie; Teddy; Anim'A 2; Latulu et Liréli; les maîtres de l'univers; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton: Châteaullon. Réal. P. Planchon et S. Friedman. Avec P. Hatet, L. Merenda, C. Noblet. Armand Berg élu, on apprend que Quentin s'est suicidé. Florence se sent coupable... Elle aurait besoin du soutien de Travers, mais celui-ci est visiblement amoureux de Catherine Boissis-Kovalic, entrée à « la Dépêche ». Mais Quentin s'est-il vraiment suicidé ? 21.40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème: L'histoire et les mythes, sont invités: René de Ceccatty (l'extrême du monde), Eduardo Galeano (Mémoire du feu: les Naissances), Jean Grosjean (Jonas), J.M.G. Le Clézio (le Chercheur d'or). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club: l'Homme du Sud. De Jean Renoir (cycle J. Renoir).</p>	<p>Samedi 16 mars 10.00 Journal des sours et des malentendants; 10.20 Vidéo-matin; 10.35 Platine 45; 11.05 Les carnets de l'aventure; 12.00 A nous deux; 12.45 Journal; 13.25 Série: Les enquêtes de Remington Steele; 14.15 Top 50; 14.55 Terre des bêtes; 15.25 Les jeux du stade (rugby: Galles-Irlande); 17.30 Récit A2; 17.55 Le magazine de la rédaction; 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC); 19.15 Émissions régionales; 19.40 Le théâtre de Boulevard; 20.00 Journal. 20.35 Variétés: Champagne-Élysées. De Michel Drucker. 22.05 Magazine: Les enfants du rock. 23.20 Journal. 23.45 Rugby: Tournoi des cinq nations. Angleterre-Ecosse. Dimanche 17 mars 9.35 Information et météo; 9.40 Les chevaux du tiercé; 10.05 Récit A2; 10.40 Gym tonic; 11.15 Dimanche Martin (Entre les artistes); 12.45 Journal; 13.15 Dimanche Martin (suite); 14.15 Top 50; 14.55 Terre des bêtes; 15.15 L'école des fans; 16.00 Dessin animé; 16.15 Thé dansant; 17.00 Série: Molière ou le vie d'un honnête homme; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20); 19.00 Série: Hôtel de Police; 20.00 Journal. 20.35 Jeu: Le grand raid. 21.35 Elections cantonales. 22.50 Désirs des arts: la mutation impressionniste. Magazine de P. Daix, réal. P. Collin et P.-A. Boutang. 23.35 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé: Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma 16: le Soleil des autres. D'Armand Mefre. Avec J. Dufibo, P. Forest, P. Barge. (Lire notre article) 22.05 Journal. 22.40 Prélude à la nuit. « Te Deum », de Marc-Antoine Charpentier, interprété par la BBC Welsh Symphony Orchestra.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé: Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Vendredi: les Sentiers de la violence. Émission d'information d'André Campaux. La jeune démocrate péruvienne n'a pu remédier au défi provoqué par deux années de dictature, les conflits sociaux se succèdent, la migration vers sa capitale Lima entraîne une expansion « sauvage » de cette métropole. Parallèlement, dans l'ombre, agit l'organisation révolutionnaire d'inspiration maoïste Sentier lumineux, avec à sa tête Abimael Guzmán, alias « Presidente Gonzalo ». En 1980, début des premières actions armées. Une équipe de télévision a pu rencontrer des responsables de ce mouvement clandestin. Un reportage du magazine « A suivre » de la RTB réalisé par J. Vaccara et M. Gomez. 21.35 Journal. 21.55 Décibels de nuit. Émission rock de J.-C. Morin, présenté par J.-L. Jancir. Avec les Ramones et Stéphane Elcher. 22.40 Prélude à la nuit. « Sonate en mi bémol majeur opus 22 », de Beethoven, par Arturo Benedetti-Michelangeli, au piano.</p>	<p>Samedi 16 mars 13.15 Les rendez-vous de l'élevage; 14.00 Entrée libre; 17.30 Émissions régionales. 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. La grande soirée familiale: les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « rubes » des vingt dernières années. 21.50 Journal. 22.20 Feuilleton: Dynastie. La vie de château. Jean-Claude Brilly reçoit trois invités-vedettes choisis selon l'actualité culturelle. 23.35 Prélude à la nuit. « Trio de Londres n° 1 en ut », de Joseph Haydn, par le groupe Secolo Barocco avec Michel Debost, flûte, Alain Moglis, violon, Paul Bouffil, violoncelle. Dimanche 17 mars 9.00 Émissions pour les jeunes; 10.00 Masatque; 13.00 Magazine 85; 15.5 Musique pour un dimanche (et à 17 h 15); 15.15 Théâtre: « les Fausses Confidences », de Marivaux; 17.35 GPO Hebdo; 18.00 Émissions pour la jeunesse; 19.00 Au nom de l'amour. 20.00 Soirée élections cantonales et journaux. 23.00 Cinéma de minuit: The Bowerry. Film de Raoul Walsh (Cycle hommage à Darryl F. Zanuck). 1.20 Prélude à la nuit. « Paris Angelicus », de Janusz Dabrowski, interprété par les chœurs Harfa de Varsovie avec Jacek Weiss au piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>• RTL, 20 h, Dallas; 21 h, Diaboliquement vère, film de Julius Duvivier; 22 h 35, Journal; 22 h 45, La joie de lire. • TMC, 20 h, Série: Le souffle de la guerre; 20 h 55, La photo-voyage; 21 h, l'Armure volante, film de Carlo Rini; 22 h 40, M.C. Magazine; 22 h 55, Clip n° 1. • RTB, 20 h, Minute papillon; 20 h 25, le Salaire de la peur, film d'Henri-Georges Clouzot; 22 h 55, Carrousel aux images. • RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Tennis (internationaux de Belgique de tennis en salle). • TSR, 20 h 10, Temps présent; 21 h 15, Dynastie; 22 h 5, Ski nordique; 22 h 25, Journal; 22 h 50, Allemagne mère blafarde, film de Helma Sanders-Brahms.</p>	<p>• RTL, 20 h, Série: Remington Steele; 21 h, Hill Street Blues; 22 h, Numéro 10; 22 h 30, Journal; 22 h 35, Baby Doll, film d'Elia Kazan. • TMC, 20 h, Variétés: Que la fête continue; 21 h, Dynastie; 22 h, A vendre, film de Christian Drilaud. • RTB, 20 h, A suivre; 21 h, Ciné-club: Hommage à Frank Capra, film de Marry Pasetta. • RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Tennis. • TSR, 20 h 10, Tell Quel; 20 h 45, Amants et fils, film de Jack Cardilly; 22 h 25, Les visiteurs du soir: Georges Haldas (football on analyse d'une passion); 22 h 55, Journal; 23 h 10, Concert rock: Gino Vannelli.</p>	

A Ecouler

Le bon plaisir de Paul Ricoeur

L'émulsion proposée par Emmanuel Hirsch et réalisée par Arlette Dave met sur le devant de la scène un philosophe, Paul Ricoeur, sobriété et onze ans, qui enseigne aujourd'hui aux Etats-Unis, mais qui fut, pendant quarante ans, un témoin privilégié du mouvement des idées. Professeur à Strasbourg, puis à la Sorbonne dans les années 40-50, il s'inscrit avec Emmanuel Mounier dans la dynamique du mouvement Esprit.

Le bon plaisir de Paul Ricoeur, c'est de remonter ce cours du temps et d'évoquer les rencontres avec « Murs blancs », cette propriété de Chénay-Malabry, près de Paris, partagée par plusieurs « mounéristes ». La seconde phase des écrits du philosophe consacrée à l'interprétation du langage et aux conflits qu'elle pose (*De l'interprétation*, en 1965), le conduit à l'évocation des gra-

titie de Nantier, faculté fameuse où Paul Ricoeur est en poste lorsque éclate mai 1968. Il en deviendra d'ailleurs le doyen jusqu'à sa démission en mars 1970.

La perspective d'une espérance chrétienne qui anime Paul Ricoeur le conduit tout naturellement partout où les droits de l'homme sont en cause. C'est ainsi qu'il évoque la mémoire de Jan Patocka, philosophe tchèque, porte-parole de la charte des 77, mort en mars 1977 après un interrogatoire. Paul Ricoeur préfère d'ailleurs la traduction française des *Essais héraldiques sur la philosophie de l'histoire* de Jan Patocka, parue fin 1981.

C. D.

Le bon plaisir de Paul Ricoeur, France-Culture, samedi 9 mars, de 15 h 30 à 18 h 30.

De l'Allemagne nazie, côté stars

Du sérieux d'un côté, du rétro (non moins sérieux mais garanti rigolo) de l'autre. Entre « Le matin des musiciens » consacré à l'organisation de la vie musicale en Allemagne des années 1920 à 1950 et le feuilleton proposé sous le titre « Zarath, Marlene et Hildegarde », on sent tenté de choisir la vie des divas. Nostalgie. Nostalgie.

Pour enfin réécouter celle dont Joseph von Sternberg fit à tout jamais l'ange bleu... le voix rauque de Marlene Dietrich chantant Berlin ou celle de Zarath Leander... Oul, réentendre l'histoire de cette comédienne Suédoise que Douglas Sirk avait découverte à Hollywood, et comment, la guerre venue, elle devint un mythe, une star de l'Allemagne nazie sans jamais vraiment frôler avec le pouvoir en place, se contentant de faire scandales sur tapages.

Mme Leander, l'ambiguë, en 1944 rentra chez elle à Stockholm après avoir, lors d'un bombardement sur Berlin, jeté toute sa garde-robe par les fenêtres. On la retrouve dans les années 50 dans un ou deux films, sinon elle élève des poules et des lapins dans sa famille. La troisième star, Hildegarde Kniff, moins connue (née à Ulm en 1925), fut découverte en 1946 dans le film de Wolfgang Staudt *Les assassins* sont

M. LA BARDONNIE.

Le matin des musiciens, France-Musique du lundi 11 au vendredi 15 mars de 9 h à 12 h ; Zarath, Marlene et Hildegarde les 9, 11, 12, 16, 17 et 18 mars de 22 h 30 à 23 h.

Radio Bleue

C'est sur le thème de l'espace que Radio Bleue a décidé de passer le cap du printemps. L'espace l'aventure des hommes qui l'étudient et s'emploient à le décoder des ressources et des voies exploitables pour l'avenir. L'espace et les grandes étapes de sa conquête... américaine, russe, soviétique. Jean-Paul Trachier, assisté de Guy Pignolet, ingénieur au Centre d'études spatiales, proposent ainsi depuis le mois de février une série d'émissions sur ce sujet qu'ils connaissent parfaitement. A chaque semaine, son thème :

9 mars : « Les usines de l'espace » (les ressources, les astéroïdes, l'usine lunaire).

16 mars : « Les yeux du ciel » (le télescope spatial et les observations, le radio-télescope ou la Lune, changer de ciel).

23 mars : « La ville dans l'espace » (l'homme ou robot ? Une journée dans l'espace, les jardins de l'espace, la station 2050).

30 mars : « Un monde nouveau » (un homme nouveau, unité, nature profonde, civilisation de l'espace, et maintenant...).

« Aujourd'hui l'espace », Radio Bleue, chaque samedi de 9 h à 9 h 30.

Radio-France Internationale

Parmi les magazines signalés :

Carrefour, le magazine de l'actualité politique et culturelle, consacré le lundi 11 mars à 14 h 15 aux chances du désarmement (à l'occasion de la conférence de Genève) ; le mercredi 13 à la philosophie, pour quoi faire ? Le vendredi 15, à la Saint-Patrick (la situation en Irlande du Nord aujourd'hui).

Priorité santé, le jeudi 14 à 10 h : Comment se fait l'éducation de la santé dans les pays démunis de structures d'information ? Quelles sont les initiatives locales ? Avec un reportage effectué à Cotonou.

La mémoire courte, le mercredi 13 à 20 h 45 : M. Miquel

évoque l'année 1977, année où Amnesty International a obtenu le prix Nobel de la paix.

Arc-en-ciel, le vendredi 15 à 20 h 45 : Un document sur le Caïre, plus grande cité musulmane du monde, arabe et africaine, urbaine et rurale, splendide et lépreuse, puritaine et sensuelle.

Parmi les émissions en langues étrangères :

En anglais : le mardi 12 à 17 h : une interview du professeur John Erickson de l'Université d'Edimbourg à propos du problème des forces nucléaires française et britannique dans les négociations soviéto-américaines.

France-Culture

SAMEDI 9 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.03 Fréquence bluesomère.
- 8.04 L'été pour tous : avec Pierre Giffard.
- 8.30 Voix du silence : l'Arménie.
- 9.05 Médecine de monde contemporaine.
- 10.30 Musique : Passion opus 14.
- 11.00 Grand angle : Haiti, la grande ouïe du développement.
- 12.00 Passerelle.
- 12.30 La musique des médias.
- 14.00 Mardi de théâtre, en direct de Londres.
- 15.30 Le bon plaisir de... Paul Ricoeur.
- 16.30 Conférences de Carême : Job ou le mystère de la vie.
- 18.15 Passage de témoin, par T. Ferraz, avec Philippe Soliers et Hector Bianciotti.
- 20.00 Musique totale : le recherche de l'identité à travers le nom, le prénom, le surnom, le pseudonyme.
- 20.30 Histoire d'Italie : « L'étranger », de Pierandrea, avec F. Darbon, O. Provance.
- 22.10 Démarches avec... Michèle Mercier.
- 22.30 Assemblée : Ricoeur, musique expérimentale de la Renaissance.

DIMANCHE 10 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.03 Conférences de Carême.
- 7.15 Horizon, magazine religieux : les mœurs portuaises.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 Littérature pour tous, avec Jean-Marie Rouart : « Il est chose la nuit ».
- 7.45 Dites et redites : l'été Céline.
- 8.00 Orthodoxie.
- 8.25 Protestations.
- 9.05 Ecoute l'été : Jette en URSS.
- 9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : la fibre pensée française.
- 10.00 Histoire de l'abbaye Sainte-Marie (vue de la Source à Paris).
- 11.00 Histoire du futur : Hubert Reeves.
- 12.00 Des Pouspous dans la tête.
- 13.40 L'exposition du dimanche : exposition Odilon Redon.
- 14.00 Le temps de se parler.
- 14.30 Nouveau répertoire dramatique : « Good », de Cécil P. Taylor, avec C. Rich, R. Bohringer, F. Cantel.
- 16.30 Conférences de Carême, en direct de Nîmes.
- 17.20 La messe de thé.
- 18.10 Le cinéma des cinéastes.
- 20.00 Elections cantonales (et à 22.10).
- 20.10 Atelier de création radiophonique : Robert Flaherty, prospecteur et cinéaste.
- 22.30 Musique : Jean-Sébastien Bach, le père prodige. L'Offrande royale.

LUNDI 11 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour : le Brésil à l'heure de la démocratie.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : de Meillasson à Mably, philosophes marginaux du siècle des Lumières (et à 10 h 50 : passé et avenir d'un grand historien : Numa-Denis Fustel de Coulanges).
- 9.05 Les lendis de l'histoire : la philosophie comme histoire de la liberté.
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 Passeport pour l'avenir : les systèmes éducatifs européens.
- 11.30 Feuilleton : la laine et la neige, ou les brabos du Seigneur.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Le quatrième coup : expériences de théâtre à Mammouth.
- 14.00 Un livre, des voix : « La chute à la Scène », d'Emmanuel Roblès.
- 14.30 Les horizons du possible : nouvelles de la créativité au XXI^e siècle.
- 15.30 Les arts et les gens : Penes, Mado des beaux arts : à 18 h, Péripécopé : à 19 h 20, l'histoire de l'art vécue par les artistes.
- 17.10 Le-de-France, chef-lieu Paris : au Musée de la Seine-Germain-en-Laye.
- 18.00 Subjectif : semaine spéciale édition.
- 19.30 Perspectives scientifiques : le psychanalyste entre l'art et la mort.
- 20.00 Musique mode d'emploi : 17^e Festival d'été de Gargiles (sur le site pour harpe de Britton).
- 20.40 L'Arbre de justice, de J.-C. Scodell, avec R. Jourdan, G. Barbas, M. Rayer.
- 21.30 Musique : l'histoire.
- 22.30 Nuits magnétiques : Les abattoirs : Elles sont tantes.

MARDI 12 MARS

- 6.00 Du côté de Mammouth.
- 7.00 Le goût du jour : le Brésil à l'heure de la démocratie.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : de Meillasson à Mably (et à 10 h 50 : Fustel de Coulanges).
- 9.05 La matresse des autres : Tibétains du Népal.
- 10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
- 11.10 L'école des parents et des éducateurs : Acheter ou choisir des livres pour les enfants.
- 11.30 Feuilleton : La laine et la neige, ou les brabos du Seigneur.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 L'été de l'été, magazine musical.
- 14.00 Un livre, des voix : « Volcano », de Shusaku Endo.
- 14.30 Cet art est sans pitié, de Leonid Zorin.
- 15.30 Les musées du cinéma : La ville au cinéma.

- 17.10 Le pays d'Ici, en direct de Cahors.
- 18.00 Subjectif : Semaine spéciale édition.
- 19.30 Perspectives scientifiques.
- 20.00 Musique mode d'emploi : Festival de Gargiles.
- 20.30 Pour ainsi dire : Les revues de poésie.
- 21.00 Charlotte Perle ou l'art d'habiter.
- 21.30 Diagonale, l'actualité de la chanson.
- 22.30 Nuits magnétiques : Les abattoirs : Elles sont tantes.

MERCREDI 13 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour : Le Brésil à l'heure de la démocratie.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : de Meillasson à Mably, philosophes marginaux du siècle des Lumières (et à 10 h 50 : Fustel de Coulanges).
- 9.05 Médecine de la science et des hommes : L'émancipation hier et aujourd'hui.
- 10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
- 11.10 Le livre, ouverture sur la vie : rencontre de jeunes lecteurs avec Madeleine Gierd.
- 11.30 Feuilleton : La laine et la neige, ou les brabos du Seigneur.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Avant-première : « La voix humaine », de Cocteau à la Vieille Grille.
- 14.00 Un livre, des voix : « Place de Saint-Jacques », de Fructus et Lucantini.
- 14.30 Passage de témoin (rediff. de l'émission du 8 mars) : Philippe Soliers et Hector Bianciotti.
- 15.30 Lectures ouvertes, magazine littéraire : grandes nouvelles, petits formats.
- 17.10 Le pays d'Ici, en direct de Cahors.
- 18.00 Subjectif : Semaine spéciale édition.
- 19.30 Perspectives scientifiques : Les climats de la Terre (le quaternaire).
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Festival de Gargiles (sur le site pour harpe de Britton).
- 20.30 Rencontre avec... Marie-Madeleine Davy.
- 21.30 Musique : Pétitions, « Gamelin de Sabott ».
- 22.30 Nuits magnétiques : Les abattoirs : Elles sont tantes.

JEUDI 14 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour : Le Brésil à l'heure de la démocratie.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : de Meillasson à Mably (et à 10 h 50 : Fustel de Coulanges).

France-Musique

SAMEDI 9 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.03 Avis de recherche : œuvres de Mendel, Hindemith, Villoteau, Turner.
- 8.05 Sonnet de notes.
- 11.00 Feuilleton : offices et fêtes des foues pour le jour des sous-déurs.
- 12.06 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît ; Hespéride.
- 13.00 Opéra : « l'Orlando », de Cavalli par l'Orchestre baroque de Lundville.
- 16.00 Désaccord parfait : (en direct du Grand Palais à Paris) : œuvres de Bach, Telemann par E. Gatti, N. W. Karantou, violons, E. Moreno, alto, A. Sweistr, violoncelle, J. Hantel, flûte traversière, S. Mar, flûte à bec, M. Mikouky, basson, N. de Figueiredo, E. Joy, clavessin ; à 17 h, débat autour de l'histoire de la musique ancienne et de la facture instrumentale.
- 18.05 Les étoiles du monde-hall : les revues du Palais mondial entre les deux guerres.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert : « Fantasia » opus 11 de Schumann, Six études pour piano, Sonate de Scriabine par Michael Rudy, piano.
- 22.35 Les soirées de France-Musique : « Zarath, Marlene et Hildegarde » : à 23 h 5 Club des archives : œuvres de Wagner, R. Strauss, Mozart par Paul Schoeller, piano-basse ; à 1 h, l'arbre à chanter.

DIMANCHE 10 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres de Delibes, Czibulka, Catalini, Mikou, Walsch, Schmitt.
- 9.05 Concert : 6WV 140 de Bach.
- 10.00 Guzman Malabar à Vienne : l'été 1906.
- 12.05 Musique internationale.
- 14.04 Des goûts réunis (en direct du Grand Palais) : œuvres de Mozart, Marais, Delalande, Couperin, Bach. Comment l'entendrez-vous ? La musique à Vienne, de Monteverdi à Vivaldi, par Neri Bridgman, musicologue ; œuvres de Monteverdi, Cavalli, Marcello, Vivaldi.
- 19.05 Jazz vivant : Piano Workshop et Clavier meeting.
- 20.00 Spécial élections cantonales : premières estimations.
- 20.30 Concert : « Les Francs-Juges » ouverture de Berlioz, Concerto pour piano et orchestre en sol majeur de Ravel, Symphonie n° 7 en ré mineur de Dvorak par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Sir Colin Davis, sol. A. de Laroccha, piano.
- 22.50 Les soirées de France-Musique : Concert (en émission avec Arènes 21 : Symphonie n° 4 de Brahms, par l'Orchestre de Paris, dir. C. M. Gülin).

- 23.30 Elections cantonales : résultats.
- 23.40 Ex libris.
- 1.00 Les notes de Françoise Xenakis.

LUNDI 11 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 8.08 Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne (1920-1950) — les années 20 : autour du Donaueschingen et de Baden-Baden ; œuvres de Berg, Walli, Krawek, Janacek, Hindemith, Stravinski, Milhaud, Haba.
- 12.05 Le temps du jazz : Feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet ».
- 12.30 Concert : œuvres de Schmitt, Bach, Mendelssohn, Beethoven, Brahms, Hindemith par Pierre Milor, orgue et les Trombones de Metz.
- 14.02 Répertoire contemporain : tribune internationale des compositeurs : H.K. Gruber (Autriche).
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : les affinités électives : Mozart et les instruments à vent ; à 16 h 30 Berlioz à travers ses écrits : l'histoire de la « Grande Armée » ; œuvres de Berlioz, Beethoven, Rouget de Lisle.
- 18.02 Le royaume de la musique : Camille Saint-Saëns, Jean Sibelius.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : Vient de paraître.
- 18.15 Séries hyvique, magazine de la voix chantée.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (Perspectives du 20^e siècle) : « Nobél » de Dussip (création mondiale) par le Groupe vocal de France et l'Ensemble 2E 2M, direction M. Tranchant, sol. Y. Nara, soprano ; « Baby » de Moera (création mondiale) par l'Ensemble instrumental dir. G. Rabat, sol. C. Sanna, N. Osomere, R. Oudot.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Zarath, Marlene et Hildegarde » : à 23 h 5, le musicien de nuit : Robert Commann.

MARDI 12 MARS

- 8.00 Musique légère : œuvres de Roger Roger, Bar, Vaneux, de Boivinelle.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.08 Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne 1920-1950 — la mort des pères ; œuvres de Toch, Copland, Berg, Pfitzner, Bruckner, Cornelius, Dostoyevski.
- 12.05 Le temps du jazz : Feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet ».
- 12.30 Concert (musique de chambre) : œuvres de Duparc, Lalo, Respighi, Schubert par Hanna Schaar, mezzo, Jean Kerner, piano, Gabriel Leury, orgue, comédienne, et le Quatuor Enesco.
- 14.02 Répertoire contemporain : Tribune internationale des compositeurs : Nigel Butterley (Australie).

- 14.30 Les enfants d'Orphée : espace Renaissance.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : les affinités électives : Mozart et les instruments à vent ; à 16 h 30 Berlioz à travers ses écrits ; œuvres de Haydn, Beethoven, Berlioz.
- 18.02 Accoustique.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser.
- 19.15 Premières loges : œuvres de Dowland, Purcell, par Alfred Deller, concert-dinor, de Hordal par Isobel Baillie, soprano, de Verdi, Bizet, Gounod par Joseph Hsiop, ténor, R. Kukulic.
- 20.04 Avant-concert : œuvres de Schubert, Bruckner.
- 20.30 Concert (Festival de Berlin) : Symphonie n° 39 en ré mineur de Mozart, Symphonie n° 9 en ré mineur de Bruckner par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. B. Kukulic.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Zarath, Marlene et Hildegarde » : à 23 h 5 Jazz club (en direct du Petit Olympe).

MERCREDI 13 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 8.08 Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne de 1920 à 1950 — l'opéra et ses succédanés : œuvres de Harnaka, O. Strauss, Fall, Balz, Holleander, Knab, Hess.
- 12.05 Le temps du jazz : Feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet ».
- 12.30 Concert : œuvres de Bartok, Kodaly, Debussy, Liszt par Adam Fellegi, piano.
- 14.02 Tempo primo.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : les affinités électives : Mozart et les instruments à vent ; à 16 h 30 Berlioz à travers ses écrits : acclamation, répétition et fièvre.
- 18.02 Les chants de la terre.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : Où joueront-ils ?
- 19.15 Séries hyvique.
- 20.04 Concert : « Passion selon saint Matthieu » de Bach par le Nouvel Orchestre philharmonique et l'Ensemble vocal de Leuven, dir. M. Corboz, sol. K. Equiluz, B. Schlick, C. Wankinson, T. Koehlin, M. Borden.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Vincent d'Indy, portrait en coupe ; à 0 h 30, Anthologie de Hans Roedel.

JEUDI 14 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 8.08 L'oreille en collapçon.
- 8.20 Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne de 1920 à 1950 — Portraits ;

- 9.05 Les Matinées : Une vie, une œuvre : Balzard Gracien, une philosophie baroque.
- 10.30 Musique : Miroirs.
- 11.10 Répertoire, est le maître : l'enseignement du français.
- 11.30 Feuilleton : La neige et la laine, ou les brabos du Seigneur.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 Peintres et ateliers : Yann Duguin, peintre.
- 14.00 Un livre, des voix : « Solal », de Catherine Ricot.
- 14.30 Le RTSP (radio belge) « La Vierge noire », de J.-P. Hecq.
- 15.30 Musique : Muséum.
- 17.00 Le pays d'Ici, en direct de Cahors.
- 18.00 Subjectif : Semaine spéciale édition.
- 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : l'Assistance publique et les hôpitaux de Paris.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Festival de Gargiles.
- 20.30 Le Lamentin, de Jacques Perrv, avec M. Lomelie, F. Fabien, J. Berger.
- 21.30 Vocabulaire : La voix libérée.
- 22.30 Nuits magnétiques : Les abattoirs : Elles sont tantes.

VENREDI 15 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : de Meillasson à Mably, philosophes marginaux du siècle des Lumières (et à 10 h 50 : Fustel de Coulanges).
- 9.05 Médecine de la science et des hommes : L'émancipation hier et aujourd'hui.
- 10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
- 11.10 L'école hors les murs : Quel cirque !
- 11.30 Feuilleton : La laine et la neige, ou les brabos du Seigneur.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 On commence : Théâtre de la décolonisation.
- 14.00 Un livre, des voix : « Invitation à un concert officiel et autres récits », d'Emmanuel Roblès.
- 14.30 Prix Italia : « Les Vacances de Brutus », de C. Denys et P. Nivollot.
- 15.30 L'échappée belle : La thermale, à 18 h 35, Terre des merveilles ; le naufrage du Karik.
- 17.10 Le pays d'Ici, en direct de Cahors.
- 18.00 Subjectif : Semaine spéciale édition.
- 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : Synthèse et reconnaissance de la parole.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Festival de Gargiles (sur le site pour harpe de Britton).
- 20.30 Le grand débat : La décolonisation, portrait de l'Alsacienne, avec P. Genion, sociologue, Jean-Claude Thoenig et Elisabeth Daportier.
- 21.30 Black and Blue : Le présent et l'avenir du disque.
- 22.30 Nuits magnétiques : Les abattoirs : Elles sont tantes.

VENREDI 15 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine de l'actualité musicale.
- 8.08 Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne de 1920 à 1950 — Au cœur de la nuit ; œuvres de Wagner, Britner, Zerkinsky, Hartmann, Schoenberg, Walli.
- 12.05 Le temps du jazz : Feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet ».
- 12.30 Concert : œuvres de Hummel, Smetana, Schubert par le Benno-Ars Trio (M. Pressler), piano, I. Cohen, violon, S. Greenhouse, violoncelle.
- 14.02 Répertoire contemporain : Tribune internationale des compositeurs : Claudio Prieto, Jose Luis Turina (Espagne).
- 14.30 Les enfants d'Orphée : Espace Renaissance.
- 15.00 Verveine-Scottish : Spécial polar.
- 17.00 Histoire de la musique.
- 18.02 Les chants de la terre.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : dernière édition.
- 19.15 Les musées en dialogue.
- 20.04 Avant-concert : Cantata BWV 103 de Bach.
- 20.30 Concert (émission de Stuttgart) : « Overture tragique » de Brahms ; « Symphonie n° 4 en la mineur » de Mendelssohn, « Le Sacre du printemps » de Stravinski par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Garcia Navarro.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Les séjours de Paris : œuvres de Mozart, Hindemith, Jean Rivier, Rameau, Ravel ; à 24 h, Musique traditionnelle : musiques mystiques du Proche-Orient.

Classique

« Il Giuramento » de Mercadante

Severio Mercadante (1785-1870), condisciple de Bellini à Naples, fut le contemporain de Rossini et de Verdi. Il est l'homme de la transition, encore débiteur de la tradition du bel-canto qui privilégie les artifices de la voix et l'art pour l'art, et il pressent déjà les nouvelles valeurs de l'expressionnisme.

Ce *Giuramento* de 1837, qui remporta un grand succès, de Russie en Amérique, est écrit sur un livret tourmenté et on s'étonne que l'éditeur n'ait pas osé en joindre le texte à l'enregistrement. Son écriture ambiguë, jouant encore de la floriture tout en sollicitant les grandes périodes du chant dramati-

que, est à l'évidence une curiosité plus qu'un grand chef-d'œuvre, malgré quelques réussites certaines dont un duo de voix de femmes, genre dont Mercadante s'était fait une spécialité.

L'enregistrement, pris sur le vif, avec l'orchestre lyrique et les chœurs de Radio-France sous la direction de Maurizio Arena, vaut surtout par la présence de Teresa Zylis-Gara, dont le soprano souple et sensible rend aussi bien les danses que les virtuosités de son rôle. Mais l'entourage est bien médiocre.

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques Rodolphe, RP 12.416.

« Roméo et Juliette » de Berlioz

Contrevenant délibérément à toutes les conventions du genre, qualifié par Berlioz de symphonie lyrique, son *Roméo et Juliette* enchâsse un long poème quasiment récit dans une trame orchestrale puissante, contrastée, tour à tour allégorique et descriptive. Les solistes y jouent en quelque sorte le rôle du rhapsode antique.

C'est dire la part capitale assignée au chef dans son interprétation. Or Lamberto Gardelli, honnête musicien au solide métier, s'il n'est passible d'aucun contresens (le style propre de Berlioz est respecté, les effets instrumentaux, aussi nombreux que déterminants, sont bien rendus), ne possède pas pour autant ce souffle, cette sensibilité romantique qui appartiennent à

l'âme berliozienne et se traduisent, dans la direction, par une certaine tension dynamique, par des variations de couleurs et surtout par un « ton ». Aussi finit-il par mener vers la banalité cette partition d'une forte originalité.

Et contre l'esprit même de Berlioz, ce sont les solistes qui « sauvent » l'entreprise : l'alto pur et sobre de Brigitte Fassbender, qui dévide ses strophes dans une douloureuse méditation ; le style strict de Nicolai Gedde et celui de John Shirley-Quick, digne d'un *sprecher* de Bach. Avec les chœurs et l'Orchestre de la radio autrichienne.

A. A.

● Deux disques ; Orfeo, S 687-842 M.

« The Rake's Progress » de Stravinski

Dans l'œuvre prolifique et largement syncrétique de Stravinski, *The Rake's Progress*, ou « le carrière d'un libertin » (titre qui lui fut inspiré par une exposition de Hogarth), est le seul « vrai » opéra (*Renard*, les *Noce* et *Mavra* étant plutôt des tableaux de brève durée, des petites formes), utilisant les traditions et conventions du genre : découpage en scènes, airs et ensembles, écriture des rôles en fonction des tessitures classiques, respect de l'évolution chronologique de l'action et des personnages.

Les références à Mozart, Rimski-Korsakov et Tchaïkovski sont évidentes, sinon toujours explicites, de même que les nombreux emprunts à tous les courants de son temps

que Stravinski, en pillard de génie, assimile au gré de sa fantaisie.

C'est l'aspect mozartien que souligne Riccardo Chailly, obtenant du London Sinfonietta des légèretés de rythme, des transparences de timbre d'une délicatesse baroque. Mais il sert aussi l'humour de l'œuvre, comme sa tendresse, réussissant ainsi un équilibre idéal entre style et interprétation.

Chanteurs parfaitement adaptés à leurs emplois avec, pour certains (Samuel Ramey, Philip Langridge, Cathryn Pope), de superbes moyens et pour tous (Stafford Dean, Sarah Walker et Astrid Verney) une connaissance intime de l'ouvrage.

A. A.

● Trois disques Decca 411.644.

Le « Poème de l'amour et de la mer » par Kathleen Ferrier

C'est Berbiere qui décide Kathleen Ferrier à aborder le *Poème de l'amour et de la mer* d'Ernest Chausson, ce monument du répertoire français, rhapsodie naturaliste et désespérée, où l'insinuation et le pathétique sont sans cesse mêlés. C'est avec lui et « son » célèbre Hallé Orchestra qu'elle en travaille les couleurs et les nuances, sans cesse changeantes, et le style. Sur ce point, et malgré un son que les ingénieurs n'ont pas totalement réussi à assainir, on tient là une révélation de l'œuvre, et c'est fasciné qu'on entend se multiplier les variations de ce timbre unique, aux harmoniques troublantes, et qui n'est pas même éprouvé par les hauteurs de la partition, comme s'il s'y adaptait d'instinct.

Une poésie douloureuse et désolée flotte sur chaque phrase, tout un monde intérieur se reflète dans l'interprétation. Seule réserve, une prononciation qui, en dépit des leçons de Pierre Bernac, est quasiment incompréhensible. Mais, pour l'essentiel, l'âme profonde du chant.

Avec aussi deux airs de Bach et les *Quatre chants sérieux* de Brahms, accompagnés par le BBC Symphony Orchestra, sous la direction de Malcolm Sargent.

A. A.

● Decca, 414.095. Les bénéfices de ce disque seront versés aux Fonds Kathleen-Ferrier et Malcolm-Sargent de la lutte contre le cancer.

Philatélie n° 1886

Bureaux temporaires... plus accessibles par les facilités offertes par les PTT : comme pour les « P.J. », il a été décidé que les empreintes des timbres à date spéciaux de ces bureaux pourront être obtenues pendant un délai d'un mois à partir du dernier jour de la manifestation.

Les enveloppes affranchies au moins comme pli non urgent devront être adressées, sous emballage affranchi avec un second emballage, pourvu de timbres pour le retour, au chef de service départemental des Postes du Département.

Attention ! Pour que votre demande aboutisse affranchissez toujours avec des timbres finis antérieurement aux dates des manifestations.

Cette décision permettra le rattrapage de nombreux bureaux annoncés avec du retard au cours de l'année.

- Calendrier des manifestations
- 38000 Grenoble, (SNCF) 28/III
 - 75015 Paris (P. Exp.) 4-9/III
 - 80000 Amiens (P. Exp.) 3/III
 - 75015 Paris (P. Exp.) 3-10/III
 - 69680 Chassieu (P. Exp.) 16/III
 - 67410 Drusenheim 17/III
 - 81100 Castres (H. de V.) 17/III
 - 68340 Riquewihr (PTT) 23/III
 - 57600 Siering-Wendel 24/III
 - 33168 St-Médard 23-24/III
 - 95120 Ermenonville 23-24/III
 - 95330 Domont 23-24/III
 - 21700 Nuits-St-Georges 24/III
 - 81000 Albi (P. Berlie) 28/III
 - 87590 St-Jest-Le-Mariel 30/III
 - 40110 Morcenx 30-31/III
 - 68100 Mulhouse 30-31/III
 - 69200 Vénissieux 30-31/III
 - 88250 La Bresse 30-31/III

● OMAN (Sultanat) : Journée de la Police, 100 B, hélicoptère et bateau.

● ZIL ELONGNE SESEL (Seychelles) : série des « champignons », 50 c., 2, 3 et 10 roupies.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Dans le numéro de mars 88 pages

LA JOURNÉE DU TIMBRE DANS LE MONDE

La Nouvelle-Calédonie :
- Timbres fiscaux.
- Cartes postales.

En vente dans tous les kiosques : 11,50 F.

« Courrier Sud 1985 »... « Courrier-Sud », aux côtés, sur les traces de Mérimée et des équipages de l'Aéropostale, qui reliaient Toulouse à Saint-Louis-du-Sénégal, Natal et Rio-de-Janeiro, une course d'équipe a été lancée, avec le patronage de M. Louis Madaule, par M. Bernard Lamy, président de la course, en présence de M. Pierre Barret, président d'Europe 1.

Cette compétition est ouverte aux pilotes amateurs et professionnels, entre le 8 et 17 mai, sur les routes parcourues que les équipages de l'Aéropostale ont parcourues.

L'association Arc-en-Ciel organise la course, édite une carte postale « Courrier Sud 1985 » (numérotée) et affranchie par le timbre de 4 F « Les 4 coins du ciel » de Jean Mesnager. En souscription au prix de 45 F. Rémunération par chèque bancaire ou CCP à l'ordre du « COS-CNET Courrier Sud » et adresser à COS du CNET Philatélie, Courrier Sud, BP 47, 92133 Issy-les-Moulineaux Cedex. (CCP 35240 06 G La Source).

Par sa section de réception, chaque souscripteur connaît le numéro de sa carte. Et, comme chaque équipage emportera une quantité de ces cartes, le microfilm permettra aux intéressés de suivre au jour le jour - à l'aller comme au retour - l'évolution qui s'opère.

Parmi les cartes se trouvant dans l'album vainqueur à Rio et au retour à Toulouse, un tirage au sort permettra de connaître les numéros gagnants des voyages au Brésil.

Au retour, les cartes seront récompensées aux souscripteurs individuellement, sous pli par le COS du CNET.

A propos de cette course, les PTT nous communiquent : pour éviter toute confusion dans l'esprit du public et des philatélistes, il est précisé que l'édition et la vente de ce souvenir philatélique relèvent des seuls organisateurs, en liaison avec le Comité des Œuvres sociales du CNET. En conséquence ce souvenir philatélique ne sera pas plus que d'autres vendus par les bureaux de poste ou le Service Philatélie des PTT.

Les timbres « préoblitérés »... de la Principauté de Monaco sont en vente depuis le 1^{er} mars. La série comprend quatre valeurs, aux nouveaux tarifs au type « Les quatre saisons du marais », totalisant, comme la France, 9,75 F.

1,22 F, printemps ; 1,57 F, été ; 2,55 F, automne ; 4,23 F, hiver.

... de l'année dernière, « Les quatre saisons du cognac », de 1,14 F, 1,47 F, 2,38 F et 3,95 F, ont été retirés de la vente le 28 février.

● NOUVELLE-CALÉDONIE : deux timbres représentant des « coquillages » ont été émis le 27 février, 55 F, coque Bullatus, et 72 F, coque Lambert, imprimés en offset et thermogravure par Cartor SA, d'après les esquisses de Y.-P. Verot-Lemaire.

■ Le Bulletin n° 4 contient les tableaux des émissions de : Monaco 84, Andorre 83 et TAAF 83. Pour l'obtenir, mêmes conditions que les précédents (voir le Monde du 23 février, p. XII).

ADALBERT VITALYOS.

EXCLUSIF

A PARTIR DU 1^{er} AVRIL

PARIS MIAMI NON-STOP

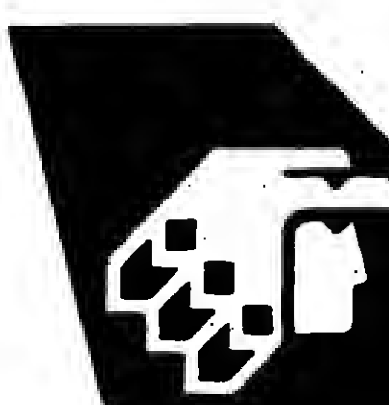
Quitter **Paris** à l'heure de l'apéritif et arriver en **Floride** à l'heure du café (grâce au décalage horaire) pour découvrir la Floride, base de départ de **toutes les Evasions américaines** : le Sud des Etats Unis, les Bahamas, les croisières Caraïbes, Epcot Center, Disneyworld, Cap Kennedy, les Everglades : un paradis pour tous ceux qui, comme « Alice », ont conservé une âme d'enfant.

3 vols par semaine
mercredi, vendredi, dimanche

DEPART DE PARIS à 13 h 30, ARRIVEE à MIAMI à 15 h 55

Aeroméxico vous propose l'exclusivité de ses trois vols directs par semaine vers Miami et Mexico au départ de Paris-Orly à prix spéciaux.

RESERVATIONS :
AUPRES DE VOTRE
AGENT DE VOYAGES
et aeroméxico
(1) 742.40.50



aeroméxico

Elégance museum

Qu'est-ce que le Musée national des arts de la mode ?

L'INAUGURATION du Musée national des arts de la mode dans le pavillon de Marsan du Grand Louvre est toujours prévue pour décembre 1985. On s'active ferme sur le chantier. Nous l'avons parcouru voici un an, accédant au toit, dont la charpente est signée Gustave Eiffel, par des échelles de coupée. Aujourd'hui, un escalier extérieur, côté jardin des Tuileries, révèle un magnifique panorama de la capitale dans l'éclairage à la fois cru et doré de la fin de l'hiver et permet de rejoindre plaisamment les sommets du futur musée. Bientôt les ascenseurs et monte-charge se logeront dans leurs trémas.

Cette réalisation, menée bon train depuis la décision rendue publique par Jack Lang, ministre de la culture, en mars 1982, est d'un type nouveau, associant les différents métiers de la mode à leur environnement, tant sociologique et économique qu'historique et culturel. Ce projet a été rendu possible par l'accord des fédérations professionnelles et de l'Union centrale des arts décoratifs.

« Notre inspiration, explique Daniel Janicot, délégué général de l'Union centrale des arts décoratifs, vient du Metropolitan Museum of Art et du Fashion Institute of Technology, tous deux de New York. » Daniel Kahane, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, est responsable de la construction des neuf niveaux du musée; Jacques Grange, de la décoration intérieure, où les pierres de l'Ile-de-France s'appuient sur les sols d'escaliers blancs et gris, les parties métalliques prenant le ton intemporel du brun rouillé. Des parquets viendront réchauffer l'ambiance de certaines salles où seront donnés des concerts.

Seule la partie supérieure (cinq étages) ouvrira en décembre prochain. Le cinquième et le sixième étage

seront réservés aux collections permanentes et aux animations. Ils abriteront aussi la salle d'histoire du costume. Les trois derniers étages serviront de cadre aux expositions temporaires de prestige. Les bibliothèques, les centres documentaires de mode et de textile — étages 1 à 4, — comme le rez-de-chaussée, ouvriront en 1986, les réserves du sous-sol, en 1987. Voilà pour le décor.

Les collections, parmi les plus importantes du monde, associent celles de l'Union française des arts du costume et de l'Union centrale des arts décoratifs (UFAC et UCAD) et sont sous la responsabilité d'Yvonne Deslandres, conservateur du département de mode, déléguée générale de l'UFAC, et Nadine Gase, conservateur du département textile, conservateur au Musée des arts décoratifs.

Yvonne Deslandres, même et pleine d'esprit, collectionne les robes avec fougue et amour. Elle s'est lancée dans la mode en 1947, obtenant des couturiers parisiens les fonds permettant à l'UFAC d'acquiescer la collection Bonneval, qui allait être vendue aux musées américains. En tout, huit cents pièces, dont deux cents costumes entiers du dix-huitième siècle et autant de rarissimes pièces de lingerie de la même époque. Depuis ce premier « coup », les dons sont venus régulièrement. Actuellement Yvonne Deslandres a pu rassembler neuf mille costumes entiers du dix-huitième siècle à nos jours; les trois quarts sont des toilettes de femmes; le reste consiste en tenue d'hommes et d'enfants.

Les collections de Poiret et de Madeleine Vionnet sont parmi les plus importantes, suivies de celles de Schiaparelli, complétées de trente-quatre mille pièces de costumes et accessoires; mille deux cents chapeaux; huit cents éventails, etc., quelque deux cents pièces s'y ajoutent

par an : la styliste Christiane Bally a ainsi offert vingt robes en 1984; M^{me} Francis Fabre, sa garde-robe de Balenciaga...

Yvonne Deslandres précise qu'elle cherche les lots ethnologiques, « du cache-poussière à la robe de jour », plutôt que les chefs-d'œuvre isolés.

Le centre de documentation s'enrichit aussi tous les mois, la Bibliothèque nationale y déposant les revues de mode et les livres français.

L'exposition inaugurale, « La mode et ses amants », placée sous la responsabilité de M^{me} Edmonde Charles-Roux, permettra de révéler ces « trésors » ainsi que leur évolution au fil des temps. Cent vingt mannequins seront exécutés selon les morphologies des différentes époques par M. Lorenzi. Parmi les plus rares, deux modèles de mouseline blanche brodée de 1830 témoignent de l'époque romantique. Yvonne Deslandres, également conférencière et écrivain, a récemment participé au tournage du film de William Klaine; le photographe, auteur de « Polly McGoo » est en train de réaliser un long métrage sur les créateurs d'aujourd'hui et a écrit la préface du catalogue de l'exposition de Jean-Charles de Castelbajac, qui doit s'ouvrir en mai prochain au Musée d'art moderne de Troyes.

Les collections du musée comprennent déjà plus de dix millions d'échantillons de tissu du seizième siècle à nos jours — broderies, dentelles, passe-

menteries, dessins d'emprunt — et des photos de modèles de haute couture de 1917 à 1933 que pourront consulter les étudiants, stylistes, décorateurs et autres professionnels. Ce musée, unique au monde par sa qualité, logera aussi l'institut universitaire du costume. Les élèves apporteront une animation permanente à ces bâtiments longtemps voués à la grisaille officielle, au cœur de quartiers parisiens de la mode et des métiers d'art.

Car, et ce n'est pas son moindre mérite, le Musée des arts de la mode se veut le gardien et le promoteur de l'élégance française, patrimoine artistique. A côté des expositions, un laboratoire d'entretien scientifique des vêtements travaillera sur des bases similaires à celles des ateliers de restauration de tableaux du Louvre, que le grand public a pu connaître grâce aux émissions télévisées de Madeleine Hours. Une typologie de classement sera créée pour l'identification des costumes. Lien entre le passé et l'avenir, le musée devrait permettre l'éclosion de nouveaux talents jusqu'ici dispersés.

En avant-première de ce prestigieux ensemble, le Musée des arts décoratifs redécouvre ses salles permanentes, qui seront inaugurées le 22 mai par M. Jack Lang. L'ouverture au public est fixée au 1^{er} juin. Une bonne façon de patienter jusqu'au mois de décembre.

NATHALIE MONT-SERVAN.



MADE IN ARTS DÉCORATIFS DE PARIS

Un corps et une robe

ALFREDO RODRIGUEZ ARIAS a été chargé de concevoir et d'organiser l'exposition « La mode et ses amants ». Nommé récemment directeur du centre dramatique d'Aubervilliers, Alfredo Arias est le fondateur du Groupe TSE — Histoire du théâtre, Comédie policière, Luxe, les Peines de cœur d'une chatte anglaise, Sortilège... Il a inventé un glamour théâtral qui reflète son adoration pour les magies de l'illusion, son obsession de la forme parfaite. Passion et distance de l'élégance. Lui demandant de penser l'exposition, c'était penser mise en scène. Pour lui la question est : comment illustrer les textes choisis par Edmonde Charles-Roux comme bases à l'exposition ?

Alfredo Arias s'est demandé ce que représente la mode dans l'histoire. Et c'est bien évidemment le mouvement. « Il faudrait, écrit Jean Cocteau, filmer les époques lentes et les modes qui se succèdent. Alors, ce serait vraiment saisissant de voir, à toute vitesse, les robes s'allonger, se raccourcir, et se rallonger, les manches se gonfler, se dégonfler, se regonfler, les chapeaux s'enfoncer et se retrousser, et se jucher, et s'aplatir, et s'empanacher, et les poitrines grossir et maigrir, provoquer, avoir honte, les tailles changer de place entre les seins et les genoux, la houle des hanches et des croupes, les ventres qui avancent et reculent, les chapeaux qui collent et qui décollent, les linges qui disparaissent et réapparaissent. »

Arias voulait, selon Cocteau, suivre en accéléré les modifications des formes. Il avait rêvé de montrer le mouvement des modes, le tournoiement des vêtements en train de vivre. Il aurait souhaité faire dialoguer la vidéo et les poupées parées. Mais les moyens ont manqué.

Arias rêve d'un trajet descendant, du troisième étage au rez-de-chaussée de l'exposition. D'abord ce serait la présentation traditionnelle des objets et des habits historiques, racontés en vitrine, musée dans le musée, qui progressivement se théâtraliserait. Les mannequins deviendraient des personnages dans leurs décors — jardins à la française en cristal, salon, foyer d'un théâtre avec loges... Arias collabore avec ses

décorateurs habituels : Rostislav Doubrowinsky (créateur des masques de la Chatte anglaise), son assistante Sabine Durell, Claudie Gesteine, Fabio Palamidese. Ils fabriquent des mannequins dans des matériaux variés — bois, cristal... L'idée, c'est le refus du type unique, c'est d'inventer des corps adaptés à l'inspiration de la robe.

« A partir du vingtième siècle, explique Arias, on trouve des mannequins d'époque. Auparavant, on les imagine. On cherche l'évolution du sens esthétique. »

« Avec ces personnages immobiles, il s'agit de donner une idée de mouvement, avec des successions de gestes. Par exemple, disposer un labyrinthe entre un lit contre lequel est appuyée une femme nue, et une fenêtre. Tout au long, cette femme est montrée dans les étapes successives de son habillage, une sorte de striptease à l'envers. Chaque image de la femme dans son vêtement est vue comme une sculpture en mouvement arrêté, comme un objet artistique placé dans son cadre. Nous avons choisi des décors qui évoquent la vie sociale (le salon de M^{me} Verdurin), les voyages (l'Orient Express)... Dans une pièce spéciale se dévisagent les créatures de Vionnet et celles de Chanel, deux conceptions opposées de la femme. La dernière étape est un hommage à Schiaparelli, dans un cirque où les acrobates sur les trapèzes portent des robes précieuses, où les fauves sont des femmes... »

« Je voudrais que les visiteurs éprouvent un plaisir esthétique direct, que les robes ne soient pas seulement des chiffons en vitrine, qu'elles soient placées en situation ou plutôt dans leur ambiance. L'élégance, c'est la rencontre entre un corps et un vêtement — même si le corps est banal et le vêtement modeste. Ce qui compte, c'est ce qui se passe entre eux... La question à laquelle je dois répondre est : comment faire ressentir l'émotion dont une robe a été chargée quand elle a été portée par une femme, un être unique qui l'a choisie, pour vivre un moment précis de son existence ? »

COLETTE GODARD.

MAISON

Arts ménagers

Le Salon des arts ménagers, désormais réservé aux professionnels, est l'occasion de faire le point des nouveautés. Dans ce secteur, la régression des ventes touche tous les constructeurs, aussi bien étrangers que français.

La majorité des foyers étant déjà équipés (pour la cuisson, le lavage et le séchage du linge), le renouvellement des appareils est souvent différé. La diminution du nombre des mariages influe, aussi, sur les achats de premier équipement. Ces difficultés économiques ne semblent pourtant pas freiner les efforts d'innovation des fabricants. Misant sur le gain de temps des tâches ménagères et sur le gain de place dans les cuisines, ils s'efforcent de tenter les acheteurs.

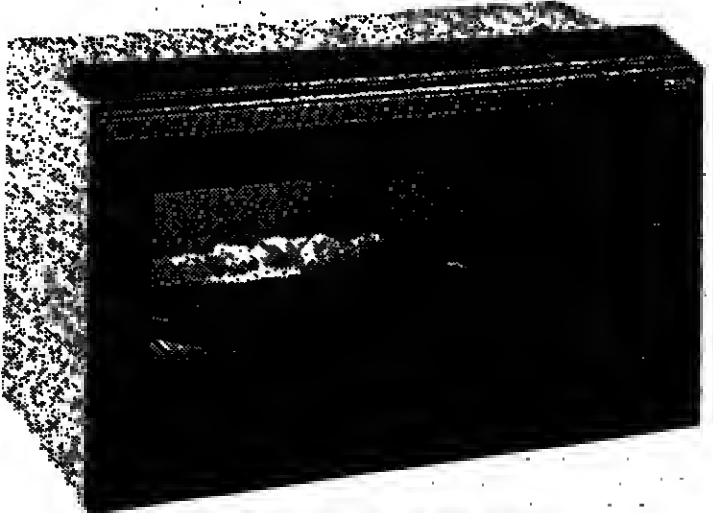
Les fours « multifonctions », combinant convection naturelle, chaleur pulsée et grill à infra-rouges, se généralisent. La nouveauté de l'année est un four de ce type qui inclut les micro-ondes. Ce dernier mode de cuisson ultra-rapide (que beaucoup renouent à acheter faute de place) va peut-être ainsi prendre son essor. L'association d'un four classique et d'une enceinte à micro-ondes apporte une réduction sensible des temps de cuisson en décongelant, cuisant, rôtissant ou réchauffant tous les types d'aliments. Entre 5 000 F et 9 000 F selon le volume et les perfectionne-

ments du four (Bosch, Philips, Siemens, Scholtès).

La gamme des fours uniquement à micro-ondes s'élargit (à partir de 2 000 F), avec des enceintes ayant de dix-huit à quarante litres de capacité. Dans les plus grands, les cuissons peuvent se faire, simultanément, sur deux niveaux (Arthur-Martin, Electroko). Sur le micro-ondes Kenwood, une sonde thermique assure une cuisson au degré près. Même équipement sur le four de De Dietrich qui est doté, en plus, d'une commande à mémoire permettant d'enchaîner une décongélation, une cuisson puis un mijotage.

Pratiques pour les célibataires ou les jeunes couples, des fours classiques compacts se posent ou s'inscrivent (entre 300 F et 1 000 F environ : Chromex, Kenwood, Philips, Rowenta, Tefal). Le « four studio » Vivalp e une plaque électrique de 1 500 watts au sommet, qui peut fonctionner en même temps que le four, 600 F environ. Rosières présente deux fours compacts, l'un à chaleur tournante et l'autre multifonctions.

Les tables de cuisson à surface lisse, en vitrocéramique, vont peut-être enfin connaître le succès grâce à une nouvelle technique dérivée de la lumière. Les appareils de Kenwood et de Scholtès sont équipés de foyers à tubes à halogène. Leur



Four compact combinant chaleur pulsée, grillage et micro-ondes (« Turbotronic » Philips).

intérêt est un démarrage et un arrêt instantanés de la cuisson. Une plaque à deux foyers à halogène et deux foyers radiants vaut aux alentours de 6 000 F.

Constatant la consommation accrue des produits surgelés, la majorité des fabricants présentent des combinés réfrigérateurs-congélateurs, cette dernière enceinte occupant jusqu'à 30 % de la capacité totale. Sur le combiné de Siemens, les températures, commandées séparément pour chacun des deux compartiments, sont effichées à l'extérieur de l'appareil. De

nouveaux congélateurs, d'encombrement réduit au sol, conviennent aux cuisines citadines. Un petit coffre de 150 litres mesure 59,5 cm de large, 63 cm de profondeur et 85 cm de haut (Electroko). Très logeables également, deux congélateurs-armoires chez Bosch et Brandt.

L'évolution des textiles (mélanges de fibres naturelles et synthétiques) et des fréquences de lavage a fait apparaître des lavings à cycles ultra-rapides (Brandt, Laden, Vedette). Innovation chez

Philips avec un tambour enferrmé dans une cuve en polypropylène moulé, assurant une stabilité totale à l'essorage. Pour éviter de trier le linge, ces nouvelles machines Philips et celles d'Arthur-Martin et de Lincoln, ont des programmes mixtes, permettant de laver ensemble du coton et des synthétiques.

Pour les lave-vaisselle, la rivalité des fabricants porte aussi sur la réduction du temps de lavage. Pour une vaisselle peu sale, le cycle va de dix-sept à vingt-cinq minutes, avec départ à l'eau chaude ou froide (Ariston, Brandt, Indesit, Vedette). Rosières, outre un cycle court, a un programme qui permet une mise en route différée pour bénéficier de tarifs « heures creuses » de l'EDF. Pour une toute petite cuisine, Arthur-Martin propose un lave-vaisselle de cinq couverts, à poser à côté de l'évier dans lequel l'eau de vidange s'écoule directement.

Parmi les nouveaux petits appareils, le saucière Vivalp e un bol d'un litre pour faire des sauces chaudes ou froides. Sur le « saucière-pâtisseries » Moulineux, la température et la vitesse de rotation se règlent séparément. La « chocolatière » Calor fait du chocolat moussoux ou des garnitures de gâteaux, mélangées à la vapeur. Pour le passage, Chromex propose un fer à vapeur sans fil, qui se pose sur un socle chauffant indépendant.

JANY ALJAME.

(Publicité)
René Terrasson :
après CARMEN
à PÉKIN...
LA MODE
à l'OPÉRA
de Strasbourg

Jack Lang, Ministre de la Culture, a déclaré récemment que la mode était un art et devait être traitée comme tel.

La Direction de l'Opéra de Strasbourg a relevé le défi et confié à René Terrasson, Directeur Artistique de l'Opéra du Rhin, le soin de réaliser un grand spectacle visuel et musical consacré à la présentation des modes de l'une des créatrices françaises les plus originales : Arlene Chacok.

René Terrasson, qui a présenté « Carmen » à Pékin l'an passé, a réalisé un spectacle qui est un véritable festival de lumière, au cours duquel 20 mannequins « typés », conduits par Valérie Collignon, danseuse de l'Opéra de Strasbourg, évolueront sur des thèmes musicaux de Mozart, Vivaldi, Schubert et Rossini.

Symphonie pour Chacok

C'est l'ensemble symphonique de 45 musiciens de l'Orchestre de Strasbourg, dirigé par Claude Schützler, qui interprétera les musiques de ce spectacle exclusif auquel seront conviés toutes les femmes élégantes de Strasbourg. Evénement de toutes les joies de la passion, la partition de Don Giovanni conduira ainsi l'entrée en grande musique de la mode à l'Opéra.

Rappelons qu'avant d'entrer à l'Opéra, la mode Chacok était entrée au Musée, puisque Marie-Claude Beaud, Conservatrice du Musée de Toulon, avait déjà, dans un feu d'artifice de lumière, fait édifier les mannequins Chacok parmi les œuvres d'art.

Au hasard

L. T.

INDEX DES

كتاب الناحية

Délasssement sauce Madère

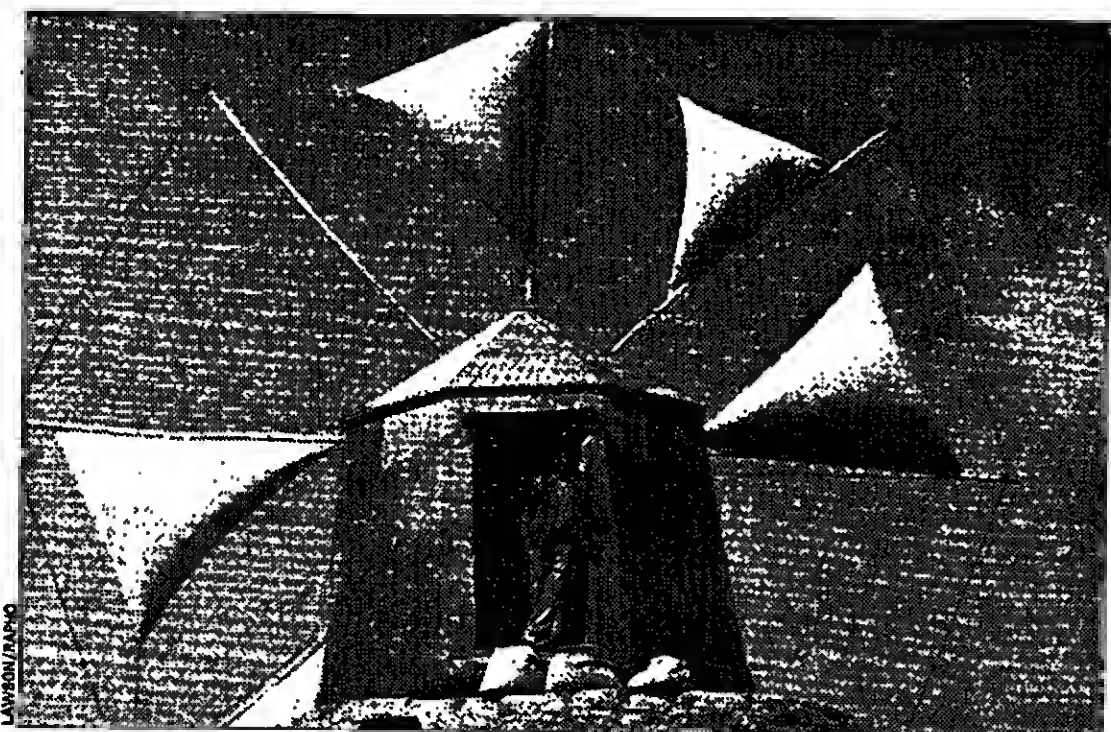
Les Anglais, eux, adorent. Faut voir...

MADÈRE, ce n'était jusqu'à présent qu'un nom à faire rêver. Pour les Français du moins, car nos voisins britanniques avaient depuis longtemps su apprécier les charmes et les vertus de cette escale obligée sur la route qui les ramenait des colonies : ils y trouvaient le climat idéal pour se réhabituier, en douceur, à leurs brumes natales. Aujourd'hui, les progrès de l'aviation aidant, Madère devrait devenir une destination familière pour nos vacances. Les marchands de voyage font tout pour cela, à commencer par les prix qu'ils proposent : à peine supérieurs à ceux de la Tunisie, à peine inférieurs à ceux du Maroc.

Voici donc, en plein Atlantique, à une heure et demie de vol de Lisbonne et à la latitude de Casablanca, cette lointaine province portugaise, étroite bande de terre (60 kilomètres de long sur 20 de large), où s'entassent près de 250 000 habitants. Le Gulf Stream coule au large et assure, tout au cours de l'année, un climat chaud mais parfaitement tempéré. C'est la véritable providence de cette île à la végétation luxuriante, couverte de fleurs onze mois sur douze, où les pluies sont rares et courtes, les appareils de chauffage et les climatiseurs pratiquement inutiles. Et voici quelques images.

De la côte d'abord. Elle surprendra ceux qui l'auront imaginée sur le modèle des défilés touristiques. Madère, née d'un volcan, tombe abruptement dans la mer ; pas de plage sinon un mince ruban de galets noirs ; dès qu'on l'aborde, il faut lever les yeux et le pied. Rudes falaises, courtes vallées en éventail coupées jusqu'à leur sommet d'une multitude de gradins que l'on a tracés et cultivés comme des jardins. Villes et villages, au-delà de l'encombrement des bords de l'eau, partent à l'escalade des hauteurs qui les enserrant en une procession serrée de maisons basses, blanches et rouges.

La façade sud de l'île, la mieux exposée, est aussi la plus peuplée. Funchal, la capitale, son ancienne forteresse dominant le port, sa place pavée de mosaïques noires et blanches, ses rues étroites et ses vieilles demeures ombragées, c'est, en plus modeste, une sorte de Monte-Carlo atlantique. Une batterie de grands hôtels - vue sur la baie, piscines au pied - la prolongent vers l'ouest. Sur ce grand boulevard des touristes, des établissements de toutes catégories, dont l'un assorti d'un casino dessiné par Niemeyer, ont pris la suite du plus vénérable d'entre eux : le Reid's, bâti au milieu du siècle dernier, de mondiale renommée. Chambres, suites de luxe en balcon sur la mer ; 355 employés pour 300 clients en majorité britanniques... On respire dans ses salons ouatés, tendus de vert pâle et de brun, meublés à l'anglaise, le parfum parfaitement suranné d'une bottellerie d'uo autre temps. Son directeur, un Suisse pourtant très chevronné, s'en étonne encore : « En hiver, explique-t-il, les trois quarts de nos hôtes descendent en smoking ou robe longue pour dîner. Proportion record, je vous l'assure. » Le Reid's vaut la visite même si ses concurrents plus modestes, moins chers mais tout aussi confortables, sont plus faciles à habiter.



« Nous avons besoin de devises, mais pas à n'importe quel prix. Nous ne serons pas les nouvelles Baléares ou les nouvelles Canaries. Vous voulez ? Le pire, ici, paraît moins sûr qu'ailleurs. »

munautés insulaires. Que reste-t-il d'un pays si l'on n'a eu l'occasion, ne serait-ce qu'une fois, de partager le pain et le vin avec ses habitants ? Il faut donc se faire inviter à déguster un cru de vieux Madère - il sera servi avec des beignets ou du pain d'épices de mélasse - dans une de ces innombrables villas qui surplombent la baie de Funchal, ou suivre, en s'y mêlant, la foule qui, en ce mois de février, fête durant plusieurs week-ends le carnaval. Cela aussi fait partie du fameux « environnement » que les responsables du tourisme entendent préserver. « Qualité d'abord », jure l'un d'entre eux. « Nous avons besoin de devises mais pas à n'importe quel prix. Nous ne serons pas les nouvelles Baléares ou les nouvelles Canaries. »

Voulez-vous ? Le pire ici paraît moins sûr qu'ailleurs puisque l'île et son archipel (1) ont les moyens politiques de se garder. Madère est, avec les Açores, une des deux régions autonomes créées par la Constitution portugaise de 1976. Autonomie presque complète, explique le jeune président du gouvernement régional, Alberto Jardim (on le donne pour un futur candidat à la présidence de la République), qui a déjà fait ses preuves. Le gouvernement régional est responsable devant une assemblée de cinquante membres élus au suffrage universel par l'ensemble des résidents. Il dispose sur le territoire de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux qui sont liés à la politique étrangère et de défense de l'État portugais, à la politique monétaire, à la justice.

Appuyé sur une très forte majorité social-démocrate, M. Alberto Jardim peut se vanter d'avoir assuré à l'île depuis une dizaine d'années « une complète stabilité politique et sociale » et obtenu des résultats économiques supérieurs à ceux qui ont été enregistrés sur le continent.

Expérience à suivre. Rien n'interdit au voyageur curieux de s'y intéresser après avoir découvert ces quelques arpentés de volcan préservés, pour quelques années encore, des turbulences du siècle.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

(1) A l'île principale de Madère sont rattachées celle de Porto-Santo (5 000 habitants, longues plages de sable) et six îlots inhabités.

Plus loin

Un joli nid

Parmi les formules proposées par Jumbo, une des filiales touristiques d'Air France, pour découvrir cet archipel où l'on cultive la canne à sucre, la banane, la vigne et... le ferment, un séjour à Funchal, dans une ancienne demeure bourgeoise transformée en hôtel : trente-cinq chambres seulement, pas de plage mais une piscine et un beau jardin tropical, pas de restaurant mais la ville toute proche pour y flâner et la montagne voisine pour y randonner. Hôtel Quinta - Penha-de-Francia : 3 780 F du 1^{er} avril au 16 juin ; 3 980 F du 17 juin au 15 septembre, sept nuits avec petit déjeuner avec vol aller-retour de Paris. Départs possibles de Lyon et Marseille.

• Jumbo Information, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-01-95. Et dans les agences Air France et agréées.

Prestige ou petit budget

Pour découvrir le jardin flottant de l'Atlantique, l'hôtel propose notamment le grand luxe « d'un des meilleurs hôtels du monde », le Reid's, à Funchal. Pour une clientèle raffinée (thé à 5 heures et tenue de soirée de rigueur). Pare, trois piscines, deux tennis et un casino. 7 985 F la semaine en demi-pension, jusqu'au 30 avril, par

personne en chambre à deux lits, au départ de Paris.

Pour ceux qui recherchent « un hôtel sans prétention, sympathique et d'un bon rapport qualité-prix », le Santa-Maria, à Funchal. Night-club et piscine sur le toit. 3 790 F la semaine avec petit déjeuner jusqu'au 15 juin, au départ de Paris.

• Melia, 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-56-56.

Offres spéciales

A Funchal, un hôtel modeste « mais qui ne manque pas de charme » (sur les hauteurs, attention, ça monte), le principal étant ses mini-prix. Hôtel Monte-Carlo : 3 165 F, une semaine en demi-pension, de Paris par vols spéciaux le lundi. Départs les 3, 10, 17 et 24 juin. Les 1^{er} et 8 avril : 3 390 F. Fin avril et mai : 3 240 F.

A signaler la gratuité totale (transport + séjour) offerte dans tous les hôtels proposés à Madère par Touropa (par exemple au Dom-Pedro, à Machico, petit port de pêche à une vingtaine de kilomètres de Funchal, pour ceux qui aiment le calme et les sports) à un enfant de moins de douze ans partageant la chambre de deux adultes payant plein tarif. Une offre valable pour tous les séjours du 16 avril au 29 octobre. Réduction de 50 % pour les séjours du 23 mars au

16 avril et du 2 juillet au 10 septembre.

• Touropa, 2, rue du Port-Neuf, 75001 Paris. Tél. : (1) 233-44-60.

Une randonnée

Outre des séjours dans quatre hôtels au choix, dont le Madeira Sheraton et le victorien et rétro Savoy (respectivement 3 690 et 3 480 F, huit jours au départ de Paris, les 15 et 22 avril, chambre double et petit déjeuner) avec acheminement par vol spécial (Air Charter) sans escale (environ quatre heures), Jet Tours (Air France) propose une randonnée pédestre de huit jours ne nécessitant pas d'aptitudes sportives particulières. Assisté d'un guide local, on découvre les superbes panoramas du centre de l'île. 4 900 F pour les départs d'avril et mai (de Paris par vol spécial), 5 300 F en juillet et août.

• Jet Tours Information, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 705.01.95. Et dans les agences agréées par Air France.

Trois rendez-vous

La Fête des fleurs a lieu du 19 au 22 avril, celle des vendanges du 15 au 22 septembre. A noter également un Festival J.-S. Bach, du 15 au 25 juin.

• Renseignements : Office du tourisme portugais, 7, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : (1) 742.55.57. Formalités : carte d'identité ou passeport. Autorisation de sortie pour les mineurs non accompagnés. Aucun vaccin.

A compter du 27 mars, un vol charter affrété à TAP Air Portugal par Nouvelles Frontières reliera directement, tous les mardis, Paris à Madère (Funchal). Prix : de 1 590 F à 2 050 F selon la date.

A Madère, N.F. propose plusieurs formules : séjour en hôtel (par exemple à l'hôtel Madeira Palacio (5 étoiles) à Funchal : 1 690 F la semaine en demi-pension jusqu'au 30 avril, 1 540 F de mai à juillet, supplément de 210 F pour vue sur la mer ; circuit organisé (1 800 F les deux semaines, à partir de juin ou, si vous êtes en forme, une randonnée d'une semaine dans les montagnes, également à partir de juin, pour 2 360 F.

Pour préparer votre voyage, des forums les 26 mars et 14 mai, à 19 h 30, au 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 273.25.25. A votre disposition également, une fiche technique et un guide Portugal N.F.